

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE

GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE.

TOME CENTIÈME

Janvier-Avril 1909.

PARIS

FÉLIX ALCAN, Éditeur

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1909

65093.

~~H~~

~~R3282~~

~~4.100~~

0

1

.R6

t.100

1909

REVUE
HISTORIQUE

A NOS LECTEURS

La *Revue historique* commence aujourd'hui sa trente-quatrième année et son centième volume. C'est au printemps de 1875, il y a trente-cinq ans, que j'apportai à M. Germer-Baillièrre le plan de deux revues, une *Revue philosophique* et une *Revue historique*, dont je lui proposais de confier la direction à mon ami Th. Ribot et à moi. Il n'existait alors en France aucune revue générale de philosophie ni d'histoire, d'un caractère strictement scientifique et indépendante de tout parti pris doctrinal. La *Philosophie positive* était l'organe d'une école et la *Revue des questions historiques* avait alors une couleur nettement royaliste et catholique. M. Germer-Baillièrre accueillit avec empressement ma proposition. Les deux revues jumelles parurent ensemble le 1^{er} janvier 1876, l'une mensuelle, celle de philosophie, l'autre, la *Revue historique*, d'abord trimestrielle, puis, à partir de 1878, bimestrielle.

Le poids de l'entreprise me paraissait trop lourd pour mes seules épaules, et il me semblait opportun de montrer, par l'organisation même de la *Revue*, que nous voulions associer l'esprit de critique sévère et de recherches érudites de l'École des chartes et de l'École des hautes études à l'esprit plus littéraire et plus porté aux généralisations qui animait les historiens sortis de l'École normale. Je demandai à mon ami Gustave Fagniez, archiviste aux Archives nationales, qui, après avoir été mon camarade à Louis-le-Grand, avait suivi mes conférences à l'École des hautes études dans les premières années de sa fondation, où elle réunissait moins des élèves et des maîtres que des condisciples désireux de s'instruire et de se perfectionner en commun, de s'associer à moi dans la direction du nouveau recueil. Il avait une intelligence aussi vive que précise et une compétence très étendue, et il a montré qu'il était capable de traiter avec une égale supériorité des règnes d'Henri IV et de Louis XIII ou de l'industrie et du commerce au moyen âge. Pendant six ans, j'ai profité de son utile collabora-

tion. Quand il a quitté la direction de la *Revue*, il se trouvait naturellement remplacé par un autre élève de l'École des chartes et de l'École des hautes études, plus jeune que lui d'une dizaine d'années, Charles Bémont, à qui j'avais demandé dès le premier jour de prendre la tâche de secrétaire de la *Revue*, tâche très laborieuse et un peu ingrate pour laquelle il s'est dépensé sans compter. Aujourd'hui qu'il a comme successeur au secrétariat un autre chartiste, lui aussi élève de l'École des hautes études, Louis Halphen, il reste étroitement associé à la direction de la *Revue*. Ce n'est pas sans un sentiment d'intime satisfaction et de légitime orgueil que je vois paraître, signé de nos deux noms, le centième volume d'un recueil dont nous avons ensemble, il y a trente-quatre ans, corrigé les premières épreuves. La *Revue* n'a changé ni d'imprimeur ni d'éditeur. M. Paul Daupeley, héritier des fortes traditions de son père M. G. Daupeley et de son grand-père M. Gouverneur, continue à s'occuper avec le même soin de la bonne exécution typographique de nos fascicules, et M. Félix Alcan, mon camarade d'École normale en 1862-1865, l'associé, puis le successeur de M. Germer-Baillièvre, a toujours porté à notre entreprise la sollicitude la plus vigilante.

Dans notre premier article de 1876, après avoir retracé l'histoire du développement des études historiques en France depuis le xvr^e siècle, j'indiquais quels étaient notre but et nos ambitions en créant la *Revue historique*, quelles étaient alors les imperfections de l'organisation des études historiques en France, et dans quel esprit nous espérions travailler à leur progrès. Je disais :

Le malheur dont la science historique a eu le plus à souffrir en France, c'est la séparation ou, pour mieux dire, l'espèce d'antagonisme qu'on a pendant longtemps voulu établir entre la littérature et l'érudition. Beaucoup de lettrés ont affecté une sorte de mépris pour les recherches d'érudition, croyant que l'imagination, le bon sens, une certaine dose d'esprit philosophique et le style tenaient lieu de tout; les érudits, de leur côté, ont parfois montré un dédain excessif pour la forme littéraire, une aversion déraisonnable pour les idées générales, où ils n'ont voulu voir que des fantaisies ou des phrases, et se sont réfugiés avec une sorte de parti pris dans des minuties ou des détails de faits souvent sans intérêt...

Après avoir déploré « l'absence d'un enseignement supérieur bien organisé où la jeunesse viendrait puiser à la fois une culture

générale et des habitudes de méthode, de critique et de sévère discipline intellectuelle », j'ajoutais :

Nous avons du moins cette consolation de voir les saines méthodes de travail et de critique se répandre de plus en plus, l'antagonisme entre la littérature et l'érudition diminuer, et une conception plus juste de la science historique se faire jour graduellement. Les Écoles longtemps rivales se rapprochent et regrettent de ne pas pouvoir se fondre dans l'unité plus large de grandes Universités nationales... On a compris le danger des généralisations prématurées, des vastes systèmes *a priori* qui ont la prétention de tout embrasser et de tout expliquer. On a compris aussi le peu d'intérêt qu'offrent des recherches de pure curiosité, qui ne sont guidées par aucune idée d'ensemble, par aucun plan tracé d'avance. On a senti que l'histoire doit être l'objet d'une investigation lente et méthodique où l'on avance graduellement du particulier au général, du détail à l'ensemble, où l'on éclaircisse successivement tous les points obscurs afin d'avoir enfin des tableaux complets et de pouvoir établir sur des groupes de faits bien constatés des idées générales susceptibles de preuves et de vérification... Nous voyons déjà les progrès accomplis dans la publication des textes, dans la critique des sources, dans l'étude patiente et détaillée des époques. Il en est déjà que l'on pourrait tenter de raconter dans leur ensemble. Tous les savants sont en même temps convaincus que le style et la forme littéraire sont loin d'être des ornements superflus..., la critique historique aussi bien que l'histoire narrative comportent chacune des formes littéraires spéciales..., la critique d'ailleurs ne travaille qu'à préparer les voies à l'histoire narrative et même, dans une certaine mesure, à l'histoire philosophique... Malgré tous les progrès accomplis, nous sommes encore dans une période de préparation, d'élaboration des matériaux qui serviront plus tard à construire des édifices historiques plus vastes. Le *xvi^e* siècle a été l'époque des découvertes et des premières explorations... La grande érudition du *xvii^e* et du *xviii^e* siècle a fait... un premier travail de collection et de classement. Alors sont venus les historiens philosophes du *xviii^e* siècle et du commencement du *xix^e*, qui ont cru l'œuvre assez avancée pour entreprendre la construction de l'édifice. La tentative était prématurée..., mais ils ont tracé un plan idéal de l'édifice, indiqué le but qui doit être poursuivi : chercher dans l'histoire l'homme même, son apparence extérieure comme sa vie intérieure, les lois qui ont déterminé le développement de ses idées et de ses sentiments. L'érudition du *xix^e* siècle reprend, avec des procédés plus sûrs, avec une méthode plus scientifique, le travail d'examen et de classification fait un peu à la hâte au *xvii^e* et au *xviii^e* siècle. Les esprits généralisateurs, les artistes viendront à leur tour, mais animés de réserve et de prudence, ne se servant que de matériaux éprouvés et authentiques. Les progrès accomplis jusqu'ici n'ont

fait que mettre en lumière les conditions d'une investigation vraiment scientifique, et cette investigation commence seulement. Tous ceux qui s'y livrent sont solidaires les uns des autres..., il est indispensable qu'ils se sentent unis tous ensemble et que leurs efforts soient coordonnés pour être plus puissants. Divers moyens peuvent y tendre. Un enseignement supérieur bien organisé y contribuerait plus que tout autre chose. Les sociétés savantes sérieuses, telles que nous en possédons plusieurs, y servent puissamment. La *Revue historique* veut travailler au même but. Elle veut non seulement favoriser la publication de travaux originaux et sérieux, qui enrichissent la science soit par les recherches qui en seront la base, soit par les résultats qui en seront la conclusion, mais encore et surtout servir de lien entre tous ceux qui consacrent leurs efforts à la vaste et multiple investigation dont l'histoire est l'objet, leur faire sentir leur solidarité, leur fournir des renseignements précis et abondants sur tout ce qui s'accomplit à l'heure actuelle dans les domaines variés des sciences historiques. Nous voudrions contribuer à former, par l'exemple d'une bonne méthode, les jeunes gens qui veulent entrer dans la carrière historique, servir à tous de centre de ralliement et d'information... Nous prétendons rester indépendants de toute opinion politique et religieuse. Les hommes éminents qui ont bien voulu accorder leur patronage à la *Revue* sont loin de professer tous les mêmes doctrines, mais ils pensent avec nous que l'histoire peut être étudiée en elle-même, et sans se préoccuper des conclusions qui peuvent en être tirées pour ou contre telle ou telle croyance... Notre *Revue* sera un recueil de science positive et de libre discussion, mais elle se renfermera dans le domaine des faits et restera fermée aux théories politiques ou philosophiques. Nous ne prendrons aucun drapeau; nous ne professerons aucun *credo* dogmatique; nous ne nous enrôlerons sous les ordres d'aucun parti; ce qui ne veut pas dire que la *Revue* sera une Babel où toutes les opinions viendront se manifester. Le point de vue strictement scientifique auquel nous nous plaçons suffira à donner à notre recueil l'unité de ton et de caractère.

Nous croyons que la *Revue historique* est restée fidèle aux promesses de ses débuts, à son programme d'impartialité scientifique et de recherche désintéressée de la vérité. Un professeur de la Faculté de théologie protestante et un père jésuite ont pu se trouver associés dans un même fascicule de la *Revue* sans que ni l'un ni l'autre se sentît gêné par ce voisinage et sans que leurs articles portassent la marque de leur situation respective. Nous croyons aussi que la *Revue historique* a honorablement tenu sa place dans le mouvement des études historiques de ces trente-cinq dernières années et qu'elle a réussi, dans une certaine mesure, à y jouer le rôle qu'elle s'était assignée. Elle a éprouvé une légi-

time satisfaction à voir son action s'étendre hors de France et y répandre le bon renom de la science française; l'étranger contribuer autant que la France à son succès et des revues importantes se fonder sur son modèle en Angleterre, en Écosse et aux États-Unis¹. Elle a vu se réaliser peu à peu en France dans notre haut enseignement les heureux changements et les progrès qu'elle appelait de ses vœux en 1876 et auxquels elle n'est pas restée étrangère². Les Universités ont été reconstituées et largement dotées. Bien que leur organisation soit encore loin de répondre à ce que nous pouvons souhaiter, elles exercent désormais sur les études historiques une action aussi étendue que bienfaisante, et à côté de l'Université de Paris, qui s'amplifie et s'enrichit sans cesse d'enseignements nouveaux et risque même d'exercer sur tout le haut enseignement une influence trop absorbante, les Universités provinciales ont réussi à former des centres très vivants d'étude et de production scientifique. Leur activité s'est manifestée en particulier par leurs publications, telles que la *Bibliothèque de la Faculté de Lyon* et d'excellentes revues d'histoire, les *Annales de Bretagne*, de l'*Est et du Nord*, celles du *Midi*, les *Bulletins hispanique et italien* et la *Revue des études anciennes* publiés par les Facultés des lettres du Midi, la *Revue bourguignonne* de l'Université de Dijon, la *Revue d'histoire de Lyon* et tout récemment la *Revue germanique*, organe des Facultés de Lille, Nancy et Lyon. L'École normale a été, comme nous le désirions, rattachée à l'Université de Paris, et cette École, qui depuis 1870 était devenue un admirable séminaire scientifique et pédagogique, a apporté à l'Université des forces nouvelles; malheureusement, on n'a pas su, dans ce rattachement, lui conserver sa vie indépendante et organique, si bien que la sève, jusque-là concentrée en elle, est aujourd'hui disséminée et affaiblie. Néanmoins les mêmes principes, les mêmes habitudes de travail méthodique, d'investigation progressive, de synthèse prudente et constamment contrôlés règnent partout en maîtres, et l'École des chartes, qui reçoit,

1. C'est certainement à la *Revue historique* que je dois d'avoir été élu membre des Académies de Berlin, Munich, Göttingen, Bruxelles, Copenhague, Budapest et Helsingfors, comme aussi d'avoir été appelé à siéger à l'Académie des sciences morales et politiques.

2. Voyez les trente-cinq articles que j'ai consacrés dans la *Revue* aux questions d'enseignement. On en trouvera l'indication dans nos Tables quinquennales.

ainsi que l'École des hautes études, l'hospitalité de la Sorbonne, paraît, comme elle, en être une sorte d'annexe, associée à la même tâche et animée du même esprit. Les réformes introduites dans les agrégations y ont fait une part plus large au travail désintéressé et à l'effort personnel, et il suffit d'examiner les thèses de doctorat pour se convaincre qu'aujourd'hui les saines méthodes de l'érudition sont partout connues et pratiquées. Rien n'est plus frappant à cet égard que de voir tant de bons livres d'histoire, irréprochables au point de vue de l'information et de la méthode, écrits par des membres du clergé ou par des hommes dont la liberté de jugement, dès qu'ils touchent aux questions religieuses, est gênée par leurs convictions dogmatiques ou par l'autorité même de l'Église. La diffusion des bonnes méthodes ne s'est pas produite en France seulement, mais dans tous les pays où existent des Universités, en Italie, en Angleterre, aux États-Unis, en Russie, etc., et si l'Allemagne est restée le laboratoire historique le mieux outillé, le plus riche et le plus fécond, on ne peut pas dire que le travail y soit de meilleure qualité que celui qui se fait ailleurs. Ailleurs peut-être sait-on mieux que chez elle associer le talent de la forme à la solidité du fonds. Il suffit de lire la *Revue critique d'histoire et de littérature*, qui, depuis 1866, a si puissamment contribué à favoriser le bon travail historique, pour constater le progrès accompli. Sa sévérité n'a pas diminué, mais elle a bien plus rarement à l'exercer, et quand elle est obligée de reprendre sa fêrule des anciens jours, c'est bien rarement un ouvrage de normalien ou d'universitaire qu'elle vient frapper.

Lorsque la *Revue historique* s'est fondée, nous étions effrayés de l'immensité de la tâche qui s'imposait à nous, par suite du petit nombre des revues spéciales qui auraient pu nous permettre de limiter et de préciser notre champ d'action. Depuis lors, les créations de revues d'histoire se sont multipliées avec une rapidité surprenante, peut-être excessive, car le public des lecteurs ne s'est pas multiplié dans les mêmes proportions. Indépendamment des revues que nous avons énumérées plus haut et qui sont issues de la renaissance des universités, le nombre des revues provinciales s'est accru et leur contenu a sans cesse gagné en valeur; certains recueils provinciaux, comme les *Archives de la Gironde*, de la *Gascogne*, de la *Saintonge*, ont pris une place importante à côté des anciennes *Archives du Poitou*.

A Paris, sans parler des revues d'art, des revues d'histoire du droit et d'histoire économique, nous avons vu naître depuis 1876 trois revues consacrées à la Révolution, dont une, la *Revue de la Révolution*, n'a eu qu'une existence éphémère, dont une autre, les *Annales révolutionnaires*, ne fait que de naître, mais dont la troisième, la *Révolution française*, est l'organe très vivant de l'importante *Société de la Révolution*. A côté d'elle, l'histoire de la Révolution de 48 a enfanté elle aussi une Société et une Revue. Une revue spéciale est consacrée à l'*Histoire des religions*, une autre aux *Études juives*, une autre aux *Études grecques*, une autre à l'*Orient latin*, quatre autres à l'*Histoire militaire*, dont une très importante, rédigée à l'état-major de l'armée, une autre à l'*Histoire maritime*, une autre à l'*Histoire diplomatique*, une autre, qui embrasse un très vaste domaine et qui rend les plus grands services, à l'*Histoire moderne et contemporaine*¹, une autre à l'*Histoire littéraire de la France*, une autre encore, le *Toung-Pao*, à l'histoire de l'Extrême-Orient. Une revue critique spécialement destinée à l'examen des ouvrages sur le *Moyen Age* contient aussi des articles originaux. Plusieurs revues, la *Revue du clergé français*, la *Revue d'apologétique chrétienne*, la *Revue catholique des églises*, la *Revue d'histoire et de littérature religieuse* se sont occupées spécialement d'histoire religieuse; malheureusement, la dernière de ces revues, la seule qui fût rédigée tout entière dans un esprit vraiment scientifique, a dû, pour cette raison même, disparaître devant le mauvais vouloir de l'autorité supérieure. A ces revues qui s'occupent chacune d'un canton spécial des recherches historiques et qui sont venues depuis 1876 s'ajouter aux anciennes revues spéciales (*Revue asiatique*, *Revue archéologique*, *Revue de numismatique*, *Revue celtique*, *Bibliothèque de l'École des chartes*, *Bulletin de la Société du protestantisme français*, etc.) et à une foule de revues de moindre importance, mais non sans valeur, comme la *Revue sémitique*, la *Revue Henri IV*, la *Revue des études franco-russes*, il faut

1. La *Revue d'histoire moderne* peut être considérée comme l'organe de la *Société d'histoire moderne*, dont les réunions mensuelles (dont un Bulletin donne les comptes-rendus) sont une intéressante manifestation de l'esprit vraiment scientifique et du zèle qui animent les jeunes générations d'historiens.

ajouter des recueils qui n'ont pas un domaine limité d'avance, comme la *Revue des études historiques*, organe de la Société du même nom, les *Annales* publiées par l'École des sciences politiques et les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés par l'École française de Rome, — cette école crée l'année même où naissait la *Revue historique*, qui a si heureusement associé les élèves de l'École normale, de l'École des chartes et de l'École des hautes études et qui a donné une si vigoureuse impulsion aux études sur l'antiquité romaine, sur le moyen âge italien et la renaissance italienne. J'ajouterai qu'à la vieille et toujours jeune *Revue critique* est venu se joindre le *Bulletin critique* qui fait la même besogne, mais en faisant une place, sans étroitesse d'ailleurs, à des préoccupations religieuses. Je rappellerai enfin que les revues destinées au grand public, aussi bien les anciennes, *Correspondant* et *Revue des Deux-Mondes*, que les plus récentes, *Revue bleue*, *Revue de Paris*, *Nouvelle Revue*, *Grande Revue*, *La Revue*, *Mercure de France*, *Revue hebdomadaire*, font une très large part à l'histoire et publient des articles qui, pour être d'une lecture facile et attrayante, n'en sont pas moins souvent très approfondis et très originaux.

Il semblerait que la naissance de tant de revues nouvelles eût dû faciliter et préciser notre tâche en diminuant le nombre de nos besognes. Il n'en est rien pourtant. Assurément, si à chacune des grandes périodes de l'histoire, histoire orientale, histoire de l'antiquité grecque et romaine, histoire byzantine, histoire du moyen âge, histoire des temps modernes, correspondait une revue spéciale qui renseignerait avec précision sur toutes les publications nouvelles d'une réelle valeur, sur les découvertes, les controverses, et fournirait en même temps des travaux originaux (comme fait la *Byzantinische Zeitschrift* de Krumbacher), la *Revue historique* pourrait alors se borner à servir d'organe central qui résumerait d'une manière méthodique la substance des revues spéciales, tiendrait les lecteurs au courant des progrès de la science et consacrerait ses articles originaux à des discussions critiques ou à des questions de doctrine, de philosophie ou de psychologie historiques. Mais les choses ne vont pas ainsi. Sur aucun point nos revues françaises ne fournissent à leurs lecteurs des renseignements complets sur le mouvement des études dans le domaine qu'elles ont choisi, et l'étranger n'est pas à cet égard beaucoup mieux partagé que nous, sauf peut-être l'Italie

où un ensemble très remarquable de revues d'histoire permet d'être renseigné d'une manière complète sur tout ce qui paraît et se fait en Italie même. La grande publication allemande des *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*, dont la *Historische Gesellschaft* de Berlin vient de faire paraître la 29^e année (1906)¹, rend évidemment d'immenses services; mais ce formidable dépouillement ne peut suppléer aux services que rendent des revues spéciales pour la direction des travailleurs. La *Revue historique* se trouve donc obligée de conserver son caractère de revue générale d'une nature et de limites un peu incertaines, s'efforçant de renseigner ses lecteurs sur tout ce qui paraît d'important dans les divers domaines de l'histoire, mais se trouvant obligée de se restreindre de plusieurs côtés et souffrant aussi de lacunes involontaires qu'elle arrive difficilement à combler. C'est ainsi que nous avons dû nous résigner à laisser presque entièrement en dehors de notre cadre les époques préhistoriques, les pays d'Orient, l'archéologie proprement dite, les travaux de sociologie, de droit et d'économie politique, et tout ce qui a un intérêt trop local et individuel. D'un autre côté, nous n'avons jamais pu être aussi complets que nous l'aurions voulu en ce qui concerne l'histoire des pays étrangers. Nous nous efforçons de remédier à ces défauts, de mieux déterminer notre champ de travail et de n'en laisser aucune partie en souffrance. Nous n'avons pas seulement à compter avec la difficulté d'obtenir de nos collaborateurs des contributions régulières, mais aussi avec la difficulté de faire tenir dans les 14 à 1,500 pages annuelles de notre recueil tout ce que nous devrions y faire rentrer. Ce n'est qu'en publiant en 1907 un numéro supplémentaire que nous avons pu liquider tout l'arriéré de nos comptes-rendus. Il faudrait pouvoir augmenter l'importance de nos fascicules bimestriels, et nous ne le pourrions que si l'accroissement du nombre de nos abonnés le permettait. Malheureusement, si le nombre de revues s'accroît, cet accroissement même arrête le développement des revues anciennes.

Un auxiliaire très utile est venu, il y a neuf ans, s'associer à nous dans l'œuvre d'information et de direction générale que nous nous sommes proposée. C'est la *Revue de synthèse historique* dirigée par M. Henri Berr. Elle est à la fois une revue d'information et de doctrine. Elle fournit sur les diverses régions de la

1. Berlin, Weidmann, 2 vol. in-8°, XII-947 et VIII-660 p.

France des enquêtes historiques où sont énumérés et jugés tous les travaux dont la région a été l'objet et qui indiquent l'état actuel de nos connaissances sur la région et les recherches qui restent à entreprendre. Elle fournit aussi et surtout des revues générales où l'on trouve pour chaque branche de l'histoire l'état actuel de la science et une bibliographie raisonnée des travaux publiés. Nous avons donc là une sorte de revue analytique et critique des matériaux qui peuvent servir à préparer des synthèses ultérieures. A ces revues et à des comptes-rendus critiques d'ouvrages sont joints des articles originaux qui traitent de diverses questions d'histoire de la civilisation, de sociologie, de méthode et de philosophie de l'histoire. La *Revue de synthèse* nous tient d'une manière très exacte au courant de tous les travaux, si nombreux aujourd'hui, surtout en Allemagne, qui traitent de la théorie de l'histoire et de la philosophie de l'histoire, et des travaux d'histoire générale, qui se multiplient aussi en Allemagne avec une hâte un peu inquiétante. Elle ajoute à l'analyse des publications de l'étranger des contributions nouvelles d'une réelle valeur, parmi lesquelles les articles de M. Lacombe sur Taine, sur l'histoire de la propriété, etc., tiennent une place d'honneur.

Le mouvement sur lequel la *Revue de synthèse* nous renseigne et auquel elle contribue est d'autant plus digne d'attention qu'il sert d'utile contrepoids à la méfiance excessive qui, depuis une vingtaine d'années, s'est manifestée en France à l'égard des généralisations historiques et de toute philosophie de l'histoire, et à la sévérité avec laquelle on juge souvent les essais de synthèse, parfois il est vrai hâtifs et prématurés, tentés par les historiens du XIX^e siècle. Le livre le plus remarquable paru dans ces dernières années en France sur la théorie de l'histoire, l'*Introduction aux études historiques* de MM. Langlois et Seignobos, entoure de tant de précautions et de tant de réserves les synthèses historiques qu'il devient bien téméraire d'oser s'y risquer, et l'*Histoire contemporaine* de M. Seignobos est un témoignage très significatif de la méfiance dont je parle. Et pourtant l'histoire purement narrative et purement pittoresque n'offre qu'un intérêt d'amusement et de curiosité. C'est un besoin impérieux de notre esprit de pénétrer plus loin que ces apparences extérieures, de comprendre l'âme qu'elles recouvrent et expriment, les liens intimes qui rattachent entre elles toutes les manifestations diverses des états de civilisation, ainsi que les causes qui déterminent la

succession et les rapports de ces états de civilisation. Le monde où nous vivons, les hommes qui nous entourent nous restent incompréhensibles si nous n'avons pas une idée, — et une idée synthétique, — des hommes et des époques qui nous ont précédés. Et tous les hommes cultivés, même ceux qui manifestent le plus de scepticisme à l'égard des généralisations historiques, ont en eux des idées de cet ordre. Que ces généralisations, ces synthèses soient incomplètes, insuffisantes, inexactes, cela est certain; mais ne savons-nous pas que toute généralisation scientifique comporte une part d'inexactitude, que ce qu'on appelle les lois de la science n'est que des hypothèses provisoires qui prétendent expliquer les faits connus, et que la science ne progresse que par la voie déductive, grâce à ces hypothèses conçues par des hommes de génie et qui servent d'instruments de découverte? De même les systèmes et les synthèses des historiens sont indispensables comme point de départ de nouvelles recherches, de nouvelles vérifications, et elles servent à serrer la réalité de plus près. Croit-on que les systèmes imaginés, de Boulainvilliers à Fustel de Coulanges, sur les origines de la nation française n'aient pas servi puissamment aux progrès de la science historique? Si elle ne comptait que des Lenain de Tillemont, quelque dignes de respect que soient ses patientes collections de faits, elle ne serait qu'un stérile travail de fournis. D'ailleurs, le travail de synthèse ne s'arrête jamais, même dans les temps où l'on s'en défie le plus. Les manuels d'érudition, comme il en a paru d'excellents en Allemagne et en France depuis quarante ans, sont eux-mêmes des essais et des préparations de synthèses, et les ouvrages de Taine, de Sorel, de Renan, de Fustel de Coulanges, de Luchaire, les histoires générales des peuples de l'Orient par Maspero, de la Gaule par Jullian, de la France par Lavisse, de la Belgique par Pirenne, de la Révolution française par Aulard, contiennent tous une part de construction subjective. Certes, les critiques ne leur ont pas été épargnées, surtout aux premiers que j'ai nommés. Mais croit-on que les conceptions successives de la Révolution présentées par Thiers, Michelet, Louis Blanc, Quinet, Taine, Sybel, Carlyle même, ne nous aient pas mis en mesure de concevoir la Révolution d'une manière plus précise et plus intelligible?

Nous assistons en ce moment en Allemagne, le pays classique de l'érudition et de la critique, de la micrographie historique, à une violente réaction en faveur des travaux d'histoire générale,

de philosophie de l'histoire, de méthodologie historique. On y cherche avec passion, même avec une passion inconsidérée et troublante, le sens de l'histoire, les grands courants de la civilisation, la mesure des valeurs en histoire. Il est probable que nous verrons une réaction du même genre se produire en France. L'intérêt qui s'attache déjà aux études de sociologie et dont témoignent l'*Année sociologique* de M. Durkheim et les travaux de la *Société de sociologie* annonce cette réaction. La sociologie est un effort pour établir sur des bases scientifiques la philosophie de l'histoire en soumettant les éléments essentiels de la vie sociale et du développement de l'humanité à un double travail, d'abord d'abstraction, puis de synthèse, afin d'arriver à déterminer les lois ou du moins les modalités de l'évolution des sociétés. Notre *Revue* aurait voulu pouvoir faire place aux recherches de cette nature; mais, ne pouvant déjà suffire à une tâche trop étendue et trop complexe, elle a dû les exclure de son cadre en même temps que l'étude des sociétés primitives ou des sociétés sauvages. Elle a donc été heureuse de voir la *Revue de synthèse* la compléter d'une manière si intéressante. Elle suit avec sympathie les efforts par lesquels de tous côtés on travaille à restaurer une philosophie de l'histoire sur des bases nouvelles; mais, pour elle, elle restera fidèle à l'œuvre plus circonscrite, plus positive, qu'elle s'est assignée à son origine, qui continue à s'imposer à elle pour les raisons que j'ai dites tout à l'heure et qu'elle s'efforcera de réaliser d'une manière plus complète et plus méthodique encore que par le passé.

Gabriel MONOD.

La Direction de la *Revue* a toujours eu le souci d'étendre ses informations hors de la France propre. L'histoire de notre pays est une part importante de l'histoire générale. Il a forgé son unité par de longues guerres avec ses voisins. Il s'est répandu au dehors; par ses armes, sa diplomatie, le rayonnement de ses idées, il a pesé sur les destinées de l'Europe; il a été envahi, rançonné, diminué. Hors de l'Europe, il a créé, perdu, reconstitué un empire colonial qui l'a mis en rapport avec les empires et les républiques les plus considérables du globe terrestre. Nous avons toujours fait une place à l'histoire étrangère dans nos articles de fond et accueilli avec joie la collaboration des historiens étrangers. Nous avons considéré, en outre, qu'un des

articles les plus importants de notre programme était de renseigner nos lecteurs aussi bien sur toute la production historique étrangère que sur la production historique française. Il n'a pas dépendu seulement de nous qu'il ait été rempli. Le premier obstacle s'est trouvé dans l'immensité même de la tâche. Nous nous étions bien proposé de la limiter. Nos collaborateurs devaient en premier lieu faire connaître les sources et leur valeur; ensuite mentionner uniquement les ouvrages d'un intérêt général en négligeant le détail trop particulier de l'histoire ou des institutions locales; mais comme un pareil choix est difficile et arbitraire! Il était aisé de tracer les cadres de nos bulletins; mais comment les remplir? Si l'on parcourt les *Jahresberichte* publiés par la Société historique de Berlin, dont il a été question plus haut, on y constate plus d'une lacune, bien que les appréciations personnelles y soient réduites à la plus simple expression et que l'espace ne soit point trop strictement mesuré aux collaborateurs. Tout irait pour le mieux s'il était possible de grouper et de retenir des collaborateurs aussi fidèles que MM. Hubert (Belgique), Goll (Bohême), Steenstrup (Danemark), Van Berchem (Suisse), Xénopol (Roumanie). Encore ces pays sont-ils de médiocre étendue et la production historique n'y est pas tellement intense qu'il soit impossible à un seul homme de connaître tout ce qui s'y publie d'important. Il en va autrement pour un grand et fécond pays comme l'Allemagne et la partie allemande de l'Autriche. Nous sommes fiers d'avoir rencontré des compétences aussi exercées que celles de MM. Martin Philippson pour l'histoire de l'Allemagne aux temps modernes, Rod. Reuss pour celle de l'Alsace, Alfred Stern pour celle de la Réforme. L'époque médiévale n'a pas eu la même fortune, et, pour un trop grand nombre d'années, il a fallu nous contenter de suivre le mouvement historique par les comptes-rendus des revues allemandes. Pour l'Italie, nos bulletins ont pu se reformer à l'aide d'érudits français. C'est aussi en France que nous espérons trouver le savant qui nous parlera du Portugal, complétant ainsi, pour la péninsule Ibérique, les informations fidèlement fournies par M. R. Altamira. Nous y joindrons bientôt des bulletins sur les États de l'Amérique du Sud. Le développement, depuis plusieurs années si considérable et si bien réglé, des États-Unis dans le champ des travaux historiques (dans ce domaine encore, ce pays vise à devenir une puissance mondiale) n'a été jusqu'ici régulièrement représenté chez nous

que par l'analyse de certaines revues, au premier rang desquelles s'est placée dès son apparition l'*American historical Review*; on nous promet maintenant des bulletins qui nous proviendront de première main. Pour le Canada au contraire, dont l'histoire intéresse les Français à tant de titres, nous ne pouvons encore que renvoyer à la revue annuelle des publications historiques qui paraît à Toronto. Une fort petite partie des ouvrages concernant cette ancienne colonie française peut trouver place dans le bulletin de l'histoire d'Angleterre, qui, d'ailleurs, ne saurait avoir la prétention de s'étendre à tout le Royaume-Uni. Avec les pays slaves (Pologne, Russie), les événements politiques ont rendu jusqu'ici les rapports très intermittents. Au grand empire des tsars se rattache par d'étroits liens la péninsule des Balkans; nous avons de bonnes raisons pour penser que la Serbie, la Bulgarie, peut-être la Turquie d'Europe, seront enfin représentées dans nos livraisons comme le sont déjà la Russie par M. Karéïev, la Pologne par M. Kochanovski et la Hongrie par M. Kont. L'intérêt que la politique française a toujours porté aux affaires orientales est un stimulant pour les historiens, et nous croyons servir à la fois la science et la patrie en contribuant, pour notre part, à faire mieux connaître ces États nés d'hier, mais déjà si chargés d'histoire.

Ainsi, nous accomplirons au moins une partie de notre programme, celle qui touche le plus directement aux intérêts de la science française.

Charles BÉMONT.

LA VENTE DES BIENS NATIONAUX.

L'APPLICATION DES LOIS¹.

La question de l'application des lois relatives à la vente des biens nationaux se scinde elle-même en deux parties : 1° quel fut, d'après les lois, le mécanisme des ventes ? 2° comment lois et décrets furent-ils interprétés et exécutés ?

I.

Le mécanisme des ventes comporte l'étude de l'organisation centrale des ventes, du rôle des administrations locales et des formalités d'aliénation.

1° *Organisation centrale.* — L'organisation centrale des ventes fut ainsi répartie : 1° jusqu'au 30 septembre 1791, une partie administrative, confiée au comité d'aliénation, et une partie financière, confiée à la caisse de l'extraordinaire ; 2° à partir du 30 septembre 1791, la caisse de l'extraordinaire se chargea entièrement des ventes ; 3° sous la Convention, la caisse de l'extraordinaire se divisa en section de l'extraordinaire et section de l'aliénation ; 4° sous le Directoire et sous le Consulat, la partie administrative fut confiée au domaine, la partie financière au comité des finances et au ministre des Finances.

Le comité d'aliénation ne fut pas créé dès le 2 novembre 1789 ; en effet, la première application pratique de ce décret fut la proposition de soumission faite par la ville de Paris (10 mars), et cette proposition fut faite au comité des domaines², chargé jusque-là de toutes les questions relatives à la vente des biens nationaux. Ce fut ce comité qui rédigea un rapport à l'Assem-

1. Sur la législation, voir *Rev. hist.*, t. XCIX, p. 244.

2. Il avait été créé dès le 2 novembre 1789.

blée¹ en demandant quatre commissaires : un du comité des domaines, deux du comité ecclésiastique, un du comité des finances pour suivre les ventes.

L'Assemblée nationale, devant cette demande, préféra admettre la création d'un comité particulier. Elle décréta le 12 mars que douze commissaires seraient pris dans l'Assemblée pour former ce comité, dont le décret du 17 mars fixa les attributions. Les douze membres devaient « aviser, contradictoirement avec les membres élus par la municipalité de Paris, au choix et à l'estimation des biens nationaux à vendre jusqu'à concurrence des 200 millions demandés par cette municipalité ». Les commissaires devaient préalablement rendre compte du résultat du travail et de l'estimation des experts. Sous leur inspection, les municipalités soumissionnaires avaient à remettre sans retard « les dits biens en vente au plus offrant ». Ce décret leur attribuait un rôle de surveillance. Le comité, en réalité, se chargea de toute l'administration des ventes. Le Comité, composé du président, La Rochefoucauld, du vice-président (Delley d'Agier), de deux secrétaires et huit commissaires, s'installa dans une maison de la rue des Jacobins². C'est là qu'à partir du mois de mars affluèrent les soumissions des municipalités, rédigées et envoyées, conformément à ses instructions³.

De cette affluence résulta la nécessité d'un ordre rigoureux dans le comité, chargé à la fois de recevoir, vérifier, enregistrer les soumissions, proposer, rectifier et expédier les décrets d'aliénation. Aussi, quatre règlements ou ordres de travail furent-ils dressés par La Rochefoucauld, en date du 26 août 1790⁴.

Les dispositions prises sont les suivantes : chaque commissaire aura deux pièces, une grande pour les commis, une pour lui-même. Il tiendra deux registres, un pour les soumissions de municipalités, un pour les soumissions de particuliers. Toutes les lettres, mémoires, projets envoyés au comité arrivent dans un centre unique, le bureau général, où elles sont enregistrées sur

1. Concurremment avec le comité des finances. Camus, *Notice* n° 11 des principaux décrets de l'Assemblée nationale. Travaux relatifs aux deux comités de l'aliénation et des domaines (Arch. nat., AD x, 17).

2. Note de l'inventaire manuscrit des Archives nationales (article : Comité d'aliénation).

3. Modèles envoyés par le comité d'aliénation, le 6 novembre 1790 et le 31 mai 1790, dans l'instruction rédigée par le comité (Arch. nat., AD x, 17).

4. Arch. nat., D xxii, 1.

une feuille d'arrivée. Le bureau général se compose du président, des secrétaires et de deux députés nommés par le comité. Le premier commis reçoit les paquets; il inscrit, sur le « registre de la daterie », le nom du département, de la municipalité ou du particulier soumissionnaire (s'il y a lieu), le jour et l'heure de l'arrivée. Ce registre est arrêté et signé tous les soirs par le président ou un secrétaire. Les pièces sont alors réparties entre les bureaux ou divisions. Elles y sont placées dans un carton « pièces à extraire » (si ce sont des soumissions) ou « pièces à décider » (si ce sont des questions de droit). Les soumissions sont enregistrées, et le chef de bureau accuse réception au soumissionnaire.

Les soumissions peuvent contenir des erreurs matérielles (de calcul par exemple), d'estimation ou de contenance (désignation de biens inaliénables, les forêts par exemple). Dans les deux derniers cas, la soumission est renvoyée avec prière de la recommencer. Dans la première hypothèse, les erreurs sont rectifiées; un rapport est fait à l'Assemblée générale, qui se tient les mardi, jeudi, samedi à 9 heures du matin.

Sur avis favorable du comité, le rapporteur, muni d'un état des biens signés par lui, demande au nom du comité un décret d'aliénation à l'Assemblée. Le décret rendu, on en tire quatre exemplaires; deux expéditions servant de procès-verbal, deux autres qui vont à la sanction. Enfin une expédition en parchemin, scellée du sceau de l'État, est déposée aux archives et rendue publique¹.

Avant d'envoyer le décret, il faut le rectifier² s'il n'est pas conforme à la soumission ou aux lois antérieures. Cette vérification se fait devant cinq personnes : l'une lit « l'état formant la pièce originale envoyée au comité », les autres la minute des procès-verbaux déposés aux archives et à la chancellerie. Celui qui lit l'expédition de la chancellerie a un errata qu'il remplit. Les autres corrigent à la plume et signent la rectification. L'ordre de travail recommande, en particulier, d'examiner si les totaux du préambule et de la fin du décret sont conformes au total de l'addition des objets estimés et si le décret ne comprend ni droits

1. On abrégé bientôt cette formalité et on se contenta de faire deux expéditions, l'une envoyée aux municipalités, l'autre au commissaire du roi, administrateur de l'extraordinaire.

2. Notice n° 11 des principaux décrets de l'Assemblée nationale rédigée par Camus (Arch. nat., AD x, 17).

incorporels, ni bois supérieurs à 100 arpents. Les minutes vérifiées sont reportées aux Archives de la chancellerie¹. Le décret d'aliénation est alors expédié au soumissionnaire.

La formule générale est la suivante : « L'Assemblée nationale, sur le rapport qui lui a été fait par son comité de l'aliénation des biens nationaux, de la soumission faite le ... par la municipalité de ..., en exécution de la délibération prise par le Conseil général de la commune dudit lieu, le ..., pour, en conséquence de son décret du 14 mai dernier, acquérir, entre autres domaines nationaux, ceux dont l'état est ci-annexé, ensemble des évaluations et estimations faites des dits biens, conformément à l'instruction rédigée le 31 mai. Déclare vendre à la commune de ... les biens ci-dessus mentionnés aux charges, clauses et conditions portées par le décret du 14 mai dernier et pour le prix de ... ».

Le décret envoyé et enregistré, le rôle du comité n'est pas fini. Il a encore à résoudre des questions relatives au contentieux et à l'administration des biens nationaux², il entretient une correspondance suivie avec les administrateurs des biens nationaux ; il est le conseil de toutes les municipalités hésitantes ou embarrassées qui lui envoient des questionnaires comme celui-ci :

Reçu le 13 décembre.	Questionnaire ³ .
RÉPONSE.	QUESTIONS POSÉES AU COMITÉ D'ALIÉNATION.
Non. L'estimation par les experts suffira.	Exigera-t-on l'estimation contradictoire avec les particuliers? Etc...

1. Arch. nat., D xxii, 1.

2. Correspondance du comité d'aliénation avec les administrateurs des biens nationaux au bureau de l'Agence générale (hôtel de ville). Toutes sortes de questions sont posées au comité : savoir si une portion de terrain situé rue Mauconseil, dont la vente est décidée par le comité de la rue Mauconseil, rentre dans l'exception ; combien seront payés les experts ; si les Messieurs du bureau de l'Agence peuvent déplacer les livres de la bibliothèque des Jacobins de la rue Saint-Honoré..., etc. (Arch. nat., D xxii, 1).

3. District de Lyon. Questionnaire du 26 novembre 1790 envoyé par le député de Lyon. Le tableau cité est aux Arch. nat., D xxii, 1.

Et il y a beaucoup de municipalités ignorantes en matière juridique que la moindre difficulté arrête. Le comité est enfin sollicité de toutes parts : soit par des particuliers qui désirent acquérir¹, soit par des fondateurs de journaux d'affiches, qui demandent communication des procès-verbaux de vente².

En résumé, les charges du comité d'aliénation sont très lourdes³ et d'autant plus complexes que la doctrine est tout entière à créer. En l'espace d'un an, il réussit cependant à faire rendre plus de 2,000 décrets⁴. C'est que, suivant l'expression de Camus, « Le comité a rédigé des instructions, écrit des lettres aux directeurs de départements et de districts, en un mot, pris tous les moyens possibles pour résoudre les difficultés lorsqu'il n'avait pu les prévenir ».

Il s'est même parfois préoccupé de la partie financière de la vente des biens nationaux⁵. Mais cette gestion était du ressort de la caisse de l'extraordinaire.

Celle-ci avait été fondée le 19 décembre 1789. Ses recettes se composaient des revenus extraordinaires ; à ce titre, elle était chargée de la comptabilité-déniers de la vente des domaines nationaux. Ses principales fonctions étaient d'émettre les assignats et de percevoir les prix des ventes. Elle était par suite en relation avec les receveurs des districts qui devaient toucher les arrérages des créances. Le 20 décembre 1790, le trésorier de l'extraordinaire leur adressait dans ce sens une instruction provisoire, rédigée par ordre du roi⁶. D'après cette instruction, tous les mois les receveurs devaient envoyer directement à la caisse de l'extraordinaire les recettes avec une copie de leur jour-

1. 11 décembre 1790. Poignot, chef de la 2^e division, se plaint à Camus, commissaire, que les soumissionnaires viennent le déranger dans son travail (Arch. nat., D xxii, 1).

2. Le directeur d'un journal gratuit d'affiches demande à prendre communication des actes de vente (Arch. nat., D xxii, 1).

3. Lors de l'inventaire du 29 septembre 1791, on trouva dans un seul bureau seize cartons de soumissions par des particuliers, six de procès-verbaux d'adjudication aux particuliers, etc. (Arch. nat., D xxii, 1).

4. Notice n° 11 rédigée par Camus (Arch. nat., AD x, 17).

5. Pétition des secrétaires commis à MM. les commissaires du comité d'aliénation. Ils demandent qu'on surveille la rentrée journalière des fonds de la vente dans la caisse de l'extraordinaire, sans admettre que les trésoriers de districts correspondent avec le trésorier de l'extraordinaire par un agent de l'exécutif (Arch. nat., D xx, 1).

6. Arch. nat., AD x, 17.

nal. Conformément à ces prescriptions, la caisse avait reçu, le 1^{er} septembre 1791, les journaux de 545 districts. Elle en avait dépouillé 2,277. Restait à en vérifier 1,661, et 831 journaux manquaient. De même, elle centralisa les états de vente des biens nationaux; le même jour (1^{er} septembre 1791), sur 89,537 états de vente reçus, elle en avait dépouillé 45,270 concernant 545 districts (manquent 1,673 états)¹. La caisse de l'extraordinaire reçoit donc et vérifie les journaux. Des sommes qui lui sont envoyées, elle fait porter le numéraire à la Trésorerie et elle brûle les assignats. Son rôle aurait dû se borner là. Pratiquement, elle n'est que le trésorier du ministre des Finances. Elle paie tout, et, à chaque brûlement, répond une émission.

La caisse de l'extraordinaire et le comité d'aliénation, distincts jusqu'au 16 août 1791, sont, à cette date, réunis par un décret. On voulait ainsi concentrer dans une seule main toutes les questions du ressort des biens nationaux. Le comité des domaines conserva pourtant l'administration des biens de la Couronne².

La translation s'opéra le 30 septembre 1791. Ce jour-là, Amelot, administrateur de l'extraordinaire, reçut des chefs de division l'inventaire de toutes leurs affaires. Dans chaque bureau et pour chaque département, les pièces remises comprenaient : des liasses d'affaires à examiner; des cartons de soumissions des particuliers (seize pour le département du Nord)³; des procès-verbaux d'adjudication aux particuliers; des liasses d'états par districts; des liasses d'affiches; un ou plusieurs cartons de correspondance; une caisse contenant des registres relatifs à des affaires particulières; un tableau d'adjudication aux municipalités; un carton d'extraits de soumissions. Ces pièces furent transportées chez Amelot, qui en donna décharge à chaque chef de division⁴.

C'était pour l'administrateur de la caisse un surcroît considérable d'affaires. Aussi, le 22 septembre, demandait-il des employés supplémentaires⁵. Il n'y eut pas de changement dans les forma-

1. Arch. nat., AD x, 17.

2. Notice n° 11 rédigée par Camus (Arch. nat., AD x, 17).

3. Le Nord est le département où s'effectua le plus grand nombre de ventes.

4. Arch. nat., D xxii, 2.

5. Arch. nat., D xxii, 2. Il lui faut vingt-neuf employés pour le travail de vérification que laisse le comité d'aliénation, huit commissaires à cause de la translation des divisions dans les bureaux centraux, deux commissaires supplémentaires.

lités. Les décrets d'aliénation continuèrent à être rendus. A propos de chaque série de décrets, l'état des lois d'aliénation était remis « à M. Broyart pour M. Amelot ». En même temps, le ministre de la Justice informait Amelot de l'envoi des pièces. Celui-ci émargeait l'état qui lui était remis et accusait réception.

La présence de Danton au ministère de la Justice n'apporta d'autres modifications que la réduction du format du papier envoyé à Amelot, et le remplacement du mot « Monsieur » par celui de « citoyen »¹.

La caisse de l'extraordinaire, sous la Convention, se divisa de nouveau en deux sections : la section de l'extraordinaire, la section d'aliénation. Celle-ci fut dirigée par un administrateur des domaines nationaux, Laumond, qui continua l'œuvre d'Amelot. Une grande simplification résulta de la suppression des soumissions faites par les municipalités, et, par suite, des décrets d'aliénation. Les ventes étaient ainsi décentralisées et l'organisation principale se trouvait transportée aux chefs-lieux des districts.

Sous le Directoire, la partie administrative et la partie financière des ventes furent réglées par la commission des Finances. C'est elle qui élaborait les lois de vente et rédigeait les projets d'instruction. Elle n'avait plus d'ailleurs que des questions d'ordre général à résoudre, car c'est le département qui recevait les procurations de soumissions et s'occupait du détail des ventes.

Le Consulat ne modifia pas cet état de choses. Il est vrai que la comptabilité des ventes se trouvait réduite. Presque tout avait été aliéné. Et ce qui n'était pas vendu était ou restitué, ou réservé ; dans ce dernier cas, l'administration était confiée à la régie.

C'est à elle en effet que, dès 1790, on remit l'entretien des biens jusqu'à la vente. On avait un moment songé, par économie, à en laisser l'administration aux anciens propriétaires. Puis, la hâte d'exproprier le clergé, la crainte d'écarter l'acquéreur ou de l'exposer à des vexations firent remettre cette régie à l'administration des domaines². « Les régisseurs de l'enregistrement, du domaine et des droits réunis commenceront dans la quin-

1. Arch. nat., D XXII, 2.

2. Certaines communautés restèrent chargées de l'administration de leurs biens jusqu'à la vente, notamment dans le Rhône : huit communautés rendirent ainsi, à Lyon, leurs comptes au receveur du district, en 1791. Le même fait se passa à Gaillac : Rossignol, *Histoire de l'arrondissement de Gaillac* (Toulouse, 1890, in-8°), p. 385.

zaine la régie de ces biens » (décrets des 16 avril-19 août 1790).

Chargés de l'administration des biens, les régisseurs devaient donc renouveler les baux, surveiller les fermiers, la culture, l'état des terres, procéder enfin aux réparations. Des décrets successifs fixèrent à 50, 150, 600, puis ramenèrent à 150 fr. le maximum des réparations qu'ils pouvaient ordonner¹.

L'administration de la régie se composait d'agents, de directeurs et de commis. Un directeur des biens nationaux nommé dans chaque département était assisté d'inspecteurs et de vérificateurs qui devaient visiter périodiquement les biens nationaux². Sur leur rapport, l'architecte appointé ou, à son défaut, un architecte nommé par le district³ exécutait les réparations. En cas de contestation ou de refus de paiement, l'enregistreur d'oppositions et le vérificateur d'oppositions prenaient acte du fait. Les droits de la régie étaient soutenus par un défenseur appointé. Les comptes des régisseurs étaient apurés par les vérificateurs (il y avait 204 vérificateurs). Enfin, il existait deux visiteurs de locations et quatre-vingt-sept garde-magasins pour toute la France⁴. Tous ces agents étaient sous la surveillance de l'administration départementale.

La régie des biens nationaux dépendit du ministère des Contributions publiques jusqu'au 10 juillet 1793. A partir de cette date, le bureau chargé de cette régie, au ministère, passa à l'administration des biens nationaux.

Paris jouit, à partir du 29 fructidor an III, d'un régime spécial. On nomma en effet, à ce moment, un bureau chargé de la conservation et de la vente des biens meubles et immeubles dans le département de Paris. Il succédait au département et au district dans leurs fonctions de vendeurs de biens nationaux. Il se composait de trois membres collectivement responsables, chargés de faire apposer, enlever les scellés, de dresser l'inventaire des

1. Lois du 11 septembre 1791, 25 avril 1793, 5 pluviôse an III. Cette loi fixait le taux des réparations maxima à 600 fr. On jugea cette somme trop élevée : la loi du 20 ventôse an V la ramena à 150 fr. et prescrivit une visite contradictoire et périodique et un devis estimatif.

2. Le vérificateur des biens nationaux dénonce, le 16 janvier 1793, des délits commis par un gardien dans l'abbaye des Prémontrés de Valsery (Fleury, *le Clergé de l'Aisne pendant la Révolution*, t. II, p. 237).

3. Le 19 brumaire an III, le directoire d'un district du Calvados nomme un architecte pour réparer les biens nationaux (Arch. nat., AD x 18).

4. Liste des préposés de l'enregistrement et des domaines (Arch. nat., AD x 18).

biens meubles des émigrés et, dans la décade suivante, de procéder à la vente de ces biens. Ils avaient aussi à vérifier, apurer les comptes des régisseurs, surveiller les préposés de l'enregistrement, représenter les absents et les émigrés dans les successions ouvertes. Enfin, c'étaient eux qui devaient recevoir les déclarations prescrites.

En résumé, sous la surveillance des directoires départementaux, puis des préfets, la régie s'occupa de tous les détails de l'administration.

2° *Rôle des administrations locales.* — Si nous prenons pour exemple le département de la Meuse, nous voyons que, jusqu'à la suppression des districts, il s'occupa surtout de questions d'ordre général, telles que de dresser l'état des biens nationaux, de régler la question des droits féodaux, de statuer sur les pétitions, de les enregistrer, de les annoter, d'établir les frais de vente et d'administration, de servir enfin d'intermédiaire entre les districts, l'Assemblée et les comités. A partir de 1792, il créa un bureau des émigrés, chargé de recevoir pétitions et réclamations.

Après le 28 ventôse an IV, tout le poids des ventes retomba sur le département. Il dut alors régler toutes les questions relatives aux biens nationaux, c'est-à-dire des affaires générales¹, des liquidations; dresser des états préparatoires aux ventes (minutes d'affiches, frais d'expertise, certificats de publication des ventes); des états résumant les ventes (états des biens vendus, journal des dépenses acquittées); le département s'occupa également des biens meubles du clergé et des émigrés et de l'administration du séquestre. Cette dernière administration rendit elle-même nécessaires des arrêtés portant mainlevée de séquestres, une correspondance relative aux mainlevées, des ordonnances de règlements de dépenses faites pour les biens d'émigrés, des déclarations de domaines engagés, un répertoire des ventes des domaines engagés, un état des abandons et des bois séquestrés

1. Arrêtés du Directoire relatifs aux biens des émigrés, six registres (1792-an IV); arrêtés de l'administration centrale concernant les domaines nationaux, huit registres (an IV-an VIII); arrêtés pour nommer les experts, sept registres (an IV-1811); arrêtés de liquidation des biens nationaux (an III-an XIII); répertoire des arrêtés de liquidation (an III-an VII); etc. Cf. d'Arbois de Jubainville, *État sommaire des fonds de la période révolutionnaire* (archives départementales de la Meuse; archives communales de Verdun). Bar-le-Duc, 1906, 1 vol. in-8°, p. 351.

rendus¹. Il fallut enfin que le département de la Meuse se chargeât du contentieux² et des biens communaux, ce qui nécessita des circulaires, états préparatoires, répertoires de ventes, certificats de liquidation, comptes ouverts et toute une correspondance.

Les districts durent assurer les ventes. De là une tâche difficile, surtout au début. Ils eurent à trouver des experts, recueillir les déclarations des fermiers, enregistrer les baux, dresser les états de biens (à vendre, vendus ou réservés), procéder à l'adjudication des biens meubles et immeubles des deux origines, tenir des registres de vente, aliéner de nouveau les immeubles impayés, établir enfin un état des actes et frais de vente³.

Les communes eurent la charge de l'inventaire, des expertises, de la recherche des suspects et domaines engagés, de la désignation et du partage des communaux.

Pour faciliter leur tâche, certains districts confièrent à des bureaux spéciaux toutes les questions relatives aux biens nationaux. Le district de Redon avait ainsi, le 21 nivôse an II, un « bureau des domaines nationaux », dont les principales fonctions étaient : « Correspondance, opérations préliminaires des adjudications, fermages, réclamations des droits des femmes et des enfants »⁴. Des municipalités agirent de même. Louhans créa deux bureaux : un bureau des communautés, composé d'un chef, d'un sous-chef et de quatre employés et chargé des établissements publics et biens nationaux, et un bureau des émigrés (un chef et un employé)⁵.

En résumé, l'administration essentielle des ventes fut : le district jusqu'au 28 ventôse an IV, le département à partir de cette époque. L'agent indispensable, au point de vue financier, fut le receveur des domaines.

La comptabilité à fournir par les receveurs du domaine fut

1. Cf. d'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, p. 360-361.

2. *Ibid.*, p. 364. Consulter pour plus de détails, dans le même ouvrage, l'État sommaire de la série Q du département de la Meuse, p. 351 à 384.

3. Cf. d'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, p. 353-357.

4. Dubreuilh, *l'Administration du district de Redon sous la Révolution*, dans les *Annales de Bretagne*, n° de janvier 1906. — Le district de Villefranche (Rhône) avait aussi un bureau des domaines nationaux qui adressa de consciencieux comptes-rendus à l'administration des biens nationaux. Cf. les comptes-rendus cités par Charléty, *Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le Rhône* (Lyon, 1906), p. 593 et suiv.

5. Guillemaut, *Histoire de la Révolution dans le Louhannais* (Louhans, 1899, 1 vol. in-8°), p. 523.

réglée par une instruction provisoire rédigée le 20 décembre 1790 par la caisse de l'extraordinaire. Ils tinrent un journal sur lequel ils portèrent au jour le jour les opérations courantes, telles que : sommes touchées pour arrérages de rentes, créances..., etc. Le dernier jour du mois, deux membres du directoire du district arrêtaient le journal et vérifiaient la caisse. Les sommes, restant en assignats et monnaie, étaient envoyées directement à la caisse de l'extraordinaire, avec une copie du journal. Les assignats étaient au préalable annulés et biffés par les receveurs devant les débiteurs. L'enregistrement de l'envoi devait être fait sur le journal.

Pratiquement, la diversité d'origine des biens nationaux, les fermages, l'administration des biens compliquèrent beaucoup cette comptabilité. Les receveurs durent tenir des sommiers, des comptes et des journaux. Le receveur de Bar-le-Duc¹ avait ainsi dressé quatre sommiers préparatoires aux ventes (état des biens des déportés et condamnés, état des bois venant du domaine des émigrés, ou des domaines engagés, état général des biens des émigrés restant à vendre) et six sommiers de ventes (tables des acquéreurs, ventes des meubles et immeubles). Les sommiers du séquestre comprenaient des états (biens non vendus à la suite de déchéance, biens des ascendants et parents des émigrés), des dossiers relatifs aux liquidations (liquidations et demandes de liquidation de partage), des tableaux de biens maintenus sous séquestre. Les sommiers de l'administration et du contentieux concernaient des baux emphytéotiques, les débiteurs des émigrés et condamnés, les biens cédés à la Légion d'honneur et à la caisse d'amortissement. Des comptes étaient ouverts avec les acquéreurs de biens nationaux, de domaines engagés, de bois cédés à la caisse d'amortissement, de biens communaux. Enfin, les journaux enregistraient les recettes du prix de vente des immeubles et meubles. En outre, certains receveurs pouvaient éventuellement dresser des états : de soumissions pour le rachat des rentes de fabriques, de baux et fermages exigibles², de découverte de domaines engagés ou de biens d'émigrés, de recouvrement des cens et rentes des biens affermés et en régie³, des droits incor-

1. D'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, p. 369-370.

2. District d'Étain (Meuse). Cf. d'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, p. 372.

3. District de Gondrecourt. *Ibid.*, p. 374.

porels¹, des successions échues à la République, de paiement des charges locales établies sur les biens de première origine².

Cette comptabilité était si complexe que, probablement, certains receveurs ne purent la tenir en entier et en négligèrent une partie. On ne retrouve en effet, pour la plupart des receveurs, qu'un petit nombre de registres.

3^o *Formalités de vente.* — Comment se faisait une vente? A l'aide de quelles formalités acquérait-on un bien national?

Sous le régime de la loi du 14 mai 1790, la vente comportait diverses étapes : un inventaire, une estimation, l'envoi d'une soumission, l'apposition d'affiches, les séances d'enchères, l'enregistrement de la vente, l'envoi en possession.

L'établissement religieux devait adresser une déclaration de ses revenus et charges au directoire du district. La municipalité du lieu contrôlait cette déclaration de deux manières, directement en envoyant ses commissaires, indirectement en dressant l'inventaire de tous les biens nationaux de la commune.

Deux cas pouvaient alors se présenter : le domaine était soumissionné par une municipalité ou un particulier. Dans les deux cas, il y avait expertise contradictoire de l'étendue et consistance de l'immeuble par un expert de la municipalité représentant le soumissionnaire, un expert du district représentant l'État. Si le bien était affermé, sommation était faite au fermier de fournir une déclaration de ses baux.

Si un particulier voulait soumissionner, il envoyait au directoire du district une soumission dans laquelle il demandait l'expertise. L'évaluation faite (d'après les règles ci-dessus) donnait lieu à un procès-verbal, dont le soumissionnaire était invité à prendre connaissance au secrétariat. Il rédigeait alors une soumission officielle qui partait pour le comité d'aliénation.

La municipalité soumissionnaire, après estimation sommaire, faisait une soumission et une obligation qu'elle envoyait au secrétariat. Le district les examinait et procédait à l'expertise. Le département statuait sur la demande de la municipalité, et, en cas d'avis favorable, l'expédiait soit à un député du département, soit au comité d'aliénation³.

1. District d'Hannonville-les-Côtes. *Ibid.*, p. 375.

2. District de Ligny. *Ibid.*, p. 375.

3. Le député ou le comité requérait de l'Assemblée nationale un décret d'aliénation qui était envoyé au soumissionnaire.

Le décret d'aliénation une fois reçu, si la municipalité trouvait une offre supérieure ou égale au prix de l'estimation d'un bien, dans sa soumission, le directoire du district prenait une délibération pour l'apposition d'affiches. Ces affiches désignaient les biens et la date de la première criée. L'affichage avait lieu au chef-lieu du district et dans la commune intéressée. Un certificat d'apposition était collé au pied de l'affiche. Un exemplaire était envoyé au secrétaire-greffier de la municipalité et deux commissaires étaient nommés.

Au jour et à l'heure dite, l'administration du district, accompagnée du procureur-syndic et du greffier, se rendait dans le local choisi : elle y trouvait deux commissaires par municipalité pour le compte de qui l'on vendait. La séance ouverte, les biens étaient criés et mis aux enchères. Après le dernier enchérisseur, la séance était levée et l'adjudication définitive fixée à une date ultérieure. Le procès-verbal de la séance était signé par le dernier enchérisseur, les commissaires et le directoire.

De nouvelles affiches étaient posées, rappelant la date de la dernière criée. La séance d'adjudication s'ouvrait sur l'offre du dernier enchérisseur. Les feux étaient successivement allumés, et, quand la dernière bougie s'éteignait, le lot était adjugé au plus offrant et le procès-verbal émargé.

L'acquéreur s'engageait alors à payer un premier douzième par une formule ainsi conçue : « Je, soussigné ..., promets et m'engage de payer entre les mains du receveur du district de ... ou du trésorier de la caisse de l'extraordinaire la somme de ... pour la ... annuité en principal et intérêts du prix de l'adjudication qui m'en a été faite. »

Le directoire du district signait avec l'acheteur. Celui-ci rédi-geait alors une série d'obligations, dont voici la première : « Première obligation, payable le ... — Je, ..., promets et m'engage, par cette obligation, la première des douze que je suis tenu de fournir aux termes de mon adjudication, de payer au receveur du district de ..., le ..., du mois de ..., la somme de ..., plus la somme de ... pour l'année des intérêts du total de la somme principale de ... ».

L'acquéreur était alors envoyé en possession. Il devenait propriétaire, dans le sens le plus étendu du mot, propriétaire libre et inviolable : ce qui, au moins pour les biens ruraux, ne s'était presque jamais vu sous l'Ancien régime. S'il ne pouvait résilier à

son gré le bail du fermier, ce bail expiré, il pouvait du moins affermer à nouveau ou exploiter lui-même¹.

Le receveur poursuivait le paiement. En cas de retard ou de refus de payer, l'acquéreur était déchu et le bien revendu à la folle enchère, c'est-à-dire sans fixation d'enchères minima. L'écart entre le nouveau et l'ancien prix d'adjudication était acquis à la Nation en cas de gain, imputé au premier acheteur en cas de perte.

La loi du 3 juin 1793 n'apporta pas de modifications essentielles aux formalités de vente. Les actes préparatoires à l'aliénation furent de dresser une liste des émigrés, d'apposer les scellés (un commissaire pour chaque municipalité), d'inventorier le matériel, mobilier, d'évaluer les immeubles, d'envoyer enfin au département des états de consistance des biens d'émigrés que celui-ci devait transmettre au ministre des Finances². De son côté, le receveur des domaines devait dresser un « état des biens immeubles nationaux ».

Le système d'adjudication fonctionna sans changement³ jusqu'au 12 prairial an III, simplifié toutefois par la suppression des soumissions de municipalités et des décrets d'aliénation.

D'après la loi du 12 prairial an III, un registre de soumissions était ouvert au chef-lieu du district. On y inscrivait la description du bien, les nom, profession, domicile du soumissionnaire. Si aucun autre acquéreur ne se présentait dans un délai déterminé, le bien lui était cédé contre une soumission et une obligation. En cas de concurrence, des enchères avaient lieu devant le directoire du district. Elles s'ouvraient sur le prix de l'estimation. Le plus offrant rédigeait une soumission officielle, contractait des obligations et prenait possession du domaine.

Sous le régime de la loi du 28 ventôse an IV, des soumissions étaient également présentées et enregistrées, à condition qu'elles

1. Tous ces détails sont extraits d'un ouvrage de Camus, *Code d'aliénation des biens nationaux*. Paris, 1791 (Arch. nat., AD x, 17).

2. Extrait du registre des arrêtés de la Mayenne, du 12 ventôse an IV (Arch. nat., AD x, 17).

3. On trouve en effet aux archives de Valence (Drôme) un exemple de vente de biens nationaux du 17 fructidor an II, à Die, « par-devant les administrateurs du district et l'agent national ». « L'agent national dit que la 1^{re} séance d'enchères ayant eu lieu, la 2^e a été annoncée par affiches et doit avoir lieu maintenant. Le domaine est alors appelé à haute voix, et les feux sont allumés. A leur extinction, le bien est adjugé » (Arch. de Valence, Q 57).

fussent accompagnées de la quittance de consignation du quart entre les mains du receveur. L'enregistrement était fait devant le directoire du district qui signait avec le demandeur. Le prix définitif de l'objet était alors fixé par expertise, conférence avec le directeur des domaines, examen des baux ou montant des contributions. Dans la décade de leur établissement, les soumissions étaient acceptées ou refusées. Acceptées, elles étaient suivies d'un acte de vente, et l'aliénataire devait payer entre les mains du receveur.

La loi du 16 brumaire an V ne parlait plus de soumission¹. Tout acquéreur pouvait faire une offre égale aux trois quarts du prix de l'estimation à l'administration départementale qui devait lui en donner certificat et faire évaluer les biens dans les quinze jours. Une seule affiche était nécessaire, elle mentionnait le jour de la première séance et de l'adjudication définitive. L'acquéreur définitif contractait une obligation vérifiée par le président de l'administration centrale et enregistrée par le receveur des domaines.

Les lois ultérieures ne changèrent rien aux formalités de vente.

Tel est le mécanisme légal des ventes. Voyons à quelles difficultés prêta son exécution.

II.

Les obstacles furent nombreux en raison de l'inexpérience ou de la mauvaise volonté des administrateurs, des troubles intérieurs et extérieurs (résistances, rébellions, invasions), de la masse énorme des décrets, instructions, projets d'exécution, décrets interprétatifs.

Il faut établir une distinction entre les diverses administrations. Les directoires de district et de département furent, sauf de rares exceptions, bien intentionnés. Ils remplirent leur tâche avec zèle, notamment dans le Rouergue², le Rhône³, le Gard⁴, à Louhans⁵,

1. Instruction du ministre des Finances Ramel, en date du 2 frimaire an V sur l'application de la loi du 16 brumaire an V (Arch. nat., AD x, 18).

2. Anglade, *la Sécularisation des biens ecclésiastiques* (1902), p. 139.

3. Charléty, *op. cit.*, ch. 1 : les ventes d'immeubles. Voir surtout les p. 178 à 186 et pièces annexes, p. 565 à 607.

4. Rouvière, *l'Aliénation des biens nat. dans le Gard* (Nîmes, 1900), p. 15.

5. Guillemaut, *op. cit.*, p. 263.

Ornans¹, Redon² et Strasbourg³. Il n'y eut guère d'autorités coupables, malveillantes ou inertes que dans l'Aisne⁴ et le Cher⁵.

Les municipalités furent quelquefois en révolte ouverte avec les directoires, principalement à Châteauroux, Issoudun, Bourges. La ville de Lyon, malgré des négligences et des retards⁶, se montra en général active : elle dressa un inventaire minutieux de tous les biens nationaux de la commune et fournit aux dates fixées les états demandés (listes d'émigrés, états de consistance des biens). De même, Abbeville exécuta avec soin les prescriptions et arrêtés relatifs à la vente, aux nominations d'experts, renouvellement de baux, rédaction de registres, listes et soumissions. La constitution de bureaux spéciaux à Redon et Louhans est une preuve, dans ces deux villes, du zèle des officiers municipaux.

Les municipalités de campagne, au contraire, par « inertie, insuffisance, injustice, mauvaise volonté », semblent avoir rempli leur mission avec négligence. Dans le Rhône, les inventaires sont très rarement dressés. Les états ne sont pas envoyés à temps, et il faut un énergique rappel à l'ordre du district ou du département pour que les listes soient expédiées.

Cette incurie provient plus souvent d'incapacité que de mauvais vouloir. Les municipalités de campagne, en effet, n'étaient pas préparées au rôle qu'on leur demandait de remplir, et elles avaient à compter, notamment dans la conservation des bois, des édifices, et, dans le partage des biens communaux, avec les résistances, les réclamations, l'avidité de leurs administrés. Les troubles provinrent encore de l'opposition des congrégations religieuses, chapitres ou monastères, des menaces d'envahissement, des invasions, enfin de la présence de certains agitateurs et de l'hostilité des villes pour la campagne.

1. Meynier, *les Ventes nationales dans le district d'Ornans* (Besançon, 1903, in-8°), p. 17.

2. Dubreuilh, *le District de Redon*, dans les *Annales de Bretagne*, janvier 1906, t. XXI, p. 107.

3. Solms, *Die Nationalverkaufung im Distrikt von Strassburg* (Strasbourg, 1904, in-8°), p. 30.

4. Fleury, *le Clergé de l'Aisne pendant la Révolution*, t. I, p. 284-290.

5. Bruneau, *les Débuts de la Révolution dans l'Indre et le Cher* (Paris, 1902), p. 172 à 182.

6. Ces retards portèrent surtout sur l'envoi de ses soumissions : la première n'arriva à Paris que le 3 décembre 1790. Elle contenait des biens dont la vente était ajournée. Charléty, *op. cit.*, p. 76.

Les dispositions des autorités, l'influence de leur milieu étant connue, voyons les administrations à l'œuvre.

1. *Régime de la loi des 13-18 novembre 1789.* — La loi des 13-18 novembre 1789 prescrivait aux municipalités deux sortes d'inventaires : 1° une déclaration fournie par les propriétaires et contrôlée par procès-verbal des officiers municipaux ; 2° un inventaire des biens nationaux situés dans la commune.

Un certain nombre d'établissements religieux refusèrent d'abord d'établir une déclaration et se hâtèrent soit de vendre leurs revenus ou mobiliers, soit de désertier leurs monastères¹. La majorité des propriétaires ecclésiastiques semble cependant avoir exécuté la loi, surtout dans le Rhône, le Rouergue, le Gard. Dans le Rhône, personne ne refusa de fournir l'état demandé. Mais les inventaires dressés furent de nature très inégale : certaines communautés mentionnèrent laconiquement le total de leurs recettes et charges. Les Cordeliers de Sainte-Colombe (Rhône), en particulier, se contentèrent de donner les renseignements suivants :

Revenus	Pensions.	249 livres.
	Terres	4,034 —
Charges		482 —

D'autres communautés fournirent des chiffres qui, à l'examen, furent reconnus erronés. Enfin quelques-unes établirent soigneusement l'état de leurs revenus par provinces et communes. L'archevêché de Lyon énuméra ainsi par lettre du fermier Morel et d'après des états de revenus toutes ses dîmes et rentes. Les chapitres de Saint-Just, Saint-Jean, Fourvière, Ainay, les séminaires Saint-Irénée, Saint-Charles, le collège de Lyon, les Récollets, les Carmélites, les Ursulines agirent de même².

Les déclarations des religieux étaient contrôlées par les officiers de la municipalité. Ainsi furent vérifiés, pour le Rhône³, les inven-

1. Fleury, *op. cit.*, t. I, p. 96 à 100. Lors des inventaires dans l'Aisne, il ne restait qu'un vieillard chez les dominicains de Wailly, deux vieilles religieuses chez les Cordelières de Channy. L'évêque de Soissons traita avec les fermiers de l'abbaye Saint-Jean-des-Vignes pour faire rentrer au plus tôt les fermages et les soustraire ainsi à l'inventaire. L'abbaye du Val-Saint-Pierre vendit ses coupes de bois.

2. Cf. les inventaires publiés par Charléty, *op. cit.*, p. 3 à 52.

3. Cette vérification a donné lieu dans le Rhône à des procès-verbaux très courts résumant en quelques lignes les opérations faites.

taires de quatre chapitres, deux séminaires, trois communautés séculières, seize communautés d'hommes, quinze de femmes, deux établissements à but spécial. Enfin, les officiers municipaux devaient dresser un état des biens nationaux situés sur le territoire de leur commune. Conformément à cette prescription, le directoire de l'Aisne ordonna aux municipalités de récoiler le mobilier des communautés, de laisser le nécessaire aux religieux et de mettre le reste sous scellés, d'inventorier enfin sacristies et églises¹.

Les districts eux aussi avaient leur rôle dans les inventaires. Ils devaient nommer deux commissaires pour examiner les archives, collationner les titres de propriété, contrôler les déclarations. Cette mission semble avoir embarrassé bien des districts. Celui de Saint-Quentin, en particulier, se plaignit que les chartriers des abbayes d'Isle et d'Origny-Sainte-Benoîte fussent un « chaos ». Il faudrait, disait-il, pour les dépouiller, des gens « versés dans les archives ». Bref, il ne nomma pas de commissaires, et le département dut intervenir². Les inventaires de districts ne furent peut-être pas très nombreux : on n'en trouve, en tout, qu'un seul, dans le Rhône, en date du 2 septembre 1790 ; il concerne la communauté des Grands-Augustins, où les commissaires étudièrent les baux de trente-six maisons, les prix de location de sept et trois rentes constituées³.

L'initiative des soumissions vint de Paris, qui invita les villes du royaume à suivre son exemple. Celles-ci s'y décidèrent avec empressement ; dès le 20 mai 1790, Châteauroux soumissionnait pour 3,500,000 livres⁴ ; le 22, Abbeville envoyait une soumission de 6 millions, « sauf augmentation si les 400 millions n'étaient pas trouvés, ou si les biens situés dans le district valaient plus de 6 millions ». Par ordre de préférence, Abbeville désirait acquérir dans le territoire de la commune, dans la banlieue et dans toute l'étendue du district. Le 25 mai, Bourges et Saint-Amand demandaient à acquérir respectivement pour 3,200,000 et 1,500,000 livres. Des villages mêmes soumissionnèrent. Dans le Rhône, 40 villages sur 120 du district de la campagne expédièrent des soumissions variant de 1,380 livres (Curis) à 483,323

1. Cf. Fleury, *op. cit.*, t. I, p. 124-125.

2. Fleury, *op. cit.*, t. I, p. 128.

3. Charléty, *op. cit.*, p. 26.

4. Bruneau, *op. cit.*, p. 246.

(Saint-Bel)¹. 7 cantons sur 9 dans le district de Belley, 8 sur 9 dans celui de Nantua² firent parvenir des soumissions à l'Assemblée qui les accepta par décrets des 22-26 janvier, 16 février, 27 mai, 5 juin 1791. Dans le district de Nantua, 21 villages soumissionnèrent de 1,481 livres (Giron) à 212,633 livres (Nantua). Dans le district de Bourg, tous les cantons prirent part à l'opération. Les demandes se répartissaient entre 20 communes³.

Plusieurs villes envoyèrent même plusieurs soumissions. Bourg en expédia trois, respectivement de 1,006,080, 443,707 et 79,446 livres. Lyon en rédigea cinq, toutes supérieures à 1 million. La première soumission de Paris, du 26 juin 1790, s'éleva à 1,849,303 livres 17 sols⁴. L'exemple d'Abbeville montre comment se passaient les opérations : le Conseil général de la commune fut convoqué, le 19 mai 1790, « pour savoir si cette municipalité ferait sa soumission ès mains de NN. SS. de l'Assemblée, pour l'acquisition d'aucun des biens en vente et pour quelle somme »⁵. Le Conseil municipal proposa au Conseil général de profiter « d'un moyen aussi fécond » pour acquérir. Le Conseil général déclara alors soumissionner pour 6 millions. La soumission fut envoyée le 22. Elle revint le 31 avec le texte d'un décret de l'Assemblée, invitant les communes à désigner les biens demandés, sous peine de déchéance. Le 10 septembre, le Conseil général autorisa le renouvellement de la soumission. Une estima-

1. Charléty, *op. cit.*, p. 117 à 147. — 2. Arch. nat., Q² 1. — 3. Arch. nat., Q² 1.

4. Arch. nat., AD X, 15. De novembre 1790 à mai 1791, d'après Lecarpentier, *la Propriété foncière du Clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Seine-Inférieure* (Rouen, 1901), p. 19. Rouen envoya dix-huit soumissions d'une valeur nominale de 21,400,000 livres, et trente-sept décrets de soumissions furent rendus dans tout le département.

5. De même à Tulle. Cf. Forot, *l'Aliénation des biens du Clergé à la Révolution* (Tulle, 1905), p. 22-31. Le 25 mai 1790, le Conseil général de la commune se réunit à Tulle : « Les officiers municipaux sont autorisés à acheter pour 1 million de biens, en faisant un choix parmi ceux mis en vente. » Deux officiers municipaux, un notable et un avocat, sont nommés commissaires. Leurs conclusions sont approuvées le 20 octobre 1790. La soumission est envoyée; un décret intervient, le 16 juin 1791, attribuant à la ville 218,879 livres de biens nationaux. Ces biens étaient : 10 maisons, 1 moulin, 5 enclos, 3 domaines, 1 pressoir, 2 prés et 1 église. Les reventes donnent un total de 188,925 livres; en comptant 3 maisons religieuses et 1 domaine que la ville réserve, l'opération rapporte à Tulle 258,604 livres, soit un bénéfice de 39,725 livres. Angers soumissionna de même, le 27 mars 1790, et, par décret du 17 novembre 1790, acquit pour 601,201 livres, 119 maisons, 2 magasins, 41 quartiers de vigne, 200 boissellées de terre, 4 lieux, 3 closseries, 1 collège, 1 cimetière. Voir *l'Anjou historique*, années 1902-1903, p. 632.

tion provisoire de biens, d'une valeur de 1,515,528 livres, servit de base à une soumission provisoire (7 octobre). L'Assemblée nationale ayant décrété, le 10, l'estimation définitive des biens désignés, des commissaires-experts sont nommés le 22; le 19 novembre, on leur adjoint deux commissaires. Enfin, le 28, ils déposent une soumission divisée en trois tableaux :

1 ^{er} tableau. — Biens de la 1 ^{re} classe. . .	2,482,335 l. 43 s.
2 ^e tableau. — Biens de la 3 ^e classe. . .	53,657 l. » s.
3 ^e tableau. — Biens de la 2 ^e classe. . .	400,453 l. 49 s.

La soumission est envoyée et complétée, le 1^{er} décembre, par le « dernier cahier de la troisième section des différentes classes de biens nationaux à acquérir ». Le décret d'aliénation fut rendu le 20 janvier 1791 et sanctionné seulement le 27 mars. Il fallut donc dix mois pour que la soumission d'Abbeville fût suivie d'effet. Ce dut être le cas de beaucoup de municipalités, car, le 11 décembre 1790, le directoire de Pont-Saint-Esprit (Gard) fait entendre cette plainte : « Il ne nous reste qu'un regret, c'est que les lenteurs du Comité d'aliénation nous empêchent de profiter d'un moment aussi favorable »¹.

Ce résultat provenait non seulement de l'encombrement au comité d'aliénation, mais encore du travail de vérification qu'exigeait chaque soumission. Beaucoup, en effet, empiétaient soit sur celles des communes voisines, soit sur celles des particuliers. Enfin un certain nombre comprenaient des biens dont la vente était ajournée. De là des réductions ou des refus d'aliénation.

Cependant, les municipalités attendaient avec impatience le retour de leurs soumissions, car c'était autant par intérêt que par patriotisme qu'elles avaient souscrit. Elles espéraient, à l'aide des bénéfices faits sur la revente, payer leurs dettes et rétablir leurs finances. Abbeville, en particulier, supplia, le 13 novembre 1792, l'Assemblée de lui donner un acompte sur le seizième. Sa dette exigible était de 55,000 livres, provenant de pertes sur les blés achetés et de réfection des armes de la Garde nationale. Les reventes faites par elle s'élevaient alors à 7,573,951 livres. Le seizième en était de 473,374 l. 89; en déduisant un dixième de frais, le bénéfice se réduisait à 426,036 livres; sur le total des reventes, 1,232,582 livres avaient été payées au trésorier du district au 30 septembre 1792. Abbeville demandait

1. Rouvière, *l'Aliénation des biens nationaux dans le Gard*, p. 15.

donc instamment une avance immédiate de 180,000 livres. Les commissaires de la municipalité ajoutaient : « Nous déclarons, de plus, n'avoir rien reçu pour nous-mêmes, aucuns deniers du revenu des biens nationaux, ni aucune annuité et obligation des acquéreurs sur revente. »

Le paiement du seizième était d'ailleurs souvent retardé par des changements dans les modèles à fournir ou des retards dans le paiement des annuités¹.

Les frais de l'expertise étaient imputables à la municipalité en cas de soumission par elle, à l'État dans les autres cas. Les communes, si elles n'étaient pas soumissionnaires, devaient dresser l'état des frais, l'envoyer par l'intermédiaire du département à l'Assemblée, qui en faisait verser le prix par la trésorerie aux receveurs de district. Une provision égale à un millième de l'estimation était envoyée à ces receveurs (décret du 18 juillet 1791).

Les frais d'expertise étaient souvent considérables. Dans l'Aisne, du 1^{er} décembre 1790 au 1^{er} janvier 1792, ils s'élevèrent à 3,524 livres. Dans le district de Mende², l'estimation d'un pré coûta 125 livres; deux experts de l'Aveyron reçurent respectivement pour sept et trente-deux jours d'expertise 43 et 640 livres. Les expertises furent généralement consciencieuses; cependant, le Directoire de Pont-Saint-Esprit se plaignait, le 19 décembre 1790, que « des propriétés nationales, dont la valeur s'élève à 500,000 livres, n'ont pas été estimées au delà de 250,000 livres » : c'est que certains experts se sont trompés « pour n'avoir pas eu les modèles sous les yeux »³. Et, le fait qu'on ne retrouve aux archives qu'une partie des superficies de vente implique probablement que certaines expertises furent faites avec négligence.

Toutes ces questions préliminaires une fois réglées, le décret du 14 mai put enfin être appliqué. Quelle importance pratique eût-il dans l'histoire des ventes?

2. *Régime du décret du 14 mai 1790.* — La loi du 14 mai 1790 est celle qui a donné lieu au plus grand nombre de ventes. Dans le Rhône, 1,755 ventes sur 3,096, soit plus de la moitié, sont faites sous ce régime⁴.

1. En 1792, le Trésor réclama à la ville de Saint-Quentin le montant des acquisitions de 1790; or, celle-ci n'a encore rien reçu, ni en capital, ni en intérêt, de beaucoup d'acquéreurs. Fleury, *op. cit.*, t. I, p. 273.

2. Anglade, *op. cit.*, p. 146. — 3. Rouvière, *op. cit.*, p. 13.

4. Dans les districts de Sévérac, de Mur et de Saint-Geniez, sur un total de

Le receveur du district de Die (Drôme)¹, dans un état du 26 novembre 1791, dit qu'à cette date tous les biens mis en vente ont été aliénés. Le décompte est le suivant :

Biens immobiliers vendus avant le 4 ^{er} nov. 1791.	732,430 l. 6 s.
Biens immobiliers à vendre au 4 ^{er} nov. 1791 .	24 l. 4 s.
Droits incorporels rachetables.	241,966 l. 5 s.
Biens immobiliers dont la vente est ajournée .	42,000 l. » s.
Total.	986,424 l. 5 s.

Un état général des adjudications faites aux particuliers dans les départements dont les bordereaux sont parvenus au comité d'aliénation, jusques et y compris le 21 février 1791, est ainsi conçu :

VENTES.	PRIX D'ESTIMATION.	PRIX D'ADJUDICATION.	EXCÉDENT.
Jusqu'au 28 févr. 91	99,991,338 l. 47	474,821,080 l. 42	74,829,744 l. 4
Jusqu'au 15 mai 91	240,427,854 l. 6	407,729,522 l. 42	467,604,674 l. 5
Total	340,419,490 l. 4	579,550,603 l. 4	239,434,413 l.

Ce tableau fait ressortir trois faits : 1^o les ventes jusqu'en mars 1791 ne sont pas très considérables ; 2^o de mars à mai, les ventes sont très nombreuses ; 3^o l'adjudication atteint un taux bien supérieur à l'estimation.

411, 274 et 568 ventes opérées avant la fin de l'an IV, il en avait été fait respectivement 224, 166 et 208 de janvier 1790 à mai 1791 (Anglade, *op. cit.*, p. 248) ; dans le district de Clermont, sur un total de 2,052 ventes opérées avant la fin de l'an IV, 1,425 le furent dans le cours de l'année 1791 (Anglade, *ibid.*). Dans le Pas-de-Calais, en 1791, il fut vendu pour 53,370,055 livres de biens nationaux (Anglade, *ibid.*). Pour les départements de l'Indre et du Cher, nous trouvons les chiffres suivants : d'août 1790 à mai 1791, 273 ventes dans le district de Sancerre ; de juillet 1790 à août 1791, 282 ventes dans celui de la Châtre ; d'août 1790 à février 1791, 309 ventes dans celui de Vierzon et 317 dans celui de Châteauroux ; et, dans le seul district d'Issoudun, 600 ventes jusqu'au 25 mai 1791 (Bruneau, *op. cit.*, p. 248).

1. Archives de Valence, Q 35.

Les ventes commencèrent tard dans les départements, en novembre, décembre 1790 ou janvier 1791. La première aliénation eut lieu dans le Rhône le 27 novembre 1790, à Abbeville le 2 décembre, à Angers le 9, à Libourne le 26 novembre, dans la Seine-Inférieure en décembre, dans l'Aveyron, l'Aisne, le Gard, la Sarthe, à Strasbourg, Châteauroux, Vierzon en janvier 1791, au Blanc le 1^{er} février, à Sancerre le 4 avril.

Les ventes ne se répartirent pas également entre les mois de l'année 1791. Les lots ne furent pas non plus en nombre égal les années suivantes. Les ventes sont d'abord peu nombreuses. Les acquéreurs hésitent ; puis la confiance s'établit, et les aliénations croissent rapidement en nombre et en importance. En mai pour le Rhône, en août pour le Cher et l'Indre, le chiffre des adjudications passe par un maximum, puis décroît très rapidement. La majeure partie des lots est aliénée. Il y a quelques variations spéciales à certains départements et, dans les départements, à certains districts. Ainsi, dans le Rhône, les ventes passent deux fois par un maximum (en mai et en août). Le maximum absolu est atteint en mai pour le district de Villefranche. Voici, par mois, le nombre des ventes dans le Rhône :

DATES.	DISTR. DE LYON.	DISTR. DE LA CAMPAGNE.	DISTR. DE VILLEFRANCHE.
Novembre 1790	4	» »	» »
Décembre 1790	23	» »	» »
Janvier 1791	46	3	» »
Février 1791	59	53	23
Mars 1791	29	95	154
Avril 1791	26	148	111
Mai 1791	38	125	280
Juin 1791	13	34	85
Juillet 1791	3	» »	98
Août 1791	18	» »	121
Septembre 1791	7	» »	22
Octobre 1791	2	» »	3
Novembre 1791	8	» »	» »
Décembre 1791	4	» »	» »
De nov. 90 à déc. 91	277	458	897

Le total général pour le Rhône est, au 31 décembre 1791, de 1,632. 1,755 ventes devant être faites jusqu'au 12 prairial an III, il ne reste donc plus à aliéner que 123 lots, soit un très petit nombre¹. Ces ventes se répartissent de manière très inégale entre les années 1792 et 1793. Elles cessent presque totalement de février à août 1792 dans le district de Lyon, d'avril à septembre dans celui de Villefranche. Les aliénations, dans le district de la campagne, sont importantes de septembre 1792 à mai 1793. Le tableau suivant donne une idée des variations subies dans chaque district par la courbe des ventes² :

DATES.	NOMBRE DE VENTES.		
	DISTR. DE LYON.	DISTR. DE LA CAMPAGNE.	DISTR. DE VILLEFRANCHE.
Janvier 1792	8	» »	23
Février 1792	» »	4	» »
Mars 1792	» »	» »	» »
Avril 1792	4	20	45
Juillet 1792	» »	3	» »
Août 1792	3	» »	» »
Septembre 1792	42	47	» »
Octobre 1792	4	9	8
Novembre 1792	3	9	3
Décembre 1792	» »	20	» »
Janvier 1793	2	» »	» »
Février 1793	44	44	» »
Mars 1793	40	47	» »
Avril 1793	4	» »	4
Mai 1793	» »	2	» »
Juin 1793	» »	9	» »

Dans les autres départements, la majorité des lots était égale-

1. De même à Angers, de décembre 1790 à avril 1791, la plupart des biens sont aliénés pour 8,471,666 livres, sur estimation de 5,924,504 livres (*Anjou historique*, 1902-1903, p. 439). Les chiffres du tableau ci-dessus sont extraits des procès-verbaux de vente publiés par Charléty, *op. cit.*, p. 186 à 218, pour le district de Lyon; 230 à 278 pour celui de la campagne de Lyon; 298 à 370 pour celui de Villefranche.

2. Voir Charléty, *op. cit.*, p. 218-222, 278-290, 370-375.

ment aliénée à la fin de 1791. Dans le district de Clermont (Aveyron), 1,425 adjudications sur 2,052 furent faites en 1791. Leur total représentait 6,751,245 livres sur 10,503,122. Dans le Pas-de-Calais, ce total était de 53,370,055 livres¹.

Le prix de vente dépassa de beaucoup l'estimation. Dans le Cher, il fut généralement double. Dans l'Aisne, les biens adjugés en janvier 1791 pour 1,200,000 livres avaient été estimées 1,100,000 livres². Dans le Gard, les lots furent, au début, « avantageusement aliénés ». Telle propriété qu'une « estimation assez juste » avait évaluée à 4,212 livres trouva preneur à 11,000. Dans le Tarn, l'état général des ventes du département du 4 janvier 1791 au 31 mars 1791 se monte à 3,724, 329 livres sur estimation de 2,332,885 livres. Dans le Puy-de-Dôme, 368 lots aliénés du 13 janvier au 31 mai 1791 furent vendus 3,617,008 l., l'estimation n'étant que de 1,784,394 livres³.

En 1792-93, l'écart entre la mise à prix et le prix de vente diminue : signe certain que l'activité des ventes se ralentit. Aussi le directoire du Tarn demande-t-il une prorogation du paiement des annuités ; de même, les directoires, dans le Gard, groupent des lots pour les vendre en bloc, afin « d'épargner des frais de séjour aux enchérisseurs éloignés de leur domicile »⁴. Il faut dire que la meilleure partie des lots était vendue et que les bâtiments, églises, chapelles⁵ qui restent tentent peu d'acquéreurs.

Il est cependant certain que l'adjudication a de beaucoup dépassé, surtout au début, l'estimation. Ce phénomène est dû d'abord à l'insuffisance de la mise à prix et, par suite, à l'insuffisance des baux⁶, enfin à la dépréciation des assignats.

Les paiements furent réguliers. Dans le district de Saint-Geniez,

1. Anglade, *op. cit.*, p. 141, note 1.

2. Archives de l'Aisne; registres de ventes.

3. Anglade, *op. cit.*, p. 142.

4. Rouvière, *op. cit.*, Introduction, p. 15.

5. Notamment dans le Rhône. Cf. les procès-verbaux de ventes postérieures à 1792, dans Charléty, *op. cit.*, p. 286 à 298.

6. D'une manière générale, les baux du clergé étaient inférieurs à la valeur réelle de la terre dans le Rhône, l'Aisne et le nord de la France. C'est que, en Artois, Picardie et dans le Laonnois, les baux se perpétuaient dans la même famille; aux renouvellements, personne n'osait faire concurrence à l'ancien fermier, qui obtenait un nouveau bail, aux mêmes conditions. Le fait de donner trop de terre au même fermier était nuisible à la bonne culture des champs dont beaucoup restaient en friche : second obstacle à l'élévation du canon. Cf. Fleury, *op. cit.*, t. I, p. 279, et le Registre des délibérations du district de Saint-Quentin, du district de Soissons (Archives de l'Aisne).

il y eut douze folles enchères¹, sept dans l'Indre et le Cher, avant le 15 mai 1793, et trente paiements en retard. Le directoire de Sancerre disait lui-même, le 15 mars 1793 : on a payé « très exactement ». Dans trois districts du Gard, on signale vingt folles enchères. Dans le district de Lyon, sur 610 acquéreurs, 11 seulement furent déchus et leurs biens revendus. Par contre, dans l'Aisne, il y aurait eu de nombreuses déchéances, surtout dans le district de Vervins. C'est que ce département fut fortement atteint par la spéculation².

Les déchéances entraînant la revente, celle-ci se fit souvent dans de mauvaises conditions. Dans l'Aisne, en particulier, un ouvrier perruquier de Saint-Quentin avait acheté 300,000 livres un bien qui fut revendu 161,000 livres. Cette dépréciation a aussi pour cause ce fait que l'acheteur, étant généralement un spéculateur, a pu payer un domaine bien au delà de sa valeur.

3. *Régime de la loi du 3 juin 1793*. — La loi du 3 juin donna lieu à deux inventaires : 1° un état de consistance des biens des émigrés dressé suivant la loi du 1^{er} février 1793 ; 2° un état des biens immobiliers nationaux dressé par les receveurs des domaines. Enfin, les biens des condamnés, déportés, réélus furent l'objet d'un état de consistance.

Dès le 20 mars 1792, le directoire d'Abbeville prescrivit aux municipalités d'établir, par tableau, l'importance des biens des émigrés, leur désignation et l'état des sommes dues. Cette estimation éprouva dans le district des résistances de la part des « occupants des terres séquestrées », qui refusèrent de déclarer « ce qu'ils occupaient et ce qu'ils devaient ». Le rôle de chaque municipalité consistait à faire l'inventaire, apposer les scellés diriger l'expertise et procéder à la vente.

L'importance de la loi fut variable. Dans les districts de Lyon

1. Anglade, *op. cit.*, p. 142, renvoi n° 5. A Tulle, il n'y eut pas de déchéances : 3 ou 4 acquéreurs mirent 20 ans à s'acquitter ; 1 paya en 8 mois, 1 en 1 an, 2 en moins de 2 ans, 1 en 3 ans, 8 en 4 ans ou 4 ans 1/2, 1 en 5 ans ; la majorité liquida ses acquisitions en 8, 9 ou 10 ans (Forot, *op. cit.*, p. 45 à 69). A Libourne, au 1^{er} ventôse an IV, il y avait 18 folles enchères ; 12 acquéreurs n'avaient rien payé (c'étaient les acheteurs de droits féodaux) ; 107 paiements n'étaient pas encore soldés. Enfin, au 15 floréal an VIII, sur 1,962 ventes, 55 seulement étaient frappées de déchéance (Marion, *Vente des biens nationaux dans le district de Libourne*, dans la *Revue philomathique de Bordeaux*, ann. 1902, p. 403).

2. Fleury, *op. cit.*, t. II, p. 165.

et de la campagne, il n'y eut que très peu de ventes. Pour la totalité des adjudications, les émigrés, au nombre de cinq, dans le district de la campagne, ne furent dépouillés que de six lots, et, dans le district de Lyon, quinze émigrés n'eurent que vingt-quatre lots vendus. Par contre, à Villefranche, on vendit 159 lots sur 3,096, soit un vingtième de la totalité des aliénations¹. Dans la Sarthe, la loi fut appliquée dans tous les districts et fréquemment dans le district du Mans². Le Gard aliéna, conformément à cette loi, plus de 2,000 lots; les acquéreurs furent au nombre de 1,591 contre 2,699 acheteurs de biens de première origine.

Peu nombreuses au début, les ventes augmentèrent d'intensité dans le Rhône en avril 1794, passèrent par un maximum en juin et se maintinrent jusqu'en mai 1795, date de la dernière vente conforme à cette loi.

Voici le nombre des aliénations mensuelles faites à Villefranche de 1793 à 1795 :

1793		1794											1795			
Décembre		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Mars	Avril	Mai
2	7	6	7	14	19	24	20	40	8	12	7	9	8	4	4	

La majorité des lots furent compris entre 5 et 50 hectares. De même les estimations sont toutes, pour le district de Villefranche,

1. Dans le district de Libourne, 1,692 sur 2,230 ventes, soit les trois quarts, furent faites sous le régime de cette loi. 5,744 journaux de terre furent aliénés du 1^{er} frimaire an II à la fin de l'an III. Dans le seul mois de ventôse an II, on adjugea 176 lots (Marion, *op. cit.*, p. 387 et 395).

2. Legeay, *Documents historiques sur la vente des biens nationaux dans la Sarthe*. Le Mans, 1885-1886, 3 vol. in-16. Voir dans chaque district, à la suite de la publication des actes de vente des biens de 1^{re} origine, celle des biens des émigrés : t. I, p. 178 à 298, 395 à 425, 540 à 565; t. II, p. 181 à 203, 318 à 338, 526 à la fin; t. III, p. 229 à 274, 411 à 443, 535 à 609.

entre 5,000 et 50,000. Les lots divisés furent très considérables (90 contre 64 non divisés)¹.

4. *Régime de la loi du 12 prairial an III.* — La suppression des enchères et la vente sur soumissions amena une grande affluence d'amateurs dans les bureaux des districts. A Romans, par exemple, dans la Drôme, trente-trois biens sont soumissionnés au même instant, le 22 prairial, par 622 habitants de Romans (marchands, cabaretiers, etc.), 319 habitants de Lunité, 93 habitants d'une dizaine de villages.

Beaucoup qui ne savent pas signer mettent une croix. Des pages entières sont couvertes de demandes de soumissions, puis des registres entiers sont remplis². Les départements s'émeuvent et réclament. Le directoire du Rhône implora l'Assemblée pour qu'elle rendît un décret modifiant la loi. Ce décret intervenu, les ventes purent s'opérer jusqu'au 28 ventôse an IV.

Le nombre d'adjudications fut de 50 pour Lyon, 76 pour la campagne, 281 pour Villefranche, soit 407 pour le Rhône. Tous ces lots furent vendus en quatre mois³.

Les prix de vente furent surtout compris entre 500 et 50,000 l. (district de Villefranche), 2,000 et 100,000 (Lyon), 1,000 et 25,000 (la campagne). Ils furent plus élevés à Lyon que dans le district de la campagne, dans le district de la campagne qu'à Villefranche.

5. *Régime de la loi du 28 ventôse an IV.* — D'après un

1. Dans le district de Libourne, 169 des 176 ventes opérées en ventôse an II se répartissaient ainsi : articles inférieurs à 1 journal, 52; articles compris entre 1 et 3 journaux, 79; articles compris entre 3 et 10 journaux, 19; articles compris entre 10 et 50 journaux, 17; articles supérieurs à 50 journaux, 2 (Marion, *loc. cit.*, p. 395).

2. Archives de Valence, Q 57.

3 :

DATES.	DISTR. DE LYON.	DISTR. DE LA CAMPAGNE.	DISTR. DE VILLEFRANCHE.
Août 1795	9	»	121
Septembre 1795	30	»	160
Octobre 1795	11	27	»
Novembre 1795	»	49	»

état dressé le 29 ventôse an IV par l'administration de l'enregistrement et des domaines, le reliquat des biens nationaux ne comprendrait plus, à cette époque, que 6,247,270 l. 289 en argent. Les biens de première origine y entreraient pour 1,689,471 l. 422, les biens de deuxième origine pour 1,854,027 l. 929¹. Il ne devait donc plus rester à ce moment une grande masse de biens. La loi du 28 ventôse an IV en fit disparaître un grand nombre. 160 lots furent aliénés à Lyon, 181 dans le district de la campagne, 158 à Villefranche. Tous ces lots furent vendus de 1796 à 1798, principalement en 1796².

Dans l'Aisne, plus de 3,000 lots furent vendus en exécution de cette loi (exactement 3,093).

D'après les locations en 1790, les prix se répartissaient ainsi : 1^o pour le district de Lyon, il y a à peu près égalité entre les locations inférieures et supérieures à 1,000 livres; 2^o dans les autres districts, la plupart des locations sont inférieures à 1,000 livres. Excepté à Lyon, tous les lots vendus représentèrent un capital inférieur à 50,000 livres. Le calcul des superficies³ établit nette-

1. Arch. nat., AD x, 18. Il ne faut pas accorder à ces chiffres une valeur mathématique. En effet, le tableau dans lequel ils sont insérés, tout en annonçant pour 6 millions de biens, n'en détaille que 3 millions. De plus, il y a dans l'original une erreur matérielle d'addition.

2. La somme des articles vendus jusqu'au 28 ventôse an IV, dans l'Eure-et-Loir, était de 11,406 livres, représentant une valeur d'adjudication de 142,505,207 livres 21. D'après la loi du 28 ventôse, 3,293 articles furent vendus pour 15,534,832 livres, sur lesquels 7,541 livres 87 restaient dues au 15 messidor an VII (Rapport du ministre des Finances. Arch. nat., AD x, 20).

ANNÉES.	NOMBRE DE LOTS VENDUS.		
	DISTR. DE LYON.	DISTR. DE LA CAMPAGNE.	DISTR. DE VILLEFRANCHE.
1796	160	156	137
1797	»	14	10
1798	»	11	11

3. Calcul fait d'après les superficies mentionnées dans les actes de vente et réduites en ares et hectares, suivant le tableau annexé à l'ouvrage de Charléty, *op. cit.*, p. 611-613.

ment que les lots furent généralement plus petits que 5 hectares. Aucun ne dépassa 50 hectares.

D'après le rapport du ministre Ramel, au 5 messidor an VII, le bilan de cette loi était le suivant¹ :

Articles vendus : 404,749.

Prix total	3/4.	458,808,300	(en mandats valeur nominale).
	1/4.	452,629,912	(en numéraire, ou mandats au cours).
Payé	1) en mandats ou assignats à 3 % . . .	457,686,213	l.
	2) en numéraire ou valeur équivalente.	443,325,304	l.
Dû	1) en numéraire	4,000,000	l.
	2) en mandats	4,424,616	l.

En supposant ces calculs justes, la loi du 28 ventôse an IV aurait été pratiquement très importante² et presque tout aurait été payé.

6. *Régime de la loi du 16 brumaire an V.* — La loi du 16 brumaire et les lois suivantes ne portèrent, au moins dans le Rhône³, que sur un petit nombre de lots⁴.

La somme des articles vendus d'après la loi du 16 brumaire était, suivant Ramel, de 40,813. Le montant de la première moitié de la mise à prix était de 123,016,957 l. 13. Celui de la seconde moitié, joint au produit des enchères, était de 4,484,092,821 l. 31.

7. *Régime de la loi du 26 vendémiaire an VII.* — L'état

1. Arch. nat., AD X, 20.

2. Ramel estimant à 857,034 le nombre des articles aliénés avant cette loi, les opérations exécutées sous ce régime atteindraient un huitième des transactions antérieures.

3. Voir Charliéty, *op. cit.*, p. 479-482 pour la loi du 16 brumaire an V; p. 482-483 pour celle du 26 vendémiaire an VIII et p. 483-493 pour celle du 15 floréal an X.

4.	1) Loi du 16 brumaire an V. Nombre de lots vendus dans le district	de Lyon 13 de la campagne. 1 de Villefranche. 12	} 26 lots
	2) Loi du 26 vendémiaire an VII		
	3) Loi du 15 floréal an X. Nombre de lots vendus dans le district	de Lyon 52 de la campagne. 14 de Villefranche. 21	} 93 lots

des ventes, au 30 floréal an VII, était, d'après le rapport de Ramel, le suivant :

Nombre de ventes faites : 44,273.

Montant des mises à prix sur le pied	
de huit fois le revenu	47,854,876 l. 94 s.
Montant des adjudications. . . .	25,724,134 l. 69 s.
Restait à vendre pour	343,027,260 l. 29 s.

La situation des biens nationaux était alors telle que 1,017,595 articles avaient été vendus depuis 1790 et qu'il en restait environ pour 350 millions¹.

Les départements avaient pris une part inégale à ces dernières lois. Suivant une note additionnelle jointe au rapport de Ramel, le département dans lequel la loi de ventôse avait donné lieu au plus grand nombre de ventes était le Nord (6,555 articles de vente); le département le plus pauvre en biens nationaux était l'Ardèche (300). De même le prix des trois premiers quarts concernait l'Ardèche pour 392,779 livres, le Nord pour 25,016,250 l. Ce chiffre, dans la plupart des départements, était supérieur à 1 million. Enfin, la somme du dernier quart variait, suivant les départements, entre 30,000 l. et 8,000,000.

Le montant des aliénations faites en vertu de la loi du 6 brumaire an V, et antérieurement à la loi du 9 vendémiaire an VI, comprenait 2,124 articles de vente. Dans quarante-deux départements, cette loi n'avait pas été appliquée. Dans les autres, les ventes variaient de 1 à 303, le total des adjudications entre 4,000 l. et 18 millions (Seine-et-Oise).

Enfin, postérieurement à la loi du 9 vendémiaire an VI, et antérieurement à celle du 26 vendémiaire, le nombre des ventes était de 35,947. Le montant des trois quarts du prix variait de

1. Toutes ces aliénations donnaient lieu à un gros travail de vérification. Ramel concluait, en effet, son rapport par cette remarque : « Les ventes ont donné lieu à un immense contentieux; j'ai annoncé dans le compte moral de l'an V que la seule loi du 28 ventôse avait amené plus de 30,000 affaires dans les bureaux de l'aliénation. Je déclare que le travail que cette partie exige absorbe la moitié de mon temps et qu'un surcroît de travail pendant douze heures consécutives, les décadis, ne suffisent à me mettre à jour » (Arch. nat., AD x, 20).

540 l. (Jura) à 22 millions (Escaut), le total du montant des adjudications de 750 l. à 370 millions.

8. *Régime de la loi du 20 mars 1813.* — En général, la loi du 20 mars 1813 excita peu d'empressement. Dans le Gard, des biens durent être mis plusieurs fois aux enchères; dans le Rhône, on ne mit en vente que 34 lots, et plusieurs ne purent être adjugés. Dans l'Aisne, 1,937 sur 2,912 articles furent vendus, 975 furent donc retirés de la vente¹.

Les lots furent généralement peu importants. Dans l'Aisne, 297 seulement dépassèrent 1,000 fr. et quatre 10,000 fr. Dans le Gard, sur 493 acquéreurs, 63 seulement acquirent pour plus de 1,000 fr. et deux au delà de 50,000.

En mettant à part la loi du 20 mars 1813 comme excentrique à l'histoire des ventes, la presque totalité des biens nationaux fut aliénée sous le régime de six lois différentes : on peut se demander si une loi unique n'aurait pas suffi au succès de l'opération. Il est probable que non, car chaque loi se trouve, dans l'application, soumise à un phénomène identique : les ventes se traînent au début, puis croissent très rapidement, décroissent de même et tombent à zéro ; et, quand cette stagnation des affaires est complète, il faut un nouveau régime d'adjudication pour imprimer aux ventes une nouvelle activité.

En somme, d'après le nombre d'articles aliénés (plus d'un million), de ventes consommées et payées, l'aliénation des biens nationaux réussit en général².

Ch. BOURNISSEN.

1. Archives de l'Aisne; registres de vente.

2. Le présent travail est extrait d'un mémoire récompensé en 1907 par l'Académie des sciences morales (concours Rossi). On ne doit donc pas s'étonner si les travaux publiés depuis cette époque n'y sont pas mentionnés.

BONAPARTE

ET LE RECÈS GERMANIQUE DE 1803.

I.

Seeley estime que la négociation du Recès de 1803 renferme en germe toute la révolution allemande du XIX^e siècle¹. Il a raison; mais il faut dire aussi que ce Recès était préparé par des circonstances, par un état d'esprit, par une situation politique qui lui donnèrent toute sa valeur historique, et que l'acquisition de la frontière naturelle du Rhin par la France ne fut que l'occasion où se détermina un mouvement depuis longtemps commencé. La personnalité de Bonaparte fut d'ailleurs pour beaucoup dans l'importance que prit l'événement.

Le traité de Lunéville reproduisait les termes essentiels de celui de Campo-Formio; il abandonnait à la France toute la rive gauche du Rhin, depuis Bâle jusqu'à la frontière de la République batave, et l'article VII en était ainsi conçu : « Et comme, par suite de la cession que fait l'Empire à la République française, plusieurs princes et États de l'Empire se trouvent dépossédés, en tout ou en partie, tandis que c'est à l'Empire germanique collectivement à supporter les pertes résultant des stipulations du présent traité, il est convenu entre Sa Majesté l'Empereur et Roi, tant en son nom qu'au nom de l'Empire germanique, et la République française, qu'en conformité des principes formellement établis au congrès de Rastadt, l'Empire sera tenu de donner aux princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin un dédommagement qui sera pris dans le sein dudit Empire suivant les arrangements qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés². »

La formule est longue et lourde; elle se peut ramener à ces

1. Seeley, *Life and times of Stein*, t. I, p. 88.

2. De Clercq, *Traité de la France*, t. I, p. 424.

termes : les princes *héréditaires* dépossédés à la rive gauche du Rhin seront dédommagés par des territoires pris dans le sein de l'Empire, c'est-à-dire par les territoires des princes non héréditaires, ou des princes ecclésiastiques, et des villes. Le mot *sécularisation* n'est pas écrit dans le traité de Lunéville; mais la nécessité en est fortement établie; elle avait été reconnue en termes formels par le congrès de Rastadt, dont il n'y avait qu'à achever l'œuvre : la chaîne était renouée par les victoires de Marengo et de Hohenlinden.

Ainsi l'établissement de la République française dans ses frontières naturelles du Rhin avait immédiatement pour l'Allemagne deux conséquences très graves : il la refoulait à l'est, loin des limites que le traité de Verdun lui avait données en 843, et détruisait irrémédiablement les cadres essentiels du Saint-Empire Romain-Germanique; il laissait à la France le siège primatial de Mayence; d'autre part, il achevait, par contre-coup, la sécularisation inaugurée par la réforme protestante et ruinait l'influence politique de l'Église catholique en Allemagne; par quoi il portait un coup décisif à l'autorité de la maison d'Autriche. En vérité, il changeait la constitution même de l'Allemagne.

Le Directoire en avait eu la volonté consciente. Il l'avait exprimée avec une puissante logique et une réelle grandeur dans les instructions qui avaient été données à ses agents au congrès de Rastadt et qui avaient été déjà rédigées par Talleyrand¹. Il avait très bien vu que la conquête du Rhin par la France entraînait comme une conséquence nécessaire « la refonte du corps germanique »; il avait voulu que le principe des indemnités à attribuer aux princes allemands dépossédés sur la rive gauche du Rhin fût réalisé par une sécularisation générale de toutes les terres ecclésiastiques, depuis les électors jusqu'aux moindres chapitres, dans la pensée de détruire d'un seul coup toute la clientèle politique de l'Autriche dans le Saint-Empire; il s'était efforcé de partager cette belle proie ecclésiastique entre ses amis, de ramasser toute la poussière des innombrables « Allemagnes » en quelques territoires compacts au profit des meilleurs clients de la France; il avait travaillé particulièrement à entretenir le conflit déjà vieux de l'Autriche et de la Prusse; il avait pensé faire à l'Autriche plus de mal qu'elle n'en avait subi même des précé-

1. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. V, p. 259-263.

dentes campagnes de Bonaparte; en vérité, il avait entrepris de la chasser de l'Allemagne et de l'Italie, de vider son titre impérial de toute la substance de son ancienne autorité. L'Autriche s'en était vengée par le crime.

Le premier Consul reprenait l'œuvre interrompue par la violente clôture du congrès de Rastadt; en fait, il reprenait la tradition même de la monarchie, inaugurée par Henri II, « protecteur des libertés germaniques » et dès lors maître des Trois-Évêchés, définitivement fondée par Richelieu et Mazarin, lorsque déjà ils avaient consolidé, aux traités de Westphalie, les sécularisations issues de la Réforme, lorsqu'ils avaient réuni l'Alsace à la France, lorsqu'ils avaient groupé dans la ligue du Rhin une clientèle française d'États allemands. Au lendemain du traité de Lunéville, la même situation générale se reproduisait avec quelques détails nouveaux : le Saint-Empire devait fournir aussi des indemnités au grand-duc de Toscane, frère de l'Empereur, et au prince de Nassau-Dillenburg, de la maison d'Orange, ex-stathouder de Hollande, beau-frère du roi de Prusse, et l'Empereur voulait que la part de son frère fût le plus considérable possible, et le roi de Prusse voulait que celle de son beau-frère ne fût pas inférieure, et « les deux colonnes de l'Empire » ainsi mettaient le même zèle à le renverser.

Mais aussi, parmi les intrigues des avidités concurrentes, parmi des circonstances à peine renouvelées d'un siècle à l'autre, le « devenir » allemand évoluait irrésistiblement vers l'unité; les destinées historiques, plus fortes que les hommes, qui n'en sont souvent que les agents inconscients, groupaient peu à peu les États allemands autour de quelques princes plus puissants¹ et suscitaient, au-dessus des rivalités locales et des tendances particularistes, le génie national qui s'exprimait alors dans les chefs-d'œuvre de l'école de Weimar, et des sentiments patriotiques bientôt capables de refouler les influences étrangères.

Jamais l'Allemagne ne fut moins libre qu'au temps de Napoléon; jamais elle ne fit de plus rapides progrès vers la liberté.

La diète de Ratisbonne, sollicitée par l'Empereur, ratifia sans résistance et sans observations le traité de Lunéville²; il restait à en assurer l'exécution; ce fut moins facile et moins rapide; car,

1. Seeley, *op. cit.*, t. I, p. 90.

2. Häusser, *Deutsche Geschichte*, t. II, p. 333.

s'il excitait chez les uns des convoitises impatientes, il rencontrait chez les autres une opposition passionnée : les princes ecclésiastiques pratiquaient mal l'esprit de renoncement, et l'Autriche, qui se trouvait bien de l'ancien régime, se défiait à juste titre des nouveautés; inquiétudes et convoitises contradictoires qui allaient rendre l'affaire des indemnités singulièrement délicate.

Louis de Cobenzl avait noué à Lunéville des relations amicales avec Joseph Bonaparte, et il nourrissait depuis Campo-Formio à l'égard du premier Consul une admiration grandissante. Après la signature de la paix, qui pourtant n'était pas extrêmement glorieuse pour lui, il demanda avec assez d'humilité à aller passer quelque temps à Paris pour y présenter ses hommages au gouvernement français; il y fut autorisé, mais le premier Consul ne consentit à le recevoir qu'après la ratification de la diète, qui sans doute en fut sensiblement hâtée.

Puis on parla des indemnités. Chez Joseph, à Morfontaine, ou chez Talleyrand et aux Tuileries, on chercha à mettre d'accord les gouvernements de Vienne et de Paris¹. La France eût volontiers laissé à l'Autriche l'initiative des propositions. Cobenzl se fit beaucoup prier; il ne s'exprima ensuite qu'en formules mystérieuses; pressé de se prononcer, il défendit d'abord avec quelque chaleur les intérêts de l'ancien grand-duc de Toscane, l'archiduc Ferdinand, frère de l'Empereur; il demanda pour lui l'archevêché de Salzbourg et la prévôté de Berchtolsgrad, la ville et l'évêché de Passau, les évêchés de Brixen et de Trente; il sembla ne point vouloir admettre d'autres sécularisations. Il affirma avec énergie la nécessité de conserver les trois électeurs ecclésiastiques, afin de ne point détruire le propre caractère de la constitution germanique. Enfin il daigna émettre quelques idées sur les indemnités qu'il conviendrait d'attribuer au roi de Prusse, à l'électeur de Bavière, au duc de Wurtemberg, au landgrave de Hesse-Cassel, au margrave de Bade; à leur endroit, il n'eut pas le même système d'appréciation qu'à celui du grand-duc de Toscane; il estima au minimum la valeur des terres dont il fallait les indemniser : il s'agissait pour lui de réduire le plus possible l'étendue des sécularisations. C'était la politique du moindre mal; elle ne pouvait s'accorder avec les vues du gouvernement français, et le voyage de Cobenzl à Paris ne donna aucun résultat.

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 717, fol. 36; Du Casse, *Négociations relatives aux traités de Morfontaine, de Lunéville et d'Amiens*, t. II, p. 365.

D'ailleurs, le gouvernement autrichien était alors tout désespéré; la campagne de 1800 et le traité de Lunéville avaient ruiné le crédit de Thugut, et, sous l'influence timide de l'archiduc Charles, la cour de Vienne prenait des dispositions plus pacifiques, ce qui ne l'empêchait pas d'entretenir des relations très régulières avec Londres. Elle ne se résignait pas à ses désastres.

Cependant, la diète de Ratisbonne essayait consciencieusement d'engager la procédure des indemnités. Le 30 avril 1801, elle votait un premier *conclusum*, où elle priait Sa Majesté Impériale de « vouloir bien se charger de l'aplanissement de tous les objets qui, d'après le traité de Lunéville, ont été réservés pour un arrangement particulier »¹. L'Empereur était prié de communiquer à la diète le résultat de ses démarches avant de rien arrêter définitivement avec le gouvernement français. D'aucuns auraient voulu que la question fût résolue entre l'Empereur et la diète, sans aucune intervention de l'étranger, *res plane domestica*; mais ceux qui comptaient sur la France pour quelques profits faisaient remarquer que la France avait signé le traité de Lunéville, dont il était justement question d'assurer l'application intégrale, qu'elle en était une naturelle garante.

Après deux mois de réflexions, le 26 juin 1801², l'Empereur répondit à la diète par un décret où il observait que les pouvoirs qu'on lui reconnaissait étaient insuffisants pour qu'il pût traiter avec la France, qui n'admettrait pas qu'il eût à en référer sur tous les points à Ratisbonne, qu'il n'y avait pas de négociations possibles dans de telles conditions, qu'il fallait donc lui donner des pouvoirs illimités, la diète conservant, selon la constitution, le droit de ratification. Cette communication du gouvernement impérial jeta déjà la diète dans le plus beau désarroi, où les prétentions de l'Autriche commencèrent d'être àprement relevées, ce qui n'avança pas encore beaucoup la besogne.

L'électeur de Mayence, qui devait à son titre d'archichancelier de Germanie de diriger les délibérations de la diète, qui en exerçait, comme on disait, la fonction directoriale, proposa diverses solutions inspirées d'intentions excellentes : ou bien chacun des ayants droit ferait valoir ses réclamations qui seraient vérifiées sur place par des commissaires de la diète; on estima que ces formalités seraient longues, sans doute vaines, sujettes à

1. Häusser, *op. cit.*, t. II, p. 338. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 702, fol. 314.

2. Häusser, *op. cit.*, t. II, p. 352.

d'interminables conflits, et qu'ainsi l'affaire des indemnités risquait de durer pendant plusieurs générations; ou bien, comme à Rastadt, on nommerait une députation d'Empire qui aurait autorité pour accomplir toute la besogne, ce qui devait demander aussi quelque temps.

En attendant, on discuta plusieurs semaines sur les mérites respectifs de ces diverses combinaisons; on y passa la plus grande partie de l'année 1801. Entre temps, on s'occupa d'un monument à élever à la gloire de l'archiduc Charles, libérateur de la Germanie, le vainqueur de Moreau : c'était un moyen d'oublier Hohenlinden. Des vacances dispersèrent la plupart des membres de la diète à travers leurs terres, car rien n'est plus urgent que de jouir des agréments de la campagne dans la belle saison.

Ainsi, l'incertitude qui résultait des derniers événements se prolongeait sans apparence de solution proche. Chez beaucoup de princes ecclésiastiques, l'espérance naissait que la paix de Lunéville ne durerait pas plus longtemps que la paix de Campo-Formio; les agents anglais les encourageaient à compter sur le gouvernement de Londres pour remettre encore tout en question; et le grand-duc de Toscane et le duc de Modène refusaient de renoncer à leurs terres d'Italie. Mais, d'autre part, comme il ne fallait pas perdre les bonnes occasions, dans le cas d'une sécularisation, ces princes de l'Église coupaient les bois, dénaturaient les mobiliers, s'emparaient des recettes, aliénaient jusqu'aux domaines fonciers, contractaient des dettes hypothéquées sur leurs bénéfices, et les derniers actes de leur souveraineté chancelante tournaient tous au détriment du pays¹. D'autres avaient fait de même au temps de la réforme, et par toutes les ambitions qui conspiraient en ce sens, cette situation provisoire, très lucrative, menaçait de durer, au grand dommage de l'Allemagne.

Les inconvénients, en effet, s'en multipliaient de toutes manières. La chambre impériale de Wetzlar, privée d'une grande part de ses ressources par la cession de la rive gauche du Rhin à la France, ne pouvait plus solder ses juges et laissait 40,000 procès en souffrance. Le comte de Linange, membre de l'Empire, domicilié à Mannheim à droite du Rhin, en instance de divorce, ne savait où porter son procès, sa femme étant domiciliée à gauche du Rhin et ne voulant comparaître qu'à Mayence; la diète enre-

1. Du Casse, *Négociations*, t. II, p. 393.

gistra sa requête¹. Elle n'eut pas le temps de statuer. Mais il faudrait bien des pages pour dire toutes les affaires demeurées en suspens entre les États, entre les particuliers; la vie du Saint-Empire était arrêtée.

Le premier Consul n'avait pas grand souci de ces misères; si l'Allemagne eût été seule à en souffrir, sans doute il les eût laissées durer; mais il avait souci des intérêts de la France, qu'il confondait avec les soins de son ambition. Or, il pouvait sembler que la frontière française de la rive gauche du Rhin n'était pas définitivement acquise tant que toutes les conséquences n'en étaient pas réglées, tant que les princes allemands de cette région n'avaient pas reçu ailleurs d'autres établissements. Et il plaisait à Bonaparte de poursuivre au delà du Rhin la politique de la monarchie et du Directoire, d'y grouper autour de la France une clientèle intéressée et fidèle, d'y reprendre les traditions de Henri II et de Richelieu. Il était possible d'y préparer la suprématie de la France sur le continent, d'y fonder un autre empire. C'est pourquoi le gouvernement français excitait les inquiétudes des princes laïques de l'Allemagne sur leurs espérances d'indemnités et d'agrandissements; Talleyrand invitait son agent à Ratisbonne, le citoyen Bacher, à entretenir les plaintes des princes dépossédés; il était habile à guider l'opinion publique².

La Prusse entendait ces discours; elle avait l'oreille fine en matière d'agrandissements. Pourtant elle aurait dû peu réclamer, ayant peu perdu, la Gueldre, Meurs et la moitié occidentale du duché de Clèves, environ 2,750 kilomètres carrés peuplés de 125,000 habitants; elle se plaignit plus fort, pour reprendre davantage. Au moment des défaites de la France en 1799, elle avait été prise d'un grand zèle, quoique tardif, pour l'intégrité du Saint-Empire et elle avait fait mine de réoccuper ses anciens territoires de la rive gauche³. Cette ardeur généreuse n'avait pas survécu à la bataille de Marengo; dès lors, le gouvernement de Berlin n'était plus soucieux que de rechercher la plus grosse indemnité possible. Ayant occupé le Hanovre au moment de la Ligue des Neutres au printemps de 1801, il avait essayé de se le faire reconnaître en indemnité par la France et par la Russie;

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 703, fol. 43.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 702, fol. 485.

3. Aff. étr., Corr. Prusse, n° 227, fol. 123 : dépêches de Beurmonville; *Ibid.*, n° 229, fol. 47, 73, 127, 140.

mais il eût voulu aussi être par ces deux puissances garanti contre le mécontentement de l'Angleterre. La Ligue des Neutres dissoute par la mort du tsar Paul, il rêvait une sécularisation à son profit des riches évêchés de Wurzburg et de Bamberg. Il désirait plus ardemment que le premier Consul l'exécution rapide de l'article VII du traité de Lunéville; il était plus passionné que quiconque pour la sécularisation de toutes les terres de l'Eglise; il lui plaisait que le butin fût abondant.

La Bavière aussi avait du zèle pour l'entière exécution du traité de Lunéville. Car elle avait perdu davantage sur la rive gauche du Rhin; elle avait perdu des domaines de 12,000 kilomètres carrés, peuplés de 700,000 habitants environ, le Palatinat du Rhin, Juliers, Simmern, Veldenz et Lautereck, Lautern, Deux-Ponts, Sponheim, la Petite-Pierre, Bischweiler, Ribeauvillé, Ravenstein, Bergen-op-Zoom, Wynnendal et Saint-Michel-Gestel¹. Elle avait vraiment lieu de se plaindre des événements; elle avait vraiment droit à des compensations. C'est pourquoi elle craignit d'être obligée à d'autres sacrifices: l'Empereur voulait placer l'ancien grand-duc de Toscane tout près de lui, de façon à arrondir par lui les domaines de la maison d'Autriche; la Bavière risquait donc d'être démembrée sur sa frontière orientale comme elle l'avait été par la France sur sa frontière occidentale; entre ces deux grandes puissances, elle était menacée d'un sort pitoyable. Elle n'avait de salut que dans une large interprétation du principe des indemnités, et elle mettait désormais toute sa confiance dans le premier Consul.

Ceux qui n'avaient rien perdu avançaient néanmoins des réclamations véhémentes, sous prétexte de sauvegarder l'équilibre germanique. Les uns et les autres étaient irrités que le Saint-Empire eût à fournir aux indemnités de princes étrangers, le grand-duc de Toscane, le duc de Modène, le prince d'Orange. Il était à prévoir que la sécularisation générale des biens de l'Eglise ne donnerait pas une satisfaction complète à toutes ces combinaisons et convoitises, et l'on parlait de la médiatisation des villes libres, trop faibles pour se défendre. Mais le gouvernement français en voulait du moins sauver quelques-unes: on notait quelque ressemblance entre leurs institutions et celles de la République française, elles étaient comme de petites républiques; elles étaient

1. Himly, *Formation territoriale des États de l'Europe centrale*, t. II, p. 173.

surtout, par exemple Augsbourg et Francfort, les intermédiaires du commerce de la France avec l'Europe centrale; leurs banques étant les grands marchés de l'argent, il importait que leur puissance financière fût garantie par une certaine autonomie politique; la France avait besoin qu'elles fussent libres pour les dominer¹.

Ainsi tout dépendait du premier Consul; l'Allemagne attendait qu'il prononçât sur ses destinées. Lui seul y paraissait désintéressé, mais ce n'était qu'une apparence. Sa plus grande force était dans la division de plus en plus accentuée du Saint-Empire entre les deux courants autrichien et prussien, antagonisme déjà ancien auquel l'affaire des indemnités ne faisait que donner une nouvelle forme et une plus grande âpreté : l'Autriche prête à empêcher toute sécularisation, s'il était possible, et soutenue par tout l'effort des influences ecclésiastiques, prête à prendre la plus grosse part des sécularisations si elle ne pouvait les empêcher; la Prusse, soutenue par tous les princes laïques, catholiques aussi bien que protestants, estimant, comme disait le comte de Gœrtz, son ministre à Ratisbonne, que l'Empire était dans un cas de faillite ou de déconfiture, qu'il fallait établir le bilan de tous les biens ecclésiastiques à séculariser, pour en faire ensuite la répartition entre la masse des créanciers².

Il était difficile que ces deux partis se missent d'accord; leurs intérêts étaient trop divergents. Un pamphlet courait alors à travers l'Allemagne : Germania, une pauvre vieille femme, infirme, percée de coups, couverte de haillons, se réfugie au ciel; elle y demande que sa dernière heure soit encore un peu de temps différée et qu'il lui soit fait grâce. Le Père Éternel fait appeler le Conseil des saints pour éclairer son jugement; l'affaire est mise en délibéré; la parole est d'abord à l'archange saint Michel qui commence à parler contre la plaignante. Cependant que l'on s'attarde parmi les formalités coutumières aux choses de la justice, trois animaux voraces se jettent tout à coup sur la pauvre Germania, la déchirent à grands coups de dents et se partagent les morceaux de son misérable corps; eux repus, les restes qu'ils laissent sont mangés par les insectes³.

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 702, fol. 428 : aperçu des avantages que le commerce de la France peut retirer du maintien de l'indépendance des principales villes libres.

2. Ibid., n° 703, fol. 7 : corr. du citoyen Bacher, 18 thermidor an IX.

3. Ibid., n° 702, fol. 496.

Mais c'étaient les propres chiens de garde de l'Allemagne qui s'en disputaient les lambeaux. Leurs querelles appelaient l'étranger : la France se préparait à en tirer du profit, le premier Consul s'y ménageait de l'avenir. La Russie, lors du congrès de Teschen, avait exercé sur les affaires de l'Allemagne une sorte d'arbitrage; elle s'en faisait une tradition; d'ailleurs, depuis la grande Catherine, elle avait de très étroites relations de parenté avec quelques-unes des maisons princières de l'Allemagne; la coutume s'établissait chez les tsars d'y prendre femme : la mère d'Alexandre I^{er} était de la maison de Wurtemberg-Montbéliard, sa femme était une princesse de Bade, sa sœur était mariée au grand-duc de Mecklembourg. L'électeur de Bavière s'adressait à lui, comme à la France, en souvenir de la garantie qu'il avait donnée jadis aux conventions de Teschen, et il lui promettait son appui¹. Ainsi s'annonçait la médiation franco-russe sur le règlement des indemnités; la question allemande devenait une question européenne; en fait, l'Europe ne peut pas être étrangère à la condition politique de l'Allemagne.

L'Empereur, désormais convaincu lui-même de la vanité de son titre, n'eut souci que de faire servir les restes de son prestige à l'agrandissement de ses possessions héréditaires; en dépit de quelques apparences qu'il se donna, il fut un mauvais défenseur de l'Empire, il abdiqua les vrais devoirs de sa fonction impériale; ce fut la fin de son mandat séculaire. Déjà il s'était arrangé pour ne rien perdre dans les désastres qu'il avait subis et où il avait entraîné avec lui le corps germanique; il s'était aussitôt assuré ses indemnités; c'est pourquoi il était moins pressé pour les autres : au lieu de la Belgique, lointaine et difficile à gouverner, il avait pris Venise, si riche qu'on l'appelait « un nouveau Pérou », et il s'ouvrait par elle le chemin de l'Adriatique; c'était par Trieste un immense avenir promis à sa maison. Il était convenu que l'ancien grand-duc de Toscane serait établi à Salzbourg, sur la frontière même de l'Autriche, pour la couvrir contre les attaques venues de l'ouest, c'est-à-dire de la France : en sorte que les domaines de la maison d'Autriche seraient aussi considérables qu'autrefois et lui feraient, par leur concentration, une plus grande force. Même, elle ne désespérait pas de gagner encore au règlement des indemnités germaniques : la crise, où

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 703, fol. 46 : lettre de l'empereur Alexandre à l'électeur de Bavière, 26 août 1801.

s'énervaien dans l'impatience toutes les passions politiques de l'Allemagne, jetait tous les ecclésiastiques dans le parti de l'Autriche dont ils attendaient une protection efficace; elle leur demanda le dépôt de leur fortune, elle se chargea de la gestion de leurs intérêts, elle pensa profiter de leur confiance.

Elle essaya de désarmer l'hostilité de la Prusse, où elle sentait l'obstacle redoutable. Le comte de Stadion fut envoyé à Berlin, avec de pleins pouvoirs pour une négociation préliminaire dont les résultats ensuite s'imposeraient même à la France¹. Il crut gagner le gouvernement prussien en lui donnant carte blanche dans le partage de l'Empire et en admettant la sécularisation de tous les petits états ecclésiastiques. Moyennant quoi, le grand-duc de Toscane aurait Salzbourg, Passau, et une partie de la Bavière, dont l'électeur serait indemnisé quelque part ailleurs; les trois électorats ecclésiastiques seraient conservés, leurs domaines seraient même agrandis, et la Prusse ne s'opposerait pas à l'élection de trois archiducs autrichiens à ces trois sièges électoraux : combinaison qui témoignait d'une certaine largeur de vues chez les ministres impériaux et d'une réelle habileté à détourner les conséquences de la défaite, mais qui témoignait aussi d'une considération médiocre pour la clairvoyance du cabinet prussien. Car comment la Prusse eût-elle permis un développement aussi formidable de la puissance autrichienne en Allemagne? Comment eût-elle favorisé de son consentement des ambitions qu'elle avait eu de la peine à écarter une vingtaine d'années auparavant dans l'affaire de la succession de Bavière? La mission de M. de Stadion ne servit qu'à éclairer le cabinet de Berlin sur les secrètes dispositions de l'Autriche; il se tint pour averti et resserra son entente avec le gouvernement français.

L'Autriche ne fut pas émue de cet échec et poursuivit son dessein. En juillet 1801 mourut à Vienne l'archiduc Maximilien, évêque de Munster, archevêque-électeur de Cologne, grand maître de l'ordre teutonique². L'archiduc Charles, son coadjuteur en ces dernières fonctions, lui succéda au commandement de l'ordre. Quant aux sièges de Cologne et de Munster, il parut que par ce décès ils tombaient naturellement dans la masse des domaines à séculariser et qu'il n'y avait pas lieu d'y nommer de nouveaux titulaires. Du moins ce fut l'avis des gouvernements de

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 703, fol. 272.

2. Häusser, *op. cit.*, t. II, p. 358-359.

Paris et de Berlin ; ils adressèrent une note en ce sens à la diète de Ratisbonne, et un agent prussien, M. de Dohm, fut envoyé à Munster pour empêcher le chapitre de procéder à une élection nouvelle. Le gouvernement de Vienne expédia secrètement dans les pays du Rhin le comte de Schlick pour hâter, au contraire, des élections dont il attendait des avantages, et cette affaire prit ainsi les caractères d'une rivalité austro-prussienne. Le comte de Schlick proposa au chapitre de Munster la candidature de l'archiduc Antoine. « Cette nouvelle, écrit Bacher, le ministre français à Ratisbonne, électrisa tellement la population de Munster qu'il fût à craindre que dans l'ivresse de sa joie elle ne se portât à des excès envers M. de Dohm ; ce ministre crut donc d'autant plus conforme aux règles de la prudence de plier bagage pour ne pas compromettre son caractère qu'il avait été prévenu qu'on devait lui donner le jour de l'élection une sérénade fort déplaisante qui aurait commencé par une grêle de pierres contre les vitres de son hôtel¹. » L'archiduc Antoine, naturellement, fut élu dans le plus bel enthousiasme.

Le chapitre de Cologne se hâta de suivre cet exemple ; il déclara, en réponse à l'opposition de la Prusse, qu'il n'y avait rien qui changeât la constitution germanique, « sous laquelle la patrie vivait tranquille et heureuse ». Et l'archiduc Antoine bénéficia de ces dispositions belliqueuses ; il fut élu aussi archevêque-électeur de Cologne. La Prusse menaça d'une occupation militaire ; la menace fut sans effet ; elle envoya une protestation à la diète de Ratisbonne ; la protestation fut insérée au protocole des délibérations. Le premier Consul se mit dans une grande colère, en présence de l'ambassadeur autrichien, le comte Philippe de Cobenzl, qui donna quelques explications embarrassées.

Mais la joie des princes ecclésiastiques fut grande dans toute l'Allemagne. A cette date, ils adressaient un mémoire au gouvernement de Londres, pour lui représenter combien l'acquisition de la rive gauche du Rhin, si elle restait irrévocablement fixée entre les mains de la République française, rendrait cette puissance colossale et dangereuse pour le repos du reste de l'Europe et combien il était urgent que tous les autres États fussent ralliés à Sa Majesté l'Empereur². Ils étaient surtout rassurés par la

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 703, fol. 144.

2. Aff. étr., Corr. Prusse, n° 230, fol. 10 : dépêche de Beurnonville, 11 vendémiaire an X.

vigueur inattendue de la politique autrichienne; ils comptaient qu'elle saurait maintenir la vieille constitution. La cour de Vienne leur faisait insinuer qu'ils pouvaient être tranquilles sur leur sort futur, que tous les titulaires actuels auraient le temps non seulement de mourir en place, mais encore d'avoir des successeurs, comme celui de Munster et Cologne. Elle ajoutait qu'il leur fallait se confier à elle. Et le comte de Schlick revenait par Trèves et Mayence, suggérait l'idée d'y installer des archiducs autrichiens comme coadjuteurs. Et l'évêque de Wurzburg demandait spontanément un coadjuteur à Vienne; d'autres paraissaient disposés à l'imiter, et la maison d'Autriche paraissait en voie de devenir « légataire universelle des possessions ecclésiastiques de tout le corps germanique ».

Elle fut elle-même effrayée de la tournure que prenaient les événements. Elle crut devoir donner des explications à la Prusse; ce fut l'objet d'une note remise par M. de Stadion au comte d'Haugwitz, de laquelle il résultait « que S. M. I. n'avait pu se dispenser de laisser en cette circonstance un libre cours aux formes constitutionnelles, que les élections qui avaient eu lieu ne portaient aucune atteinte au principe des sécularisations ni aucun obstacle au règlement des indemnités, que l'archiduc Antoine ne s'en prévaudrait jamais pour prétendre à aucune espèce de pension ou de dédommagement, que S. M. I., pour donner une preuve des égards qu'elle était jalouse de montrer à la Prusse, s'abstiendrait de faire prendre possession des deux bénéfices vacants, quoiqu'elle eût le droit de le faire en sa qualité de chef du corps germanique et qu'elle venait d'ordonner aux deux chapitres d'en régir les revenus par intérim comme par le passé »¹.

La Prusse fut imparfaitement tranquillisée par ces déclarations; elle comptait davantage sur le concours du gouvernement français, dont les intérêts se confondaient avec les siens. La crainte qu'ensemble les gouvernements de Berlin et de Paris eurent de voir l'Autriche grouper autour d'elle tous les princes ecclésiastiques de l'Allemagne les décida à ne point transiger sur le principe d'une sécularisation totale. Les ambitions de l'Autriche nouaient fortement l'entente franco-prussienne et indirectement hâtaient le règlement des indemnités.

En effet, lorsque le premier Consul fut bien convaincu de l'im-

1. Aff. étr., Corr. Prusse, n° 230, fol. 45 : dépêche de Beurnonville du 2 brumaire an X.

possibilité de s'entendre directement avec l'Autriche, et qu'il eut la certitude de sa mauvaise volonté et de ses inquiétantes ambitions, il se résolut à prévenir le résultat de ses intrigues et fit pression sur la diète. Vers le milieu du mois d'août 1801, le ministre de France à Ratisbonne, le citoyen Bacher, fit sommation à la diète d'avoir à exécuter l'article VII du traité de Lunéville.

Il y eut quelque mouvement à la diète à la fin de ce mois d'août, à mesure que ses membres revenaient des vacances passées dans leurs terres. Car il parut aux princes ecclésiastiques qu'il y avait quelque parti à tirer de cette vénérable assemblée. L'Empereur n'ayant pas accepté les termes de la mission que lui confiait le conclusum du 30 avril, ils estimaient qu'il était nécessaire que la diète lui donnât des pouvoirs illimités; ils pensaient qu'il en userait à leur avantage. Mais les princes laïques, autour de la Prusse, avec l'appui discret de l'agent français, n'y voulurent point consentir, pour cette raison même, et commencèrent de former une majorité contraire.

A partir du 17 août, le protocole avait été ouvert aux trois collèges de la diète pour recevoir les votes sur la conduite à tenir; les opinions se partagèrent aussitôt, les unes dans le sens de pouvoirs illimités à remettre à l'Empereur, les autres dans le sens d'une députation ou délégation de la diète qui recevrait ces mêmes pleins pouvoirs, comme à Rastadt. L'Empereur d'abord, par ses agents à Ratisbonne, évita de se prononcer, pour ne pas risquer un échec. Et les collèges de la diète, surtout le collège des princes, se mirent à délibérer longuement, chaque membre expliquant en termes mesurés et mûris les raisons de son vote ou de son abstention. Ce fut une grande débauche d'éloquence politique; de gros registres en sont demeurés remplis¹.

Une telle méthode n'avait rien des caractères d'une improvisation hâtive, une excellente méthode pour empêcher ou retarder indéfiniment toute solution. Bacher écrivait quelque temps après : « La maladie de langueur, dont la diète est attaquée, se développe par des symptômes qui commencent à faire craindre que cet état de souffrance ne finisse par une paralysie de tous ses membres »². Bacher se trompait, par raison d'impatience française; ce n'était pas une maladie de la diète germanique, c'était son état normal.

Aussi d'aucuns pensaient-ils que ces délibérations dureraient

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 706 à 715.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 717, fol. 6.

fort longtemps et qu'il n'était pas sûr qu'elles pussent aboutir jamais. Cependant l'Autriche redoutait, en dehors de la diète et d'elle-même, un accord franco-prussien qui lui serait funeste; elle en pouvait constater les signes de plus en plus manifestes depuis les élections de Munster et Cologne. Il lui fut bientôt facile de se rendre compte qu'il ne se formerait pas une majorité à la diète pour lui assurer des pouvoirs illimités. Elle n'avait donc pas de meilleure ressource que de se rallier à l'idée d'une députation d'Empire, comme celle de Rastadt, sur laquelle sa situation lui permettrait d'exercer une influence sans doute prépondérante. Il lui parut même qu'elle aurait aisément plus d'action sur une députation de quelques membres que sur la diète tout entière pour gagner du profit ou du temps.

Après quelques semaines d'hésitations, en septembre 1801, malgré les instances des princes ecclésiastiques, elle prit elle-même l'initiative de la proposition d'une députation d'Empire : cela l'autorisait à indiquer en même temps comment elle en comprenait la composition. A ce moment arrivait en Allemagne la nouvelle des préliminaires de Londres : l'effet en fut considérable. Il était évident que la paix avec l'Angleterre donnerait au premier Consul plus d'autorité et de loisir pour régler les affaires d'Allemagne. Déjà elles en prirent une activité inattendue. Le 2 octobre, la diète de Ratisbonne acceptait les propositions de l'Empereur, et, abdiquant elle-même, elle votait un conclusum dont les principaux termes étaient ceux-ci : le droit de coopération des États de l'Empire à l'œuvre de la paix s'exercera au moyen d'une députation extraordinaire de l'Empire ; les députés élus auront des pouvoirs illimités « pour examiner de près, traiter et régler, de concert avec le gouvernement français, les objets qui, d'après l'article 7 du traité de Lunéville, ont été réservés à un arrangement particulier, pour observer aussi toutes mesures, précautions et réserves qu'exige le maintien de la constitution germanique sous tous les rapports » (il n'est pas difficile de noter la marque de l'influence autrichienne dans cette dernière formule) ; la dite députation présentera le résultat de son travail et ses résolutions à la ratification de Sa Majesté Impériale et de l'Empire¹. La députation fut composée de quatre membres du collège des électeurs : Mayence, Bohême, Saxe, Brandebourg, et de quatre membres du collège des princes : Bavière, Ordre Teutonique,

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 703, fol. 171.

Wurtemberg, Hesse-Cassel. Il ne parut pas utile d'y ajouter une représentation du collège des villes. Ces huit membres se répartissaient aussi également au point de vue confessionnel, quatre catholiques, Mayence, Bohême, Bavière, Ordre Teutonique, et quatre protestants, Saxe, Brandebourg, Wurtemberg, Hesse-Cassel; car on comptait toujours la Saxe au collège électoral pour une voix protestante, bien que la maison électorale fût depuis longtemps convertie au catholicisme. Aussi l'Autriche comptait-elle sur une majorité, et l'Empereur donna dès le 7 novembre sa ratification au conclusum du 2 octobre; il n'avait pas l'habitude de procéder aussi vite.

Le gouvernement prussien fut d'abord fâché de voir Mayence dans la députation, Mayence devant être sécularisé comme les autres électors ecclésiastiques. Son représentant à Ratisbonne, le comte de Görtz, lui fit observer que la présence du représentant de Mayence était indispensable à la députation d'Empire; car, à son défaut, le directoire ou la présidence reviendrait à l'électorat de Bohême, c'est-à-dire aux Habsbourg, ce qui ne manquerait pas d'avoir des inconvénients sérieux. Le gouvernement de Berlin se rallia à cette judicieuse manière de voir, et ce fut sans doute aussi la raison principale pour laquelle l'électeur de Mayence fut seul sauvé de la sécularisation générale.

Dès lors, il y avait donc, pour l'exécution complète du traité de Lunéville en ce qui concernait les affaires d'Allemagne, un instrument d'action régulièrement constitué et entouré d'une certaine considération. Les délibérations de la députation d'Empire semblaient pourtant devoir être longues; car elle n'était pas une assemblée de véritables représentants des divers États allemands; elle était un conseil de diplomates obligés d'en référer sur les moindres détails à leurs gouvernements, et il était aisé de leur faire attendre longtemps leurs instructions successives. Les questions à résoudre étaient d'ailleurs fort délicates, et il pouvait apparaître dès le début que les séances de la députation seraient, comme le congrès de Teschen, le champ de la rivalité de l'Autriche et de la Prusse: non pas un champ clos, car de grands intérêts européens étaient engagés dans ce conflit.

Édouard DRIAULT.

(Sera continué.)

MÉLANGES ET DOCUMENTS

DOLÉANCES

RECUEILLIES PAR LES ENQUÊTEURS DE SAINT LOUIS

ET DES DERNIERS CAPÉTIENS DIRECTS¹.

Ce qui subsiste des doléances que recueillirent les enquêteurs envoyés, sous Louis IX, dans les bailliages et les sénéchaussées pour « amender », au nom du roi, les injustices commises par les officiers royaux est maintenant aussi bien connu que possible. Mais a-t-on conservé d'autres documents du même genre, postérieurs à 1270?

Nul doute qu'il en ait existé. Les successeurs de Louis IX conservèrent, en effet, « l'usage d'envoyer dans les diverses parties de leurs États des commissaires chargés de réformer les abus administratifs et judiciaires »². Il est vrai que, comme chacun sait, ces commissaires des derniers Capétiens directs eurent à s'acquitter en même temps de fonctions fort diverses et qu'ils les exercèrent d'ordinaire dans un esprit tout autre que celui qui avait présidé aux opérations des « enquêteurs » de saint Louis³; mais l'audition des plaintes que les sujets avaient à formuler contre les dépositaires de parcelles déléguées de l'autorité royale resta une de leurs principales raisons d'être : les lettres de commission⁴ et bien d'autres

1. Cet article fait suite à celui qui a été publié dans la *Revue historique* de septembre 1906 (t. XCH, p. 1).

2. L. Delisle, *Hist. de Fr.*, t. XXIV, p. 11*.

3. Dès le commencement du règne de Philippe III, le roi instituait des commissaires pour « examiner les plaintes des sujets et châtier les officiers royaux », qui étaient chargés en même temps de « rechercher les détenteurs injustes des droits de la couronne », de « terminer tous procès » et de bien d'autres choses (Commission à Guillaume de Neuville, archidiacre de Chartres, et à Pierre de Meulant, archidiacre de Chalon, aux Archives municipales de Riom, H 8). Mais la tradition de Louis IX était toujours mise en avant : le 21 mars 1273, Grégoire X accorde, à la requête du roi, l'exemption de résidence « prelati, personi et clerici quos elegeris ad inquirendum et restituendum ea que pater tuus, seu tu, vel baillivi tui indebite extorsistis » (*Registres de Grégoire X*, n. 153).

4. On a un grand nombre de ces lettres; plusieurs ont été publiées : notam-

textes¹ le prouvent. Or, ces plaintes, ils ont dû, comme leurs anciens, les recevoir ou les faire résumer par écrit; instituer, pour y faire droit, des informations; tenir note, plus ou moins sommairement, des témoignages qui justifiaient leurs décisions et de leurs décisions mêmes.

Chaque commission d'enquête rapportait de ses tournées une quantité considérable de liasses, de rouleaux et de registres². Tout cela devait être versé, en principe, aux Archives centrales de la Couronne. Rien n'est plus probable *a priori*, et des textes précis font voir qu'il en était ainsi : au commencement du *xiv^e* siècle, les archivistes ou greffiers du Parlement avaient dans leur dépôt des enquêtes jadis faites *pro correctione curialium*³, et Robert Mignon, en son Inventaire des archives de la Chambre des comptes, a créé une rubrique spéciale pour les *Emende seu condempnationes per inquisi-*

ment dans les *Ordonnances*, t. I, p. 544 (cf. le « Glossaire » de Du Cange, au mot *Inquisitores*); dans l'*Histoire générale de Languedoc*, t. X, c. 269, 414, 447, 533, 543, 568; dans les *Archives historiques du Poitou*, t. XI, p. 68, 88, 143, 147, 296; et dans les *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XII, p. 149. Voir aussi E. Cabié et L. Mazens, *Cartulaire... des Alaman* (Paris, 1883), p. 164; Arch. nat., JJ 35, n. 39, JJ 38, n. 134 et 135; Bibl. nat., Coll. Doat, 176, fol. 143 v°.

La nomenclature des tournées d'enquêteurs dont l'institution ou l'activité est connue soit par des lettres de ce genre, soit par d'autres pièces (comptes, etc.), n'a jamais été dressée. Si elle l'était, il deviendrait aisé de dater approximativement beaucoup de documents sans date où des enquêteurs sont nommés (cf. plus bas, p. 88, note 3). — Voir l'essai très sommaire de M. L. Delisle, *loc. cit.*, p. 11*, note 6, qui n'est qu'une amorce, et celui des Bénédictins pour les tournées en Languedoc (Bibl. nat., Coll. de Languedoc, LXXI, 53). J'ai entrepris de dresser et je possède par devers moi, en manuscrit, une liste de ce genre, qui s'allonge et se précise sans cesse.

1. On contestait même aux « enquêteurs » le droit de s'occuper d'affaires où ni l'une ni l'autre des parties n'avait la qualité d'officier du roi; c'est là un des moyens de cassation le plus fréquemment invoqués, devant le Parlement, contre leurs décisions : « Neutra pars erat officialis » (*Olim*, t. III, p. 120, 231, 471, 1059, etc.).

2. Les comptes présentés par les enquêteurs à la fin de leurs tournées portaient toujours des frais d'écritures considérables. Voir, par exemple, celui de Robert de Fouilloi, évêque d'Amiens, commissaire en Périgord et Quercy au temps de Louis X (Bibl. nat., ms. fr. 20879, fol. 61) : « Item, pro papiris, tam pro magistro Guillelmo pro condempnationibus que in papiro scribebantur quam pro expensis que similiter in papiro scribebantur, quam eiam pro pergamenoLXX. s. t. — Item, pro copiando condempnationes, quam copiam dominus tradidit in manus domini de Soliaco in presencia regis, .xxx. s. t. »

3. Le 3^e volume des *Olim* contient des inventaires du Greffe, dont plusieurs sont encore inédits. On y lit des mentions comme celle-ci : « Quedam inquesta facta in Normannia per magistrum Girardum de Malomonte et J. de Aniseyo contra servientes » (fol. 24 v°); et celle-ci (sous la date du 3 décembre 1313) :

tores, *invente penes nos*¹. C'est, du reste, au Trésor des chartes, reliquat des anciennes Archives centrales de la Couronne, que, en fait, les épaves des archives des « enquêteurs » de Louis IX ont été colligées par M. L. Delisle, qui les a publiées au tome XXIV des *Historiens de la France*.

C'est donc aux Archives nationales que l'on peut s'attendre à trouver des pièces postérieures à 1270 et analogues à celles qui remplissent le tome XXIV des *Historiens de la France* : au Trésor des chartes, au Supplément du Trésor des chartes et dans cette espèce de Supplément peu connu au Supplément du Trésor qu'est la section « Villes et provinces » de la série K. Mais il est à craindre que des documents comme ceux-là, relatifs à des faits-divers obscurs, aient paru « inutiles » par excellence² à tous ceux qui, à travers les âges, se sont employés à éliminer le superflu des Archives royales. Toutes les pièces qui, n'étant pas du temps de saint Louis, n'ont pas été, pour ainsi dire, protégées par ce grand nom, ont dû être sacrifiées de très bonne heure. Il n'y en a effectivement presque plus. On se propose de faire connaître ici quelques échantillons qui ont échappé, par hasard, à la destruction.

* *

Il ne reste au Trésor, semble-t-il, que deux petits groupes d'épaves et des pièces isolées.

Le premier groupe est formé par des doieances reçues contre des prévôts et d'autres officiers inférieurs en Picardie; le second provient d'une tournée dans le bailliage d'Orléans.

I. — La plus curieuse, quant à l'aspect, des trois pièces du pre-

« Tradidit mihi Firminus de Coquerel quasdam inquestas non sigillatas diu est factas per magistrum G. Bonnet, quondam episcopum Bajocensem, et Odardum de Novavilla contra officiales domini regis in prepositura Parisiensi, quas ego tradidi thesaurario Lexoviensi et G. de Hangesto, de mandato Curie » (fol. 59 v°).

1. *Inventaire de Robert Mignon* (éd. Langlois), p. 343-352. — Les *Emendæ per inquisitores* figuraient d'ailleurs dans les comptes de recettes des bailliages, comme Du Cange (*l. c.*) l'a déjà remarqué. Voir, par exemple, un compte de la sénéchaussée de Carcassonne pour 1302-1303 (Bibl. nat., Coll. Clairambault, 228, fol. 3) : « De condemnationibus curialium senescallie Carcassonenensis per venerabiles viros dominum Gualterum de Janvilla, militem, et dominum Lambertum de Voyssiacho, clericum domini regis, ad partes senescallie Carcassonenensis pro correctione curialium per dominum regem missos, factis... »

2. Deux des documents publiés ci-dessous sont expressément signalés comme « inutiles » et sans valeur par les auteurs d'anciennes cotes qui les concernent.

mier groupe (Arch. nat., J 4031, n. 28) est faite de bouts enfilés d'un parchemin grossier; c'est certainement sous cette forme qu'étaient rédigées d'abord par les scribes des enquêteurs les pétitions des plaignants, avant d'être reportées au net sur rouleaux ou sur registres.

En voici quelques extraits :

Ce fu au tens Perceval le prevost.

Giles Hokes d'Ainvaumont apella Colin Chesart a Loon. Cil mestoit main a lui. Il n'i mist point. Il furent a Loon a leur apel ou ne vout faire Colin Chessart droit nelui, ains le mist on el celier et le fist on finer de .xl. s. de par. ainsois qu'il l'issist del celier. La ot il bone gent. Si l'astit a prover.

Estenes d'Orliens et Oudins li roias brisarent la maison Colin Choisart devant dit; il prirent ces chastés.

Estenes d'Orliens leva de Jehan Maillefer de Ceris .xx. s. de par. sens droit et sens loi et sens jugement d'eschevins; et ce aatit il a prover par bones gens.

Anciaus Troche leva de Colin de Gomont .lx. l. de parisissens droit et sens loi et sens jugement d'eschevin, et se aatit ci Colins a prover par bones gens.

Du même dossier ont fait partie jadis les rouleaux qui sont aujourd'hui cotés J 842-847, n. 3¹, et J 4031, n. 24.

Le rouleau J 842-847, n. 3¹, est une liste de doléances « contre Renaut le Houaule et Berengier, prevoz de Biauvoisins »¹.

Jahan d'Estrés dist par son seirement contre Renaut le Houaules qu'il ot .vi. livres de par. et une coute pointe qui valoit .xxx. s., si comme Jahan le dist par son seirement; et dist qu'il ot ces .vi. livres et cele coute pointe sanz loi et sanz jugement. Et dist que se Renaut le nioit Jahan dist qu'il estoit prez de prouver.

Honnouré de Courceles dist par son seirement contre Renaut le Houle et contre Berengier [qu'il orent]. vi. muis d'avoine, et fu prise a Conti² et a la mesure de Conti. Item, il firent prendre du sien .v^e. de veice, dont il eust eu .xiii. s. du cent, si comme il dist par son seirement. Item, .ii. mines de fourment. Et tout ce prisrent il sanz cause resnable, si comme il dist par son seirement. Et s'il le nient Honnouré l'offre a prouver par biens temoins.

1. Beauvaisis, prévôté du bailliage d'Amiens, qui, d'après M. Borrelli de Serres (*Recherches sur divers services publics*, t. II (1904), appendice B), était encore sous-prévôté en 1305. Mais un « prepositus domini regis in Belvacesino » est cité dès 1273 (*Olîm*, t. I, p. 925, n. X).

2. Conty, arr. d'Amiens.

Jahan Callevoust de Conti, procureur l'abé et le couvent de Saint Quentin de Biauvez, si comme il aparoit par leur leîtres, dist par son seirement contre Renaut et Berengier qu'il avoient euz .ix. l. pour .ii. causes. L'une si fu pour rendre leur biens qu'il avoient en leur terre et en leur joutice de Conti, lesquies biens li serjanz avoient pris en la meson d'un leur oste qui avoient fet un fet de crime; pour ce rendre orent il .c. s. L'autre fet si fu pour un enfant qui prist grains a froier en .i. blé; le serjant Jahan de Conti prist l'enfant et le mist en prison. Li prier de Conti donna au prevoz devant diz .iii. livres pour fere rendre l'enfant. Et tout ce premist li procureur a prouver se li prevoz le nioient.

Jahane, la fame Mahiu le Monnier, dist par son seirement contre R. le Houaule, qui avoit eu du sien .xvi. livres parisis sanz cause resnable. Et fu le fet itel que Mahiu estoit freres a .i. home qui avoit fet un fet. Son frere n'estoit n'au pain n'au pot au dist Mahiu. Renaut li mit sus le fet jasoieque Mahiu n'eust pas esté au fet, si comme elle disoit. Et pour ce fet qu'il li mist sus il prist du sien duques a la valeue de .xvi. livres. Et tout ce premist la fame a prouver se Renaut le nioit.

Symon de Noietel dist par son seirement contre Renaut et Berengier que comme Raoul Aimer se plaisist de li a qui il devoit deniers, li prevost le destrairdrent pour la reson de la doite. Il ala au prevoz et dist : « Biau seigneurs, vous me destraigniez moust; pour Dieu, relachiez moi. » Il dirent qu'il n'en feroient rien si ne leur donnoit aucune chose; mes, s'il leur fesoit courtoisie, il le deporteroient. Symon leur premist .lx. souz pour ce qu'il le laichassent; et pour ces .lx. s. il orent du sien duques a .c. et .vii. sous. Et premist a prouver qu'il estoit ainsinc s'il le nioient.

Jahan Poupart et Auberée, sa suer, dirent par leur seirement contre Renaut Huaule qu'il avoit eu du leur .viii. livres et .vi. sous pour deporter leis d'une doite qu'il devoient a dame Mauflourie, et leur fistancier qu'il ne parleroient ja a Berengier, son compaignion. Et tout ce offrent il a prouver se Renaut le Haule le nioit.

Homont le Monnier dist par son seirement contre Renaut le Houaule que comme une terre de fié li fust escheue, Renaut ne voust souffrir qu'il entrast en l'oumaige de la terre et deffendi au seigneur qu'il ne le preissent a home. Homont tret a li et li donna .xl. souz pour souffrir que li seingnieur le preissent a home. Et tout ce premist Homont a prouver se Renaut le nie.

Jahan, le frere le maieur de Paillliart¹, dist contre Renaut le Houaule que il li donna .xl. souz pour ce qu'il fest avoir .xl. livres qu'en li doit chaqun an a Conti de son eritaige. Après Renaust li dist qu'il ne l'en feroit nul avoir s'il ne li fesoit courtoisie. Et, pour ce que Renaut li feist avoir, il li donna .xl. s. Et ce dist il par son seirement et l'offri a prouver se Renaut le nioit.

Pierre, li fiuz sire Gui Auberée, dist par son seirement contre Renaut

1. Paillart, arr. de Clermont (Oise).

le Houaule que Renaut avoit fet despens en la meson son pere, de coi li serjant Renaut conterent au serjanz son pere en tele maniere que pour ses despens il voust que Gui Auberée li rendist .xv. souz et il li envoieiroit .ii. muis d'avoine. Renaut envoia les .ii. muis d'avoine en sa meson. Après ce avoine enchiera. Renaut resgarda qu'il perdoit a ballier s'avoine a tel pris. Renaut envoia au pere Pierre les .xv. s., dont il n'ost que .xiii. s., et voust avoir s'avoine, et li fu rendue s'avoine si comme Pierre le disoit par son seirement. Pour coi Pierre requiert qu'en li rende les .ii. muis, et il est prest de rendre l'argent qu'il reçut. Et l'offre Pierre a prouver se mestier en est contre Renaut, se il le noie.

Item, sire Gui dist contre Renaut le Haule que Renaut envoia .i. serjant en la meson Huitace de Champuis en sesine et vint en la meson sire Gui et li dist qu'il balliait au serjant de ses denrées pour ses despens duques a la valeue de .xx. souz. Après ce li serjant despendi en la meson sire Gui .xix. s. Sire Gui les a demandez moust de foiz. Il respondoit qu'il n'en savoit riens. Et se Renaut le nie, sire Gui l'of-fri a prouver.

Tybaut du Boquel dist contre Renaut le Houaule qu'il ot du sien .vii. livres sanz cause resnable. Le fet pour coi il ot ces deniers est ytiex. Trois freres estoient. Li mainez fors un voust aler en Puillie. Il ballia sa terre a garder a l'ainé. Li ainnez vendi une piece de terre quil i lessa a garder. Tyebaut, qui estoit un des freres, voust ravoir la terre. Il parla a Renaut le Houaule et li demanda se il pouroit avoir la terre que son frere avoit vendue. Renaut li dist que, se il paioit .xxx. s. qu'il avoit despendu en la meson a .i. bourgeois de Conti et il li dounoit .c. et .x. s. p., quil feroit avoir la terre. Tybaut fist tant qu'il paia les .xxx. souz et prist aus useriés .c. et .x. s. qu'il ballia a Renaut le Haule. Quant Renaut ot esté paie de ces .vii. livres, il delivra au vendeur son argent de la piece de terre qu'il avoit vendue et dist qu'il ne la pavoit plus arester; et conchia Tybaut, de qui il reçut les .vii. l. sanz reson.

Item, Tybaut dist que Renaut ot .x. souz pour fere l'arest de la terre devant dite que Renaut le Haule li devoit fere avoir.

Item, Tybaut dist que Renaut li fist paier .x. souz a .i. escot tout pour la reson de la terre devant dite...

Le rouleau J 4034, n. 24, doit être rapproché du précédent; il a trait à la même région; il a le même caractère :

Veci l'enquete contre Huitace Tassart, prevost de Biauvoisins.

Andru de Poiz se plaint de Huitace Tassart de Betisi que, comme il tenist la prevosté de la Saint Jahan en esté duques a la Saint Martin d'iver, le devant dit Huitace enchiera la prevosté seur Andru. Après Andru conta au prevost de son tems qu'il avoit tenu la prevoté et li rendi touz les esplez de la prevoté. Et, quant li enqueteur vindrent u pais, il couvint Andru respondre aus enqueteurs des fez de la prevoté;

et li couvint paier .xx. livres des fez dont Tassart deust respondre. Et, pour la reson de ces .xx. livres, Andru ot damaiges duques a la valeue de .xl. livres.

Robert Yvoré se plaint de Tassart qui le prist et mist en prison par l'espace de .vi. semaines pour ce qu'il ne voloit respondre par devant li, jasoicequ'il ne fust pas tenu a respondre, car il estoit croisié, et en tant comme il fu en prison il despendi chacun jour trois souz; et dist Robert qu'il ot bien de damaiges tant comme il fu en prison duques a la valeue de .xl. livres, de ce qu'il perdi .iiii. tonniaus de vin pour ce qu'il fu tant en prison.

Seingnier le Lombart se plaint de Huitace Tassart de ce que, comme Seingnier le requiest qu'il meist .i. home en prison qui li devoit .iiii. muiz de blé, et pourtant fu il aresté, après ce Tassart lessa aler l'ome que li Lombart avoit fet arester; pour coi il requiert quil rende les .iiii. muiz. — Item, ledit Tassart fist paier au Lombart...

Jahan de Vilers dist contre Tassart que, comme il eust fet arester .i. home qui li devoit .xii. s., li prevost li dist qu'il se souffrist et il li rendroit les .xii. s. Jahan respondi que si feroit il volentiers. Jahan en quita celi qu'il avoit fet arester et s'en tint au prevost. Pour coi il requiert que Tassart li rende.

Item, .xvi. d., qu'il paia pour un escot pour le prevost qu'il despendi en la meson Jahan...

Mais on en a utilisé la fin pour inserire, d'une autre encre, des résumés de doléances qui présentent la particularité d'être, pour la plupart, suivis de décisions par défaut :

Nouel le tavernier dist contre Tassart qu'il avoit eu de li sanz cause resnable .lx. s. pour ce qu'il le feist paier de .xv. livres qu'en li devoit, et pour fere lei paier ces .xv. livres il ot .lx. s.

Item, Nouel dist contre Tassart qu'il ot du sien .xx. souz sanz cause, car Nouel avoit fet marchié par .v. souz au clerc Tassart, par si qu'il peust fere une voute desouz le chemin, et donna les .v. souz a son clerc. Tassart estoit hors de la vile; quant il revint il ne voust tenir le marchié que son clerc avoit fet, ainz fit travelier Nouel pour le marchié qu'il avoit fet. Et, pour ce que Tassart le lessast en pes, il li donna .xx. s. — Et, pour ce que Tassart ne comparut pas par devant nous a notre semonse, nous le tenons pour condamné.

Joce de Grant Viler dist contre Tassart qu'il avoit eu du sien .lxiii. souz. Tassart dist quiles avoit euz pour sesines brisiées et pour autres resons. Joce dist que non avoit, ainçois les avoit eus a tort et sanz reson, si comme il disoit. Tassart dist que non avoit. Joce prist a prouver que sanz reson Tassart les avoit euz, et amena ses temoinz, dont l'un a non Richart de Fontaines et l'autre Jahan Mullez. — Et, pour ce que Tassart ne comparut pas devant nous, jasoicequ'il i fust ajournez, nous le tenons pour condamné ausint comme se les temoinz eussent prouvé contre li.

Guerout de Nuefvile dist contre Tassart qu'il [ot] de li .lx. s. de par pour ce quile meist hors de la prison ou il l'avoit mis sanz reson, si comme il disoit. — Et, pour ce que Tassart ne comparut pas devant nous, jasoicequ'il i fust ajournez, nous le tenons pour condampné.

Contre Jahan Goutelin.

Jahan de Coutecheul dist contre Jahan qu'il ot du sien .lx. s. sanz cause resnable.

Contre Hue de Faumucon.

Robert de Fris dist contre Hue de Faumucon, prevost jadis de Biauvains, quili fist paier .i. escot a Amiens de .xxiii. souz; pour ce dist qu'il avoit fet pes a .i. chevalier qui li demandoit deniers, et, pour la pes, Hue, li fist paier ces .xxiii. souz, si comme il dist; et l'offri a prouver par devant nous et avoit ses temoins prez, si comme il disoit. — Et, pour ce que Hue fu semons par devant nous et n'i vint pas ne se contremenda, nous le tenons pour condampné s'il ne puet trouver reson pour coi il en soit assous.

Contre Jahan Poin, prevost de Corbie¹.

Colin de Braele demande a Jahan Pointe .vi. livres et demie que, comme Colin deust a une damoisele .vi. livres et demie, Jahan, qui estoit serjan, les aresta de par le roi. Li serjan fist tant qu'il ot ces deniers et ne les paia pas a la damoisele. Et convint qu'il les paist derechief a la damoisele.

Jahan Cardon dist contre Jahan Poin que il ot du sien .xviii. s. sanz reson et li toli; pour coi il requiert qu'en li rende; et leva ces deniers Pierre de Vilers, serjan Jahan Poin.

II. — Le groupe orléanais se compose de deux pièces au moins.

Un assez gros rouleau de doléances contre divers prévôts et sergents de Beaugenci et d'Orléans (J 745, n. 4), dont la fin manque; les décisions des enquêteurs y sont inscrites. Les extraits suivants suffiront à faire voir qu'il offre la plus grande analogie avec les documents publiés au tome XXIV des *Historiens de la France* :

C'est la prevostés de Baugenci².

Jouane, feme Thumas de Cranblein, demande a Macheron Chaimiau,

1. Corbie, arr. d'Amiens (Somme).

2. La prévôté de Beaugenci ne paraît pas dans les comptes du bailliage d'Orléans, d'après M. Borrelli de Serres (*Recherches*..., t. II, appendice B); mais l'existence d'un prévôt royal à Beaugenci est constatée dès 1298 (Bibl. nat., lat. 9783, fol. 26).

prevost de Baugenchy, .ii. muis de blé de la prisie de .iiii. l. et .xvi. s., et .xxx. s. en deniers. — Nous, enquesteur, ne volons oïr la feme, mes son baron, a qui Macherons respondera demain, se il vient.

Estienes Roucignol demande a Macheron .i. mui de blé de .xlvi. s., et li dis Macherons connoist .i. mui de blé et .xl. s. t., et dist li dis Macherons que che ot il pour la plegerie de Pierre Torin qui avoit brisié une saisine, et devoit chil Pierres .i. mui de blé. — Macherons doit prouver la plegerie et la saisine brisie.

Joffroi Bichet demande a Macheron .xx. s. p. que il ot du sien sans raison. Macherons dist que il les ot pour une amende que uns homs bastars fist a Macheron, pour lequel bastart li dis Joffrois se mist en lieu de bastart, et l'offre a prouver. — Et le prouva, par quoi il fu absous.

Estienes du Mesnil demande a Macheron .i. trepier, .ii. paieles et .i. sercot a fame ou pris de .xx. s. Macherons dist que il les prist pour une amende de son frere et dist que li dit bien estoient son frere. — Li dis Estienes doit prouver que li dit bien estoient sien prop[r]e...

Le procureur a l'abbé de Vendosme demande a Macheron .xv. sextiers et demi de fourment du pris de .viii. l., .v. s. t. Macheron dist que il en prist .xii. sextiers ou pris de .ix. s. le sextier pour .i. past que li abbes de Vendosme devoit au conte de Blois pour une amende de .Lx. s. que li prevos ot. — On doit croire Pierre le Mire et Tarin combien il i ot de blé.

Jehanin Roganiau dist que Macherons le tint .ix. semaines en prison sans raison et prist du sien dusques a la valeur de .vii. l. t. — Li dis Macherons en est absolz par grant plenté de tesmoins que il amena par devant nous et prouva s'entencion...

Guillaume l'Ostelier dist contre Biaudeduit que il prist de lui .ii. coutes et .ii. coissins ou pris de .xl. s. par. Li dis serjans respont que che estoit du tans que li sires de Baugenchy en estoit sires; et par che le doit li dis G. jousticier par devant le prevost de Baugenchy...

Izembart de Ouroier le Marchié dist que Biaudeduis li toli une cote du pris de .v. s. p. pour che que il le trouva juant as dés. Biaudeduis dist que il n'estoit pas serjans et que il ne li toli pas. — Oïes les prueves et les raisons, Biaudeduis en est absols.

Jehan Poideventre demande a Biaudeduit une coite, .i. coissin et .i. langiau, une met et une huge. Biaudeduis dist qu'il n'ot que la huge, laquelle ne valoit que .xviii. d. — Oïes les parties, on a commandé a Biaudeduit a rendre la huge ou .xviii. d.; et si a on commandé au prevost que il oïe les prueves Jehan pour savoir se Biaudeduis ot les autres choses, et, oïes les prueves, il li face droit.

Robins Sourdiau demande a Biaudeduit une coite et un coissin et paieles. Biaudeduis dist que a droit les prist et que che fu ou tans que li rois n'estoit pas sires. — Oïes les parties, Biaudeduis est absols...

Martins de Lailli rendra a Naudin de Savigni et Raoul du Chainé .x. s. qu'il ot du leur sans raison pour eaus aidier enviers le prevost.

Le commun de Saint Leurent¹ demandent a Hervet Breton .lx. s. pour reson de desobeissance pour une corvée que il doivent, dont il desobeirent sur che. — Nous nous devons enfourmer se on en doit lever tele amende ou nulle, pour che que il dient que il n'en doivent nient.

Jehans le Carrier demande a Hervet Breton une houce, .i. sercot, une cote de blancet et un autre garnement ou pris de .xxx. s. — On demanda audit Jehan de quel tans che fu. Il respondi que il s'en aviserait. Hervet doit prouver que che fu ou tans le seigneur de Baugenchi...

Angebaut le Quarrier demande a Guillaume Tiboud .xxviii. l. p. que il ot du sien sans raison. Item, .xl. s. pour damages que il ot pour le sien requerre. Il est acordé que li dis G. doit prouver que li dis Angebaus li proumesist a rendre les .xxviii. l. et par son acort; et ne renonce mie a bon conte. — Oïes les tiemoins dudit G. Tibout, il est absols de la dite demande, car il l'a bien prouvê si comme il dut par les tiemoins qui s'ensieuent.

Che sont tiesmoing tret de par Guillaume Tibout, prevost d'Orliens, contre Angebaut. — Renaus li buffetiers, premiers tesmoins, jurés et requis que il set du descort qui est entre Guillaume Tiboud, prevost d'Orliens, et Angebaut, dist par son serment que Angebaus proumist a rendre au prevost .xxviii. l. du mescont[e] que li prevois fist sur soi meisme quant il reçut de Angebaut le prest que li dis Angebaus fist au roy. Requis du lieu ou che fu fait, il dist que a Orlens, en chastelet, par desous ou plaidoir. Requis du tans, il dist que che fu environ la Toussains. Requis des nons de cheaus qui i estoient avec lui, il dit que mestres Macy et pluisour autre. Et plus n'en set.

Maistre Machy, secons tesmoinz, jurés et requiz que il set du descort qui est entre le prevost et Angebaut, dist que il fu presens a Orlens ou li dis Angebaus proumist a rendre au prevost .xxviii. l. que li dis prevois avoit mesconté sur soi meisme quand li dis prevois reçut argent dudit Angebaut pour prest que li dis A. fist au roi. Requis du lieu, il dist a Orlens, en chastelet, par desous ou li dis prevois tenoit ses ples. Requis du tens, il dist que che fu apries la Saint Remi. Et plus ne set.

Les quels tesmoins oïes et les raisons des parties, li dis Guillaume Tibout, prevost d'Orliens, est absols de la demande que Angebaus a fet contre lui...

Jouhane, feme feu Jehan Bachelor, demande a Guillaume de Peviers .ii. coites, .ii. coissins et .ii. langiaus ou pris de .lxx. s. t. Guillaume connoist la prise, mes il n'e le pris et dist que tout valoit .xxxvi. s., et que tant fu vendu et nient plus; et dist que il les prist pour amendes que ses barons fist pour poisson que il prist et pescha ou il ne pooit

1. Saint-Laurent-lez-Orléans. Cf. plus bas, p. 76, ligne 30.

et pour osieres que il copa en une isle le roy. — Et che prova, par quoi il fu absols.

Guillemins de Leynes demande a Guillaume de Peviers .xxxii. s. p. que il leva du sien. Guillaume le connoist et dist que il les leva pour che que li dis G. avoit apelée une fame putain et que ele se faisoit pikier a .i. home marié, par quoi il en leva tele amende. — Nous avons enquis et seu que cele amende ne monte que .xx. d.; par quoi nous avons commandé audit G. que il li rende le remanant.

Simonet Thomas demande a Guillaume une lettre de .ix. l. et .xii. s. que il li bailla pour metre a exequucion. — Li dis Guillaume doit querre la lettre et saura a son clerc qui lors estoit a lui que ele devint; et, se il l'orent, on li rendra.

Librins demande a Simon le Uzerier .i. sac et une coute. Simon dist que il les prist a requeste de partie, et demorerent chiés le fevre. — Nous avons commandé audit Simon que il voit querre le sac et la coute chiés le fevre.

Herbert li Tainturiers demande a Simon le Uzerier .xxvi. l. d'un hyretage qui avoit esté vendus, sur lequel li dis Herbers estoit assenés. Si fu mis li argens de la vente en la main Simon comme en main de signeur, a la requeste dudit Herbert. — Nous avons acordé que li arres demeure en la main le roy dusques a tant que li dis Herbers sera païés.

Juliane du Four demande a Michelet Makerel .i. couvertoir ou pris de .vi. s. Il connoist la prise et nie le pris et dist que il le prist a la requeste d'un Lombart auquel ele devoit argent. — Nous avons regardé que li Juis en rabatara .ii. s. de l'argent que ele doit au Lombart.

Le Normant de la Frete demande a Michelet .ii. couvertoirs fourés de connins, une coute pointe et .i. tapis, et une cote, ou pris de .lx. s. t.; et dist que de tant les racheta il. — Oies les raisons d'une part et d'autre, nous avons commandé audit Michelet que il rende au devant dit Normant .xx. s. p.

Mesires Jehans Belon, chevaliers, demande a Meneur le serjant .v. muis de blé que il prist et retint du sien sans raison. Li dis serjans connoist la prise. — Oies les parties, nous avons dit que li chevaliers n'a point de retour audit serjant; mais, se li chevaliers devant dis cuide bien faire, si s'en voist plaindre a la gent le conte de Blois, en qui terre che fu fait.

Renaus Guiars dist contre Jourdain que li dis Jourdain prist ses bues et ses chevaux pour che que il ne paia pas si tost comme on li demandoit prest d'argent que il devoit faire au roy, et si en ot damages li dis Renaus dusques a la value de .vi. l. — Nous avons regardé que li dis Jourdain n'en est de riens tenus enviers Renaut deuseurdit.

Jehans Galois demande a Lucas Mignot .lx. s. pour gages rachetés; item, .v. s.; item .xii. s. pour despens de chevaux. Mestres Jehans, fis Lucas, respont pour son pere et dist que li dis Jehans fist une amende enviers Lucas de .lx. s. pour une saisine brisie, que li dis Jehans brisa des biens a .i. homme que mestres Jehans avoit mis en la main le roy;

et dist que li dis Jehan Galois, qui estoit adonc prevost a la contesse d'Alençon, i mist la main sur che que la main le roy i estoit mise; et che offre a prouver li dis mestres Jehans. — Et, pour che que Jehans Galois se souffri de la demande par devant nous, nous avons absols ledit Lucas.

La feme Jehan Labbé demande a Drieu Pelerin m^{xx} l. p. ou lettres de baillie saielées qui contenoient que on devoit a ladite feme les devant dis deniers; et dist la fame que ele bailla les lettres a Drieu pour metre a exequcion. — Il est acordé que on doit oir le recort de Simon Luzerier qui les lettres tint ou saines ou quassées, et ma[i]stre Saince se il puet estre, et le seigneur de Baugenchi qui fu, Hervet Blandin, Perret Dupuis, Jakemin le Lombart; et par lor recort nous en devons donner as parties lor raison...

Voici maintenant (J 742, n. 4) une supplique détaillée, avec les réponses du haut fonctionnaire inculpé; elle mérite d'être reproduite *in extenso* :

Ce est la supplication et la complainte Morise Broiefort que il fet a vous, seigneurs enquesteurs, contre Pierre Saymiau, jadis baillif d'Orliens.

Come li diz Morise fust au conseil l'abbé et le convent de Saint Bonoast¹ et leur baillif, et il eust entendu que en molt diverses manieres il avoient fet et faisoient dons et courtoysies audit Pierre Saymiau, si comme il declarrera et baudera par escript se mestiers est, et cestes diverses manieres de prendre faisoit il pour soi covrir, le dit Morise, quant il ot ce entendu, en parla a l'abbé et a ses genz et les en requist forment et leur dist que il sembloit que il feissent de leur droit lour tort quant il donnoient ausint grossement au baillif; il sembloit que il eussent tort vers le roy et sa gent des complaintes que il fesoient des troubles, empeeschemenz et griés que ledit baillif et sa gent li fesoient; et pluseurs autres choses leur dist sour ce. Et quant ledit baillif ot entendu que il en aveit ausint parlé, il fist et pourchasça audit Morise les griés, injures et dommages qui s'ensuiuent.

Premierement pour ce que il n'avoit point de cause raisonnable de ce li faire, il prist talent et achoison de li faire que il a bien acoustumé a fere, quar comme ledit Morise, baillif lors de Saint Benoast, tenist em prison un escuier qui est apelé Guillaume dou Boys de la Haye pour le soupeon de .i. murtre que l'en li metteit sus, ledit baillif le leur osta et le mist en la prison le roy a Yenville², et, tant l'eust il fet a tort, si comme il aparut, quar il leur fu puis rendu par commandement de court, le dit baillif mit sus audit Morise que il aveit fet enquete sus ledit Guillaume et commanda audit Morise que il li baillast en

1. Saint-Benoît-sur-Loire, arr. de Glen.

2. Janville, arr. de Chartres.

escriit. Et le dit Morise respondi que il n'en aveit onques fet enqueste fors en enformement sanz escriit, que les noms que il aveit fet escrire a .i. clerc en ses tables, qui ne les vouloit bailler a nulli pour ce que ce esteit cas de sanc. Et toutes voies ledit Morise li dit par cuer ce que il en aveit fet et trové par son serement, par la force et la volenté dou-dit baillif, tant n'i fust il de riens tenez. — Pierres dit que il fu bien voirs que Guillaume dou Boys de la Hae fu soupeonneus d'avoir occis le compaignon au prier de Sermeses¹, et en fu lidiz Guillaume tenez a Saint Benoist. Et pour ce que li diz moines murtriz esteit de la garde le roy, pour ce prist li baillis le dit Guillaume qui soupeonneus en esteit et le tint par devers li; mais ou point que il fu tenez a Saint Benoist Morise Broiefort, qui esteit baillis de Saint Benoist, enquist de celui fet a Sermeses ou li faiz fu fez et retint devers lui l'enqueste que il en fist. Et quant li baillis tint la personne soupeonneuse, il requist a Morise que il li monstrast l'enqueste ou informacion que il en aveit fait, par quai il se peut aviser sus pour le fet mielz trover. Quar Morises li aveit dit que il en aveit trouvé molt cleres presomptions. Morise li refusa par .ii. foiz ou par trois ne moustren ne le vout au baillif, pour-quoi li baillis ne pot pas si savoir la verité dou fet comme il deust par le faute de celui Morise, dont il li sot molt malvès gré et en commanda li a en saisir sa meson a la fin que il li baillast cele informacion. Mes bailler ne li vout. Et ensi li baillis s'en soffri et ne trova pas le fet si comme il deust. Si dit que en ce faisant il ne meffist riens audit Morise ne a autrui, mes Morises se meffist.

Item, comme ledit Morise eust fet arester .i. chevalier qui li devoit deniers a li et a ses compaignons par lettres de la prevosté d'Orliens, laquele chose il poait fere par la coustume dou pays notoyre et manifeste, en despit, grief et domage audit Morise il le delivra sanz riens paier, en disant audit Morise laides paroles et vileines. Derechief ledit Morise li requist que il li feist droit savoir se il le devoit delivrer ou non. Ledit baillif respondi que il ne li en feroit ja jugement. « Beau deable, dit li baillis engrouz, tu, malves garçon, se tu en paroles plus, je te feray mettre en prison leanz; » et par pluseurs foiz li dit teles paroles. Et en telle eure il fesoit mettre Juis en prison pour larrecin, et dist derechief au dit Morise : « Par poi que je ne te fais mettre emprison avec ces larrons. » Et lors li dit Morise ot si grant paour et si grant honte que il, sanz en plus fere ne dire, s'en ala; et vousist mielz ledit Morise avoir perdu .xl. l. que la honte et vileinie que il li dist. — Pierres dit que il fu voirs que Morises fist arester a Orlens monseigneur Jehan des Barres pour cause de dette, et esteit li baillis a Orlens. Li chevaliers le vint moustren au baillif et requist que il desarrester le feist, car il estoit venuz a Orlens pour li arreer d'armes et de hernois pour aler en l'ost en Gascoigne, et le jura au baillif. Li baillis fist oster l'arrest; et en ce il ne meffist riens, comme en celui cas chevaliers ne

1. Sermaises, arr. de Pithiviers, cant. de Malesherbes.

escuiers ne doit estre arrestez, ne si cheval, par le commandement don Roy.

Item, ledit Morise vint a une journée devant ledit baillif pour aucune requeste que il li vouloit fere et ledit baillif li dit que il ne l'orreit en riens, et li deffendi toute advocacion; et deffendi au prevost d'Orliens qu'il ne l'oïst en riens. En laquele advocacion ledit Morise gaignoit bien .c. l. l'an et plus. — Lidiz Pierres dit que il puet bien estre que li diz Morise vint bien devant ledit baillif une foiz en la noveleté que Morise li ot refusé a moustrer l'enqueste que il avoit fet dou moine murtri, et que Morise li fist bien une requeste pour li M. meesmes; li baillis li dit que il ne voleit fere ce que li baillis li requerreit et aveit requis de reson et que bien feust il ne l'an amoit mie miex ne si volentiers il ne l'en orroit mie comme se il eust obey; et puet estre il li dit adonc que il se traisist arriere; mes puis il a touz jourz oy et escoté, ne en ce il ne siet que Morise eust onques dommage ne pour ce. Et dit li baillis que en advocacion Morise n'estoit mie adonc ne n'est de sens ne d'estat que il dut gaigner en .r. an par s'avocacion .xx. l. Car il ne siet riens; et non pourquant Pierres l'a puis eu pour le Roy avec li et la compaignie.

Item, li diz baillis dit audit Morise que il li toudroit et feroit tolir toutes ses pensions et que tuit cil de qui il se entremettrait y auroient dommage se il le retenoient en leur servises. — Pierres dit que onques ne le dit en la maniere que Morise le dit et, se dit l'avoit, si est aparuz li contraires, car li baillis l'a puyz oy et pour li et pour autrui en ce que il aveit a feire si comme les autres qui plus sevent. Et a puis esté au conseil ledit Pierre pour le Roy es besoignes le Roy et a mangé et beu aveques ledit Pierre et li compaignie devant touz, ne onques pension ne li toli.

Item, il fist mettre hors ledit Morise et ses enfanz hors de sa meson et seeller ses huis, laquele estoit hors de la joustice le roy. Et esteit en la joustice de Saint Loranx lez Orliens, ne ne pot avoir recreance tant comme ledit baillif fust en la ville. Et quant il s'en fut alez le prevost la li fist a grant paine et a grant priere pour paour que il n'en fust blasmez et requis doudit baillif. — Pierres respont que il commanda bien que l'en seïst son temporel en la noveleté que Morises li refusa a bailler l'enqueste que il avoit fete dou moine murtri a la fin que il li baillast, et nonpourquant sa meson et li siens li fu desseisi.

Item, ledit baillif parla et fist parler a l'abbé de Saint Benoist comment il ostaat ledit Morise hors de son servise ou il i auroit plus grant damage. Et ensint, a la requeste et a la monition dou dit baillif, ledit abbé osta ledit Morise de son servise, ouquel servise ledit Morise avoit .lx. l. p. de pension par an, et plusieurs autres pensions que ledit Morise avoit, que il convint que il delessast pour ce que il ne poait estre oïz en advocacion ne en requeste, et pour ce que ceus n'empirassent leur besoignes pour la compaignie doudit Morise. Car il n'a si grant advocat en Orliens que, se le baillif le tournast en hayne, qui que feust baillis, qui pas peust fere son prou ne l'autrui par advocacion en sa baillie. —

Pierres dist que onques ne fist oster Morise hors dou servise Saint Benoist ne d'autre, mes bien puet estre que aucunes personnes de Saint Benoist se consellerent audit P. li quex leur seroit, seurlon son avis, plus profitables a estre leur baillis ou Morises ou Maçoz de Chilli. Lidiz P., qui aime et amoit l'esglise de Saint Benoist leur dit bien que Maçoz esteit trop plus soffisanz que Morises a son avis et que il donroit plus volentiers Macé .c. l. pour un an servir que .xl. a Morise. Et puis ce puet estre que il osterent Morise et retinrent Macé de Chilli. Mais par li ne fu pas. Si dit Pierres que en ce faire il ne meffist rien.

Item, ledit Morise prist aveques autres la taille dou pain et dou vin en l'an IIII^{xx} et doze, que l'en apele la grant taille de la tierce année; ledit Morise, puis que il ot fet ses paiemenz, fu pourforcé a paier. xv. s. que il ne devoit pas et les paia a Guillaume Tybout, prevost d'Orliens, par la contrainte dou baillif, maugré doudit Morise et contre sa volenté. — Pierres dit que au conte dont Morise parole, il, Pierres, conta a ceus qui tenoient la taille dou pain et dou vin, et demoura certaine somme de dette sus aus tout acordée, ne ne savoit pas Pierres que Morise feust compainz de cette taille dou pain et dou vin ne a li l'en en contoito de rien. — Si fu acordé que se Morises aveit esté compainz des premieres années dont cil debat est dont on conta il soit que il paereit dou sien les .xv. s., et, se compainz non aveit esté, li compaignon qui sanz li avoient tenu la taille li renderoient.

Item, ledit Morise prist doudit baillif la prevosté de Baugenci pour li et pour .i. bourgeois de la ville qui a non Hervet le Breton, lequel Hervet accorda audit Morise la compaignie avec li pour le pris de .viii^{xx} l. p. par an. Le baillif faint que il l'avoit baillée a .i. autre par enchiere, et il le laissa a yceli Hervet pour .vi^{xx} l., dont ledit Morise eust fet son profit en ladite prevosté par l'an de bien .xl. l. et de plus; et ainsinc fist dommage au roy et audit Morise, en despit et en hayne doudit Morise. Et en plusieurs autres manieres a bien eu ledit Morise de dommages jusques a la value de .c. mars d'argent, et honte et vileinie que il ne voust avoir soutenu pour autant. Si vous requiert et souploye ledit Morise que les diz damages li soient renduz sauve vostre loyal estimacion, se il connoist les choses desus dites; et, se il les nie, ledit Morise en offre a prouver ce que mestier li en sera, sauves toutes ses resons dont il fet retenue. — Pierres dit que ladite prevosté fu vendue au temps que Morise dit a Gile Corau de Bloys pour .c. l. l'an a .c. s. d'enchiere, et puis le mit Hervez le Breton a .c. et .x. l. et i acompaigna Morise; et puis le mist Symons li Usuriers a .vi^{xx} l. et i acompaigna Hervet et non Morise, et ala Hervet a la court monstrer aucuns dommages que il aveit euz pour le roy et aucuns servises que il li aveit fez; et fu Jehan de Es¹ presenz et ledit P. et autres genz que li connoissoient, et requist au mestres que l'en li vou-

1. Il s'agit ici de Jehan d'Ais (*Johannes de Aquis*), le comptable bien connu. Voir *Hist. de Fr.*, t. XXII, à la table, et l'*Inventaire de Robert Mignon* (éd. Langlois), n. 2215, 2308.

sist lessier la prevosté pour .c. et .x. l.; et par le tesmoignage que li mestre en orent bon il li otraiterent et furent osté de .i. paiement passé comme pour trop conté vers nos mestres le tierz des .x. l. que l'en li avoit ja contez, et li demoura a .c. et .x. l.

Et pour ce que nous, auditeurs, fusmes empeschié en plusieurs choses, et ledit Morise ne nous poursui mie moult, la chose demoura en cest estat jusqu'a tant que on revendra au pais.

PETITUM MAURICH DICTI BRAEFORT.

La date de ces deux dernières pièces peut être déterminée avec assez de précision. Puisqu'il y est fait allusion comme à un fait passé, et déjà assez lointain, à la cession de Beaugenci au roi par son dernier seigneur, le rouleau J 743, n. 4, est assez notablement postérieur à 1294. D'autre part, il est contemporain de la supplication de Morise Broiefort, car les mêmes personnages (Guillaume Tibout, maître Maci, Hervé Breton, Simon l'Usurier) paraissent dans l'un et l'autre document. Mais la supplication a été écrite après, et sans doute très peu de temps après, l'époque où Pierre Saimel cessa d'être bailli d'Orléans. Or, ce fonctionnaire, qui rendit encore le compte du bailliage d'Orléans à la Toussaint 1295, était remplacé à l'Ascension 1296¹.

Il faut joindre probablement aux deux pièces qui précèdent, comme ayant appartenu au même dossier, le rouleau J 743, n. 3, du même temps (comme l'atteste l'écriture), et qui est aussi un résumé de griefs présentés à des enquêteurs, avec les décisions de ceux-ci : *Ce sont les griés que Hervie Girost, prevost d'Yenville et de Chartres, et Oudinet, son clerc, ont fez as homes de chapistre de Chartres*. Car la prévôté royale de Janville (Eure-et-Loir), et le pays chartrain, ressortissaient au bailliage d'Orléans².

Jehan Gidi fut tenez en prison .iiii. semaines et despendi .xxv. s. t. Il ne quenoist mie si granz despens. Le dit Hervi croit que il despendi .viii. s. t. pour le fait de Bonneval³.

1. *Hist. de Fr.*, t. XXIV, p. 47*.

2. Hervé Giroust figure, comme ayant exercé entre 1292 et 1294, dans la nomenclature des prévôts de Chartres que E. de Lépinos a publiée au t. II de son *Histoire de Chartres* (Chartres, 1858, p. 619). M. Jusselin, archiviste d'Eure-et-Loir, estime que cette liste est digne de confiance, quoiqu'elle soit dépourvue de références. J'observe que les preuves de l'assertion de M. de Lépinos doivent se trouver dans les « titres du Chapitre », où, d'après le même auteur (*Op. cit.*, t. I, p. 441), Hervé Giroust serait aussi qualifié de « châtelain ».

3. Bonneval, arr. de Chartres.

Item, ledit Jehan Gidi, pour estre relachiez de prison, ledit Hervi et Oudinet en orent .lv. s. t. — Nous nous en aviserons.

Item, ledit Hervi ot de Herbelot Liiart, ou temps que il estoit prevost de Chartres, .x. setiers de blé ou pris de .iiii. l. t. pris par Jehan Fleau, si comme il dit. — Ledit Jehan Fleau rendra audit Herbelot .iiii. l. pour le blé se il n'amoine son garent, quar Hervi dit que il ne le fist pas de son commendement.

Item, le prevost de Voves¹ fut domagiez par Hervi Girost pour ce que il le mist hors de sa prevosté que il tenoit a certain pris des proven-diers de Chartres. — Hervi ne quenoist pas les domages si granz et a l'en commendé audit Hervi que il face fere a Estiene le Graer bon conte dou temps que il tint sa prevosté en la main le roy; et ce que il sera trouvé que il n'aura fet bon conte au prevost, ou quittance, nous avons commandé a Hervi que il le rende.

Item, ledit Hervi ot .xix. mines de blé dou dit prevost qui furent prises a Gignonville² ou pris de .lx. s. t. — Hervi en est absos, quar il a prové tant d'amendes et queueues dou dit prevot qui montent les .lx. s.

Item, Oudinet ot doudit prevost .viii. s. p. — Il sont acordé que Oudin li rendra .viii. t. blans.

Item, Perrot Malart, sergent Hervi Girost, prist .i. seurecot doudit prevost ou pris de .xxv. s. t. ou temps que il estoit prevost de Chartres. Hervi quenoist que il ne valoît que .x. s. t. — Hervi en rendra .xxx. t. au prevost et doit l'en oïr le recort Jehan Fleau de l'ajournement que il dut avoir fet, et, se il ne le recorde, Hervi rendra encore audit prevost .vii. s., .vi. d. t.

Item, ledit Oudin ot de Gervese Toutplain .vii. s. t. pour ce que il li mettoit sus que il n'avoit pas païé sa coustume. — Oudin rendra les .lx. s. audit Gervese, et Jehannot Gasier, coustumier, li rendra ausi .iii. s.

Item, Pierre Malart ot, ou temps que Hervi estoit prevost de Chartres, .v. s. t. de Reg[nier] le charron. — Pierre en est absos.

Item, Oudin ot de Joudin Gile de Marroles .iiii. s., .viii. d. — Oudin en est absos.

Item, ledit Oudin ot de Berthelot Dougie .v. s. — Il en est absos.

Item, Oudinet ot de Jehan Chapelain .x. s. t. — Il en est absos, de .ii. defenses avoir.

Item, le dit Oudinet ot de Philippot Letart .ii. torn. d'argent pour estre relaché de prison. — Oudin les rendra.

Item, Climent de Boisville a esté domagié par Hervi Girost ou temps que il estoit prevost de Chartres en .xviii. setiers de blé ou pris de .vi. l. que Jehan Fleau, son sergent, prist. — Nous avons commendé

1. Voves, arr. de Chartres.

2. Guignonville, lieu dit de la commune d'Illiers, arr. de Chartres (Eure-et-Loir).

as sergenz de Chartres que il dient de par nous a Jehan Fleau que il rende audit Climent les .xviii. setiers de blé ou .vi. l., ou que il viengne par devant nous le mardi apres la feste Saint Liffart au chateau neuf pour soi escouser et pour dire reson pourquoi il les prist. Et se il n'y vient nous en ordenerons.

Item, ledit Climent a esté domagié en .c. l. t. pour ce que Hervi Girost le mist en prison a Yenville par l'espace d'un an. — Hervi en en est absos, quar il a esté prouvé que il fu enprisoné par bone cause.

Item, des deniers d'or qui furent trouvez en la terre au chapistre de Chartres il en iroint au parlement par devant les mestres se il veulent; et firent protestacion misire Landoffle et mestre Jehan de Santueil, chanoines de Chartres, et mestre Thomas Rosamonde, procureur de chapistre, si comme il disoit, ou non de l'eglise, de sivre les choses desus dites et les damages d'aus et de leur homes par devant nous ou par devant le roy ou la ou il voudront en leu et en temps.

Ce sont cil qui ont chevi a Oudinet. [Suivent douze noms, avec l'indication des sommes versées (toutes au-dessous de 20 s. t.). On lit en face : « Il sont acordé ».]

Item, pour .ii. personnes qui tenoient prison, pour estre relachiez, par .vi. foiz, pour chascune personne, .xii. d.

Ce sont ceus de qui Hervi Girost a eu les defenses, de chascun .v. s. [Suivent dix noms, dont « le maire de Puiseaux ».]

Citons enfin, parmi les pièces isolées, l'original d'une dénonciation contre un forestier de Vincennes (Arch. nat., K 4474, n. 28), dont la langue n'est pas sans intérêt; la voix même des plaignants, d'ordinaire banalisée et uniformisée dans les résumés des greffiers, s'y fait entendre directement :

Richart Laben de Venciennes a pris Viel a tout .xix. plançons, de coi Viels fit sa pes. Se la fist Garins Bougez et li prestres.

Richars prist le prestre de Venciennes a tout une charretée de plançons. La fu Viels et Tiebaus Martins et Marie la harengiere. Se fu pes fete.

Richars fit amener a Crespi .ii. charrettes de mesrien qu'il vendi. S'en mena une des charettes Robers Menin, et se bailla Viels sa charete et Pierres Cousins la mena.

Hurez avoit fet .ii. goutieres en sa meson. Se les menoit vendre; et Richars les prist. ains jour. De coi pes fu fete.

Il a .i. huchier a Venciennes qui colpoit le bos, de coi Richars estoit compains, et bien le sevent li voisin d'entor.

Richars pri Garin Bouquet de .i. chesne vert et sec. De coi pes fu faite. Il prist Lorence la Reliere a branche. S'en fu pes fete.

Il a tout esmengié Bricet de Corn[i]lloles par ce qu'il prent le merien la ou il vult.

Ces menuz forzez qu'il prent, ces femes et ces enfanz il font pes a li. Se leur en fet filer sa chainre et sen lin.

Il a vendu merien a Raoul le Dru de Ve et a Lorens le Moinne de Ve.

On embla .xiii. gelines chiés Chaurrel en une nuit, qui furent men-giées chiés Richart Laben par la reconnoissance de la feme celi Richart. A cele connoissance fu Jehannete, la fille Margerée et Marie la haren-giere et Oudars li forniers et sa feme.

Par deseure toutes ces choses .i. suens serourges le vint veoir et fu morz dedens les .ii. jors, ne ne set on comment, et l'en fit mener par nuit a la charete Viel et l'enfoui dehors la ferté as chans en cele nuit.

De tous les forzez qu'il prent il n'en ira ja .i. en la borse le roi la ou il puist; et se merveillent moult tout cil dou ramage comment il a esté soustenuz si longuement ou service. Ne ne vult mie cil qui baille ceste letre qu'il en soit creüs par li, mes mandez tous ceus qui ci deseure sont nommés et leur fetes dire la verité par leur seremens¹.

* * *

Le Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale, où sont venus échouer tant de débris arrachés aux Archives de la Couronne, possède un monument remarquable de l'espèce de ceux dont il s'agit ici : le manuscrit 4489 des Nouvelles acquisitions françaises. En 1854, M. H. de Formeville, qui tenait ce petit registre de la succession du marquis de Sainte-Marie², l'a publié dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie* (2^e série, t. IX, p. 504-528)³. Il est très clairement intitulé :

Les sentences acordées par nous, priour de Saint Martin des Chans de Paris, et Adan de Servigny, chevalier, enquestors de par nostre sire

1. On lit au dos : « Ceste letre va as enquesteur. » — Les défenses de Richard Laban sont en interligne, d'une autre écriture. Les voici : « Richart le nie et connoist que il le trova aportant .v. plançons a fere hars a charue, et nel mist pas devant les mestres (§ 1).

« C'est mensonge (§ 2).

« Richart le connoist et le fist de commandement des sergents, si comme il dist (§ 3).

« Richart connoist que il la prist a .i. petit meffet et out de li .xviii. deniers por une sarpe » (§ 7).

Nichil est (§ 8).

2. Son histoire antérieure n'est pas connue : provenait-il, à l'origine, des Archives centrales de la Couronne ou de celles du bailliage de Caen? La première de ces hypothèses est la plus probable. Voir plus loin, p. 87, note 3.

3. Cf. L. Delisle, *Mélanges de paléographie et de bibliographie*, p. 376.

le roy en la ballie de Caen, sus les sergens et sus touz les officiers de la visconté de Caen pour les meffais que il ont fais en lour offices de ladite visconté, presens Robert de la Ceo[gne], jadis ballif de Caen, les viscôtes de Caen et de Baïex, Nicholas du Pont Audemer, mestre Philippe et Robert [de] Caudebec, mestre Martin de Crepon et Thomas a la Pane.

Ce registre de sentences n'est pas daté, mais la date n'en est pas moins certaine : elle a été récemment fixée par M. L. Delisle (qui avait accepté d'abord, il y a cinquante-cinq ans, l'hypothèse de M. de Fromeville : « vers 1300 ») au commencement de l'année 1303¹.

Rien de plus propre que ce document, semble-t-il, à donner l'idée de ce qu'étaient, sous les derniers Capétiens directs, les tournées d'enquêteurs *pro correctione curialium*. — D'abord, des condamnations qui frappent les bas officiers, sergents et sous-sergents. Plusieurs, convaincus d'avoir « pris bontez et courtoisies outre boivre et mangiers », seront suspendus de leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils aient restitué en la main du roi les sommes induement perçues. Mais on n'était pas révoqué pour si peu : « Pour ce que Fromont Blondel, sergent de Creulie², a recheu cortoisies a la vallue de .vii^{xx}. livres par dessus boivres et mengiers et est enrichi eu servise le roy, il les metra en la main le roy; et, pour ce que nous ne trovons pas qu'il ait meffaict en son servise par quoy il le doie perdre, il i demorra³. » Auberi de Crespi, sergent d'Évrecy⁴, est maintenu, quoiqu'il ait retenu des objets saisis, qui devaient revenir au roi, « sans en faire mencion en ses contes », et, quoiqu'il soit, en outre, « diffamé de ribauderie et mout ignorant »; il payera simplement une amende de 20 l.⁵ Il y a, pourtant, des cas de destitution, et les motifs de ces mesures sont quelquefois rapportés plus ou moins explicitement : le sergent Guillaume Nenon est destitué « pour les males fachons qu'il a fetes et pour ceu qu'il est clerc »⁶; un sous-sergent d'Ouistreham l'est, et voit en outre tous ses biens confisqués, pour avoir intercepté des sommes perçues à l'occasion de « la subvencion de l'ost, sanz rendre au roy ne as collectors », et pour avoir eu « de Gervais le Bolengier .iii. s., .vi. d., pour passer le o les ympotens a la finanche de l'ost »⁷. Jehan Morant, sergent sieffé, complice d'un meurtre, s'est échappé de la

1. *Hist. de Fr.*, t. XXIV, p. 370*.

2. Creully, arr. de Caen.

3. N. 15.

4. Évrecy, arr. de Caen.

5. N. 6.

6. N. 13.

7. N. 9.

prison du château de Caen, où l'on l'avait mis; il a été complice d'une femme qui fit un faux « en se nommant autrement que par son nom » dans un acte authentique; il a reçu de Roger le Bret 20 s. pour le dispenser d'aller aux « veues » et aux « semonses »; il abusait de « sa force » pour soutenir les malfaiteurs dans sa sergenterie; enfin, il « avoit fait sa coronne nouvele qu'il n'avoit pas acoustumée a porter »; en punition de tout cela, il payera 400 l. d'amende, et le roi fera desservir sa sergenterie par un prud'homme¹. Le cas de certains, tel que Morel, vicomte de Vire, est réservé jusqu'à plus ample informé. — Suivent (à partir du n. 29) les doléances des sujets contre les officiers de tout rang, jusque et y compris le bailli lui-même, Robert de la Geoingne, qui venait alors de quitter sa charge. Voici les griefs contre ce bailli, qui feront juger des autres. Martin Vairet a été condamné en 42 l. t. d'amende envers un Juif, quoique, en sa qualité de clerc, il déclinât la compétence du bailli (n. 29); la femme de Nicolas Horstens se plaint d'avoir été déboutée par le bailli lors de sa réclamation contre un Juif qui avait vendu prématurément les gages qu'il avait à elle, tandis qu'elle était malade (n. 30); Pierre Doguet, que le bailli ait retenu « les biens de la partie sa mere, morte sanz faire testament » (n. 35); Pierre de Corceulle, que le bailli ait « en derrere de lui donné un memorial que ses lettres fussent enterignées » (n. 36); Jehan Morin, que le bailli l'ait mis à l'amende « pour ceu qu'il estoit changeor, sanz aplegier » (n. 44); Colin de Caerolles, clerc, que le bailli l'ait tenu en vilaine prison et rendu à l'official comme meurtrier, « ou il fut longuement a tort et sanz cause » (n. 62); Raoul Langlois, Robert Delalande et sa femme, que le bailli les ait « mis en prison et tenus longuement et levé de eus amendes a tort et sanz cause, por ceu seulement que eus avoient amené en prison un homme qui avoit fait cri et harou en la vile de Caen » (n. 63); Robert Langlois, que le bailli l'ait « mis en prison fermée par l'espace de sept semaines a tort et sanz cause » (n. 93); les hommes de Fontenai-le-Painel² se plaignent enfin que le bailli ait tenu en prison pendant quatre jours et cinq nuits quatre-vingts de leurs concitoyens et, plus tard, cent vingt ou cent quarante d'entre eux pendant onze jours et onze nuits, et qu'il ait levé en oultre sur leur communauté 100 l. t. d'amende à tort et sans cause (n. 94)³. Il est à noter que les enquêteurs donnèrent gain de cause aux plaignants dans les deux derniers cas : l'ex-bailli eut beau dire

1. N. 22.

2. Fontenai-le-Painel, cant. de Tilly-sur-Seulles, arr. de Caen.

3. Ces arrestations en masse étaient de pratique courante. Cf. le cas des gens de Laurac, que j'ai raconté dans la *Revue historique*, t. XCV (1907), p. 34.

que les hommes de Fontenai avaient été ainsi traités à l'occasion d'un homme blessé sur leur territoire et en vertu d'un jugement régulier, fait « en plaine assise par conseil de chevaliers et d'autres bonnes gens »; il fut condamné à payer des dommages-intérêts. — Il semble, d'ailleurs, que, en 1303, on n'avait pas vu depuis plusieurs années d'enquêteurs-réformateurs dans le bailliage de Caen¹, car le prieur de Saint-Martin-des-Champs et Adam de Servigni entendirent des doléances, non seulement contre Robert de la Ceoingne, le bailli sortant, mais contre son prédécesseur, Nicolas de Villers, qui avait exercé entre 1296 et 1299. Robert de Perchie, chevalier, leur déclara que le bailli Nicolas l'avait jadis « mis en amende a une grant somme d'argent sans juste cause » (n. 83); Guillaume de Hermanville, que ledit Nicolas avait fait conférer à son fils une église alors qu'il avait à juger un procès portant sur le patronage de cette église, litigieuse entre ledit Guillaume et l'abbaye de Blanchelande (n. 84); Nicolas de Beuville, chevalier, qu'il l'avait induement contraint à « aler en l'ost » (n. 87); Richart Langlois lui réclama enfin, à lui ou à ses héritiers, « demi muy de gru qui avoit esté porté au chastel [de Caen] » (n. 88)².

Par un singulier hasard, la Bibliothèque nationale possède un autre fragment, relatif à la même tournée des premières années du xiv^e siècle dans le bailliage de Caen. J'ai été mis sur la piste de cette pièce, — que, à ma connaissance, M. L. Delisle n'a jamais citée, — par un article du Catalogue chronologique sur fiches de l'ancien fonds des Pièces originales, en cours d'exécution. Article ainsi rédigé : « Extrait d'un registre d'assises (de Caen?), où l'on voit la plainte portée par Philippe de Gournay contre Nicolas de Villiers, jadis bailli de Caen, au sujet de son administration³. » Cette description ne vaut rien, du reste; car la pièce qu'elle vise (Pièces originales, 3049, dossier Villiers, n. 40; aujourd'hui ms. fr. 29503, fol. 40) n'est aucunement un « extrait », et elle n'a rien à faire avec une session d'assises. — Sur ce morceau de parchemin, écrit au recto et au verso, on lit :

[Recto.] Perrin l'Aloe demanda a Ph. de la Londe .xv. s. d'une part et .x. s. d'autre que il avoit levé dou sien sanz cause. Ph. doit mous-

1. Voir cependant les n. 40 et 45.

2. Au sujet d'autres plaintes, formulées vers le même temps contre Nicolas de Villiers, voir les textes que j'ai publiés naguère dans les *Notices et extraits des manuscrits*, t. XXXIV, 1, p. 29.

3. Le rédacteur du Catalogue a ajouté au hasard : « Vers 1325. »

trer dyemenche por quoi [il] leva deu suen ce qu'il en leva; et, se il ne connoist qu'il les eust por aucune cause, la preuve deudit Perrin sera oïe. — Le dit Perrin, quant il dut sa preuve faire, se restraint a .x. s. tant solement.

Colin Hais dist que Gasch[er] deu Fest avoit levé de lui .vi. s. a tort. — Il jura par son serement que il n'avoit rien levé a tort.

Robert de Balegny dist que Ph. de la Londe avoit levé deu suen .c. s. sanz cause. — Il moustra par vraie escroe que il les devoit.

Item, il se plaint deudit sergent que il avoit levé de lui une amende de .xx. s.

Le juevesdi avant la Chandeleur.

Giefroi de Port demandoit a Blese deu Moustier .v. s. que il lui avoit promis pour aidier lui a faire un marchié et lui avoient estoit des [*La fin de la ligne est en blanc*].

Philippe de Gournay se complaint de Nicolas de Villiers, jadis baillif de Caen, car, comme il eust esté crié par Baïex¹ que nul n'enfondist² blei, ledit Ph. en avoit enfondru un sextiers et en avoit estei accusé et mis en amende par le commandement dudit Nicole a .xx. s.; et après ce commanda ledit Nicole que .iiii. l., .iiii. s. fussent levez du sien a tort et sanz cause. Le procureur dudit baillif dist que, pour ce que après le cri fait il avoit enfondru le dit blei, il avoit estei mis en amende a .xx. s.; et, après ce, pour ce que, après ladite amende levée, il en avoit encore enfondru contre le deffens desusdit, il avoit forfait ce que il en avoit enfondru, qui montoit jusques as diz .iiii. l.; et avoit tout estei conté par devers le roy.

Sur³ ce que Richard Muriete se complaignoit de Nicolas de Villers, jadis baillif de Caen, qui, contre la coustume, l'avoit oy une preuve qui avoit fait contre lui et pour Jehan de Feugeres, son adversaire, et ne le vouloit avoir oy as resons que il proposoit encontre, par quoi il ne la devoit oyr, anceiz aveit dit que il orreit les tesmoings vaille que vaille; par laquelle preuve il avoit perdu .iiii. l. de rente et .cxiii. l., a quoi il avoit estei condempné pour les despenz; le procureur dudit Nicole dist que ce avoit estei en la visconté de Caen et que ce touchoit la partie qui en avoit lettres et autres erremenz, qui bien le deffendroient, et vouloit que les rolles de l'assise fussent veuz.

Se trouvé est que Richard dou Pont rendist a Caen .v. pors quant il prenoit les garnisons pour le roi, outre la somme qui lui fut conté, et que il tornassent eu profit le roi, l'en lui doit rendre, car il en avoit

1. Bayeux (Calvados).

2. Ce sens technique du verbe « enfondre » (mouiller du grain pour la brasserie; cf. *Olim*, t. I, p. 554, n. IX, et 904, n. LIX) n'est pas signalé dans le *Dictionnaire* de Godefroy.

3. On lit en marge : « Conseil. »

fait satisfaction a cels de qui il les prist; les quieux il demandoit a Nicolas de Villers qui lors estoit baillif de Caen.

Raol de la Buigne se plaignoit de Nicolas de Vilers de .c. s. que il avoit levé de lui eu temps que il eustoit baillif par raison d'une amende. Johan de Vilers pour ledit Nicolas s'obei de faire son poveir de faire lui desconter a l'Eschiquier, et se il ne lui sont desconteiz, il lui paiera .l. s. deu suen propre.

[Verso.] Ph. de Londa dist son dit de contenz de Robert Mansel et deu Jehan deu Buret que ledit Robert lui donroit .xl. s. pour tous les contenz d'entre els par raison des contractz d'entre els et des marchiés, non pas pour tous faiz, pour exès ne pour griés que il lui eust faiz en sa sergenterie.

Th. Sohier¹ prist la garantie sur soi d'un coitil de .xii. s. que Giefroy de Launey demandoit a Henri² Ausere; et dist que il estoit torné en acquitant la debte que il devoit a Estienne Tranchefoin et l'offrit a prouver. — A samedi. — Il prouva suffisamment, por quoi ledit Th. en fut absouz.

Richard de Condé se plaint de Nicole de Fresnes qui enporta une coite de pomée deu prist (*sic*) de .lxx. s., que il en avoit porté de chiez son aiel. Ledit Nicole monstra que il lui avoit estei commandé par memor[ial] que le lict fust rendu a la suer deudit Richard, et dist que il lui avoit rendu. Pour quoi le dit Nicole s'en ala quitte pour tant comme appartient audit Richard, et, se la suer l'en veut rien demander, il lui respondra.

Guillaume Godefroi se complaint de Th. Sohier qui avoit levé .xi. sextiers d'orge de sa rente. Th. offrit a monstren conte audit G. de ce que il avoit levé deu suen. Jour fut au jour des plez Th. Sohier.

Guillaume et Richard de la Bruiere se complainingent de Jordain Flambart qui avoit jur[ée] de leur heritage des eschaances a mons. Jehan de Vauceles³; et le franc fieu lour pere, que lour frere ainsné tient, y estoit obligié. Et pour ce que ledit Guillaume cognut que il en avoient pledié a leur frere ainsné, nous ne les vousismes oir en l'absence de la partie.

Ph. Torel se complaint de Bertin de Tour qui avoit fait lever son blé en la main le roi. Le sergent dit que il le bailla en garde a bone gent. Par après ledit Ph. confessa que cels a qui il l'avoit baillé l'en avoient païé .xvii. s. de chascun sextier. Por quoi le sergent en fut absouz.

Mahieu de Caferesac se plaingnit de Jordan Flambart qui avoit fait jurée de son jardin jusques eu degout de son man[eir], et si avoit asseiz heritage aillors por la debte paier. Le sergent dit que il dechargea de

1. On lit en marge : « Expeditum. »

2. Lecture douteuse.

3. S'agit-il ici de Jean de Vaucelles, qui fut bailli de Tours de 1307 à 1316 (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, p. 165)?

jurée premierement son heritage hors le man[eir], et, se il ne souffisoit, que il fust forni en man[eir]; les jureiz avoient raporté que il ne trouvoient pas assez heritage delivre aillors pour la debte, pour quoi il fut forni en maisnage. — Mahieu le neia. — Les jureiz vendront pour savoir vrité diemanche.

Jehan de Maisie doit demain respondre a Taillefer sur un hanap de .vi. l. Jehan, a la requeste Robert, dit que, en la presence de sa fame, Martin le Grant, adonc sergent deu pere audit Jehan, l'avoit baillié a Ran. de Tilly pour la maletoute. Pourquoi J. en fut absous et se R. vout rien demander a Ran., l'en lui fera droit.

Rad. de .ii. jumeaux doit samedi respondre a Ph. de Rampoin, et de samedi en huit jours.

Le mestre deu Bur¹ raporta que Johan deu Buret et Guillaume Auvere avoient fait acort sur .iiii. l. que ledit Johan demandoit audit Guillaume, sergent deu Bur, pour damages.

Ce morceau de parchemin n'a pas été arraché au registre n. 4489 des Nouvelles acquisitions françaises, comme on pourrait le supposer. Il est vrai que l'écriture en est semblable à celle dudit registre, et sans doute de la même main; mais les lignes du fragment sont plus longues que celles du registre; de plus, le registre est réglé à la pointe sèche et le fragment ne l'est pas; enfin, le fragment a certainement fait partie d'un rouleau, dont le commencement et la fin ont été détachés. — Quel rouleau? Le rouleau où une commission d'enquêteurs avait pris soin de faire consigner au jour le jour, suivant l'usage², les affaires portées à sa barre; cela n'est pas douteux. Mais il est, d'ailleurs, évident que cette commission doit être identifiée avec celle qui, composée du prieur de Saint-Martin-des-Champs et d'Adam de Servigni, fonctionna à Caen au commencement de 1303, et dont un cahier de sentences mises au net a été conservé: la comparaison des noms propres qui se lisent dans les deux documents le donne à penser, et l'identité d'écriture achève de le prouver³.

* * *

C'est par centaines que de pareils documents ont dû être rapportés à Paris par les enquêteurs des derniers Capétiens directs. Qu'on

1. Bures, comm. de Troarn, arr. de Caen.

2. Cf. plus haut, p. 71, ligne 3.

3. Registre et rouleau ont dû être distraits ensemble, à une date indéterminée, des Archives centrales de la Couronne. Il est fort possible, soit dit en passant, que d'autres débris du rouleau aient trouvé place, comme celui qui nous occupe, dans des dossiers généalogiques.

y songe : il fut délivré chaque année, pendant longtemps, un grand nombre de commissions d'enquête *pro correctione curialium*. De plus, la gestion de tous les fonctionnaires royaux sortant de charge, surtout des baillis et des sénéchaux, paraît avoir été soumise alors, conformément aux ordonnances, à des recherches plus ou moins sérieuses qui laissaient des traces écrites¹. Si ces documents n'avaient pas disparu, on y puiserait aujourd'hui, comme dans les enquêtes du temps de Louis IX, quantité de renseignements pour l'histoire des pratiques administratives, du droit, des mœurs, des usages, de la vie courante, de la langue, etc. Cependant, ils ont péri, et cette source est presque entièrement tarie. — Mais une remarque s'impose.

L'institution des enquêteurs-réformateurs n'a jamais été assez régulière pour que les sujets se crussent tenus de ne soumettre qu'à ces inspecteurs occasionnels de l'administration locale leurs doléances contre les gens du roi. — On pouvait adresser ses plaintes contre les sous-sergents, sergents et prévôts au bailli ou au sénéchal, et c'était même la procédure ordinaire : Guillaume de la Rivière, bailli d'Auvergne, fut blâmé au parlement de la Toussaint 1285 pour avoir montré de la faiblesse à réprimer les excès des prévôts et des sergents placés sous ses ordres, qui lui avaient été dénoncés, comme c'eût été son devoir². On pouvait aussi s'adresser directement au prince, et l'on ne s'en faisait pas faute; nous le savons par quelques pétitions originales qui sont restées au Trésor³ et par une foule de lettres royales où la substance de pétitions similaires, perdues, a été incorporée. Il arrivait alors, ou que le roi renvoyât l'examen de ces doléances directes, dont il était assailli, aux baillis et sénéchaux, ou que l'affaire fût portée à la cour centrale de justice, c'est-à-dire au Parle-

1. On ne connaît guère qu'une seule enquête du XIII^e siècle, développée, sur la gestion d'un bailli, celle qui touche Mathieu de Beaune, bailli de Vermandois depuis 1256 jusqu'à 1260 (*Revue historique*, t. XCH, p. 32). Mais c'est un pur hasard. La preuve existe que de pareilles informations furent faites sur le cas d'Eustache de Beaumarchais (M. Boudet, *Eustache de Beaumarchais*. Aurillac, 1901, p. 131); de Gilles de Maubuisson, bailli de Maçon (*Actes du Parlement*, n. 6649); de Jean Bertrand, sénéchal de Périgord (*Ibid.*, n. 4801); de Robert Busquet, bailli de Cotentin (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, p. 366*); de Pons de Mortagne, vicomte d'Aunai, gouverneur de Navarre (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 269); etc. Et il est moralement certain que beaucoup d'autres furent l'objet de pareilles mesures, sans que cela soit attesté aujourd'hui par une mention formelle.

2. L. Delisle, *Essai de restitution du registre de Nicolas de Chartres*, n. 592. Cf. G. Saige, *Documents historiques sur la vicomté de Carlat*, t. II, p. 69. (Réponses faites par Aubert de Nangeville, sénéchal de Rouergue, en ses assises, aux griefs articulés par le procureur du comte de Rodez).

3. Voir, par exemple, la supplique de P. Pilliard, chevalier (Arch. nat.,

ment. Dans ce dernier cas, le Parlement se contentait souvent de réexpédier le dossier, à toutes fins utiles, soit, de même, aux baillis et sénéchaux¹, soit, et le plus souvent, aux enquêteurs en tournée dans la région²; mais il connaissait aussi parfois, sans renvoi, des plaintes présentées (après avoir fait faire à leur sujet des informations spéciales)³; il jugeait donc, en première instance, beaucoup d'affaires qui auraient été, normalement, de la compétence des enquêteurs s'il y avait eu, en ce temps-là, pour le contentieux administratif, des compétences normales⁴. Ce n'est pas tout : les

J 1024, n. 80), qui a été publiée plusieurs fois, notamment dans les *Mélanges Monod*, p. 346. Cf. Arch. nat., J 1030, n. 56 (*Déficit*).

Un des plus anciens documents de ce genre (vers 1257) qui n'aient pas péri a été récemment réédité avec le plus grand soin dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (t. LXVIII, 1907), par M. Ant. Thomas, sous ce titre : *les Plaintes de la comtesse de la Marche contre Thibaud de Neuvi, sénéchal de Poitou*.

Il n'est pas inutile d'établir ici, incidemment, le véritable caractère de la pièce qui, dans le Supplément (sous presse) aux *Layettes du Trésor des chartes*, de Teulet, de Laborde et Berger, est publiée, parmi les *Omissa*, sous le n° 902 et la rubrique inexacte : « Formula querimoniarum hominum cujusdam ville diocesis Ruthenensis contra officiales regios. » C'est une requête du roi, formulée par les consuls d'une ville non dénommée de la sénéchaussée de Rouergue, d'envoyer dans le pays une commission d'enquêteurs pour entendre les réclamations locales contre les officiers royaux. Il y est dit que les requérants avaient vainement sollicité, avant de faire cette démarche, « le doyen de Tours et son collègue » de se rendre dans leur pays; ces commissaires avaient répondu que le texte de leurs lettres de commission ne les autorisait pas à instrumenter dans le diocèse de Rodez (*quod mandatum non receperant quod accederent ad dyocesem Ruthensem*). Or, cette circonstance suffit à dater la pièce. Elle a été rédigée, non pas « avant 1270 », comme l'éditeur du Supplément aux *Layettes* le propose dubitativement, mais à l'époque où Pierre, doyen de Saint-Martin de Tours, et son collègue Simon de Coudes, chevalier, parcouraient le Toulousain et l'Agenais, c'est-à-dire en 1277 (*Hist. gén. de Languedoc*, t. X, c. 141; cf. *Hist. de Fr.*, t. XXIV, p. 261*, note 3). Elle n'aurait donc pas dû figurer dans une publication qui, comme les *Layettes du Trésor*, s'arrête à la mort de Louis IX.

1. Voir Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. I, p. 398, et pr., p. 118 (Envoi au sénéchal Alfonse de Rouvray d'un rôle de plaintes portées contre divers officiers de la sénéchaussée, qui avaient été soumises à la cour du roi; le sénéchal en décida).

2. Nombre de références à des textes qui établissent ce fait ont été groupées dans l'*Hist. gén. de Languedoc*, t. IX, p. 376, note, c. 2.

3. Il en était ainsi au temps de Louis IX (*Olim*, t. I, p. 149, n. III; t. I, p. 553; t. I, p. 925, n. X) comme sous Philippe le Bel (*Ibid.*, t. III, p. 453, n. LXII).

4. *Olim*, t. III, p. 17, n. XXIX; p. 32, n. XLI; p. 49, n. XVI (cf. p. 319); p. 147, n. XXXII; p. 158, n. III; p. 185, n. LI (cf. p. 749); p. 572, n. LXVII; p. 578, n. LXXIV. Cf. E. Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, n. 4545, 6910, 7743, etc.).

enquêteurs *pro correctione curialium* n'étaient pas investis du droit de juger en dernier ressort¹; dans les cas douteux, ils consultaient spontanément la Cour (dont beaucoup faisaient partie)²; et, en outre, de leurs décisions, il était souvent appelé judiciairement au Parlement, extrajudiciairement à la clémence royale. — Il suit de toutes ces circonstances que, si l'on voulait dresser maintenant l'inventaire complet des écritures anciennes qui subsistent de nos jours touchant les griefs des administrés contre les administrateurs du XIII^e et du XIV^e siècle, il y aurait lieu de joindre, au peu qui reste des papiers des enquêteurs proprement dits, ce qui se trouve d'analogue ou de complémentaire dans les anciennes archives de bailliage ou de sénéchaussée et dans celles du Parlement.

Or, on sait assez qu'il n'existe plus rien, nulle part, *in situ*, des archives administratives locales du temps des Capétiens directs³.

1. La décision prise à cet égard au parlement de la Pentecôte 1281 (*Olim*, t. II, p. 188) est bien connue : « Ordinum fuit per totum consilium quod illi qui deputabuntur ad inquirendum contra prepositos, servientes et forestarios et alios quoscunque, non habeant potestatem condemnandi, set, quod inquisierint, referendi, ut justius per curiam domini regis dicte condemnationes fiant. »

2. *Olim*, t. III, p. 529, n. XXVII; p. 1061, n. V.

3. Le nombre des pétitions originales à des enquêteurs en tournée, de la fin du XIII^e siècle et des premières années du XIV^e siècle, qui ont été conservées ailleurs qu'au Trésor des chartes est, à ma connaissance, très restreint. Voir E. Martin-Chabot, *les Archives de la Chambre des comptes de Montpellier*, p. 161, n. 233 (1294-95); Archives du Pas-de-Calais, A 44, n. 1 (1299); Arch. de Tarn-et-Garonne, G 549 (1323); Arch. mun. de Montmiral (Tarn), E 2963. — Quant aux enquêtes exécutées sur l'ordre direct de baillis ou de sénéchaux, pour éclaircir la conduite d'officiers royaux subalternes, et conservées en province, j'en connais encore moins. Spécimen intéressant aux archives municipales de Verdun-sur-Garonne (FF 1) : « Enquête en rouleau (dix-huit peaux), postérieure à 1295, faite par Arnaud *Magistri*, juge-mage, délégué par le sénéchal de Toulouse, sur certains faits reprochés par les consuls de Verdun à Gaubert de Straëls, chevalier, châtelain de Verdun. » Cf. Arch. nat., J 1033, n. 8.

D'autre part, il ne faut pas penser à suppléer, dans une mesure notable, aux registres et aux rouleaux disparus par le moyen des expéditions que les enquêteurs ont dû délivrer de leurs décisions dans les affaires relativement importantes. Car un très petit nombre de ces expéditions sont parvenues jusqu'à nous qui soient assez explicites pour mériter l'attention. Voir, à titre d'exemples, des lettres de Guillaume [Bonnet], enquêteur en Gascogne et Agenais, au sénéchal de Périgord, 20 décembre 1298 (A. Magen et G. Tholin, *Archives municipales d'Agen. Chartes*, p. 188); celles de Nicolas de Braye, enquêteur en Saintonge, en faveur des habitants de l'île de Ré, 13 avril 1316 (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XII, p. 182), et celles qui furent délivrées pour attester l'acquiescement de Raimond Foucaud, procureur du roi en la sénéchaussée de Carcassonne, et de Pierre Bonassie, fermier de la notairerie royale en la même ville, par les enquêteurs R. Chaillou et P. Gauvain, en 1327 (*Hist. gén. de Languedoc*, t. IX, p. 447, note). — Citons

Mais celles du Parlement ont moins souffert : il existe, au Supplément du Trésor des chartes, un assez grand nombre d'enquêtes sur le cas de tel ou tel officier, qui furent exécutées, selon toute apparence, par ordre direct de la cour¹ ; en outre, les *Olim* et les registres qui leur font suite fourmillent d'arrêts rendus sur appel pour confirmer ou casser des décisions d'enquêteurs². Il y a enfin, dans les registres du Trésor des chartes, plus d'une lettre de rémission accordée à des personnages que des enquêteurs avaient frappés³. Dans

enfin un fragment de registre, conservé dans un dépôt privé, que E. Cabié et L. Mazens (*Cartulaire ... des Alaman*, p. 153 et suiv.) ont fait connaître ; il contient toute la procédure d'une affaire portée en 1311 à la barre de maître Gérard de Cortone, chanoine de Paris, et de Bernard du Més, députés dans la sénéchaussée de Carcassonne « pro reformatione patrie et curialium regiorum correctione ».

1. Elles ont été, presque toutes, analysées ou publiées : dans le *Cartulaire normand* de M. L. Delisle (n. 664, 665, 1222, 1229), dans les *Actes du Parlement de Paris* de M. E. Boutaric (t. I) et dans les *Études sur la condition forestière de l'Orléanais* de M. Fr. de Maulde. — Trois des pièces publiées dans le *Cartulaire normand* concernent la même affaire (celle de Jean de Neuvi, vicomte de Pont-Audemer, en 1279). Cf. *Actes du Parlement*, n. 2222 g et 2222 h. Il est à noter que la pièce n. 2222 g, indiquée par E. Boutaric sous la cote fautive J 785, a été jadis cotée J 782, n. 6. Elle est en déficit depuis une date incertaine. Je l'ai retrouvée dans le carton 15 d'un très intéressant fonds résiduel, inconnu, formé de documents retirés du Trésor à différentes époques et qui, par négligence, n'y furent pas remplacés, dont je dois la connaissance à M. l'archiviste Mirot. Cette pièce (un gros rouleau) est la plus considérable du dossier de Jean de Neuvi ; mais elle ne figure pas dans le *Cartulaire normand*, et c'est la seule qui soit inédite.

2. *Olim*, t. III, p. 120, n. VIII ; p. 148, n. XXIV ; p. 153, n. XXXI ; p. 231, n. XII ; p. 237, n. XVIII ; p. 307, n. XLIX ; p. 312, n. LXI ; p. 453, n. LXII ; p. 467, n. LXXVI ; p. 471, n. LXXVIII ; p. 501, n. CXI ; p. 672, n. XXXVI ; etc. Cf. *Hist. gén. de Languedoc*, t. X, p. 377.

Il arrive que, dans ces arrêts, le texte des articles présentés contre les fonctionnaires incriminés soit reproduit *in extenso*. Voir notamment *Olim*, t. II, p. 648, n. IV, et Arch. nat., X^{1a} 6, fol. 263 (5 juin 1331). Ce dernier texte est ici imprimé en appendice. — Quelques *libelli* sont parvenus jusqu'à nous en original ; voir, par exemple, celui qui fut présenté à la cour le 4 mai 1335 (Arch. nat., K 1167, n. 21 *ter*) ; il a trait à des abus de pouvoir, prétendument commis jadis par Pierre de Ferrières, comme sénéchal de Rouergue, au préjudice de certains parents d'un duelliste. L'affaire remontait au temps de Philippe le Bel. M. L. Delisle (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, p. 226*), qui a indiqué d'autres pièces relatives à cette affaire (sous la date du 16 décembre 1307), n'a pas connu celle-ci, qui en contient l'exposé le plus complet.

3. Cas de Pierre Prevôt, châtelain, juge et sénéchal pour le roi du château et de la châtellenie de Lusignan, condamné par des enquêteurs-réformateurs et ultérieurement absous (*Archives historiques du Poitou*, t. XI, p. 354). — Cas de Raimond de Gaudès, procureur du roi en la sénéchaussée de Toulouse (*Hist. gén. de Languedoc*, t. X, c. 580).

tous ces documents, les traits de mœurs et les faits divers, tout à fait comparables à ceux qu'offrent les registres des enquêteurs de Louis IX, abondent pareillement.

Encore un mot. — Si les enquêteurs-réformateurs institués par les successeurs immédiats de Louis IX avaient l'habitude de recevoir les réclamations de tous les particuliers (*personarum ecclesiasticarum, nobilium et innobilium, ceterarumque quarumcumque popularium personarum*) contre des actes précis, commis par des gens du roi, ils ne s'en tenaient pas là : il était aussi dans leur rôle d'entrer en relations avec les représentants des communautés locales (noblesse, clergé ou villes) pour des objets variés, mais notamment pour entendre, d'une manière générale, l'expression de leurs plaintes et de leurs vœux quant aux abus à corriger et aux réformes à introduire. Cet aspect de leurs fonctions et les textes qui y ont trait présentent autant d'intérêt, mais d'un autre ordre, que ceux dont il a été question jusqu'ici ; ils seront l'objet d'une étude à part.

Ch.-V. LANGLOIS.

APPENDICE I.

CONTRE GUILLAUME TROUILLART¹, SOUS-BAILLI DE TOURS.

Voici le texte annoncé plus haut (p. 94, note 2) :

... Cum olim coram certis reformatibus regiis in baillivia Turonensi deputatis per carissimos dominos et consanguineos nostros reges Francie quondam, scilicet magistro Johanne Broart et Petro le Petit, Guillelmus Troillardi per Petrum Belagent et Vincencium le Ferron et in curia nostra per procuratorem nostrum et dictum Petrum Belagent fuisset delatus et accusatus ad finem civilem super articulis qui secuntur :

« Primo quod quandam magnam peciam Sancte Crucis secum retinuerat et recelaverat furtive per spacium decem annorum post compota per ipsum facta, que Sancta Crux fuit per reformatores predictos regi Ludovico asportata.

« Item quod, cum haberet usum in nemoribus regis tanquam castellanus Turonensis pro solo usu persone sue, ad usum sexaginta quatuor Templariorum existencium ad certa gagia in castro Turonensi vendidit ligna dicti nemoris per spacium trium annorum, que nemora sic vendita magnam pecuniam valebant.

1. Le nom de G. Trouillart, sous-bailli de Tours, a été relevé par M. L. Delisle (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, p. 165*), mais seulement dans le Cartulaire de l'archevêché de Tours.

« Item quemdam Templarium, vocatum Guillelmum le Ferron, fecit poni in gehina ad finem ut sciret ubi dictus Templarius posuerat magnam quantitatem florenorum qui erant dicti Templarii, et in continenti post confessionem dicti Templarii predictam quantitatem dictorum florenorum penes se habuit, et, ad finem ne fieret rumor dictorum florenorum qui per confessionem dicti Templarii fuerant notificati dicto Guillelmo Troillart, idem Guillelmus predictum Templarium in gehina interfici fecit.

« Item, antequam dictus G. Troillart esset in officio regis constitutus, nichil habebat in bonis, ymo domus sua erat cooperta de calma, et, dum fuisset per spacium .v. annorum in dicto officio, fecit fieri quamdam domum que bene constituit .x^m. libr. et acquisivit hereditates usque ad valorem .xxx^m. libr.

« Item quod, cum esset accusatus de dictis criminibus, dictus G. sponte et bona voluntate sine coactione cum dictis reformatoribus financiam fecit ad .vi^m. libr., ad quas solvendas se obligaverat ipse et uxor sua per fidem corporis et quilibet in solidum per litteras sigillatas sigillo curie Turonensis si placeret regi dictos articulos criminales convertere in civiles. Et satis cito post rex Ludovicus mortuus fuit.

« Item quod tempore regis Karoli fuit delatus dictus G. coram reformatoribus aliis missis Turon., scilicet coram magistro Rambaldo de Rechinevoisin et domino Guillelmo Sudre, quod ipse receperat bona cujusdam vocati Jamet Malequin et quod per potenciam sui officii secum asportaverat usque ad quantitatem sive summam .xii^m. l.; et de hoc accusabat dictum G. Petrus de Monbason et partem contra eum faciebat.

« Item propositum fuit contra dictum G. quod ipse tradidit dicto Jameto quondam firmam Templi pro .xii^m. l., et in littera cense non posuerat nisi .iii^m. l. nec de pluri computavit in curia. Dictus tamen Jametus se obligavit dicto G. ad reddendum eidem quolibet anno .xl. l. ad .ix. annos. Et inde habuit penes se .xviii^m. l. ad utilitatem suam quas furabatur.

« Item uxor Martini Arraut accusabat dictum G. quod ipse abstulit eidem uxori et suis liberis eorum bona et menagia, vaisselamenta et denarios usque ad summam .v^m. l. torcionaliter et sine causa per potenciam sui officii.

« Item proponebat uxor Guillelmi le Saintier quondam quod dictus G. ceperat de suo et liberorum suorum per vim sui officii usque ad summam .iiii^m. l.; et hec omnia proponebat per articulos.

« Item proponebat Vincencius le Ferron contra dictum G. quod penes patrem suum fregerat archas dicti patris et secum asportaverat .xlii. l., coclearia et cyphos, et posuit patrem suum cum matre in prisione; et exivit femina extra sensum suum quod dictus G. dicebat eisdem quod eos mori faceret sicut fecerat mori Guillelmum le Ferron quondam; qui pater, Henricus nomine, erat frater dicti G. le Ferron... »

APPENDICE II.

ADDENDA.

En procédant au dépouillement du fonds inconnu des Archives nationales dont il est question plus haut (p. 91, note 1), j'ai rencontré, en novembre 1908, trois fragments à joindre à ceux que j'avais précédemment recueillis.

1^o Deux fragments qui ont fait partie de l'enquête sur les prévôts de

Picardie (ci-dessus, p. 65-70). Un archiviste en a, vers le milieu du *xix^e* siècle, assez bien reconnu la nature, car il a écrit au dos : *Missi dominici*.

Ils se lisent sur des morceaux de parchemin inégaux :

[I.] — Seignars li Lombars se plaint de Tassart de Betisy, jadis prevost d'Amiens, que, comme .i. hom deust a celui Seignart .iiii. muis de blé, il s'en plaint au prevost devant dit. Li prevos prist celui qui devoit les .iiii. muis de blé et le mist en prison tant de terme qu'il despendi .lv. s. Cil Tassars contrainst celui Seignars pour cui dete il le tenoit et li fist paier ces .lv. s. que ses detes avoit despendu; et plus, il ot dou Lombart devant dit .xx. s. pour faire l'assenement d'une maison dont il ne devoit avoir que .ii. s. et demi. Et encore est li Lombarz a paier de son blé.

Gilles li Angles se plaint de Tassart de Betisy que, comme il eust contenz a sa fame dont ele vuida la maison son baron, cil Tassars vint a la fame celui Gilon la u ele estoit a vuarant et li dist qu'il li feroit honte dou cors par la requeste de son baron, qui l'en avoit prenis deniers, si comme il faisoit entendant la fame, se ele n'en len donnoit plus que ses barons ne li premetoit. Ele dit que ele n'avoit nul denier se il ne li venoient de son baron; et il dit que ele les pourchaçat. Ele emprunta .c. s. et li donna. Après, cil Tassars vint a celui Gilon et li demanda pour coi sa fame n'estoit avecu lui. Cil respondi que ce pesoit lui. Li prevos li dit qu'il li feroit honte dou cors se il ne li faisoit courtoisie pour ce que sa fame avoit vuidié son ostel. Il convint que cius Giles donnat au prevost .xxxii. s.; et li commanda li prevos qu'il les aportast si coïement que si serjant n'en seussent riens.

Robers Morterierx se plaint de Tassart de Betisy qui eut dou sien .iiii. lb. et .x. s. de torn. sans cause.

[II.] — Gilebers Cacoue se plaint de Raoul Maupin qui out dou sien, qui l'avoit ajourné. Li Gilebers ne vout respondre, ains dit qu'il avoit .i. seignor par qui il auroit droit. Cil Maupins li manda qu'il ne se meust. Li Gilebers ala pissier en la cour; il li mit sus qu'il avoit brisié la prison et en leva .x. s.

Alarz li Estourniaus se plaint de Raoul Maupin qui eut dou sien .xx. s. sans cause et puis après .vii. lb.

Willlaumes li Engles se plaint de Tassart de Betisy qui li devoit .ii. s., .vi. d. d'une amende. Cil Tassars en prist .i. sercot qui valoît .x. s. Quant il vout paier les .ii. s. et .vi. d., il ne pot ravoir son sercot.

Li serjant de Vimeu amenerent a Tassart de Betisy, a Amiens, .i. murtrier. Cil Tassart le laissa aler pour .iiii. lb. de parisis qu'il en ot de Thomas d'Albem[a]le, et s'en eut .x. s. avecu de .ii. pourciaus. Cil Thomas les requiert.

Maroie de Mege demande a Tassart de Betisy .i. pot de couivre pour ce que ses barons ne vout respondre devant lui, qui croisieiz estoit. Cil Tassars le contrainst en prison tant qu'il ot par force ce pot.

Colins de Caus se plaint de Tassart de Betisi. Cil Tassars li metoit sus qu'il avoit fet .i. mellée et dit qu'il li couperoit le poing se il ne finoit de .xv. s.

Seignars li Lombars se plaint de Tassart qui fist penre par son serjant .i. sercot de vert fourré de escuireus, sans cause.

Rogiers de Hesdin se plaint de Tassart qui ot dou sien .xl. s. sans cause.

Maroie le Petite se plaint de Tassart qui ot dou sien .x. s. por ce qu'il li metoit sus que ele avoit prise blanche monnoie.

Agnès as Poucins demande a Tassart de Betisi .i. pot de couivre et .i. d'estain.

[*Au dos.*] Ce sont li serjant de Vimeu :

Robins de Contes. — Foursys as Coulons. — Gilons Gambars. —
Pierres Gamaisniex.

2^o Un fragment, qui, d'après les noms propres, paraît provenir d'une tournée dans le bailliage de Sens; l'écriture est de la fin du XIII^e siècle.

Veci que Coles Grosseteste, borjois de Saint Hylier¹, ce plaint de ce que Perrotins de Monfaucon, sergent le roi, le print ces .ii. anfans et le harnois de son cheval, et le cheval; et li couvint racheter le cheval et le harnois de .xviii. s., et ne post ravoit le harnois dou cheval.

Veci que Jehennins de Pertes print le cheval Bertram de Saint Hylier et son sergent, et couvint celui Bertram paier les poutures dou cheval et dou sergent, et n'en post ravoit ly prevos a recreance, et ce i mist cis Bertrams .i. sercot en wage por .x. s. que on demandoit de poutures; et cis Jehennes ci vandist ce wage .xxi. s. par son dist; et ne vout randre le sorplus a celui Bertram et li changa le harnois a son cheval a pieur.

Veci que Renaudes, qui disoit que il estoit sergens de Monfaucon, print le cheval Jaquin, le fil Simonnet de la Porte, et li couvint racheter de .vi. s.

Veci que Jehennes de Pertes print les chevaus Raoul que on dist Champion, et Billart, et leur couvint racheter de .v. s.

Veci que Perrotins print Coutin et Herbin de Saint Hylier qui aloient a la foire a Saint Jehan et les mist on en une fosse a Pertes², en prison, et les enmena on a Monfaucon; et en furent a .x. s. et .vi. d.; et en perdirent a vendre leur danrées a la foire, et en furent menet villainement et loiest par mei les pis de bones cordes comme larron.

Ces trois pièces se trouvent présentement, sans cotes, dans le carton 8 des *Extravagantia* que M. l'archiviste Mirot doit inventorier bientôt.

1. Saint-Hilliers, cant. de Provins.

2. Perthes-en-Gâtinais, cant. de Melun.

BULLETIN HISTORIQUE

LE CONGRÈS DE L'HISTOIRE DES RELIGIONS

A OXFORD

(15-18 SEPTEMBRE 1908).

Le célèbre Congrès des religions à Chicago (1893) a été sans pareil, mais non pas sans résultats. L'esprit de tolérance et de concorde, qui l'avait inspiré, lui a survécu et a créé deux organismes internationaux qui se développent parallèlement sous nos yeux : les congrès de la « Ligue des unitaires et autres libres penseurs et travailleurs religieux » et ceux de « l'Histoire des religions ». La première série de congrès, qui se sont tenus à Londres (1904), à Genève (1904) et à Boston (1907) avec un succès croissant, est due à l'initiative d'unitaires anglo-saxons; ils se proposent de réaliser l'idéal d'une religion pure par la méthode d'une parfaite liberté. Ce sont des Suédois et des Français qui ont organisé la seconde. Le Congrès des sciences religieuses à Stockholm (1897) en a été comme le prélude; il avait été organisé par MM. de Vries et Söderblom, sous le patronage de l'évêque luthérien de Visby, mais n'avait réuni les délégués que d'un petit nombre de nations. Celui de Paris, convoqué à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, prit un caractère vraiment international. MM. Guimet, fondateur du Musée des religions, Albert et Jean Réville en furent les organisateurs heureux, qui en précisèrent l'objet : l'étude des religions dans le passé, *aliis verbis*, l'histoire comparée des religions, sans toucher aux dogmes et rites du temps présent, comme on l'avait fait à Chicago. Le second congrès de ce genre a eu lieu à Bâle (1904), grâce aux soins de MM. Orelli et Bertholet, professeurs à l'Université de cette ville. Le troisième, dont nous allons parler, s'est tenu, en septembre dernier, à Oxford.

La plus vieille Université d'Angleterre ne manquait pas de titres pour être choisie comme le rendez-vous des hiéroglyphes. N'est-ce pas là que, il y a plus d'un demi-siècle, Jowett, dans son commentaire sur les épîtres de saint Paul, avait lancé cette thèse, hardie pour son temps, « que l'étude du judaïsme et du christianisme était

presque impossible si on les prenait isolément, qu'il fallait les comparer aux autres religions du monde » ? N'est-ce pas à Oxford que Max Müller fit ses premières études de religions comparées et entreprit, il y a soixante ans, sa fameuse édition des « Livres sacrés de l'Orient », fournissant par là les premiers matériaux authentiques pour cette science nouvelle ?

Plus de cinq cents personnes répondirent à l'appel du comité organisateur, qui avait pour présidents M. Tylor et Sir Lyall, anthropologistes, et le professeur Percy Gardner, et pour secrétaire général l'éminent orientaliste M. Estlin Carpenter. Le travail fut distribué en neuf sections : I. Religion des peuples de civilisation inférieure, y compris le Mexique et le Pérou; II. Religion des Chinois et des Japonais; III. Religion des Égyptiens; IV. Religion des Sémites; V. Religion de l'Inde et de l'Iran; VI. Religion des Grecs et des Romains; VII. Religion des Germains, Celtes et Slaves; VIII. Religion chrétienne; IX. Méthode et objet de l'histoire des religions. La présidence de chaque section avait été attribuée d'avance à un savant spécialiste qui, dans son discours inaugural, devait rendre compte des travaux publiés sur la matière depuis le dernier congrès. Méthode excellente, sans doute, pour passer en revue les travaux accomplis dans tout le champ de la science ! Malheureusement, pour gagner du temps, on avait attribué aux sections des salles différentes, aux mêmes heures, ce qui empêcha les adhérents de l'une d'entre elles d'assister au travail des autres.

Le Congrès s'ouvrit, le 15 septembre, par un discours de Sir Alfred Lyall sur les rapports de l'Église et de l'État dans les quatre religions historiques qui se partagent le monde : l'hindouisme, le bouddhisme, le christianisme et l'islam. L'orateur arriva à cette conclusion inattendue et contestable : en Occident, les cultes ont été en général dans la dépendance étroite de l'État; il en est résulté, à l'apparition de cultes nouveaux, des persécutions de la part du culte officiel, aboutissant la plupart du temps à des guerres civiles. En Orient, au contraire, où les cultes sont plus indépendants de l'État, malgré un pouvoir despotique, les religions nouvelles ont trouvé plus de liberté pour s'établir, par exemple le bouddhisme dans l'Hindoustan et en Chine. M. Lyall n'a oublié qu'une chose, ce sont les persécutions des rois de Perse contre les chrétiens d'Arménie et, à leur tour, la persécution des Mazdéens de Perse par les conquérants Musulmans.

Nous rendrons compte, d'abord, des travaux de la 9^e section, qui, traitant de l'objet et de la méthode de la science des religions, aurait dû être placée en tête.

Section IX. MÉTHODE ET OBJET DE L'HISTOIRE DES RELIGIONS. —

M. Goblet d'Alviella, professeur à l'Université de Bruxelles, a consacré son discours présidentiel aux sciences auxiliaires de l'histoire religieuse. Cette histoire peut se diviser en deux branches : la *hiérogaphie* ou description des religions connues et de leur développement respectif et la *hiérologie*, qui les compare entre elles, étudie leurs relations et recherche les lois de leur évolution. La première branche a besoin du concours d'autres sciences historiques, telles que l'anthropologie (voir les travaux de M. Tylor), l'ethnographie et la linguistique (voir ceux de Max Müller), la psychologie et le *folk-lore* des temps préhistoriques. Ces recherches, en général analytiques, doivent fournir les matériaux pour le travail des hiérologues, qui en ont déjà un assez grand nombre pour avancer. Voici la conclusion de M. Goblet d'Alviella : « L'utilité de nos recherches sur la religion ne réside pas simplement dans la satisfaction d'une curiosité scientifique. Leur existence implique l'idée que, sous toutes les divergences religieuses, il y a une certaine unité de principes et de lois. Cette renaissance de l'ancienne doctrine d'une Religion naturelle, sous une forme rajeunie, n'est faite pour déplaire ni à ceux de n'importe quel culte, — et leur nombre grandit, à en juger par des manifestations comme le Congrès des religions à Chicago, — qui voudraient dégager, de toutes ces divergences, la loi même du progrès religieux, ni à ceux qui, sans appartenir à aucune confession, rêvent d'enrôler la religion dans une croisade pour un peu plus de tolérance et de fraternité parmi les hommes. » — MM. Garvie (de Londres) et Leuba (de Philadelphie) ont traité le sujet de l'origine de la religion et des phases primitives de l'éveil du sentiment religieux ; tous deux, sans concert préalable, ont conclu que la religion était la manifestation d'une faculté innée à l'homme primitif et qui le distingue des animaux supérieurs. M. Söderblom (Upsala), dans son mémoire sur les « Triades sacrées », a essayé de montrer que cette conception avait son origine dans la triade de la famille humaine : « Le père, la mère et l'enfant », et a prétendu la retrouver dans tous les cultes, même dans ceux qui y semblent les plus réfractaires, tels que le judaïsme et l'islam.

Section I. RELIGION DES PEUPLES DE CIVILISATION INFÉRIEURE. — Les progrès de l'anthropologie depuis un demi-siècle ont jeté plus de lumière sur les croyances religieuses des peuples à demi ou non civilisés. M. F. B. Tylor a été, en ce domaine, un initiateur génial par les chapitres de son livre sur la « Civilisation primitive » (1872) qu'il a consacrés à l'animisme et à la mythologie. M. Hartland (de Gloucester), qui présidait la section, a, dans son discours, analysé les recherches faites sur les croyances des Indiens des deux Amériques et sur les

Australiens; ceux de Miss Alice Fletcher sur les Peaux-Rouges méritent le premier rang. Voici les principaux résultats qui s'en dégagent : d'abord, contrairement aux assertions de certains explorateurs superficiels, on ne connaît pas de tribu sauvage, si bas que soit le niveau de sa culture, dont les us et cérémonies soient exempts de sentiment religieux. Quant à son origine, trois théories sont en présence : la première, c'est que les cérémonies religieuses sont étroitement liées aux opérations magiques, par exemple chez les Indiens du Mexique et ceux de l'Amérique du Sud; en sorte qu'on se demande si religion et magie ne seraient pas comme deux tiges issues de la même souche. Ce qu'il y a de certain, c'est que, chez la plupart des peuples primitifs, le rituel s'est développé longtemps avant qu'on ait songé à définir le dogme. — Voici une seconde théorie, qui avait été en général avancée par des missionnaires allemands et dont M. Andrew Lang (d'Édimbourg) donna les formules. L'idée d'un Être relativement suprême est primordiale, et c'est plus tard seulement qu'elle a fait place à l'animisme ou croyance aux esprits (*Δαιμόνες*). Mais les témoignages d'observateurs laïques, — tels que Spencer et Gillen, — ne s'accordent pas avec cette hypothèse. En Australie, par exemple, il n'y a que certaines tribus de Papous, au sud-ouest, qui croient à un Être suprême appelé « Père »; seulement, il faut prendre garde que ce nom, chez eux, a un sens beaucoup plus étendu que chez nous, il s'applique à tout homme ayant une certaine dignité ou préséance : oncle, chef ou doyen de la tribu. — Il y a enfin une troisième théorie qui assigne à la religion ces deux facteurs, le sentiment de la personnalité et le sentiment du mystère. Les Peaux-Rouges, par exemple, ont conscience de posséder un pouvoir mystérieux et magique, afin d'épier et de se concilier les « puissances surnaturelles » ou *Manitous*. C'est ce que les Iroquois appellent *Owenda*; les Sioux *Ouakan* et les Algonquins *Manitovi*. Ici encore, on constate un lien étroit entre la religion et la magie.

Une autre idée, qu'on ne s'attendrait pas à trouver chez certaines tribus de l'Amérique du Nord, est celle d'un Messie¹. — M. Hartland, d'autre part, a fait une conférence, avec projections lumineuses, sur le culte des criminels, qu'il a observé dans une église des environs de Palerme. Il s'agit de brigands ou d'assassins qui se sont convertis *in extremis*, comme le bon larron de l'Évangile, et à qui le peuple attribue un pouvoir spécial d'intercession comme à des saints. Il semble que les vrais saints ne doivent pas être flattés de se trouver,

1. Voir le mémoire de Miss Mary A. Owen, de Saint-Joseph (États-Unis), lu au Congrès d'Oxford.

au paradis, en compagnie de cette étrange catégorie d'intercesseurs!

Section II. RELIGION DE LA CHINE ET DU JAPON. — 1. *Chine*. — M. Herbert Giles, professeur à Cambridge, dans son discours présidentiel, après avoir rendu hommage aux travaux des sinologues, tels que Sir James Legge et, plus récemment, M. de Groot (Leyde), auteur d'un ouvrage considérable sur le *Système religieux de la Chine*, a esquissé l'évolution de la pensée religieuse des Chinois. Ils ont commencé par adorer une divinité appelée *T'ien*, qui offre de la ressemblance avec le *Yahveh* des Hébreux, en ce sens qu'elle rétribue les bonnes et les mauvaises actions des hommes. Bien que les âmes des ancêtres fussent l'objet d'un culte de la part de leurs descendants, on ne trouve, dans aucun livre sacré, la mention d'une région où ils séjourneraient. Après de longs siècles, ce monothéisme primitif se modifia, en signe de quoi la divinité reçut un autre nom : *Chang-Ti*, c'est-à-dire le « suprême gouverneur » et, avec ce titre, on lui prêta des attributs qui la missent en rapports plus intimes avec l'homme. Il s'établit peu à peu entre ces deux *numina* une relation analogue à celle qui unit les personnes de la trinité catholique.

T'ien et *Chang-ti* sont deux personnes, mais ne forment qu'une substance. Kongfoutsou, qui employa les deux noms, se servait de préférence du premier. D'autre part, Tao-tsé et ses disciples les Taoïstes ont accentué l'immanence divine, au point de verser dans une sorte de panthéisme mystique. Enfin quelques penseurs en sont venus à concevoir Dieu comme un esprit, une *aura*, résidant dans le cœur de l'homme¹.

2. *Japon*. — Quant aux cultes du Japon, le rapporteur a signalé les études du D^r Aston et de M. Michel Revon sur le shintoïsme. D'après ce dernier, ce serait une religion primitive qui tire son nom des deux mots chinois : *chen* et *tao*, qui signifient la « voie des dieux ». Elle n'aurait rien de commun ni avec le monothéisme des Chinois, ni avec le culte des ancêtres. Elle admet en effet, outre le dieu Soleil et la déesse Lune, un nombre incalculable de divinités. M. Revon, dans un mémoire lu au Congrès sur les anciens rituels du Shinto, a démontré que c'étaient, au fond, des formules magiques. Sur le bouddhisme, qui est très répandu au Japon, M. Arthur Lloyd, professeur à l'Université de Tokio, a présenté un travail ingénieux

1. Un de ces penseurs s'appelait Chao-Yung (1011-1077) et composa la strophe suivante :

Les cieux sont en silence, aucun son ;
Où trouverai-je donc Dieu ?

Ne cherche pas Dieu au loin dans les cieux ;
Il réside en ton propre cœur.

sur les rapports probables entre le gnosticisme et certaines formes du premier. M. Annesaki (Tokyo) a tracé un curieux portrait de Houen, un saint François bouddhiste.

Section III. RELIGION DES ÉGYPTIENS. — M. Flinders Petrie, membre de la Société royale de Londres, dans son discours présidentiel, a examiné la religion des Égyptiens sous sept aspects différents : 1° théologique et cosmologique; 2° funéraire; 3° magique; 4° populaire; 5° tributaire; 6° psychologique, et 7° personnel. Impossible ici de donner même un aperçu de chacun de ces points de vue. Il suffira d'indiquer quelques-uns des caractères de ce culte : localisation des dieux par tribu et par ville, emploi des formules magiques, plutôt pour obtenir des biens que pour causer du mal à autrui; dans le peuple, culte de certains animaux sacrés; croyance à l'existence du « double » (*Kā*), qui réside dans le tombeau du défunt et est capable de voir des objets terrestres figurés (de là l'existence des peintures à l'intérieur des sépultures); foi à la survivance de l'âme, dont la divinité pèsera et rétribuera les actions, et à une résurrection finale; existence de reclus et de communautés ascétiques ou monastères en Égypte, au IV^e siècle avant J.-C., etc. Ce qui nous a paru le plus original dans le mémoire du savant égyptologue, c'est l'esquisse qu'il a tracée de l'évolution de la piété personnelle en Égypte depuis 340 jusqu'à 40 environ avant l'ère chrétienne. M. Flinders Petrie a extrait des ouvrages religieux de cette période, par exemple des « Définitions » d'Asklepius, du *Poimandres* et des livres de Philon, un certain nombre de thèses sur la conscience, la responsabilité individuelle, qui prouvent qu'une même vague de croyances a passé, alors tour à tour, sur l'Égypte et la Grèce. Une de celles qui reviennent le plus souvent, c'est celle d'un dieu visible ou *Fils premier-né* du Créateur, qui préside à la destinée des êtres intelligents et peut même demeurer dans l'âme humaine, si elle est bien préparée pour le recevoir. Ce deuxième dieu s'appelle tantôt *Agathodaimon*, c'est-à-dire le bon Génie, tantôt *Logos*, c'est-à-dire le Verbe, tantôt *Sophia*, c'est-à-dire la Sagesse. Cette notion d'un divin médiateur entre la divinité et l'homme atteint son plein développement dans les œuvres de Plutarque et de Philon. De là au dogme chrétien du « Fils de Dieu », médiateur entre le Dieu parfait et l'homme pécheur et, par suite, rédempteur, il n'y avait qu'un pas. Ce pas, l'auteur du 4^e évangile l'a franchi. Voici un des passages les plus curieux de Philon, cité par M. Flinders Petrie : « Il n'était pas possible qu'un être mortel fût fait à l'image du Dieu suprême..., donc, il devait l'être plutôt à l'image du second dieu, qui est son Verbe. — Dieu délègue celui-ci, son Fils premier-né, pour avoir soin du troupeau sacré. C'est ce Fils aîné qui, en regardant les archétypes comme modèles, a façonné les

espèces. Ce Verbe est inhérent à l'homme, même s'il n'est pas digne d'être appelé fils de Dieu. » Signalons encore, après ce magistral exposé, le mémoire de M. Waldemar-Schmidt (Copenhague) sur les idées religieuses qu'on peut déduire du traitement du cadavre chez les Égyptiens, et celui de Miss Murray (Londres) sur le rôle de la femme dans l'ancien rituel égyptien; on sait en effet qu'il y avait des prêtresses revêtues de fonctions intéressantes.

Section IV. RELIGIONS SÉMITIQUES. — La section sémitique était des plus importantes pour l'objet du Congrès d'Oxford, car ce sont des Sémites qui ont donné naissance à trois des religions mondiales : le judaïsme, le christianisme et l'islam. Bien avant elles, ce sont les Sémites qui ont construit ces capitales : Babylone et Ninive, dont nous admirons les ruines; ils avaient un culte des lois et une mythologie, auxquels les penseurs et législateurs d'Israël ont fait beaucoup d'emprunts. — Laissant de côté les études sur le christianisme, auxquelles la VIII^e section était réservée, M. Morris Jastrov (de Philadelphie) a divisé les travaux de la section IV, qu'il présidait, en trois branches : assyriologie; judaïsme; islam.

1. *Assyriologie*. — Pour la première, il a rendu hommage aux pionniers de cette science : Jules Oppert et Eberhard Schrader; ce sont eux qui, en déchiffrant les inscriptions cunéiformes, ont rendu possible l'étude des textes assyriens. Puis il a exposé l'hypothèse récente de MM. Hugo Winckler (Berlin) et d'Alfred Jeremias (Leipzig), qui croient avoir trouvé la clé, non seulement des attributs des dieux et des mythes, mais même des événements historiques dans la conception astronomique des Chaldéens. Tout en faisant des réserves sur l'âge et l'influence politique de cette conception, M. Jastrov admet que la civilisation de la région euphratique fut le berceau de la plupart des légendes et motifs mythologiques, qui de là se répandirent sur une grande partie de l'Orient et même jusqu'en Grèce.

Lui-même a présenté au Congrès une monographie sur la divination de l'ancienne Babylone. Il a divisé les moyens divinatoires en deux classes : la première, qu'il a appelée volontaire, parce qu'elle était fondée sur la volonté de l'homme, par exemple le vol des oiseaux ou la direction de flèches lancées par un archer, et la seconde, qu'il a appelée involontaire, parce qu'elle reposait sur des phénomènes indépendants de sa volonté, par exemple le cours des planètes et des astres. La divination par l'astrologie repose sur cette idée que les événements de la terre ont été conçus et projetés par la divinité, dans les cieux. On sait quel crédit l'astrologie avait conservé en Europe jusqu'aux xvi^e et xvii^e siècles : Catherine de Médicis et le général Wallenstein avaient leurs astrologues attitrés.

Le travail de M. Stephen Langdon (d'Oxford) sur le « Rituel babylonien de la pénitence privée » n'a pas été moins curieux. D'après le savant assyriologue, les plus anciens services liturgiques consistaient en lamentations, au son de la flûte; la note dominante dans ces hymnes était le repentir et la crainte des dieux. On célébrait, dans les champs, des services de piété pour les particuliers, qui prenaient la forme d'incantation. L'idée sacramentelle grandit, avec le temps, et l'on désigna le huitième et le quinzième jour du mois comme spécialement consacrés à ces gémissements des pénitents. Le terme « sabbat » aurait pour étymologie un mot babylonien qui signifie « se lamenter ». On établit un rituel connu sous le titre de « Prières avec élévation de la main », parce que le pénitent, debout, levait la main droite devant la statue de la divinité. Peu à peu ces prières « avec élévation de la main » se confondirent avec la pratique de l'incantation, dont les prêtres furent chargés. Ainsi, le rite de la pénitence, qui était à l'origine une dévotion particulière, devint un sacrement du pardon des péchés, administré par le prêtre.

Venant aux textes, M. Jastrov a loué les travaux de MM. François Thureau-Dangin (Paris) et Prince (New-York) sur les textes suméro-accadiens et de MM. Zimmer (Leipzig) et Stephen Langdon (Oxford) sur des documents assyrio-babyloniens.

2. *Judaïsme*. — En fait de travaux sur le judaïsme, le rapporteur a signalé l'achèvement de l'Encyclopédie juive, entreprise sous la direction du rabbin Singer (New-York; 42 vol. de 1902-1906); les *Monumenta judaica* publiés par Wunsche et Neumann (Vienne, 1906) et la belle édition des papyrus araméens, découverts sur l'emplacement de l'ancienne Éléphantine (près d'Assouan) et publiés par MM. Sayce et Cowley (Londres, 1906); ces derniers éclairent d'une vive lumière la vie religieuse des Juifs d'Égypte et leurs relations avec l'Église-mère de Jérusalem. Il a mentionné l'Histoire de l'ancienne littérature hébraïque de Budde et Bertholet (Leipzig, 1906), mais oublié la remarquable *Introduction à l'Ancien Testament* par M. Gauthier (Genève). Enfin, il a signalé en passant la thèse paradoxale de M. Eerdmann (Leyde), qui rejette l'hypothèse, adoptée par tous les critiques, depuis Astruc, des deux documents élohiste et jéboviste employés par les rédacteurs du Pentateuque.

3. *Islam*. — Quant à l'islamisme, M. Jastrov a mentionné au premier rang les *Annali dell' Islam* ou recueil d'extraits des principaux documents pour l'étude de la religion de Mohammed, rangés par ordre chronologique et traduits en italien par M. L. Caëtani, prince de Teano (Milan; 3 vol., 1905 et suiv.); ensuite, « Mohammed et l'avènement de l'Islam » par M. Margoliouth (New-York, 1905); le

livre de M. René Dussaud sur *les Arabes en Syrie avant l'Islam* (Paris, 1907) et l'Encyclopédie de l'Islam entreprise sous la direction de M. Houtsma (Leyde, 1908 et suiv.). — L'Islam est une religion très vivace, très agissante en politique et qui, contrairement à l'opinion vulgaire, évolue et s'adapte aux milieux et aux temps. C'est ce qui donne un grand intérêt d'actualité aux études récentes de M. Ed. Dousté sur *Merrakech et l'Islam au Maroc* (Paris, 1906), de M. Snouk Hurgronje sur *les Atchinois ou Musulmans du Sumatra* (Leyde, 1906), de M. Armynion sur la doctrine et la vie dans les Universités musulmanes d'Égypte (Paris, 1907), et enfin au livre capital de lord Cromer sur l'Égypte moderne (Londres, 1908).

Section V. RELIGION DE L'IRAN ET DE L'INDE. — La revue des ouvrages publiés sur les cultes de l'Iran et de l'Inde avait été confiée à M. T. W. Rhys Davids, professeur à Manchester, mais, à cause de l'étendue de ce domaine, il avait prié M. W. Jackson (New-York) de se charger des premiers.

4. — Voici, d'après celui-ci, les principaux livres publiés depuis le Congrès de Bâle : un recueil d'études sur l'*Avesta* composées par divers auteurs en l'honneur de feu le « dastour » Sanjana (Bombay, 1905), un volume de M. Kapadia sur la Doctrine de Zoroastre et la philosophie du parsisme (1905) et un autre sur Zarathustra et le Zoroastrisme et l'*Avesta* par Rustanja Sanjani, vice-grand prêtre des Parsis (Leipzig, 1908). De son côté, M. le professeur Mills (Oxford), le doyen des hiéroglyphes iraniens, a continué de publier dans des revues d'Europe, d'Amérique et même de l'Inde ses études sur les textes pehlvis et sur les *Gathas*. En outre, dans deux volumes intitulés « Zoroastre, Philon, les Acheménides et Israël » et l'« Eschatologie de l'*Avesta* », il a fait ressortir la grande influence exercée par la religion de l'Iran sur les cultes d'autres peuples. — Le *Rheinisches Museum* a publié les belles études de M. Usener (Bonn) sur le mithriacisme, ainsi que des articles d'autres savants sur le soufisme, le béhaisme; ce dernier, issu du bábisme persan, s'étend rapidement sur tout l'Orient, établissant entre musulmans, juifs et chrétiens une sorte de franc-maçonnerie tolérante.

Mais l'événement le plus mémorable en ce domaine, c'est la découverte faite par la mission berlinoise à Tourfan (Turkestan chinois) de la bible, de l'évangile et des épîtres de Mani, des fragments de cantiques et prières manichéennes et, surtout, des fragments du Nouveau Testament traduits en pehlvi. On doit une grande obligation à M. F. von Müller (Berlin), pour avoir traduit en allemand un grand nombre de ces textes et les avoir publiés dans les comptes-rendus de l'Académie des sciences de Berlin. N'oublions pas le groupe

de jeunes savants parsis, qui rédigent la revue de Bombay le *Zar-tochti*, consacré à l'étude du mazdéisme.

2. — Quant aux études sur les cultes de l'Hindoustan, M. Rhys Davids a présenté deux observations générales. D'abord, on s'est borné, en général, à publier ou traduire des textes; on n'a pas fait encore de comparaison ou de synthèse. Et puis, ce qui a joué un rôle fécond, ce sont les recueils, institués par des savants ou des sociétés savantes pour la publication des travaux, tels que les *Annales du musée Guimet* ou la *Revue d'histoire des religions*, la série *Livres sacrés de l'Orient* entreprise par Max Müller (Oxford), etc. Sans leur appui, sans leur impulsion, beaucoup de savants eussent été paralysés dans leurs recherches. Ensuite, le rapporteur a énuméré les ouvrages les plus notables, à savoir la *Religion védique* du Dr Bloomfield, les recherches sur le *Veda* de M. Oldenberg, la *Sorcellerie dans l'Inde ancienne* par MM. Caland (Utrecht) et Victor Henry (Paris), le livre du professeur Windisch sur la *Naissance de Bouddha*.

Sur le bouddhisme *mahayana*, dont l'histoire est encore très obscure, l'Académie de Saint-Petersbourg continue la publication des textes, qui seuls peuvent y jeter un peu de lumière; ce sont MM. de La Vallée-Poussin (Gand) et Sylvain Lévi (Paris) qui se sont appliqués spécialement à ce problème. Pour l'hindouisme ancien, signalons les travaux de MM. Garbe, Barnett et Deussen (Kiel) sur le poème du *Baghavad-Gita*; de son côté, M. le professeur Oltramare (Genève) a consacré à étudier le même sujet une large part de son *Histoire des idées théosophiques dans l'Inde*. Enfin, quant à l'hindouisme médiéval et moderne, il faut relever la version du *Ramavemya Svi Baschya* de M. Thibaut, qui a mis en relief les tendances théistes de la pensée hindoue, et surtout les deux volumes de M. T. C. Oman sur *Mystiques, ascètes et saints* et sur *Brahmines, théistes et musulmans de l'Inde*.

Section VI. RELIGIONS DES GRECS ET DES ROMAINS. — Pour les religions de la Grèce et de Rome, M. Salomon Reinach, président de la section, s'est dispensé de passer en revue les travaux publiés, en renvoyant à l'ouvrage du Dr Gruppe (Berlin), qui analyse les ouvrages sur le sujet publiés de 1898 à 1905. Quant aux publications postérieures à 1905, il a mentionné les livres du Dr Farnell sur les *Cultes des États grecs* (vol. III et IV); du Dr Frazer, *Adonis*; de M. Toutain (Paris) sur les *Cultes payens dans l'empire romain* et de M. Fr. Cumont (Gand) sur les *Religions orientales*. Il y a relevé les symptômes d'une réaction contre l'usage excessif des documents anthropologiques et les abus de la méthode qui consiste à comparer les religions anciennes

avec les croyances et coutumes des sauvages actuels. Par contre, les hiéroglyphes ont une tendance marquée à expliquer les mythes grecs par l'astrologie et le culte des astres, par exemple le livre de M. Bouché-Leclercq sur l'astrologie hellénique. Le rapporteur a conclu en disant que le moment est venu pour les hiéroglyphes, après avoir, pendant plus d'un demi-siècle, observé et rassemblé les analogies entre les divers cultes, d'en marquer les différences. Un pareil revirement s'est produit, vers 1880, pour la mythologie comparée. Il faut encore signaler, dans la VI^e section, les travaux présentés au Congrès d'Oxford par Miss Jane Harrison sur le *Culte des oiseaux et des colonnes dans le culte d'Ouranos*; de M. Cumont (Gand) sur *l'Influence de l'astrologie chez les Romains* et de M. Toutain (Paris) sur le *Totémisme et les religions du monde antique*.

Section VII. RELIGION DES CELTES, DES GERMAINS ET DES SLAVES. — La VII^e section, consacrée aux cultes des Celtes, des Germains et des Slaves, était présidée par Sir John Rhys (Oxford), l'auteur d'un ouvrage estimé sur le folk-lore celtique. Se confinant à son domaine spécial, le rapporteur n'a rien dit des travaux sur la mythologie teutonique et slave. C'est là une lacune regrettable; elle n'a été comblée qu'en partie par l'étude du Dr Anitchkoff sur la *Religion des Russes avant l'introduction du christianisme*. Or, il aurait fallu mentionner au moins les ingénieuses études de M. Louis Leger sur les dieux « Peroun et Svantovit ». — Sir Rhys a divisé son mémoire en trois parties : le panthéon irlandais, le panthéon gallois et le panthéon gaulois. Dans la première, il a fait ressortir le caractère « provincial » des dieux qui sont les protecteurs de tel ou tel clan, et le fait qu'un certain nombre de demi-dieux ou héros sont désignés par le nom de leur mère, ce qui fait supposer, à l'origine des Celtes d'Irlande, l'existence du « matriarchat ». Autre signe distinctif. Les déesses jouent, dans ce panthéon, un rôle important, soit comme personnification de rivières (exemple *Dechtire*), de lacs ou de la flamme (exemple *Bolg*). Les fées ne sont que la métamorphose de plusieurs de ces déesses des sources ou des bois. — Quant au panthéon gallois, il a marqué l'importance du poème, qui a pour titre *le Mabinogion*, comme document mythologique; on y trouve le récit de la lutte épique des *Tuatha di Donan* contre les *Fomori* et les *Fir-bolg*, sorte de géants divins qui rappellent les Titans. — Enfin, deux divinités servent de trait d'union entre le panthéon gallois et celui des Gaulois : ce sont *Llev* (ou *Lleu*) et *Bónu*. Chez nos ancêtres, *Llev* a pour homonyme *Lug*, qui a donné son nom à plus de quatorze cités gauloises, dont les plus connues furent *Lugdunum* ou Lyon, *Lugdunum Batavorum* ou Leyde, *Lugdunum Remorum* ou Laon, etc. Au moment du contact avec la religion romaine, ce dieu

cumula les attributs d'Apollon et de Mercure. Quant à la déesse Bônu, son nom se retrouve dans celui des villes de Bologne ou *Bononia* (Italie), Boulogne-sur-Mer, etc. Notre panthéon s'est enrichi d'une nouvelle divinité, grâce au déchiffrement d'une inscription sur des morceaux d'une tablette de bronze découverte en 1898 à Coligny (près Lyon) et expliquée par Sir John Rhys. Elle s'appelait *Rivos* et présidait à la moisson, d'où le nom de *Rivos* donné au mois d'août sur le calendrier. Sa statue, qui a été aussi exhumée, se trouve au musée de Lyon.

Section VIII. LE CHRISTIANISME. — M. le professeur Sanday (Oxford), auteur d'une *Vie du Christ d'après les récentes recherches* (Oxford, 1907), comme président de la VIII^e section, était chargé de résumer les travaux sur l'histoire du christianisme, parus depuis cinq années.

Il a commencé par payer un tribut d'éloges et de regrets à MM. Jean Réville et Alfred Dietrich, ces deux savants, directeurs des deux meilleures revues d'histoire des religions en France et en Allemagne, enlevés par la mort en pleine maturité de leur talent, ainsi qu'au professeur O. Pfeiderer, l'un des doyens de la philosophie religieuse, que nous avions l'an dernier écouté avec tant de profit au Congrès de Boston.

Puis il fit la revue des ouvrages traitant du christianisme, publiés depuis 1904, dans les deux mondes. Malheureusement, faute d'entente avec M. Morris Jastrow, le président de la section sémitique, toute sa première partie, — Antécédents du christianisme, — a fait double emploi avec la bibliographie donnée par ce dernier. Son rapport s'étant trouvé allongé de ce fait, à la fin il a dû l'écourter et a laissé de grosses lacunes, car il n'a rien dit des livres traitant, soit des relations du christianisme avec l'Égypte et son culte, soit avec l'islamisme au moyen âge, ni de ceux qui ont étudié les mouvements précurseurs de la Réforme du xvi^e siècle.

Ces réserves faites, nous ne pouvons que louer l'érudition de bon aloi et l'impartialité de ses comptes-rendus. Pour les antécédents immédiats du christianisme, le D^r Sanday a signalé la belle publication du *Testament des XII patriarches* (Londres, 1908, 2 vol.), par le D^r Charles; l'*Histoire d'Israël d'Alexandre le Grand à Adrien* (1906), par le D^r Schlatter; *Jérusalem sous les grands prêtres* (1904), par le R. Bevan. Quant au cadre dans lequel se place le tableau du christianisme primitif, il a cité, avec éloge, les études de ce quatuor de savants mythographes¹ qui s'appellent MM. Schürer, Bousset,

1. *Die hellenistisch-römische Kultur in ihren Beziehungen zum Judentum und Christentum*; 1^{re} partie. Tübingen, 1907, 1 vol.

Wissova et Paul Wendland, lesquels ont jeté tant de lumière sur les religions voisines du christianisme. Il convient d'y ajouter les ouvrages de Bigg sur *la Tâche de l'Église dans l'empire romain* (1905) et du savant philologue Mahaffy, *l'Age d'argent du monde grec* (1906). On s'est beaucoup occupé, depuis vingt ans, de l'influence que les cultes de l'Extrême-Orient ont pu exercer sur le christianisme à ses débuts. On a cherché de trois côtés différents : à Babylone, en Perse et dans l'Inde. Le rapporteur a signalé, à ce point de vue, le livre de M. Mills sur *Zarathustra, les Achéménides et Israël* (1905-1906) et celui de M. Van den Bergh van Eyzinga sur *le Bouddhisme et le christianisme* (1904).

Quant aux origines du christianisme, le D^r Sanday a exposé compendieusement l'état de la critique des livres du Nouveau Testament, ce qui, semble-t-il, concernait l'exégèse de la Bible, plutôt que l'histoire du développement de l'Église. Il a pourtant mentionné la dernière édition du beau livre du professeur Ad. Harnack, *la Mission et l'expansion du christianisme* (1906), les études posthumes de Lucius sur *l'Origine du culte des saints* (1907)¹; de Reitzenstein sur *le Poimandres*, ouvrage hermétique publié en Égypte; de Bousset sur les *Problèmes principaux du gnosticisme* (1907); enfin, la découverte par un savant arménien, M. Karapet, d'un traité d'Irénée qu'on croyait perdu, *la Démonstration de la prédication apostolique* (1907).

Il nous faut maintenant signaler quelques-uns des mémoires lus au Congrès sur l'histoire ultérieure du christianisme. D'abord, celui du D^r Lincke (Iéna) sur *Jésus à Jérusalem, la tradition de Pierre et celle de Paul dans l'évangile de saint Marc*, à propos des papyrus découverts à Oxyrrhinque (Égypte) par MM. Grenfell et Hunt. Sur l'eschatologie des chrétiens des premières générations et ses rapports avec la morale, MM. Peabody (Harvard) et Dobschütz (Strasbourg) ont présenté des études pénétrantes. M. Yrjö Hirn (Helsingfors) a lu un chapitre de son ouvrage inédit sur l'Histoire de l'art chrétien intitulé : *les Sanctuaires de l'art catholique*. Il s'est efforcé de montrer comment l'architecture, la sculpture et l'orfèvrerie ont été mises en œuvre pour préserver les reliques des martyrs; puis, après l'adoption du dogme de la présence réelle dans l'Eucharistie, on fabriqua de même les tabernacles, les calices, etc. Enfin, l'art s'est appliqué à embellir les statues ou images de la Vierge Marie, comme ayant été le premier sanctuaire de Dieu le Fils.

1. Ce livre capital, publié en allemand par M. G. Anrich (Strasbourg), a été traduit en français par M. P. Jeanmaire (Paris, Fischbacher, 1908, in-8°, 698-711 p.).

Le prince de Téano a lu une monographie très précise sur les destinées de la grande église de Damas après la conquête arabe. M. Guimet a exposé les résultats des fouilles d'Antinoë au point de vue de l'organisation du culte des églises chrétiennes d'Égypte aux ⁱⁱⁱ^e et ^{iv}^e siècles.

Le signataire de ces lignes a établi une comparaison entre les diverses confréries musulmanes et les ordres catholiques militaires au moyen âge, tels que les Templiers, Johannites, et les ordres espagnols d'Avis et de Calatrava; il a apporté de nouvelles preuves à l'appui de la thèse, qu'Ignace de Loyola aurait emprunté à l'ordre musulman des Chadeliya des éléments importants de sa règle des Jésuites.

En résumé, le Congrès d'Oxford s'est montré à la hauteur des précédents, tenus à Stockholm, Paris et Bâle. Il a continué l'enquête entreprise il y a soixante ans par Max Müller, Alfred Maury, Tiele, Albert Réville sur l'histoire comparée des religions. Les discussions auxquelles ont donné lieu les travaux des congressistes ont été empreintes d'une parfaite courtoisie et d'un sincère amour de la vérité. On n'y a jamais surpris la moindre trace d'*odium theologicum*.

Une conclusion peut, à mon sens, en être tirée, c'est que les représentants de ces confessions différentes, en apprenant à se connaître, constatent que ce qui les unit est très supérieur à ce qui les divise. De là plus de tolérance et de respect des consciences.

G. BONET-MAURY.

FRANCE.

NÉCROLOGIE.

ACHILLE LUCHAIRE.

C'est avec une véritable stupeur que les amis et les disciples de M. Luchaire ont appris il y a quelques semaines la brusque aggravation de la maladie dont il souffrait depuis peu de jours et qui, avec une rapidité foudroyante, l'a emporté le 13 novembre dernier à l'âge de soixante-deux ans. A en juger par la prodigieuse activité qu'il déployait, à l'entendre parler de ses projets, à voir sa démarche même et sa forte carrure, il semblait qu'il fût de ceux qui peuvent escompter une longue et brillante vieillesse. On savait sans doute que sa santé l'obligeait à quelques précautions; à plus d'une reprise, en ces dernières années, il avait dû interrompre son enseignement pour aller prendre un peu de repos. Mais bien rares étaient ceux qui prévoyaient un dénouement aussi soudain.

Il laisse du moins une œuvre achevée et d'une admirable unité, presque tout entière consacrée à l'histoire de cette époque mal connue avant lui qui s'étend depuis la fin du x^e siècle jusque dans les premières années du xiii^e. Non qu'il eût trouvé sa voie du premier coup; car il avait débuté par des travaux de philologie sur la langue basque et le gascon¹, travaux d'ailleurs fort distingués et qui ont rendu de réels services. En même temps, il écrivait sur Alain le Grand, sire d'Albret (1440-1522), une thèse² où il montrait, mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'alors, comment, entre le milieu du xv^e siècle et le début du xvi^e, la royauté réussit, dans le midi de la France, à ruiner l'autorité chancelante des souverains féodaux, à les dépouiller « de leur indépendance, de leurs prérogatives, de leurs domaines » et à « préparer ainsi l'absorption de leur fief au sein de la grande unité française ».

1. Citons seulement ici sa thèse latine *De lingua aquitanica* (Paris, 1877, in-8°), qui reparut en français avec quelques développements nouveaux sous le titre : *les Origines linguistiques de l'Aquitaine* (Pau, 1877, in-8°), son *Étude sur les idiomes pyrénéens de la région française* (Paris, 1879, in-8°) et son *Recueil de textes de l'ancien dialecte gascon* (Paris, 1881, in-8°).

2. *Alain le Grand, sire d'Albret. L'administration royale et la féodalité du midi, 1440-1522* (Paris, 1877, in-8°).

Mais pour démêler les raisons profondes du déclin de la féodalité et du triomphe de la monarchie, il fallait remonter plus haut. Précisément l'Académie des sciences morales mettait au concours, en 1880, une étude sur les progrès du pouvoir royal au temps des six premiers Capétiens. M. Luchaire envoya un mémoire qui obtint le prix (1882) et qui, remanié et étendu, parut bientôt (1883) en deux volumes intitulés : *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens (987-1180)*.

Cet ouvrage suffit à le classer d'emblée au premier rang. Avec une remarquable sûreté de jugement et un sens pénétrant des réalités historiques, il y faisait justice des idées erronées encore admises alors par presque tous les historiens sur l'avènement de la dynastie capétienne, sur la nature de l'autorité exercée par Hugue Capet et ses premiers successeurs et sur le rôle qu'ils avaient joué dans la société féodale et ecclésiastique du XI^e et du XII^e siècle. Sans esquiver aucune des difficultés du sujet, mais sans pédantisme, sans lourdeur, il apportait sur la formation du pouvoir monarchique à cette époque une doctrine claire, cohérente, pour laquelle il avait su utiliser avec art un ensemble considérable de textes en grande partie inédits.

Cette *Histoire*, qui est à bien des égards le chef-d'œuvre de M. Luchaire, fut suivie de deux autres volumes destinés à fixer la chronologie du règne de Louis VI et à donner le catalogue des actes délivrés par sa chancellerie et celle de son successeur¹. Ce sont des ouvrages d'érudition solide et sûre, auxquels on n'a pu reprocher que quelques négligences de détail. Mais, ce qui fait surtout le prix du *Louis VI*, c'est la belle « Introduction historique » où l'auteur a mis en œuvre les documents analysés dans le corps du volume : en 200 pages, sobres mais substantielles, M. Luchaire a su y caractériser le personnage de Louis VI et les faits principaux de son règne avec une telle netteté qu'il semble ne plus rester après lui qu'à glaner.

Il excellait d'ailleurs à noter ainsi en quelques pages rapides les

1. *Études sur les actes de Louis VII* (Paris, 1885, in-4°); *Louis VI le Gros. Annales de sa vie et de son règne (1081-1137), avec une introduction historique* (Paris, 1890, in-8°). Les *Études sur les actes de Louis VII* valurent à leur auteur le premier prix Gobert de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. — Parmi les autres œuvres de M. Luchaire qui se rattachent à l'histoire de Louis VI et de Louis VII, nous devons citer au moins son mémoire sur *Hugue de Clers et le « De senescalcia Franciæ »* (Université de Paris. Bibliothèque de la Faculté des lettres, fasc. 3, 1897, p. 1-38) et ses *Études sur quelques manuscrits de Rome et de Paris* (Paris, 1899, in-8°; fasc. 8 de la même Bibliothèque).

traits essentiels d'une période, les caractères saillants d'une institution. Qu'on se rappelle seulement son livre sur *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs* (1890), son excellent *Manuel des institutions françaises* à la même époque (1892) et surtout les deux volumes qu'il rédigea pour l'*Histoire de France* de M. Lavis (1904) sur l'histoire des XI^e, XII^e et XIII^e siècles jusqu'à la mort de Louis VIII. Ces deux volumes furent, sur beaucoup de points, pour les spécialistes eux-mêmes, une véritable révélation; les chapitres consacrés à Philippe Auguste et à la société de son temps sont ce qui a été écrit de plus juste, de plus vivant et de plus attachant sur ce sujet.

C'est qu'aussi bien ils reposent sur une patiente et scrupuleuse enquête. Depuis de longues années, M. Luchaire avait fait du règne de Philippe Auguste l'objet principal de ses recherches, et longtemps on put espérer qu'il nous en donnerait l'histoire détaillée. Il recula toujours devant l'énormité de la tâche¹, persuadé qu'il y faudrait toute une vie et de plus en plus attiré d'ailleurs vers des travaux moins minutieux et moins austères.

Ce fut l'origine de son *Innocent III*, dont le sixième volume a paru quelques jours seulement avant sa mort². Écrit d'un style nerveux, qui n'exclut pas le pittoresque, cet ouvrage, dont tout appareil d'érudition a été banni à dessein, est sans doute de tous ceux qu'on doit à M. Luchaire celui que le grand public continuera à goûter le plus. M. Luchaire n'a pas eu la prétention d'y traiter à fond toutes les questions qui se rattachent à l'histoire d'Innocent III : ses volumes constituent plutôt une série de brillantes esquisses destinées à faire revivre la figure du pontife et la société sur laquelle s'est exercée son action. L'auteur a d'ailleurs interrogé les textes avec soin, et les lecteurs de la *Revue historique* n'ont pas oublié que certains chapitres de l'ouvrage ont d'abord paru sous la forme de mémoires érudits, accompagnés de preuves et de discussions³.

1. Il se contenta de critiquer de très près ici-même depuis 1899 les mémoires et les volumes que M. Alexander Cartellieri a consacrés en ces dernières années à l'histoire de Philippe Auguste (voir *Rev. hist.*, t. LXXI, p. 368; t. LXXII, p. 181 et 334; t. LXXIII, p. 61; t. LXXVII, p. 400; t. XCIII, p. 400) et de tracer en une courte brochure un tableau vivant et documenté de l'*Université de Paris sous Philippe-Auguste* (Paris, 1899, in-8°).

2. Paris, 1904-1908, 6 vol. in-16. — Le prix Jean Reynaud a été décerné à cet ouvrage au début du mois de novembre dernier par l'Académie des sciences morales dont M. Luchaire était membre depuis 1895.

3. Voir dans la *Rev. hist.*, t. LXXXI (1903), l'article sur *Innocent III et le peuple romain* et, aux t. XCVII et XCVIII (1908), les articles sur *Innocent III*

Par son enseignement non moins que par ses livres, M. Luchaire a puissamment contribué à renouveler les études d'histoire du moyen âge en France. Successivement professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux (à partir de 1879), puis à la Faculté des lettres de Paris (à partir de 1885), il fut un de ceux qui s'employèrent avec le plus de suite et le plus de succès à introduire dans nos Facultés les méthodes critiques et les habitudes de précision rigoureuse qui trop longtemps étaient restées l'apanage exclusif de l'École des chartes et de l'École des hautes études. Il se faisait de son métier une idée très haute : « L'idéal du professeur », disait-il en 1890, « j'entends de celui qui est un savant et veut exercer autour de lui une action profitable au progrès de la science, c'est de former le plus grand nombre possible d'esprits capables de recevoir et de communiquer aux autres sa tradition. L'influence dont il jouit personnellement, la part qu'il prend à la recherche et à la découverte de la vérité, l'utilité de ses propres travaux se trouvent grandies et décuplées par les efforts de ceux qui étudient sous sa direction. Rien n'est donc plus désirable que de *faire école*¹. »

Jusqu'à sa mort, il sera resté fidèle à cet idéal, cherchant de plus en plus à grouper autour de lui les étudiants, à travailler avec eux à quelque œuvre commune² et à leur inculquer ces principes de critique mesurée, d'élégante sobriété, de pondération, qui étaient comme la marque de son esprit.

LOUIS HALPHEN.

et le quatrième concile de Latran. D'autres parties de l'ouvrage ont été publiées avec le même appareil de notes dans le recueil des *Travaux de l'Académie des sciences morales*, t. CLIX, CLXI, CLXV. M. Luchaire a publié, en outre, au fasc. 18 de la *Bibliothèque de la Faculté des lettres de Paris* (Paris, 1904, in-8°, p. 1-83), une étude critique sur les *Registres d'Innocent III et les « Regesta » de Potthast*. Ajoutons enfin qu'il avait entamé avec ses élèves une édition nouvelle de la chronique de Pierre des Vaux-de-Cernai, dont un fragment a paru au fasc. 24 de la même *Bibliothèque* (Paris, 1908, in-8°, p. 1-75) et dont la nécessité lui était apparue au moment où il préparait le deuxième volume de son *Innocent III*.

1. Leçon d'ouverture du cours d'histoire du moyen âge à la Faculté des lettres de Paris (10 janvier 1890), publiée à la librairie Delalain. M. Luchaire venait, au début de l'année 1890, de succéder dans la chaire d'histoire du moyen âge à Fustel de Coulanges, qu'il avait suppléé depuis 1888.

2. Rappelons seulement ici que cinq volumes de la *Bibliothèque de la Faculté des lettres de l'Université de Paris* contiennent des *Mélanges d'histoire du moyen âge* publiés sous la direction de M. Luchaire par quelques-uns de ses élèves et par M. Luchaire lui-même.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

I. ÉPOQUE DE LA RESTAURATION. — Les *Mémoires* de la comtesse de Boigne¹ se rapportent surtout aux personnages de la Restauration; elle les a suivis avant 1814 dans l'émigration; elle les a connus de fort près pour la plupart après la chute de Napoléon; elle a noté successivement leurs fautes et prévu leur ruine; ils donnent aux quatre volumes de ses *Mémoires* une sorte d'unité.

Adèle d'Osmond, mariée à Benoit Leborgne, devenu dans l'Inde le général de Boigne, ne vécut pas avec son mari, resta auprès de ses parents et se mit à écrire pour se distraire d'un deuil cruel : « Je me suis successivement servie de ma plume pour laisser reposer mon aiguille et de mon aiguille pour reposer ma plume, et mon manuscrit arrivera à mes héritiers comme un vieux fauteuil de plus. » Elle ne voulut retenir que « les petites circonstances personnelles » auxquelles elle avait été mêlée, « assez piquantes pour être restées dans sa pensée, pas assez importantes pour être rappelées ailleurs ». Elle le fit avec une verve spirituelle, avec une largeur d'esprit que son éditeur s'efforce parfois de corriger, et son témoignage très proche demeure lourd aux Bourbons de la branche aînée. Elle vit dès sa jeunesse autour de Marie-Antoinette et du comte d'Artois un jeu effréné qui y attirait tous les gens tarés de l'Europe. Elle connut le « grand sentiment » de la reine pour le comte de Fersen : « Il n'y avait guère de doute pour les intimes qu'elle n'eût cédé à cette passion » (t. I, p. 32). Émigrée en Angleterre avec ses parents, liée à Naples avec Marie-Amélie, la future reine des Français, elle ne fut pas de Coblenz : « Coblenz, dit-elle, a été aussi fatal et presque aussi hostile à Louis XVI que le club des Jacobins. » Elle connut Jules de Polignac, devenu dévot pour épouser une héritière qui lui échappa; le pli lui en resta : « Il conserva son odeur de sainteté qu'il ne put exploiter qu'à la Restauration. » Amie de Marmont, elle essaye d'expliquer sa défection; il ne fut coupable, dit-elle, que d'avoir entamé des négociations avec l'ennemi à l'insu de l'empereur; ce qui est déjà grave; mais ce sont ses généraux qui, en son absence, ont fait passer ses troupes dans les rangs des alliés : cette argumentation ne finira pas le procès. Elle fut honteuse de l'attitude des émigrés lors de l'entrée des alliés dans Paris :

1. *Récits d'une tante. Mémoires de la comtesse de Boigne, née d'Osmond*, publiés p. Charles Nicoulland. T. I (1781-1814); t. II (1815-1819); t. III (1820-1830); t. IV (1831-1866) : fragments. Paris, Plon, 1907-1908, 4 vol. in-8°, xxv-505, 434, 448, 547 p.

« Le parti royaliste est celui qui a le moins l'amour de la patrie pour elle-même. » Et elle cite le mot échappé à l'un d'eux : « Je ne suis pas Français, je suis du pavillon de Marsan. » — « Il y a dans cette boutade, ajoute-t-elle, le texte de toute la conduite de la Restauration, de toutes ses fautes, de tous ses malheurs. » — En Italie, pendant l'ambassade de son père à Turin, elle connut la princesse Caroline de Galles, ses amours avec Murat, puis avec Bergami, vêtu, pour la circonstance, du costume de Murat, avec ses valets pendant un séjour d'une semaine à Rumilly dans une auberge dont les servantes furent horriblement scandalisées. Elle connut la passion de la reine de Suède pour le duc de Richelieu, qu'elle poursuivait de sa présence; comme il l'évitait, elle changeait de costume tous les jours pour n'être pas reconnue de loin et le voir un moment avant qu'il ne pût s'écarter. Elle approuva l'ordonnance du 5 septembre 1816, d'où ses bonnes amies, de fort grandes dames, conclurent qu'elle raisonnait « comme un cochon ». Elle s'indigna de la conspiration du bord de l'eau pour retarder la libération du territoire : « Jamais action plus antipatriotique n'a été conseillée à un prince; jamais prince héritier d'une couronne n'en a fait une plus coupable. » Elle est sévère pour Chateaubriand et ne manque aucune occasion de le tourner en ridicule; il eut l'idée de vendre sa maison de la Vallée-aux-Loups, et, pour exploiter les sentiments d'admiration qu'il inspirait, il la mit en loterie par billets de 4,000 francs; il eut du mal à en placer trois. Elle s'amuse des « momeries cléricales et féodales » du sacre de Reims; elle voit dans la Congrégation le mauvais génie de la Restauration, et M. Charles Nicoulland se croit obligé de défendre contre la bonne comtesse « cette pieuse et si méritante association »; elle note pourtant la grande influence de la Congrégation sur l'avancement dans l'armée, les renseignements (elle ne dit pas les fîches) adressés par les aumôniers au ministre de la Guerre, le choix réglé par le plus ou moins grand nombre de messes entendues. Elle assure que la Congrégation aimait mille fois mieux les Turcs que les schismatiques Grecs, car au moins les premiers prêchaient l'absolutisme. Elle rappelle, après la prise d'Alger, au *Te Deum* de Notre-Dame, l'allocution de l'archevêque de Paris promettant au roi le concours de Dieu contre les infidèles de l'intérieur, et, pendant les journées de Juillet, l'entrevue de Polignac avec la sainte Vierge lui garantissant la victoire. Elle s'amuse de tout cela et ne s'étonne pas qu'une telle mentalité ait perdu les Bourbons. Nulle part sa verve n'est aussi amusante qu'au récit de l'expédition de la duchesse de Berry (t. IV) : la duchesse arriva en Vendée accompagnée de M^{me} de La Rochejacquelein, de M^{lle} Fauveau et de deux jeunes hommes choisis par ces dames pour aides de camp, « et

qu'elles avaient fait le serment fidèlement accompli, au milieu de la pieuse Vendée, de ne jamais quitter ni jour ni nuit ». La duchesse elle-même eut d'aimables compagnons, comme il fut prouvé par l'événement; quand elle eut été prise à Nantes par l'office du juif converti Deutz, elle eut un moment de la tendresse pour le colonel Chausserie. Quand l'intérêt de sa position fut devenu manifeste à tous les yeux, on lui chercha « un mari postiche »; moyennant 400,000 écus d'indemnité, le comte de Lucchesi-Palli consentit à la fonction, et l'Europe consentit à admettre la paternité d'un homme qui n'avait pas quitté La Haye depuis dix-huit mois; on chercha une paternité plus certaine, on ne trouva point, et Chateaubriand disait : « Comment voulez-vous qu'on sache? Elle ne sait pas elle-même. » — La fin des *Mémoires* est d'une émotion très pénétrante; la comtesse de Boigne, intimement reçue chez la reine Marie-Amélie et chez Madame Adélaïde, prit part avec une profonde sincérité au grand deuil de la mort du duc d'Orléans; elle y consacre des pages touchantes; elle fut témoin des malentendus qui, dès lors, séparèrent le roi de quelques membres de sa famille, et, vieillie, triste, quoique toujours aimable et d'un admirable bon sens, elle ne poussa pas plus loin son ouvrage, quoiqu'elle ait survécu près de vingt ans à la monarchie de Juillet. La grâce de son langage, sans aucune trace d'effort, son bon sens alerte où s'affirme une belle santé intellectuelle et morale, outre les piquants ou poignants souvenirs qu'elle a gardés, expliquent suffisamment le grand succès de cette publication.

M. Paul FRÉMEAUX, dans *Sainte-Hélène, les derniers jours de l'Empereur*¹, à l'aide de quelques documents inédits, apporte des précisions sur les dernières années de l'Empereur; et d'abord quelques précisions géographiques sur l'île d'exil, son caractère inhospitalier, sur la ferme des Briars, où Napoléon passa quelques moments à son arrivée et connut la petite Betsy Belcombe, à laquelle il permit quelques familiarités enfantines : on sait comme il aimait les enfants. Le gouverneur Hudson Lowe est ici, selon la coutume, fort sévèrement traité; on relève en particulier ses efforts, d'ailleurs malheureux, pour amener des défections dans la petite troupe des compagnons de l'Empereur. Les Anglais qui passaient au large de Sainte-Hélène ne manquaient pas l'occasion de venir voir curieusement Napoléon; ce fut le cas de Lord Amherst, revenant d'une mission en Chine, et aussi d'un chirurgien, le docteur Henry, dont les papiers sont une des sources du livre de M. Frémeaux. Pour ceux

1. Paul Frémeaux, *Sainte-Hélène, les derniers jours de l'Empereur*. Paris, Ernest Flammarion, s. d., 1 vol. in-12, 423 p.

qui restaient, notamment à Longwood, l'île d'exil fut la « terre d'en-nui ». Lorsque l'Empereur tomba malade, Hudson Lowe y vit d'abord une maladie « politique », la pensée d'endormir la surveillance ou d'exciter la pitié et de nouveaux dévouements; les médecins furent eux-mêmes longtemps incertains; quelques médecins de la marine anglaise s'intéressèrent au malade avec un grand zèle, malgré les obstacles opposés souvent par Lowe à leurs visites et à leurs soins, parmi quelques scènes vraiment dramatiques. Antommarchi, au contraire, se montra inexact et insuffisant. Le récit de l'agonie et de la mort, de l'autopsie et des funérailles est ici quelque peu renouvelé.

Il faut remercier M. Ernest DAUDET d'avoir publié la *Correspondance de Joseph de Maistre et du comte de Blacas*¹; la lecture en est du plus grand intérêt. Joseph de Maistre avait eu ses premiers rapports avec la cour de France à propos de son livre, *Des considérations sur la France*, publié en 1796; il y disait sa haine passionnée de la Révolution; il y démontrait que la cause de la monarchie est celle de l'ordre social. Le comte de Provence en exprima sa satisfaction par l'intermédiaire de son confident, le comte d'Avary; mais Joseph de Maistre refusa l'argent qu'on lui offrait par délicatesse de dévouement à l'égard de son roi, encore à Turin à cette date. En 1802, il fut envoyé en Russie comme ministre de Sardaigne; il rencontra à Saint-Petersbourg le comte de Blacas d'Aulps, successeur d'Avary; ils furent rapprochés par leurs épreuves semblables, par l'ardeur de leurs sentiments monarchiques; de Maistre devint même, en dehors de ses fonctions officielles, au service du roi de Sardaigne, le serviteur aussi des Bourbons déchus, en qui il voyait la personification la plus remarquable de la monarchie de droit divin. Blacas et Maistre vécurent ensemble à Saint-Petersbourg jusqu'en 1808; alors Blacas suivit le comte de Provence à Londres; et cette séparation des deux amis donna naissance à une correspondance active, parfois interrompue par les difficultés des communications. Elle s'inspira naturellement des grands événements du temps, par exemple du déplorable mariage de Marie-Louise: « Qui sait pourtant, s'écrie Joseph de Maistre, si un long sang auguste, mais blanc et affaibli, mêlé avec l'écume rouge d'un brigand, ne pourrait pas former un souverain? » Elle s'inspira encore des circonstances dramatiques de la campagne de Russie, où Rodolphe de Maistre, fils de

1. *Joseph de Maistre et Blacas, leur correspondance inédite et l'histoire de leur amitié (1804-1820)*. Introduction, notes et commentaires par Ernest Daudet, avec une héliogr. Paris, Plon, 1908, in-8°, ix-398 p.

Joseph, se distingua parmi les Russes, où l'on espéra un moment que Wittgenstein et Tchitchagoff allaient « fermer le sac » sur la retraite française. Joseph de Maistre a tort d'ailleurs d'attribuer à Napoléon l'incendie de Moscou : « La destruction de Moscou brûlé de sang-froid, quartier par quartier, après avoir été reçu par capitulation, est un des forfaits les plus épouvantables qui aient souillé l'histoire de notre malheureuse espèce » (p. 204). On attribuera plus de valeur à l'opinion qu'il exprime sur la responsabilité des hostilités continuées en 1813 : « C'est lui (Napoléon) et c'est lui seul qui nous a donné l'Autriche par ses extravagantes prétentions. L'empereur (de Russie) l'a reconnu expressément. Malgré toute sa sagesse (qu'il est impossible d'exalter assez), jamais il n'aurait déterminé cette impassible Pannonie. Heureusement les soufflets du beau-fils l'ont réveillée. Les vœux outrés, les projets vastes de Buonaparte ont tout perdu pour lui en forçant tout » (p. 284). Pourtant le principal intérêt de ces lettres est dans la discussion passionnée qui s'engagea entre les deux amis au sujet du gallicanisme et de la déclaration de 1682. Blacas défendit la politique de Louis XIV avec un zèle louable, mais Joseph de Maistre s'éleva contre elle avec des arguments singulièrement forts, y montrant l'origine de l'esprit révolutionnaire; à ce moment-là, « l'ennemi du monde », Buonaparte, reprenait la doctrine gallicane contre Pie VII, et cela explique la vigueur des attaques de Joseph de Maistre : « Tout ce que nous voyons n'est qu'une révolution religieuse... Le roi de France était à la tête du système religieux de l'Europe; il était le pape temporel, et l'Église catholique était une espèce d'ellipse qui avait un foyer à Rome et l'autre à Paris... Louis XIV ne vit pas la moindre difficulté à établir chez lui comme loi fondamentale que les conciles généraux sont au-dessus du pape, c'est-à-dire, par une conclusion claire, directe, inévitable, que les États-Généraux sont au-dessus du roi. Vous ne manquerez pas de vous écrier : « C'est bien différent ! » Sans doute; car l'autorité du pape étant divine, on peut réfuter le principe, au lieu que celle du roi étant humaine (suivant les nouveaux dogmes), elle prête le flanc entièrement à découvert » (p. 426, 436). Ce sont les idées que Joseph de Maistre reprendra plus tard dans son livre *Du Pape*; il y a de la grandeur dans des opinions d'une telle sincérité.

La publication des papiers du chancelier de Nesselrode¹ se continue par les tomes V et VI. Ces deux volumes sont moins intéres-

1. *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode (1760-1850)*, extraits de ses archives, publiés et annotés avec une introduction, deux portraits et un autographe par le comte A. de Nesselrode. T. V (1813-1818) et VI (1819-1827). Paris, Lahure, s. d., 2 vol. in-8°, III-305 et III-302 p.

sants que les précédents, et cependant la période à laquelle ils se rapportent (1813-1818 et 1819-1827) a une importance capitale par la chute de Napoléon et la question de l'indépendance grecque. En vérité, il y a quelques documents utiles au commencement du tome V, notamment quelques lettres de Frédéric de Gentz à Nesselrode sur la politique de l'Autriche en 1813; il appelait une vigoureuse action de la Russie contre les scrupules et les hésitations de l'Autriche, contre le « système mitoyen ». Il craignait la paix qui « serait immédiate », affirmait-il, si Napoléon voulait se contenter de la frontière du Rhin, des Alpes et des Pyrénées. « Heureusement, ajoutait-il, c'est l'obstination de Napoléon qui fait la coalition; ses exigences feront la guerre générale aussi bien que sa modération ferait la paix générale; ses principes sont incompatibles avec toute espèce de négociation. Il sera facile, en reprenant les hostilités, d'en rejeter la responsabilité aux Français en leur disant : « Nous vous lons et nous réclavons hautement une paix fondée sur une base « juste et solide. » Celle-ci ne peut pas se concevoir sans que vous vous soumettiez à des cessions et à des sacrifices. Car c'est votre prépondérance qui a rompu l'équilibre de l'Europe et avec laquelle il est impossible de le rétablir » (p. 83-86). Cela est évident et tendrait à prouver une fois de plus que Napoléon est plus responsable que quiconque de la continuation de la guerre en 1813. — Il pouvait même signer la paix à des conditions avantageuses en profitant des dissensions qui partageaient les alliés; Gentz note en mars 1813 le danger qu'il y aurait alors à parler déjà de l'organisation de l'Allemagne: il sera impossible de s'entendre; on rencontrera des difficultés de toutes sortes; il faut se contenter sagement de la délivrer; c'est aussi l'opinion de Nesselrode : « Nous avons adopté pour principe d'éviter soigneusement toutes les discussions sur les formes futures à donner à l'Europe reconstituée, puisqu'elles ne pourraient que faire naître des germes de division entre les puissances alliées et influencer par conséquent sur les opérations de la guerre » (p. 59). Napoléon ne fit rien pour pratiquer par là une brèche dans la coalition encore incohérente; il fit tout pour achever l'union de ses ennemis en discorde. — Au tome VI, il y a des lettres curieuses, même amusantes, de la comtesse de Nesselrode, qui s'était établie à Paris, qui considérait alors la France comme sa « seconde patrie » et qui prenait parti en effet dans les querelles du temps comme une Française; elle était passionnément ultra et par suite fort dure pour Louis XVIII, « le premier des Jacobins, destiné à finir avec le bonnet rouge sur la tête, à s'installer dans le milieu du faubourg Saint-Antoine, un roi rabougri qui est sur le trône comme un magot, etc. ». De ce que les

élèves du collège Louis-le-Grand se sont révoltés pour ne pas aller aux vêpres, la bonne comtesse est scandalisée; elle y voit « la preuve que ce pays croulera ». Et ainsi les lys ont cessé de croître; c'est le jardinier des Tuileries lui-même qui le déclare : il faudrait les changer de sol, de serre et de cases. — On trouvera à la fin du volume quelques documents importants sur les circonstances de l'avènement de Nicolas I^{er} et les premiers discours qu'il adressa au corps diplomatique. On espérait autre chose sur les événements de l'indépendance grecque.

M. Pierre RAIN entreprend de continuer l'œuvre de M. Albert Sorel par *l'Europe et la Restauration des Bourbons*¹. Le premier volume que nous en avons (1814-1818) ne permet pas d'instituer une comparaison, qui n'est pas nécessaire. Le sujet a un caractère trop général pour qu'il fût possible d'en attendre d'importantes révélations : on connaissait les divers projets agités par l'Europe au sujet de la Restauration, et notamment le cas Bernadotte, le rôle de Vitrolles au congrès de Châtillon, la candidature du duc d'Orléans, puis les préférences de Louis XVIII pour l'alliance anglaise. Les sources essentielles du récit sont dans les dépêches de Wellington et la correspondance de Pozzo di Borgo². On connaissait aussi la politique du comte d'Artois, la note secrète de Vitrolles, la conspiration du bord de l'eau et la préparation délicate du congrès d'Aix-la-Chapelle. Le chapitre le plus nouveau est le chapitre ix, qui traite de la question d'argent, du paiement des dettes du gouvernement français à l'égard de l'étranger; les créanciers de la France lui réclamaient plus d'un milliard, outre l'indemnité de guerre; on eut beaucoup de peine à ramener ce gros chiffre à 240 millions, et ce fut l'objet de la convention du 25 avril 1818; l'emprunt qui fut nécessité par ce règlement fut couvert plus de six fois; la joie fut grande en France et l'envie en Europe; c'était déjà le signe extérieur du relèvement de la France. Dès lors, la négociation de l'évacuation pouvait être activement poussée pour aboutir au congrès d'Aix-la-Chapelle.

II. QUESTIONS COLONIALES ET ÉTRANGÈRES. — M. Georges DEHERME, dans son livre sur *l'Afrique occidentale française*³, étudie méthodiquement l'action politique, l'action économique et l'action sociale qui

1. Pierre Rain, *l'Europe et la Restauration des Bourbons (1814-1818)*. Paris, Perrin, 1908, 1 v. in-8°, iv-497 p.

2. On sait que la correspondance de Pozzo di Borgo est notamment publiée dans le recueil édité par M. A. Polovtsoff. M. Rain écrit tantôt Powlowstoff, tantôt Polowstoff.

3. Georges Deherme, *l'Afrique occidentale française; action politique, action économique, action sociale*. Paris, Bloud et C^o, 1908, in-8°, 528 p.

sont exercées et qui doivent être exercées sur le grand champ africain. Ainsi, on y trouvera des observations intéressantes sur la Mauritanie et l'œuvre de Coppolani; sur l'organisation administrative du Soudan (il n'est peut-être pas exact qu'il n'y ait au Soudan que des Pères Blancs et des instituteurs francs-maçons); sur l'état politique des noirs; sur le gouvernement général et notamment les services rendus par M. Roume; sur l'organisation financière; sur la police militaire, trop souvent faite par de mauvais soldats, « des apaches d'exportation »; sur la justice fétichiste et la justice indigène; sur l'amélioration sanitaire; sur la lutte à soutenir contre la prétendue soudanite qui n'est qu'alcoolisme; sur l'organisation de l'enseignement, l'enseignement coranique, l'enseignement professionnel. A propos de l'action économique, on relève ici le développement de l'outillage des ports, surtout à Dakar, les grands services rendus par la voie ferrée du Sénégal et ceux qu'on peut attendre de la voie qui aboutit à Konakry, l'exploitation des mines, carrières et gisements variés, les produits de la chasse, de la pêche et de l'élevage, la culture des palmiers, le commerce de l'acajou, de la gomme, du caoutchouc, l'importance considérable que devra prendre la vallée moyenne du Niger, qui sera comme une nouvelle Égypte lorsqu'elle aura des débouchés assurés vers la côte ou vers l'Algérie. Quant à l'action sociale, M. Deherme étudie la condition des diverses classes de la société, en particulier la « caste abjecte » des griots qui furent les instigateurs de la misérable entreprise Voulet-Chanoine, la situation de la femme dans la famille, ce qui reste de l'esclavage et de la traite et qui demande encore tant d'améliorations. A toute cette grande œuvre à peine commencée, il faudrait surtout des agents qui en fussent dignes, des « hommes » dans toute la force du terme, et non pas seulement des petits bacheliers, dit M. Deherme, qui ne peut s'empêcher, en conclusion, de faire une vigoureuse sortie contre le privilège bourgeois des diplômes universitaires.

Le dernier livre de M. Paul GAFFAREL sur la *Politique coloniale en France de 1789 à 1830*¹ ne renferme aucune révélation d'importance, n'étant fondé que sur des ouvrages de seconde main ou sur la correspondance de Napoléon. Il passe en revue, selon l'ordre géographique, d'abord les établissements de l'océan Atlantique, le Sénégal, où il rappelle le voyage de René Caillié, les comptoirs de l'Afrique occidentale, la Guyane avec le gouvernement de Victor Hugues, les Antilles françaises avec le gouvernement et la mort de Richépanse à

1. Paul Gaffarel, *la Politique coloniale en France de 1789 à 1830*. Paris, Alcan, 1908, in-8°, 496 p.

la Guadeloupe, Saint-Domingue dont l'étude constitue naturellement un des plus importants morceaux de l'ouvrage, l'abandon de la Louisiane qui ne fut plus qu'un refuge passager pour quelques Napoléonides, selon le récit qui en fut fait jadis par M. Jesse S. Reeves. — Dans la seconde partie, consacrée aux établissements de la Méditerranée, on nous annonce une étude de la politique coloniale de Napoléon, mais elle n'y apparaît qu'en partie, à propos de l'occupation des îles Ioniennes et des projets de l'Empereur sur l'Orient, à propos de la conquête et de la perte de Malte, des relations de la France avec l'Algérie étudiées jusqu'au temps du dey Hussein et de la conquête d'Alger. — Nous passons ensuite aux établissements de la mer des Indes, aux Mascareignes, à Madagascar qu'il fallut disputer sous Louis XVIII aux prétentions du gouverneur anglais de l'île Maurice, aux projets de Napoléon sur l'Hindoustan, relations avec Tippoo-Sahib, rôle de Decaen dans l'Océan Indien d'après Prentout, diversion persane, alliance russe, aventuriers français dans l'Inde. — On termine par les établissements de l'Océan Pacifique, les premières relations avec l'Annam, Napoléon et les colonies hollandaises d'Océanie, l'archipel Polynésien. — Il semble que cet ouvrage serait plus intéressant encore et répondrait mieux à son titre s'il était une étude d'histoire plutôt que de géographie historique, une étude de la politique coloniale de la France de 1789 à 1830, et notamment de la politique coloniale des Assemblées révolutionnaires et du premier Empire, où la lutte ininterrompue avec l'Angleterre entraîna la ruine presque complète de nos anciennes colonies. La date de 1815 marquerait à cet égard une meilleure coupure que celle de 1830, étant le point de départ de la renaissance de nos entreprises coloniales.

M. le Dr ROUIRE, exposant *la Rivalité anglo-russe en Asie au XIX^e siècle*¹, montre l'expansion de l'influence anglaise sur les côtes de l'Arabie, où les Russes ne sont pas pour elle des rivaux; il insiste davantage et avec raison sur la concurrence des deux gouvernements dans la région du golfe Persique et en Afghanistan; il y a là quelques indications d'une grande précision et d'un réel intérêt. Il n'est pas sûr cependant que l'Afghanistan ait définitivement cessé d'être le chemin des invasions de l'Inde; il n'est pas sûr que la situation des Anglais y soit si forte. Enfin, après une longue étude du pays tibétain et du lamaïsme, M. Rouire oppose, peut-être avec quelque exagération, le dalai-lama de Lhassa au lama de Taschi-Lumbo ou Taschi-

1. Dr Rouire, *la Rivalité anglo-russe au XIX^e siècle en Asie : golfe Persique, frontières de l'Inde*. Paris, Armand Colin, 1908, in-12, 298 p., avec une carte hors texte.

lama; cette opposition permet d'ailleurs le balancement des influences russe et anglaise, l'une plus heureuse chez le dalaï-lama, l'autre chez le taschi-lama, ce qui est du moins une forme intéressante de la rivalité anglo-russe. Ce petit livre, qui se termine par une étude de la convention du 30 août 1907, est très clair, agréable à lire et rendra des services.

M. Achille VIALLATTE a consacré un solide ouvrage à l'*Industrie américaine*¹. Il étudie d'abord l'évolution industrielle et la politique commerciale des États-Unis, les premiers tarifs contre les produits anglais, l'industrie des transports née de la guerre franco-anglaise de 1792-1815, la guerre de 1812 sortie de cette première rivalité économique de l'Angleterre et de l'Amérique. L'âge d'or de cette évolution industrielle et commerciale de l'Amérique se place entre 1834 et 1860; il fut déterminé par l'emploi de la vapeur, par un régime de protection modérée, par l'immigration vers l'ouest et la mise en valeur du Mississippi, par la découverte de l'or en Californie. Après la guerre de Sécession, les États-Unis revinrent à la protection élevée qui leur assura un grand développement industriel et une grande extension de leur réseau ferré. Puis ce fut, avec le bill Mac Kinley, en 1890, la protection à outrance et l'impérialisme économique du parti républicain. — La seconde partie du livre est consacrée à l'organisation industrielle des États-Unis, fondée sur les belles qualités pratiques de la race, l'esprit d'entreprises, même l'esprit d'aventures : l'organisation des ateliers, le travail des femmes et des enfants, les bureaux de travail et la législation ouvrière, les forces ouvrières notamment groupées par les chevaliers du travail, la « National civic Federation » instituée pour prévenir les grèves et lockouts en préparant tous moyens de conciliation, les trusts et leur redoutable activité depuis 1899, les moyens de transport, rivières, canaux, chemins de fer. — Enfin, dans une troisième partie, M. Viallatte étudie l'expansion industrielle des États-Unis, l'exportation des produits manufacturés, les marchés visés par les Américains, notamment le marché canadien et celui de l'Amérique latine, l'amélioration des voies commerciales, le canal de l'Érié, le projet de canal maritime de Chicago au golfe du Mexique, le projet de chemin de fer panaméricain de New-York à Buenos-Ayres, le canal de Panama. On recherche enfin les conditions de la grande crise de 1907 dans l'organisation de la finance américaine et des banques, d'où il résulte que la vieille Europe restera encore longtemps la grande réserve des capitaux.

1. Achille Viallatte, *l'Industrie américaine*. Paris, Alcan, 1908, in-8°, 492 p.

On a bien fait de traduire et de publier les conférences faites à la Sorbonne en 1906 par M. Archibald CARY COOLIDGE, professeur de l'Université Harvard, sur les *États-Unis puissance mondiale*¹. Quoique toutes conférences perdent beaucoup à la lecture, celles-ci conservent un grand intérêt. Elles présentent sur la situation actuelle des États-Unis un grand nombre d'aperçus très originaux; elles posent avec une précision très suggestive les problèmes essentiels qui résultent du développement contemporain de la politique impérialiste des États-Unis. En dehors d'un examen très personnel de la doctrine de Monroe ou de la doctrine dite de Drago, en dehors de l'étude du « péril jaune », qui n'est pas ici un vain mot, de la question de l'immigration japonaise ou de celle des populations de couleur en général, on goûtera particulièrement les leçons consacrées à la question du Canada ou à celle de l'Amérique latine : M. Cary Coolidge note avec soin le grand développement économique du Canada et la croissance rapide du Brésil et de la République argentine, et il prévoit de la part de ces nouvelles puissances une rivalité qui pourra être redoutable aux États-Unis. C'est l'impression la plus curieuse qui se dégage de ce livre; l'Amérique aux Américains, cette formule s'impose au respect des plus grandes puissances, mais elle ne veut pas dire l'Amérique aux États-Unis.

M. Raoul ALLIER étudie le développement curieux du *Protestantisme au Japon*² depuis une cinquantaine d'années. Le christianisme, un moment fort actif au Japon au xvi^e siècle, en fut chassé parmi les massacres au xvii^e et la persécution dura jusqu'à l'ère de Meiji; cependant, les Hollandais ne cessèrent pas pendant tout ce temps d'être tolérés au Japon. Est-ce pour cela que le protestantisme y reprit dès 1860 une réelle importance? Il agit surtout sur les intellectuels, soucieux, en cela même, d'égaler l'Europe; il y inspira de bonne heure quelques personnalités très remarquables, des missionnaires purement japonais, ambitieux de fournir à leur pays des « hommes », dans le plein sens du mot. Une sensible évolution se manifesta vers 1890, et les Japonais conçurent la pensée de fonder une sorte de christianisme national, de « japoniser le christianisme ». L'évangélisation fut plus ardente à partir de 1900, dans le temps même des grands armements militaires, un idéal moral paraissant nécessaire à quelques bons esprits pour guider, pour élever vraiment

1. Archibald Cary Coolidge, *les États-Unis puissance mondiale*, trad. de Robert-L. Cru; préface par Anatole Leroy-Beaulieu. Paris, Colin, 1908, in-12, xvi-417 p.

2. Raoul Allier, *le Protestantisme au Japon (1859-1907)*. Paris, Alean (Bibl. d'hist. contemporaine), 1908, in-12, 262 p.

la renaissance matérielle de la nation. Ils estimèrent insuffisant et vain tout idéal laïque; ils estimèrent impossible de régénérer le shintoïsme et le bouddhisme; ils sentirent vivement le besoin d'une religion véritable; ils excitèrent un grand réveil religieux. Le mouvement fut particulièrement remarquable parmi les étudiants (ce peuple est tout à fait extraordinaire), et l'ardeur patriotique de ces nouveaux chrétiens en prit pendant la guerre de Mandchourie une réelle grandeur. Dès lors, les victoires des armées et des flottes exaltant leur amour-propre, ils s'orientent vers une église nationale, qui ne sera pas seulement la satisfaction de leur besoin de moralité, mais encore en laquelle ils conçoivent une renaissance de l'idéal moral du monde entier; c'est la pensée d'un messianisme nippon, centre religieux de l'univers. M. Yamado Chio écrit : « Les diverses civilisations, produites des divers pays, doivent s'unir un jour et se fondre dans une civilisation mondiale. Or, si l'on suit attentivement la marche de toutes les civilisations, on voit qu'elles tendent à aboutir au Japon comme à leur terme suprême. D'où l'on peut inférer légitimement que c'est le Japon qui est destiné à en opérer la fusion harmonieuse et à doter l'humanité de l'unique civilisation qui en sera la résultante. » Il s'agirait d'abord d'une concentration et d'une nationalisation des diverses églises protestantes au Japon. Cet avenir est impénétrable. « On a, dit M. Henri Bois, la sensation d'être à l'aube de quelque chose de très profond, de très grand, aux retentissements incalculables, d'un apostolat aux proportions gigantesques, de toute une revision orientale de cette religion orientale qu'est en somme le christianisme. »

M. Louis AUBERT, dans *Américains et Japonais*¹, pose avec une grande netteté la question du Pacifique. Il suit le courant de colonisation qui porte les Asiatiques sur la côte américaine, suite du courant qui porta les Européens sur l'Extrême-Orient, réaction contre la colonisation européenne du Far West américain, gigantesque conflit de l'action jaune et de l'action blanche, de l'humanité du pain et du riz, des bouddhistes et des chrétiens. Conflit inévitable et qui, pour l'instant, peut paraître insoluble; car le Japon, comme la Chine, est surpeuplé, et les côtes américaines qui sont en face ne sont pas suffisamment peuplées, en sorte que la nature des choses porte et appelle les jaunes en Amérique. Ainsi s'élargit la querelle née en 1906 de l'incident des écoles de Californie et qui ne fit que révéler une situation désormais critique : aux îles Hawaï, la majorité de la

1. Louis Aubert, *Américains et Japonais*. Paris, Colin, 1908, in-12, 430 p., avec une carte hors texte.

population est asiatique, japonaise surtout; les Japonais en son le groupe le plus actif et le plus résistant, malgré le grand nombre des Chinois et malgré l'immigration récente de quelques Porto-Ricains; ils se fortifient de jour en jour, et très rapidement, par l'association; ils quittent les petits métiers et commencent à conquérir les plantations de sucre, King Sugar, dont ils attendent de beaux bénéfices et la domination de l'archipel; en attendant, citoyens américains, ils ont par les Hawaï une voie d'accès sur le Canada et les États-Unis. En Californie, ils font une redoutable concurrence aux ouvriers blancs dont le *standard of living* exige des salaires plus élevés; d'ailleurs, il n'y a pas à San-Francisco de poussée d'immigration européenne; San-Francisco est beaucoup plus rapproché du Japon que de l'Europe et semble réservé à l'immigration jaune; or, il n'y a aucune assimilation possible entre les jaunes et les blancs, entre les Américains et les Japonais, et le problème de la conciliation des intérêts en présence est des plus délicats. Les côtes occidentales de l'Amérique du Sud ont besoin aussi d'une immigration abondante; les blancs n'y suffisent pas; les Péruviens appellent des travailleurs japonais dans leurs mines; les Japonais n'y seront-ils pas bientôt trop nombreux, et alors les États-Unis leur appliqueront-ils la doctrine de Monroe? La question est brûlante aux îles Philippines. La rivalité est déclarée entre Américains et Japonais pour la domination du Pacifique; déjà les Japonais comparent le canal de Panama au chemin de fer transsibérien, et on conclurait à une guerre inévitable entre les deux adversaires si les États-Unis n'avaient pas le plus grand intérêt à l'éviter et si les Japonais n'avaient pas d'absorbantes préoccupations en Mandchourie, en Corée et en Chine.

Édouard DRIAULT.

ALLEMAGNE.

MOYEN ÂGE.

(Publications des années 1905 et 1906.)

Depuis la publication du dernier Bulletin historique consacré à l'histoire du moyen âge allemand¹, un nombre considérable de volumes ont vu le jour qu'il ne saurait être question de rappeler ici, même sommairement. Mais il est nécessaire, avant d'aborder directement l'examen des ouvrages parus depuis le début de l'année 1905, d'indiquer en quelques lignes jusqu'à quel point ont été menées les grandes collections historiques dont l'intérêt est capital pour l'histoire de l'Allemagne.

I. GRANDES COLLECTIONS. — Dans le recueil des *Monumenta Germaniae historica*, la série in-folio des *Scriptores* a été achevée en 1896 avec la publication du t. XXX. Les directeurs de l'entreprise ont, avec raison, jugé que le format in-folio avait fait son temps, et c'est dans le format in-4° qu'ont paru le t. XXXI et la première partie du t. XXXII (1903 et 1906) dus à l'inlassable activité de M. HOLDER-EGGER. De ces deux volumes, l'un est consacré à la publication de toute une série de sources italiennes, parmi lesquelles il faut citer la chronique de Sicard de Crémone et les œuvres d'Albert Milioli de Reggio; l'autre contient le début de la célèbre chronique de Salimbene. — La série des *Auctores antiquissimi* a atteint le t. XI en 1898; celle des *Libelli de lite imperatorum et pontificum saeculis XI et XII* le t. III en 1897. — La série des *Deutsche Chroniken* est une de celles qui a été, en ces dernières années, poussée avec le plus d'activité : quatre volumes et demi (t. I, III, V et VI, 4^{re} partie) en ont paru de 1895 à 1906. — La série des *Leges* comprend elle-même plusieurs sections : celle des *Leges nationum germanicarum*, dont le dernier volume paru (1902) donne le texte des lois visigothiques, éditées par M. K. ZEUMER; celle des *Capitularia regum Francorum*, terminée en 1897; celle des *Concilia*, dont a paru en 1904 la première partie du t. II, contenant les conciles de l'époque carolingienne jusqu'à l'avènement de Louis le Pieux, édités par M. A. WERMINGHOFF; enfin la section des *Constitutiones et acta publica imperato-*

1. *Rev. Hist.*, t. LIII, p. 108.

rum et regum, dont les trois volumes et demi parus (1894-1906) renferment le texte des constitutions des années 914-1313. — Des *Diplomata Karolinorum*, un volume a paru (1906) par les soins de M. MÜHLBACHER, A. DOPSCH, J. LECHNER et M. TANGI; il contient les diplômes de Pépin, de Carloman et de Charlemagne. Quant aux *Diplomata regum et imperatorum Germaniae*, dont les deux premiers volumes sont dus à Th. von Sickel, ils en sont arrivés au t. III (1903), publié par M. H. BRESSLAU et contenant les actes de Henri II, de l'impératrice Cunégonde et du prétendant italien Arduin, avec une importante introduction consacrée à la chancellerie impériale au temps de Henri II. — Six volumes de la série des *Epistolae* ont été publiés, contenant les lettres de Grégoire le Grand, les lettres de l'époque mérovingienne et une partie des lettres de l'époque carolingienne, et M. RODENBERG a donné en 1894 le t. III et dernier des *Epistolae saeculi XIII e regestis pontificum Romanorum selectae*. — Enfin dans la série des *Antiquitates*, s'il n'a rien paru des *Poetae latini aevi Carolini* depuis le t. III (1896), MM. HERZBERG-FRÄNKEL et L. BAUMANN ont donné, par contre, récemment les t. II et III (1904 et 1905) des *Necrologia Germaniae*.

Ajoutons que la collection in-8° des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum* s'est rapidement accrue. A côté de simples réimpressions de textes, elle contient d'excellentes éditions critiques, que les érudits, même les meilleurs, ont trop souvent le tort d'ignorer. Parmi les dernières parues nous citerons, pour l'époque mérovingienne, celle des Vies de saint Colomban, de saint Vaast et de saint Jean de Moutiers par Jonas de Bobbio (*Jonae Vitae sanctorum Columbani, Vedastis et Johannis*) due à M. Br. KRUSCH (1905), qui a utilisé pour cette publication des manuscrits dont il n'avait pu se servir dans les *Monumenta Germaniae* et qui a fait précéder le texte des documents d'une excellente introduction où il s'est appliqué à retracer d'une manière critique la vie des trois saints. Citons encore, pour la même époque, l'édition des *Annales Mettenses priores* par M. B. VON SIMSON (1905) et celle des *Vitae sancti Bonifatii* par M. W. LEVISON (1905), et, pour l'époque carolingienne, la réédition de la *Vita Karoli Magni* d'Einhard par M. HOLDER-EGGER (1905) et des *Rerum gestarum saxoniarum libri III* de Widukind, moine de Corvey, par M. K.-A. KERN (1904).

La grande entreprise des *Regesta imperii*, dont J.-F. Böhmer fut l'initiateur au commencement du siècle dernier, a été poursuivie avec beaucoup d'activité, et l'on sait que l'œuvre même de Böhmer a été entièrement refondue tant pour l'époque des Carolingiens que pour l'époque suivante. Parmi les derniers fascicules parus à la librairie

Wagner, d'Innsbruck, avant l'année 1907, il faut citer la fin des registes des années 1498-1272 par M. F. WILHELM (1904) et les deux volumes de la onzième série (consacrés aux actes de Sigismond, 1410-1437) par M. W. ALTMANN (1897-1900). Dans ces deux derniers volumes on a dû, malheureusement, se borner à donner non pas les registes de l'empereur, mais seulement un relevé chronologique de ses actes.

La collection des chroniques des villes allemandes du XIV^e au XVI^e siècle, que publie la Commission historique de Munich et que K. Hegel dirigea pendant près de cinquante ans, touche à sa fin. Comme le directeur actuel, M. G. von Below, nous l'apprend dans la préface du t. XXIX, il ne reste plus à éditer que quelques chroniques de la Basse-Allemagne. Ce t. XXIX, dû à M. F. ROTH, contient la chronique du peintre protestant d'Augsbourg, Georges Preu l'ainé¹.

Le recueil des plus anciens actes du Reichstag, publié également par la Commission historique de Munich, avance beaucoup plus lentement. Depuis dix ans, trois volumes seulement ont paru, comprenant les actes des années 1431-1437. Le t. X du recueil, relatif aux années 1431-1433, est dû à M. H. HERRE². Il est surtout important par la riche collection de documents qu'il renferme sur la politique de Sigismond au commencement de la querelle entre le pape et le concile et sur le voyage de l'empereur à Rome et son couronnement. L'introduction (que l'auteur appelle modestement Avant-propos), forte de 100 pages, est due au directeur de l'entreprise, M. L. QUIDDE. Il y traite des sources du volume et en particulier des recueils, manuscrits et imprimés des actes du concile de Bâle.

Enfin la Commission historique de Munich a également poussé avec ardeur la publication de ses *Jahrbücher der deutschen Geschichte* qui fournissent à l'histoire une base solide et dont les derniers fascicules ont été déjà analysés et examinés ici même. Qu'il suffise de rappeler que M. MEYER VON KNONAU a achevé en 1904 les *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Heinrich IV*³, commencés en 1890.

II. PUBLICATIONS DE TEXTES. — En dehors des collections que nous venons de citer, un grand nombre de textes ont été publiés au cours

1. *Die Chroniken der deutschen Städte vom 14. bis 16. Jahrh.*; t. XXIX. Leipzig, Hirzel, 1906, in-8°, VII-110 p.

2. *Deutsche Reichstagsakten*; t. X : *Die Reichstagsakten unter Kaiser Sigismund*, 4^e partie (1431-1433), publ. p. H. Herre. Gotha, F.-A. Perthes, 1906, in-4°, CXXI-1142 p.

3. T. V (1097-1106). Leipzig, Duncker et Humblot, 1904, in-8°, XIV-516 p.

des années 1905 et 1906 que nous passerons en revue en les classant par pays.

La Commission historique badoise a publié la suite des constitutions municipales de la région du haut Rhin : c'est d'abord celles de Bruchsal et de quelques villes de droit franc relevant autrefois de l'évêché de Spire, publiées par M. C. KOEHNE¹. La petite ville de Villingen (au nord de Donaueschingen), dont les lois municipales ouvrent, dans l'étude de M. RÖDER², la liste des lois municipales souabes de la région du haut Rhin, possède des sources plus riches. La partie la plus ancienne date de l'année 1294, mais la partie la plus considérable appartient à l'époque de la domination des Habsbourg, qui a duré de l'année 1326 jusqu'au commencement du XIX^e siècle. D'autre part, M. K. RIEDER³ a apporté des suppléments considérables et des index au t. II des regestes des archevêques de Constance, publiés avec grand soin par M. A. CARTELLIERI et relatifs aux années 1293-1383. Il est seulement regrettable que M. Rieder n'ait pas suivi pour son supplément la disposition si commode et si claire que M. Cartellieri avait adoptée pour la partie principale de l'ouvrage.

La Commission historique du Wurtemberg a fait paraître, par les soins de M. Ad. DIEHL⁴, le t. II du cartulaire de la ville d'Esslingen, intéressant surtout pour l'histoire administrative et économique de cette ville d'Empire à la fin du XIV^e siècle et au commencement du XV^e. — Ulm surpasse Esslingen en importance politique. Mais ce sont surtout des détails sur la vie intérieure de la cité qu'apportent les documents compris dans le *Livre rouge*, que publie M. C. MOLLWO⁵. Ce recueil a été commencé en 1373 et continué jusqu'à la fin du XV^e siècle.

La grande collection des *Monumenta Boica*, qui a été entreprise par l'Académie des sciences de Munich, et dont le premier volume

1. *Oberrheinische Stadtrechte*; 1. Abteil. : *Fränkische Rechte*; Heft 7 : *Bruchsal, Rothenberg, Philippsburg (Udenheim), Obergrombach u. Steinheim*, publ. p. C. Köhne. Heidelberg, Winter, 1906, in-8°, p. 835-988.

2. *Oberrheinische Stadtrechte*; 2. Abteil. : *Schwäbische Rechte*; Heft 1 : *Villingen*, publ. p. Chr. Röder. Heidelberg, Winter, 1905, xviii-228 p.

3. *Regesten zur Geschichte der Bischöfe von Konstanz von Bubulcus bis Thomas Bertolter (517-1496)*; t. II : 1293-1383, publ. p. Alex. Cartellieri; *Nachträge und Register*, par K. Rieder. Innsbruck, Wagner, 1905, in-4°, vii-603 p.

4. *Württembergische Geschichtsquellen*; t. VII : *Urkundenbuch der Stadt Esslingen*; t. II, publ. p. Ad. Diehl. Stuttgart, Kohlhammer, 1905, in-8°, xxvii-643 p.

5. *Württembergische Geschichtsquellen*; t. VIII : *Das rote Buch der Stadt Ulm*, publ. p. C. Mollwo. Ibid., 1905, in-8°, vii-304 p.

a paru il y a environ un siècle et demi, a été enrichie d'un volume, qui complète les documents publiés autrefois, sur l'histoire de l'évêché de Würzburg. Ce volume, dû à MM. E. von OEFELE et J. PETZ¹, ne contient, pour les XI^e, XII^e et XIII^e siècles, qu'un petit nombre de textes. La plus grande partie du volume concerne le XIV^e siècle et surtout la seconde moitié de ce siècle. — M. BITTERAUF² a commencé une excellente édition des *Traditions de l'évêché de Freising*, source très importante pour l'histoire économique et sociale de la Bavière à l'époque carolingienne et qu'on ne connaissait jusqu'ici que par la publication qu'en avait faite Meichelbeck il y a près de deux siècles. L'édition de M. Bitterauf, disposée suivant l'ordre chronologique, est précédée d'une étude sur les manuscrits et de recherches diplomatiques approfondies, ainsi que de recherches concernant l'histoire économique.

M. STEINACKER³ a entamé la publication des registres des comtes de Habsbourg, qu'il a menés dans un premier fascicule jusqu'à l'année 1281, et qu'il a fait suivre dès maintenant de listes fort précieuses des personnages par lesquels et auxquels les actes ont été délivrés, ainsi que de tableaux généalogiques. — La collection des documents relatifs à la ville de Vienne, éditée par la Société archéologique viennoise, est divisée d'une façon singulière : suivant les archives d'où proviennent ces documents. Un volume⁴ en a paru en 1906, qui contient le catalogue de documents conservés au monastère de Gera et dans les archives de la ville de Drosendorf (publié par M. ŽÁK), et le catalogue des documents conservés dans les archives de la basse Autriche (publié par M. STARZER). — La collection de documents étudiés par M. A. LANG⁵, et qui comprend tous les textes qu'il a pu trouver dans les archives du Vatican et dans quelques autres archives sur l'histoire des relations de la province et du diocèse de Salzbourg

1. *Monumenta Boica* ; t. XLVI. München, 1905, in-8°, 754 p.

2. *Quellen und Erörterungen zur bayerischen und deutschen Geschichte*; nouv. série, t. IV : *Die Traditionen des Hochstifts Freising*, publ. p. Théod. Bitterauf. München, Rieger, 1905, in-8°, v-cviii-792 p.

3. *Regesta Habsburgica*; *Regesten der Grafen v. Habsburg und der Herzöge v. Österreich aus dem Hause Habsburg*, publ. sous la direction de M. Oswald Redlich; 1^{re} partie : *Die Regesten der Grafen v. Habsburg bis 1281*, publ. p. Harold Steinacker. Wien, Gumpowicz, 1905, in-4°, ix-148 p.

4. *Quellen zur Geschichte der Stadt Wien*, publ. p. A. Starzer; 1^{re} partie : *Regesten aus in- und ausländischen Archiven mit Ausnahme des Archivs der Stadt Wien*; t. V. Wien, Konegen, 1906, in-4°, 469 p.

5. *Acta Salzburgo-Aquilejensia*; I : *Die Urkunden über die Beziehungen der päpstlichen Kurie zur Provinz und Diözese Salzburg (mit Gurk, Chiemsee, Seckau und Lavant), 1316-1378*, publ. p. Alois Lang; fasc. 2 : 1352-1378. Graz, Styria, 1906, in-8°, p. 369-840.

avec la papauté d'Avignon, est du plus haut prix pour l'étude de la politique religieuse des papes d'Avignon. — Dans la collection des cadastres autrichiens, inaugurée avec tant de succès par l'édition Dopsch des cadastres de la haute et de la basse Autriche, ont paru les cadastres du monastère de Göttweig sur le Danube. L'éditeur, M. A.-F. Fuchs¹, cherche, dans une ample introduction, à exposer les résultats auxquels mène l'examen de ces cadastres pour la connaissance de l'extension des possessions foncières du monastère. Le même savant² a en partie publié, en partie analysé les chartes du monastère d'Aggsbach, en basse Autriche. Ces chartes sont pour la plupart du XIV^e et du XV^e siècle. — Incomparablement plus importante pour l'histoire politique est la précieuse collection des sources concernant l'histoire de la Carinthie, au t. IV de laquelle M. A. von Jaksch³ publie les documents des années 1202-1269, avec un index qui porte également sur les textes compris dans le t. III. L'introduction contient des observations intéressantes pour la diplomatique.

Revenons maintenant vers la frontière ouest de l'empire. Nous devons citer tout d'abord la publication par M. SAUERLAND⁴ des documents pontificaux relatifs à l'histoire de l'évêché de Metz et des églises lorraines en général. Le t. I, paru en 1904, embrassait le pontificat de Boniface VIII; le t. II va de l'avènement de Clément VI à la mort d'Urbain V. L'introduction a trait à la politique en matière ecclésiastique plutôt qu'à l'histoire religieuse de la Lorraine.

La Société d'histoire rhénane, qui a son siège à Cologne et qui, sous la direction de M. J. Hansen, exerce son action en tout sens, a le grand mérite d'avoir mis au jour de précieuses sources concernant l'histoire des pays rhénans. Depuis le début de l'année 1905, elle a publié plusieurs volumes du plus haut intérêt : aux deux volumes de sa collection de documents relatifs à l'histoire des rapports du pays rhénan, — et en particulier des archevêchés de Cologne et de

1. *Österreichische Urbare*; 3^e série : *Urbare geistliche Grundherrschaften*; t. I : *Urbare der Bened.-Stiftes Göttweig (1302-1536)*, publ. p. A. F. Fuchs. Wien et Leipzig, Braumüller, 1906, in-8°, CCXXXII-668 p.

2. *Fontes rerum austriacarum*; 2^e série : *Diplomata et acta*; t. LIX : *Urkunden und Regesten zur Geschichte der aufgehobenen Kartause Aggsbach*, publ. p. A. F. Fuchs. Wien, Hölder, 1906, in-8°, XXIX-442 p.

3. *Monumenta historiae ducatus Carinthiae*; t. IV : *Die Kärntner Geschichtsquellen, 1202-1269*, publ. p. A. von Jaksch. Klagenfurt, 1905-1906, in-8°, XI-1073 p.; 14 tableaux généal.

4. *Quellen zur lothringischen Geschichte*; 2^e série : *Valikanische Urkunden und Regesten zur Geschichte Lothringens*, publ. p. H. V. Sauerland; t. II (1342-1370). Metz, Scriba, 1905, in-8°, XII-373 p.

Trèves, — avec la papauté, elle a ajouté un troisième volume¹ concernant le pontificat de Clément VI. Ici encore, M. SAUERLAND cherche, dans l'introduction, à mettre surtout en lumière la politique de la Curie en matière financière et en matière de bénéfices ecclésiastiques. Un autre volume des publications de la Société rhénane² contient le texte des cadastres de l'abbaye de Werden, sur la Ruhr, qui fut fondée à la fin du VIII^e siècle. Les textes de la première partie, la seule parue jusqu'à ce jour, sont tirés de cartulaires et de plans cadastraux. On en connaissait déjà une grande partie, mais c'est aujourd'hui seulement, grâce à leur réunion et grâce au savant commentaire qu'en donne M. KÖTZSCHKE, qu'ils permettent de suivre d'une façon précise l'extension de la puissance foncière des monastères jusqu'au XIII^e siècle. L'introduction donne un exposé sommaire de l'histoire de l'abbaye et de ses propriétés foncières, ainsi qu'un examen très détaillé des sources. — Pour un autre établissement de la même région, dont l'histoire remonte jusqu'au commencement du VIII^e siècle, le monastère de Kaiserswerth (au-dessous de Düsseldorf), M. H. KELLETER³ a donné un recueil de documents qui vont depuis l'origine jusqu'à la disparition du monastère. Il y a là des textes importants pour l'histoire économique et dont la consultation est facilitée par d'excellents index.

La collection des documents relatifs à la ville de Francfort-sur-le-Mein publiée jadis par J.-Fr. Böhmer a été entièrement remaniée et renouvelée par M. F. LAU⁴, surtout pour les années 1314-1340, qui font l'objet du t. II. Le nombre des documents a été porté au quintuple et le nouvel éditeur a dressé d'utiles index. Malheureusement, la table des matières fait encore défaut. — Pour ce qui est de la Thuringe, nous devons citer la dernière partie, attendue depuis longtemps déjà, de la collection de documents du célèbre monastère bénédictin de Paulinzelle, collection publiée par M. ANEMÜLLER⁵.

1. *Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde*; t. XXIII: *Urkunden und Regesten zur Geschichte der Rheinlande aus dem Vatikan*. *Archiv*, publ. p. H. V. Sauerland; t. III. Bonn, Hanstein, 1905, in-8°, LXXV-503 p.

2. T. XX: *Rheinische Urbare*. T. II: *Die Urbare der Abtei Werden an der Ruhr*; 1^{re} partie: *Die Urbare von 9.-13. Jahrhundert*, publ. p. R. Kötzschke. Bonn, Behrendt, 1906, in-8°, CXXX-555 p.

3. *Urkundenbücher der geistlichen Stiftungen des Niederrheins*; t. I: *Urkundenbuch des Stiftes Kaiserswerth*, publ. p. H. Kelleter. Bonn, Hanstein, 1905, in-8°, VIII-LXVIII-672 p.

4. J.-F. Böhmer, *Urkundenbuch der Reichsstadt Frankfurt*; nouv. éd., t. II (1314-1340), publ. p. F. Lau. Frankfurt, Baer, 1905, in-4°, VII-643 p.

5. *Thüringische Geschichtsquellen*. T. II: *Urkundenbuch des Klosters Pau-*

Nous devons citer encore les regestes thuringiens de M. R. von MANSBERG¹, riches, mais bizarrement composés et d'intérêt plutôt local. — La Westphalie ne nous offre que la continuation d'une petite collection de documents, dont la portée est très étroitement limitée². L'inventaire des archives de l'État d'Anhalt se poursuit avec régularité³. — Pour l'histoire des archevêques de Hildesheim, de leur église, de leur province, durant les années 1340-1340, M. HOGGEBERG⁴ nous offre une grande quantité de matériaux nouveaux à côté d'autres déjà connus. Avec raison, il n'a fait qu'analyser certains documents déjà publiés ailleurs ou d'importance médiocre. Certains documents ne sont donnés, en outre, que sous forme d'extraits. — Parmi les collections de documents des villes de la basse Saxe, nous devons citer, à côté de la troisième et de la quatrième partie de la collection de la petite ville de Meppen⁵, la suite des très importantes collections des villes de Goslar⁶ et de Brunswick⁷. La famille de Wolfenbüttel-Asseburg, originaire des environs de Brunswick, a poussé sa collection de documents jusqu'à la fin du xv^e siècle⁸.

Passons maintenant aux territoires qui bordent la mer. Dans la

linzelle; fasc. 2 (1314-1514), publ. p. E. Anemüller. Iéna, Fischer, 1905, in-8°, p. 161-581.

1. Richard Freiherr von Mansberg, *Erbarmannschaft weltinischer Lande. Urkundliche Beiträge zur obersächsischen Landes- und Ortsgeschichte in Regesten vom 12. bis Mitte des 16. Jahrh.*; t. III : Thüringen. Dresden, Baensch, 1905, in-4°, VIII-616 p.

2. *Cörsfelder Urkundenbuch*, publ. p. F. Darpe; t. II, fasc. 1 et 2 (Cörsfelder Programm), 1905-1906, p. 1-48 et 49-96.

3. Wäschke, *Regesten der Urkunden des herzoglichen Haus- und Staatsarchives zu Zerbst, 1401-1500*; fasc. 5-9. Dessau, Dünhaupt, 1905-1906, in-8°, p. 193-432.

4. *Quellen und Darstellungen zur Geschichte Niedersachsens*; t. XXII : *Urkundenbuch des Hochstifts Hildesheim und seiner Bischöfe*, publ. p. H. Hoggeweg; fasc. 4 (1310-1340). Hannover, Hahn, 1905, in-8°, VII-962 p., 6 pl. de sceaux.

5. *Meppener Urkundenbuch*, publ. p. H. Wenker; fasc. 3 et 4 (1440-1485) (Programm, Meppen), 1905-1906, p. 201-288 et 289-352.

6. *Geschichtsquellen der Provinz Sachsen*; t. XXXII : *Urkundenbuch der Stadt Goslar und der in und bei Goslar belegenen geistlichen Stiftungen*, publ. p. G. Bode; t. IV (1336-1365). Halle, Hendel, 1905, in-8°, XXXV-831 p., 8 pl. de sceaux.

7. *Urkundenbuch der Stadt Braunschweig*; t. III (1321-1340); fasc. 3 (Index), publ. p. H. Mack. Braunschweig, Schwetschke, 1905, in-4°, p. 529-731.

8. *Asseburger Urkundenbuch. Urkunden und Regesten zur Geschichte des Geschlechtes Wolfenbüttel-Asseburg und seiner Besitzungen*; t. III, publ. d'après les papiers du comte de Bochholtz-Asseburg par Egbert, comte d'Asseburg. Hannover, Hahn, 1905, in-8°, 593 p.

région de la mer du Nord, le monastère bénédictin de Neuenwande (ce monastère est situé au milieu de marécages, sur la rive droite de la Weser) a trouvé en la personne de M. le pasteur RÜTHER¹ un commentateur expert des documents précieux que renferme ses archives; l'introduction détaillée réunit surtout les résultats relatifs à l'histoire économique. Parmi les villes de la mer Baltique, Lübeck seulement peut enregistrer un progrès, d'ailleurs modeste, de sa collection de documents². Au contraire, les collections de plusieurs villes, situées à l'intérieur des terres, dans la région de la mer Baltique, ont été sensiblement avancées. M. O. VON HEINEMANN³, qui s'occupe de la collection des documents de Poméranie, a terminé le t. V, embrassant les années 1311-1320, et publié la moitié du t. VI. Dans la collection de Poméranie, comme dans celle de Lübeck, tous les documents sont imprimés in-extenso, conformément à un principe qui sera difficilement applicable pour les dernières années du xiv^e siècle et dont on peut, déjà pour la première moitié de ce siècle, critiquer l'utilité. La collection des documents de l'archevêché de Samland a été augmentée d'un petit fascicule⁴, qui contient les documents de 1344 à 1387, en partie publiés in-extenso, en partie seulement analysés. L'Ermeland, voisin de Samland, a poussé sa collection de documents jusqu'au xv^e siècle⁵.

Le recueil des documents relatifs à la Livonie, l'Esthonie et la Courlande, dont deux nouveaux volumes ont paru⁶, concernant les années 1450-1459 et 1504-1505, est d'un bien plus grand intérêt pour l'histoire générale. Ce recueil, extrêmement riche, est particulièrement important pour l'histoire de l'ordre Teutonique, ainsi que pour l'histoire de la « Hanse » allemande. — L'histoire de la Hanse a

1. *Urkundenbuch des Klosters Neuenwalde*, publ. p. H. Rütther. Hannover, Hahn, 1905, in-8°, 390 p.

2. *Urkundenbuch der Stadt Lübeck*; t. XI, fasc. 7 et 8. Lübeck, Lübecke et Nöhring, 1905, in-4°, p. 601-765.

3. *Pommersches Urkundenbuch*; t. V, fasc. 2 (1317-1320), et t. VI, fasc. 1 (1321-1324), publ. p. O. Heinemann. Stettin, Niethammer, 1905-1906, in-4°, p. 289-721 et p. 1-248.

4. *Urkundenbuch des Bistums Samland*, fasc. 3. Leipzig, Duncker et Humblot, 1905, in-8°, p. 255-366 (forme le t. II du *Neues preussisches Urkundenbuch*; Ostpreuss. Teil, 2^e partie).

5. *Codex diplom. Warmiensis oder Regesten und Urkundenbuch zur Geschichte Ermlands*, publ. p. V. Röhrich et F. Liedtke; t. IV, fasc. 1 et 2. Braunsberg, Bender, 1905-1906, p. 1-96 et p. 97-256 (forme le t. IX des *Monumenta hist. Warmiensis*).

6. *Liv-est und Kurländisches Urkundenbuch*; 1^{re} partie, t. XI (1450-1459), publ. p. Ph. Schwartz; 2^e partie, t. II (1500-1505), publ. p. v. L. Arbusow. Riga et Moscou, Deubner, 1905, in-8°, XXI-783 et XX-760 p.

reçu de tout temps son impulsion la plus immédiate de la Société d'histoire hanséatique. Des deux grandes séries de textes publiés pour cette société, les recez de la Hanse et le cartulaire, la première est près d'être terminée. M. Dietrich SCHÄFER, qui s'occupe avec une ardeur infatigable depuis près d'une génération de recherches concernant l'histoire de la « Hanse », sans que ces recherches fussent à absorber toute son activité, a publié dans le t. VII de cette première série¹ les recez des années 1517-1521. C'est l'époque où les relations commencent à devenir tendues entre la « Hanse » et l'Angleterre; à partir de 1520, la rupture éclate d'autre part entre la « Hanse » et le Danemark; à l'intérieur surgissent des différends entre les membres de la ligue, et des tendances opposées se font jour parmi eux. Une introduction d'ensemble, courte et claire, nous renseigne sur la marche générale des événements, et chaque chapitre est accompagné d'une introduction particulière. — Le t. VI du cartulaire de la Hanse a été publié par M. K. KUNZE². Il englobe les années 1415-1433 et offre une quantité considérable de renseignements nouveaux sur les affaires intérieures et extérieures; parmi ces dernières apparaissent au premier plan les relations avec le Danemark et les villes des Pays-Bas. — Les *Bürgersprachen* ou décisions prises dans les assemblées municipales de la ville de Wismar³ sont une source appréciable pour l'histoire intérieure d'une ville « hanséatique ». L'éditeur, M. F. TECHEN, y a ajouté d'abondantes tables et une introduction extrêmement développée, où sont mis en œuvre les documents dont il publie le texte dans le corps du volume et où il compare les *Bürgersprachen* de la ville de Wismar avec celles d'autres villes.

En fait de sources narratives, il a paru peu de choses en dehors des *Monumenta Germaniae* et des *Scriptores rerum germanicarum*. Le récit, par un témoin oculaire, du transport des cendres de saint Gui à l'abbaye de Corvey (836), publié en dernier lieu par Jaffé, au t. I de sa *Bibliotheca*, d'après de vieux imprimés, a été réédité d'après deux manuscrits par M. F. STENTRUP⁴ dans une édition meil-

1. *Hanserezeze von 1477-1530*, publ. p. Dietrich Schäfer; t. VII. Leipzig, Duncker et Humblot, 1905, in-4°, xiv-941 p.

2. *Hansisches Urkundenbuch*; t. VI (1415-1433), publ. p. K. Kunze. Leipzig, Duncker et Humblot, 1905, in-4°, vi-666 p.

3. *Hansische Geschichtsquellen*; nouv. série, t. III : F. Techen, *Die Bürgersprachen der Stadt Wismar*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1906, in-8°, xvi-411 p.

4. *Die Translatio sancti Viti*, publ. p. F. Stentrup dans les *Abhandlungen über Corveyer Geschichtsschreibung* de F. Philippi. Münster, Aschendorf, 1906, in-8°, xxii-184 p. (p. 49-106).

leure que celle de Jaffé, mais qui, au point de vue critique, n'est qu'à demi satisfaisante. — M. K. STRECKER¹ a publié une bonne édition des œuvres de Hrotsvit de Gandersheim, édition dans laquelle il met largement à profit, mais non sans la critiquer, l'étude fondamentale de M. Winterfeld. L'œuvre de M. Strecker a d'ailleurs sur celle de M. Winterfeld l'avantage d'être plus maniable.

Le célèbre manuscrit original de Thietmar de Merseburg a été complètement reproduit en une série de photographies² qui forment un complément précieux à l'édition critique des *Scriptores rerum germanicarum*. Le manuscrit nous fait en effet assister à l'éclosion de l'œuvre et nous conduit, pour parler comme l'éditeur, M. L. SCHMIDT, dans le cabinet de travail d'un historien du moyen âge. — La chronique écrite en langue française par le bourgeois metzain J. d'Esch, vers le milieu du ^{xv}^e siècle, est importante pour l'époque des derniers empereurs de la famille des Luxembourg. L'éditeur, M. G. WOLFRAM³, y a joint une épopée sur le pèlerinage de Henri VII à Rome et des poésies sur la guerre des quatre monarques en 1324-1326, épopée et poésies écrites par des contemporains et placées par J. d'Esch en tête de sa chronique en prose. Dans l'introduction, M. G. Wolfram étudie de très près les sources dont nous venons de parler. — La chronique bavaroise écrite par le chevalier Hans Ebran du bourg de Wildenberg dans la basse Bavière, chronique plus récente que celle de Metz d'à peu près une génération et que M. F. Roth⁴ nous présente dans une édition très soignée, n'a guère d'intérêt pour l'époque où elle fut écrite. Mais cette œuvre populaire bavaroise est intéressante pour l'histoire des idées et des mœurs; elle est remarquable aussi comme l'un des derniers écrits historiques de la fin du moyen âge que l'esprit humaniste n'a pas encore effleuré. C'est ainsi que cette œuvre, tout en appartenant encore au domaine de l'histoire proprement dite, touche déjà au domaine de l'histoire littéraire.

1. *Hrotsvitae opera*, éd. Karolus Strecker. Leipzig, Teubner, 1906, in-8°, vi-272 p.

2. *Die Dresdner Handschrift der Chronik des Bischofs Thietmar von Merseburg... in Faksimile herausg.* Dresden, Brockmanns Nachfolger, 1905, in-4°, iv p. et 385 pl.

3. *Quellen zur lothringischen Geschichte*; t. IV : *Jaique Dex* (Jacques d'Esch), *Metzer Chronik über die Kaiser und Könige aus dem luxemburgischen Hause*, publ. p. Wolfram. Metz, Scriba, 1906, in-8°, xcv-534 p.

4. *Quellen und Erörterungen zur bayerischen und deutschen Geschichte*; nouv. série, t. II, fasc. 1 : *Des Ritters Hans Ebran v. Wildenberg Chronik von den Fürsten aus Bayern*, publ. p. F. Roth. München, Rieger, 1905, in-8°, LXXXVII-200 p.

Des sources concernant l'histoire de la littérature, nous n'avons pas à parler ici. Qu'il nous soit permis cependant, en passant, d'attirer l'attention sur la Collection de textes allemands du moyen âge, commencée en 1904, qui s'est accrue rapidement depuis et qui est publiée, à l'instigation de M. G. RÖTKE, par l'Académie de Berlin. Cette collection ne donne que des œuvres inédites en prose et en vers des XIII^e, XIV^e, XV^e et XVI^e siècles et offre aussi bien à l'historien qu'au critique littéraire un nouveau moyen de faire plus amplement connaissance avec ce moyen âge finissant dans lequel l'avenir est en germe. Les textes sont donnés sans commentaire historique. Il est regrettable que dans les introductions les éditeurs se bornent à décrire et à classer les manuscrits qu'ils utilisent sans dire un mot qui touche à l'histoire littéraire. Le t. I de la collection¹ renferme l'édition par M. JELLINECK du poème sur *Frédéric de Souabe* terminé en 1178.

III. CRITIQUE DES TEXTES. — Parmi les travaux relatifs à la critique des sources historiques du moyen âge allemand qui ont paru en 1905 et 1906, nous citerons d'abord l'ouvrage d'ensemble que M. K. JACOB, de Tübingen, a consacré aux sources antérieures au XV^e siècle². Cet ouvrage n'est pas sans lacunes ni sans défauts, mais c'est un petit manuel d'une très grande clarté et d'une très grande objectivité, mieux approprié à une première initiation que le travail plus développé publié par M. JANSEN³.

M. H. SCHNEIDER s'est donné pour tâche d'étudier les écrivains du X^e au XIII^e siècle au point de vue de leur « kausales Denken », c'est-à-dire quant à leur façon de comprendre le problème de Dieu et du monde⁴. M. Schneider voudrait obtenir ainsi une courbe générale du développement de la faculté de raisonner et de concevoir (*Denk- und Vorstellungsvermögen*). C'est le travail d'un penseur, mais malheureusement pas d'un historien. Il repose sur une connaissance tout à fait insuffisante des sources; les jugements sont superficiels

1. *Deutsche Texte des Mittelalters*; t. I : *Friedrich von Schwaben*, publ. p. M.-H. Jellineck, Berlin, Weidmann, 1904, in-8°, XXII-127 p., 1 pl. — Six volumes nouveaux ont paru en 1905 et 1906.

2. K. Jacob, *Quellenkunde der deutschen Geschichte*; t. I. Leipzig, Göschen, 1906, in-16, 154 p.

3. M. Jansen, *Historiographie und Quellen der deutschen Geschichte bis 1500*, dans le *Grundriss der Geschichtswissenschaft*, publ. p. A. Meister, t. I, fasc. 2. Leipzig, Teubner, 1906, in-8°, p. 450-546.

4. H. Schneider, *Das kausale Denken in deutschen Quellen zur Geschichte und Literatur des 10., 11. und 12. Jahrh.* Gotha, Fr.-A. Perthes, 1905, in-8°, 115 p. (fasc. 4 du t. IV des *Geschichtl. Untersuchungen*, publ. p. K. Lamprecht).

et manquent souvent d'objectivité, ce qui entraîne de perpétuelles erreurs, qui font oublier les quelques bonnes observations et les quelques remarques heureuses que contient le volume.

Plus utiles sont quelques recherches de détail concernant les sources du moyen âge. Le livre de M. S. HELLMANN n'est pas, comme son titre semble l'indiquer, une monographie de Sédulius Scotus¹, mais plutôt la réunion de trois travaux indépendants. Le premier est une édition du *Liber de rectoribus christianis* faite d'après l'ensemble des manuscrits; le second travail comprend des études sur le *Collectaneum*; le troisième enfin consiste en un commentaire des lettres de Paul, d'une grande importance pour la reconstitution du « Commentaire » rédigé par Pélage et d'une façon générale pour l'histoire du pélagianisme. — Dans une dissertation qu'il a publiée à Fribourg, M. K. HUNN² s'occupe de la première partie de la chronique du monastère de Petershausen, près de Constance; cette première partie a été commencée au milieu du XII^e siècle; l'emploi que l'auteur a fait de sources aujourd'hui égarées donne à son œuvre une certaine valeur pour l'histoire de Henri IV. — L'archevêque Otton de Freising est très profondément influencé par ses principes religieux dans sa façon d'écrire l'histoire. M. SCHMIDLIN³ a cherché à démêler, dans les détails, sans négliger pour cela les considérations générales, cette influence, ainsi que les opinions d'Otton en politique religieuse et sa philosophie de l'histoire. Ce livre, considéré dans son ensemble, surpasse le travail publié par M. Hashagen en 1904, bien que ce dernier ait marqué les idées philosophiques du grand historien, généralement d'une façon très heureuse et parfois même avec un jugement plus impartial que M. Schmidlin. — M. W. SCHULTE⁴ attribue la *Chronica principum Poloniae*, très importante pour l'histoire de la Silésie au XIV^e siècle, à un chroniqueur polonais de la ville de Brieg. L'auteur de la chronique, dans lequel on avait vu jusqu'ici un Allemand, ne cache pas son antipathie pour la domination du Luxem-

1. S. Hellmann, *Sedulius Scotus*. München, Beck, 1906, in-8°, xv-203 p. (*Quellen und Untersuchungen zur latein. Philologie des Mittelalters*, publ. p. L. Traube, t. I, p. 1.)

2. K. Hunn, *Quellenkritische Untersuchungen zur Petershauser Chronik*. Freiburg, Charitas-Druckerei, 1905, in-8°, 87 p.

3. Jos. Schmidlin, *Die geschichtsphilosophische und kirchenpolitische Weltanschauung Ottos von Freising*. Freiburg, Herder, 1906, in-8°, xii-168 p. (*Studien u. Darstellungen aus dem Gebiete der Geschichte*, publ. p. H. Grauert, t. IV, fasc. 2-3.)

4. W. Schulte, *Die politische Tendenz der Cronica principum Poloniae*. Breslau, Wohlfahrt, 1906, in-8°, viii-266 p. (*Darstellungen u. Quellen zur schlesischen Geschichte*; t. I).

bourg sur la Silésie. — M. G. BARTELS¹ enfin a étudié minutieusement l'œuvre historique des moines de Corvey depuis le ix^e siècle.

IV. HISTOIRE GÉNÉRALE. — Avant de passer de l'étude des sources à celle de l'histoire elle-même, énumérons rapidement les répertoires bibliographiques. M. E. BRANDENBURG a donné, avec l'aide d'autres savants, une réédition de la *Quellenkunde* de Dahlmann-Waitz, dont il a déjà été parlé ici². Parmi les bibliographies périodiques, il suffira de citer celle que publie régulièrement M. MASSLOW en appendice à l'*Historische Vierteljahrschrift* et les bulletins insérés dans les divers volumes des *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft* de M. Schuster. Il y faut joindre les précieux bulletins publiés annuellement par MM. O. CLEMEN et E. VOGT, sur l'histoire religieuse du moyen âge³, bulletins qui ne se limitent aucunement, d'une façon stricte, à l'histoire religieuse.

Parmi les livres consacrés à l'histoire générale du moyen âge allemand, il convient de citer le manuel de M. B. GEBHARDT⁴, dont il a été donné une édition revue et corrigée. Le premier volume qui embrasse le moyen âge est très riche en détails, mais il n'est pas toujours très clairement présenté et ne laisse pas apparaître les grandes lignes avec assez de relief. — On peut en dire autant de l'utile manuel de M. W. ASSMANN⁵, qui présente cependant sur le précédent les avantages d'un plus grand nombre de détails et de données bibliographiques plus riches. — Comme l'œuvre de M. O. Kaemmel, qui est encore considérée à bon droit comme la meilleure en ce genre, la grande Histoire du peuple allemand publiée par M. E. HEYCK⁶ s'adresse à un public moins restreint; le t. I et une partie du second traitent du moyen âge. Le même savant a donné⁷ un exposé général de l'histoire allemande jusqu'au milieu du xiv^e siècle; il s'est surtout

1. Dans les *Abhandlungen über Corveyer Geschichtschreibung*, publ. p. F. Philippi (Münster, Aschendorf, 1906, in-8°, cxxii-184 p.), p. 101-184.

2. *Rev. hist.*, t. XCIV, p. 215, et t. XCV, p. 446.

3. G. Krüger u. W. Köhler, *Theologischer Jahresbericht*; t. XXV (1905), p. 391-506, et t. XXVI (1906), p. 362-482. Leipzig, Heinstas, 1906 et 1908, in-8°.

4. Gebhardt, *Handbuch der deutschen Geschichte*; nouv. éd. p. F. Hirsch, t. I. Stuttgart, Union, 1906, in-8°, xii-724 p.

5. W. Assmann, *Geschichte des Mittelalters*; 3^e éd., publ. p. L. Vireck; fasc. 3 : *Die beiden letzten Jahrhunderte des Mittelalters*. Braunschweig, Vieweg, 1906, in-8°, xx-1000 p.

6. E. Heyck, *Deutsche Geschichte. Volk, Staat, Kultur und geistiges Leben*; t. I et II. Bielefeld, Velhagen et Klasing, 1905-1906, 526 et 686 p., pl. et cartes.

7. *Weltgeschichte*, publ. p. H.-F. Helmolt, t. VI (Leipzig et Wien, Bibliographisches Institut), p. 21-122.

attaché à l'époque des origines et a par trop écourté les chapitres consacrés à la période la plus florissante du moyen âge.

Les travaux qui touchent l'histoire des anciens Germains tombent en partie dans le domaine de l'histoire romaine. Les autres travaux de ce genre traitent, pour la plupart, des problèmes de l'histoire constitutionnelle ou de l'histoire économique; nous en parlerons plus loin. Je me contente de citer ici deux ouvrages d'ensemble, courts, mais écrits avec une bonne connaissance du sujet : M. Felix DAHN¹ a publié les conférences qu'il a faites à Salzbourg en 1904 en un petit volume où l'on trouve des vues originales, mais où les questions sont examinées d'une manière trop décousue et trop inégale. — Dans un travail dans lequel on peut avoir confiance, M. G. STEINHAUSEN² nous initie à l'état présent des recherches sur la vie économique, sociale et intellectuelle des Germains. L'auteur y fait preuve de beaucoup de circonspection, mais ne met pas toujours suffisamment en lumière les problèmes qui se posent.

M. L. SCHMIDT a continué son Histoire des tribus allemandes³ par l'exposé de l'histoire des Ostrogoths depuis l'invasion des Huns jusqu'à Théodoric le Grand et l'exposé de l'histoire des Wisigoths jusqu'à la fondation de l'empire languedocien. Dans cette seconde partie de son œuvre, il a employé la même forme sobre, mais claire et sûre, qui caractérise la 4^{re} partie publiée en 1904. — Un nouveau volume de l'œuvre puissante de M. Felix DAHN⁴, qui s'accroît peu à peu et qui formera bientôt une petite bibliothèque, — œuvre dont le titre : *Les rois des Germains* traduit bien mal le contenu, — a paru, exposant l'histoire de la tribu bavaroise jusqu'au x^e siècle. L'histoire extérieure n'est esquissée que très brièvement. Tout l'intérêt se porte sur l'étude approfondie de la constitution, des affaires juridiques et de la situation religieuse, principalement au VIII^e siècle.

M. F. GUTMANN a étudié la société bavaroise au VIII^e et au IX^e siècle⁵.

1. Felix Dahn, *Die Germanen. Volkstümliche Darstellungen aus Geschichte, Recht, Wirtschaft und Kultur*. Leipzig, Breitkopf et Härtel, 1905, in-8°, VIII-116 p.

2. G. Steinhausen, *Germanische Kultur in der Urzeit*. Leipzig, Teubner, 1905, in-8°, IV-156 p.

3. L. Schmidt, *Geschichte der deutschen Stämme bis zum Ausgange der Völkerwanderung*; 1^{re} partie, livres 2 et 3. Berlin, Weidmann, 1905, in-8°, p. 103-231, avec 2 cartes. (*Quellen und Forschungen zur alten Geschichte u. Geographie*, publ. p. W. Sieglin; fasc. 10.)

4. Felix Dahn, *Die Könige der Germanen*; t. IX, fasc. 2 : *Die Bayern*. Leipzig, Breitkopf et Härtel, 1905, in-8°, XLVI-639 p.

5. F. Gutmann, *Die soziale Gliederung der Bayern zur Zeit der Volks-*

Il finit notamment par prétendre, en se basant surtout sur la tradition, que la grande masse des affranchis n'était pas formée par des paysans, mais par des propriétaires fonciers, sous les ordres desquels se trouvaient les demi-libres et les serfs. Il suit ainsi, comme il le dit lui-même, le chemin indiqué par Wittich, et, avec ce procédé de généraliser une observation exacte, il devrait rencontrer, lui aussi, les mêmes contradictions que Wittich a dû subir.

Pour l'histoire politique de l'époque carolingienne, nous devons citer, à côté du travail de M. LOKYS¹, déjà apprécié ici (t. XCV, p. 458), le livre estimable de M. VOGEL² qui traite des invasions normandes dans le royaume des Francs. C'est une étude approfondie des origines de ces invasions, de leurs différentes phases et des luttes soutenues contre les envahisseurs par les souverains carolingiens.

Un certain nombre de dissertations apportent des renseignements nouveaux et intéressants pour l'histoire des empereurs. M. K. BRUNNER³ a recherché les portraits qui nous ont été transmis sous forme de sceaux, monnaies, miniatures, etc., des monarques allemands depuis Conrad II jusqu'à Lothaire III. — La plaine de Roncaglia joua au moyen âge, comme lieu de réunion, un grand rôle dans les voyages en Italie des empereurs allemands; mais on n'est pas encore arrivé à tirer au clair la question de savoir où cette plaine était située. M. F. FLIEDNER⁴ fait remarquer que les réunions n'eurent pas lieu à Roncaglia, dans les environs de Plaisance, mais presque toujours au nord-est de cette ville, sur la rive gauche du Pô. Quoique M. F. Güterbock, en un travail d'ailleurs mieux conduit, fût déjà arrivé à cette conclusion, la dissertation de M. Fliedner conserve sa valeur parce qu'elle renferme des recherches nouvelles sur les voyages des empereurs à Rome. — M. H. BEGIEBIG⁵ a donné des notes utiles sur les forêts impériales situées aux abords des palais impériaux

rechte. Strassburg, Trübner, 1906, in-8°, XII-330 p. (*Abhandlungen aus dem staatswissenschaftlichen Seminar zu Strassburg*; fasc. 20.)

1. G. Lokys, *Die Kämpfe der Araber mit den Karolingern bis zum Tode Ludwigs II.* Heidelberg, Winter, 1906, in-8°, 93 p. (*Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte*; fasc. 13.)

2. W. Vogel, *Die Normannen und das fränkische Reich bis zur Gründung der Normandie, 799-911.* Heidelberg, Winter, 1906, in-8°, xv-442 p. et 1 carte. (*Heidelberger Abhandlungen*; fasc. 14.)

3. K. Brunner, *Das deutsche Herrscherbildnis von Konrad II. bis Lothar von Sachsen* (Leipziger Dissertation). 1905, in-8°, 72 p.

4. F. Fliedner, *Die Ronkalischen Felder in der deutschen Kaiserzeit* (Berliner Dissertation). 1906, in-8°, 42 p. — Le travail de M. Güterbock a paru au t. IX des *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven*.

5. H. Begiebig, *Die Jagd im Leben der sächsischen Kaiser.* Bonn, Hanstein, 1905, in-8°, 112 p.

et montré que l'itinéraire suivi par les empereurs était souvent déterminé par leur goût pour la chasse; mais il a présenté la question d'une façon trop exclusive en se plaçant à ce seul point de vue. — M. R. FRIEDRICH¹ s'est occupé du célèbre synode de Worms qui apporta à Grégoire VII les refus des archevêques allemands et qui n'eut assurément qu'une importance momentanée. — Une dissertation de M. H. RIEDER² traite du duc de Zähringen qui se distingua dans les luttes soutenues par Henri IV contre son rival Rodolphe de Rheinfelden. Cette dissertation montre que Berthold ne prit pas par intermittence, comme M. Heyck le supposait (dans sa *Geschichte der Herzoge von Zähringen*, 1894), une attitude médiatrice, mais qu'il défendit au contraire constamment, et d'une façon énergique, contre Henri IV, ses propres intérêts. — La bataille dans laquelle Rodolphe de Rheinfelden fut vainqueur, mais reçut une blessure mortelle, a été racontée par M. E. TOPP³.

La contribution la plus importante à l'histoire des empereurs allemands est l'étude que M. Dietrich SCHÄFER⁴ a consacrée au concordat de Worms. M. Schäfer insiste sur ce point que la promesse impériale du 23 septembre 1122 était valable pour l'Eglise en général, qu'elle constituait un engagement durable qui liait l'empereur de par le droit international; qu'au contraire le pape Calixte II ne faisait de concessions sous forme d'acte qu'à Henri V, concessions qui, « d'après les termes dans lesquelles elles sont rédigées, devaient perdre toute signification à la mort de l'un des deux signataires ». M. Schäfer cherche à confirmer cette façon de voir, qui résulte du texte même des documents, par l'histoire des élections épiscopales et de la politique religieuse allemande au XII^e siècle. Ses recherches approfondies et suggestives sur les élections des évêchés de l'empire, depuis le règne de Lothaire III jusqu'à la mort de Frédéric I^{er}, montrent qu'il n'était point tenu compte, pour les nominations aux évêchés de l'empire, du concordat de 1122, mais que les considérations politiques étaient seules décisives. — Le concordat de Worms n'eut bien, en effet, semble-t-il, qu'une influence éphémère; mais qu'il ait été

1. R. Friedrich, *Studien zur Wormser Synode vom 24 Januar 1076 und ihrer Vorgeschichte* (dissertation de Greifswald et programme de Hambourg). 1905, in-8°, 65 p.

2. H. Rieder, *Herzog Berthold I. von Zähringen* (dissertation de Fribourg). Fribourg, Charitas-Druckerei, 1906, in-8°, 96 p.

3. E. Topp, *Die Schlacht an der Elster, 15 Okt. 1080* (dissertation de Berlin). Berlin, Ebering, 1905, in-8°, 52 p.

4. Dietrich Schäfer, *Zur Beurteilung des Wormser Konkordats*. Berlin, 1905, in-4°, 95 p. (Extr. des *Abhandlungen der kgl. preuss. Akademie der Wissenschaften*.)

tel de la volonté même des signataires, c'est ce qui a été nié par M. HAUCK, dans la nouvelle édition du t. III de sa grande histoire religieuse de l'Allemagne¹, par MM. E. BERNHEIM et H. RUDORFF dans des dissertations spéciales. M. Bernheim² appuie son argumentation sur les documents préliminaires de 1111 et de 1119, et il cherche à montrer que la rédaction du document pontifical ne peut servir de preuve à ce que M. Schäfer avance, et que les deux documents concordataires ont été reconnus de part et d'autre comme devant avoir une valeur durable. M. Rudorff³, dont le travail (qui est un travail de débutant) tire sa valeur d'une interprétation détaillée et soignée du concordat, est arrivé, à peu près en même temps, à un résultat presque semblable. Nous savons d'ailleurs que M. D. Schäfer se prépare à répondre à ces contradicteurs⁴.

Pour l'époque des Hohenstaufen, nous pouvons citer encore quelques petits travaux de détail. L'histoire de Lothaire de Saxe et de Conrad III a été étudiée au point de vue diplomatique. M. J. SCHULTZE⁵ a montré que la moitié environ des actes délivrés au nom de Lothaire avaient été rédigés en dehors de sa chancellerie, sans toutefois nous donner sur ces documents mêmes des renseignements suffisamment précis; mais son livre contient de bons détails sur les actes émanés de la chancellerie impériale. — M. E. GRABER⁶ a publié deux chapitres d'une étude analogue sur les actes de Conrad III.

Sur les rapports de Frédéric I^{er} avec les puissances étrangères, il convient de citer la dissertation consacrée par M. H. PELZER⁷ à l'étude de la politique de l'empereur avec ses voisins de l'est et du nord. — M. B. HANOW⁸ a étudié, en se plaçant au point de vue de l'histoire

1. A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*; 3^e partie, 3^e et 4^e éd. Leipzig, Hinrichs, 1906, in-8°, VIII-1078 p. (p. 1047-1049 : *Zum Wormser Konkordat*).

2. E. Bernheim, *Das Wormser Konkordat und seine Vorurkunden hinsichtlich Entstehung, Formulierung, Rechtsgültigkeit*. Breslau, Marcus, 1906, in-8°, VIII-88 p. (*Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte*, publ. p. O. Gierke, fasc. 81.)

3. H. Rudorff, *Zur Erklärung des Wormser Konkordats*. Weimar, Böhlau, 1906, in-8°, VIII-66 p. (*Quellen und Studien zur Verfassungsgeschichte des deutschen Reiches im Mittelalter und Neuzeit*, publ. p. K. Zeumer; t. I, fasc. 4.)

4. Cf. *Neues Archiv*, t. XXXI, p. 482.

5. Johannes Schultze, *Die Urkunden Lothars III*. Innsbruck, Wagner, 1905, in-8°, 139 p.

6. E. Graber, *Die Urkunden Konrads III; Kapitel 1 : Die Kanzlei; Kapitel 3 : Die Datierung* (dissertation de Berlin). 1905, in-8°, 41 p.

7. H. Pelzer, *Friedrichs I. Politik gegen Dänemark, Polen u. Ungarn* (dissertation de Münster). 1906, in-8°, 65 p.

8. B. Hanow, *Beiträge zur Kriegsgeschichte der staufischen Zeit. Die Schlachten bei Carcano u. Legnano* (dissertation de Berlin). 1905, in-8°, 47 p.

militaire, la victoire de Carcano (près du lac de Côme), sans grande importance politique, que les Milanais remportèrent sur Frédéric I^{er} en août 1160, ainsi que la célèbre bataille de Legnano; il essaie de démontrer que l'infanterie ne joua dans ces batailles qu'un rôle tout à fait secondaire.

M. C. WOLFSCHLÄGER¹ consacre une étude, qui ressemble souvent à une apologie, à l'archevêque Adolphe I^{er} de Cologne, qui joua un rôle important dans la lutte entre Philippe de Souabe et Otton IV, mais qui, pour des raisons d'ordre tout temporel, changea souvent d'attitude. — M. F. GESELBRACHT² fait suivre un exposé des élections épiscopales allemandes, depuis le milieu du XII^e siècle jusqu'au commencement du XIII^e, — exposé qui témoigne de beaucoup de travail, mais d'un esprit critique insuffisant, — d'un résumé de l'histoire générale des élections épiscopales à cette époque sans arriver à des résultats précis. — Au contraire, le livre que M. H. KRABBO³ consacre aux évêchés de l'Allemagne orientale durant la première moitié du XIII^e siècle, est aussi clair que suggestif; ce livre caractérise la situation des évêchés dans ces colonies allemandes et fait voir dans le détail comment, la plupart du temps, dans l'attribution des sièges épiscopaux, l'influence prépondérante appartenait aux seigneurs locaux.

Deux travaux de MM. KNEBEL⁴ et JACOBS⁵, consacrés à des sujets qui avaient déjà été abordés par M. Winkelmann dans sa brillante histoire de Frédéric II, n'apportent guère de résultats nouveaux. — M. F. THIEL⁶ étudie en grand détail les plaintes inspirées par des motifs politiques à Frédéric II contre le dernier des Babenberger

1. C. Wolfschläger, *Erzbischof Adolf I. von Köln als Fürst und Politiker, 1193-1205*. Münster-in-W., Coppenrath, 1905, in-8°, 112 p. (*Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung*, publ. p. A. Meister; nouv. série, fasc. 6.)

2. Franklin Geselbracht, *Das Verfahren bei den deutschen Bischofswahlen in der zweiten Hälfte des 12. Jahrhunderts* (dissertation de Leipzig). 1905, in-8°, 139 p.

3. H. Krabbo, *Die ostdeutschen Bistümer, besonders ihre Besetzungen unter Kaiser Friedrich II.* Berlin, Ebering, 1906, in-8°, xi-148 p. (*Histor. Studien*, publ. p. E. Ebering, fasc. 53.)

4. W. Knebel, *Kaiser Friedrich II und Papst Honorius III in ihren gegenseitigen Beziehungen von der Kaiserkrönung Friedrichs bis zum Tode des Papstes, 1220-1227* (dissertation de Münster). 1905, in-8°, 151 p.

5. W. Jacobs, *Patriarch Gerold von Jerusalem. Ein Beitrag zur Kreuzzugsgeschichte Friedrichs II* (dissertation de Bonn). 1905, in-8°, 63 p.

6. F. Thiel, *Kritische Untersuchungen über die im Manifest Kaiser Friedrichs II. gegen Friedrich II. von Österreich vorgebrachten Anklagen*. Prag, Rohlíček et Sievers, 1905, in-8°, 144 p. (*Prager Studien aus dem Gebiet der Geschichtswissenschaft*; fasc. 11.)

et met en lumière, mieux qu'on ne l'avait fait avant lui, la situation du duc à l'intérieur de son pays; mais l'auteur n'arrive pas toujours à des résultats sûrs, car il travaille le plus souvent moins d'après des sources que par intuition. — M. K. HADANK¹ raconte la grande victoire de Frédéric II à Cortenuova, — victoire qui ne fut assurément pas décisive pour la marche des événements. Ce travail doit être considéré, avant tout, comme une contribution à l'histoire militaire. — On a déjà signalé ici (t. XCVI, p. 484) le travail soigné de M. A. FOLZ² sur les débats du concile de Lyon contre Frédéric II.

M. K. HAMPE³ a étudié dans un petit livre d'une remarquable clarté le prélude de la guerre que Manfred eut à soutenir pour la défense de la Pouille contre Charles d'Anjou. L'auteur insiste sur l'adresse diplomatique d'Urbain IV, ainsi que sur son énergie dans la lutte contre Manfred; ce dernier ne sut pas profiter, durant l'été de 1268, de la situation qui lui était favorable. Dans l'appendice, qui forme la 3^e partie du livre, M. Hampe publie onze lettres d'Urbain IV, une d'Alexandre IV et une de Clément IV qu'il a empruntées à la collection de formules de Richard de Pofi, si souvent mise à contribution par lui, et qu'il étudie en quelques pages.

M. BAPPERT⁴ a raconté l'histoire de Richard de Cornouailles depuis son élection comme empereur en 1257 et les luttes qu'il eut à soutenir contre la noblesse terrienne de l'Allemagne. — Les recherches de M. NIESE⁵ sur les biens de l'Empire au XIII^e siècle sont importantes pour l'époque des Hohenstaufen et les années qui suivent. Elles montrent comment les biens patrimoniaux des Hohenstaufen et les propriétés impériales se développèrent simultanément et comment de la suzeraineté sur les domaines de l'Empire, les Hohenstaufen passèrent à la souveraineté. M. Niese recherche encore, dans le détail, comment les rois faisaient administrer leurs avoueries ecclésiastiques. Il termine par quelques pages sur les revenus impériaux ce livre consacré à l'organisation administrative de l'Empire.

1. K. Hadank, *Die Schlacht bei Cortenuova am 27 November 1237* (dissertation de Berlin), 1905, in-8°, 63 p.

2. A. Folz, *Kaiser Friedrich II. und Papst Innocenz IV. Ihr Kampf in den Jahren 1244 und 1245*. Strassburg, Schlesier et Schweickhardt, 1905, in-8°, 158 p. Voir aussi le mémoire substantiel de M. K. Hampe dans *l'Historische Zeitschrift*, t. CI, p. 371-378, ainsi que la dissertation du même savant dans *l'Histor. Vierteljahrschrift*, t. XI (1908), p. 297-313.

3. K. Hampe, *Urban IV. und Manfred, 1261-1264*. Heidelberg, Winter, 1905, in-8°, VIII-101 p. (*Heidelberger Abhandlungen*, fasc. 11.)

4. J. F. Bappert, *Richard von Cornwall seit seiner Wahl zum deutschen König, 1257-1272*. Bonn, Hanstein, 1905, in-8°, 144 p.

5. Hans Niese, *Die Verwaltung des Reichsgutes im 13. Jahrhundert*. Innsbruck, Wagner, 1905, in-8°, XI-346.

M. J. SCHWALM¹ a apporté de nouveaux éclaircissements à un des épisodes les plus curieux de la lutte soutenue par Louis de Bavière contre le pape Jean XXII : l'appel fait par l'empereur à un concile œcuménique à Sachsenhausen, le 22 mai 1324. Cet appel n'était lui-même, comme l'a remarqué M. K. Zeumer², qu'une aggravation d'un appel antérieur du 5 janvier 1324, lequel faisait déjà suite à celui de Nuremberg du 18 décembre 1323. Les deux appels de 1324 nous ont été transmis par des copies contemporaines, actuellement à Paris, et émanés probablement de la chancellerie impériale. L'appel du mois de mai ne se trouve sous sa forme primitive que dans l'une de ces copies; trois planches en phototypie, de la grandeur des manuscrits, donnent la reproduction des trois documents. — Le travail de M. E. Vogt sur l'archevêque Mathias de Mayence³ est également une très précieuse contribution à l'histoire de Louis de Bavière, bien que l'archevêque Mathias ait été loin de jouer un rôle prépondérant dans l'Empire. Il fut l'instrument des Habsbourg, qui l'élevèrent à la dignité d'archevêque; après la bataille de Muhlendorf, il entra en relations avec Louis de Bavière, mais il sacrifia ces relations lorsque la rupture éclata entre le roi et la Curie. Quoiqu'il ait su se montrer tout dévoué au pape, il évita, non sans adresse, pour ménager ses intérêts temporels, de provoquer le roi par une politique agressive. Lorsque Jean XXII essaya d'opposer un prétendant au roi excommunié, qui avait conquis la couronne impériale sans l'aide du pape, Mathias était prêt à répondre aux désirs de la Curie, mais il mourut brusquement le 9 septembre 1328. A côté de l'habile exposé qu'il nous donne des fluctuations de la politique impériale de l'archevêque, M. Vogt apporte de très intéressants détails sur l'élévation de Mathias au siège épiscopal par provision pontificale et sous la pression des exigences financières de la Curie. — Une dissertation de M. G. BÜFFEN⁴ traite de l'avènement au trône de Charles de Bohême, en particulier des négociations qui précéderent l'élection de 1346. — Quant au livre dans lequel M. GUTJAHN⁵ a prétendu éclaircir un cer-

1. *Die Appellation König Ludwigs des Bayern von 1324 in ihrer ursprünglichen Gestalt*, publ. p. J. Schwalm. Weimar, Böhlau, 1906, in-4°, 31 p. et 3 pl.

2. *Neues Archiv*, t. XXXI, p. 776 et suiv.

3. Ernst Vogt, *Erzbischof Mathias von Mainz, 1321-1328*. Berlin, Weidmann, 1905, in-8°, 68 p.

4. G. Büffen, *Die Erhebung des Hauses Luxemburg auf den deutschen Thron, 1346* (dissertation de Marburg). 1905, in-8°, 74 p.

5. E. A. Gutjahr, *Die Urkunden deutscher Sprache in der Kanzlei Karls IV. 1 : Der Kanzleistil Karls IV.* Leipzig, Dieterich, 1905, in-8°, XIV-499 p. (Gutjahr, *Zur Entstehung der Neuhochdeutschen Schriftsprache*, II, 1.)

tain nombre de questions touchant à l'histoire de ce même prince, nous ne pouvons que mettre le lecteur en garde contre les assertions risquées qu'il contient.

En dehors de quelques contributions intéressantes à l'histoire militaire des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, dues à des disciples de M. H. Delbrück ¹, il faut signaler pour cette époque l'utile étude de M. JANSEN ² sur les rapports de Boniface IX avec l'église allemande. M. Jansen s'étend surtout sur l'application en Allemagne du système des réserves et des expectatives, sur la politique financière de la papauté, sur le trafic des indulgences. Il ne parle guère que de la Bavière, n'ayant utilisé, en dehors des archives du Vatican, que quelques fonds d'archives bavaroises. Cette limitation que l'auteur s'est imposée peut n'être pas d'un grand inconvénient pour l'étude des répercussions que le système financier de la Curie eut sur l'Église allemande, mais elle a rendu impossible la juste appréciation des rapports entre les institutions ecclésiastiques les plus importantes tant au point de vue de l'Église qu'au point de vue politique, — nous voulons parler des évêchés allemands, — avec le pape. L'auteur l'a compris lui-même, on s'en aperçoit clairement aux essais qu'il fait pour se justifier (par exemple p. 92). Le petit chapitre (p. 90-106), qui porte le titre plein de promesses : « Nominations des abbés et des évêques en Allemagne », est très pauvre. On voudrait voir sacrifier à ce chapitre, et d'une façon générale à l'examen des relations des évêques avec Rome, la place que M. Jansen consacre à des études qui, en elles-mêmes, ne sont pas sans intérêt, mais qui n'ont rien à faire avec le sujet du livre, comme, par exemple, les 24 premières pages sur la politique italienne du pape. Ce travail, remarquable par le soin avec lequel il a été composé et par son impartialité, ne traite qu'une partie du sujet indiqué par le titre.

Une petite dissertation de M. K. WEISS ³ traite des relations de l'empereur Robert avec la famille de Luxembourg durant les deux premières années de son règne, tandis qu'un autre disciple de M. Th.

1. R. Czeppan, *Die Schlacht bei Crécy (26 August 1346). Beitrag zur Kriegsgeschichte des späteren Mittelalters*. Berlin, Nauck, 1906, in-8°, 115 p. — F. Mohr, *Die Schlacht bei Rosebeke (27 Nov. 1382)*. Ibid., 1906, in-8°, 87 p. — E. Stössel, *Die Schlacht bei Sempach*. Ibid., 1905, in-8°, 75 p. — K. Heveker, *Schlacht bei Tannenberg*. Ibid., 1906, in-8°, 67 p.

2. Max Jansen, *Papst Bonifatius IX (1389-1404) und seine Beziehungen zur deutschen Kirche*. Freiburg, Herder, 1904, in-8°, xi-213 p. (*Studien und Darstellungen aus dem Gebiete der Geschichte*, publ. p. H. Grauert; t. III, fasc. 3 et 4.)

3. K. Weiss, *König Ruprecht und die Luxemburger bis zu seiner Rückkehr aus Italien* (dissertation de Halle). 1905, in-8°, 43 p.

Lindner, M. E. Hagemann¹ nous offre une étude sur les relations anglo-allemandes à l'époque de l'empereur Sigismond. — M. Spors² tire de la riche collection de documents contenus dans les t. XI et XII des *Reichstagsakten* un exposé de la politique vénitienne de Sigismond. — La 4^{re} partie d'une histoire d'Albert II par M. Wosttry³ traite de l'élévation de ce Habsbourg au trône hongrois ainsi que de son élection comme roi des Romains et roi de Bohême. — M. Kanter⁴ expose dans une étude bien conduite que Ladislav, fils cadet d'Albert II, n'est pas mort de la peste, mais empoisonné par Georges Podiebrad.

On trouvera des pages fort bien venues dans l'histoire d'Allemagne, à la fin du moyen âge (1438-1519), de M. von Kraus⁵; mais l'ouvrage est inégal; l'auteur n'insiste pas assez sur les grands événements pour que son livre puisse nous satisfaire comme travail d'ensemble. — M. Th. Lindner a traité l'histoire économique, administrative et intellectuelle de cette époque d'une façon beaucoup plus condensée, mais plus heureuse, dans le 4^e volume de son *Histoire universelle*⁶. — M. Jansen⁷ a donné, en un livre attrayant, un aperçu soigné du gouvernement de Maximilien I^{er} et un tableau rapide de la vie intellectuelle et économique à l'époque de cet empereur. M. Jansen y admet la véracité des documents relatifs au plan formé par Maximilien pour obtenir la tiare. Il se rencontre ainsi avec M. A. Schulte⁸, dont le travail a déjà été signalé ici (t. XCV, p. 214). — La politique vénitienne de Maximilien a été étudiée par M. von Wolff⁹ qui a mis en

1. E. Hagemann, *Die Beziehungen Deutschlands zu England seit dem Verträge von Canterbury von 15 Aug. 1416 bis zu Kaiser Sigmunds Ende* (dissertation de Halle). 1905, in-8°, 55 p.

2. B. Spors, *Die Beziehungen Kaiser Sigmunds zu Venedig, 1433-1437* (dissertation de Kiel). 1906, in-8°, 61 p.

3. W. Wostry, *König Albrecht II (1437-1439)*; 1^{re} partie. Prag, Rohlíček et Sievers, 1906, in-8°, 180 p. (*Prager Studien aus dem Gebiete der Geschichtswissenschaft.*, fasc. 12.)

4. E. W. Kanter, *Die Ermordung König Ladislavs, 1457*. München, Oldenbourg, 1906, in-8°, 64 p.

5. V. v. Kraus, *Deutsche Geschichte im Ausgange des Mittelalters (1438-1519)*; t. I (1438-1486). Stuttgart et Berlin, Cotta, 1905, in-8°, VIII-655 p.

6. Theod. Lindner, *Weltgeschichte seit der Völkerwanderung*; t. IV. Stuttgart et Berlin, Cotta, 1905, in-8°.

7. M. Jansen, *Auflösung des Reiches. Neues Kulturleben. Kaiser Maximilian*. München, Kirchheim, 1905, in-8°, 141 p. (*Weltgeschichte in Charakterbildern*, publ. p. F. Kampers, S. Merkle et M. Spahn; 3^e partie, t. I.)

8. Alois Schulte, *Kaiser Maximilian I. als Kandidat für den päpstlichen Stuhl (1511)*. Leipzig, Dunker et Humblot, 1906, in-8°, 86 p.

9. Max Freiherr von Wolff, *Untersuchungen zur Venezianer Politik Kaiser*

lumière les essais faits par l'empereur pour s'emparer de la « Terra ferma » de Venise et a traité surtout des destinées de Vérone pendant les huit années (mai 1509-janvier 1517) où elle resta aux mains de l'empereur, et par M. BERGER¹ qui a raconté les péripéties de la guerre de 1510. — M. F. MEHL² a exposé comment Albert de Hohenzollern obtint, malgré Maximilien, le siège de l'évêché de Mayence. Il a montré comment le chapitre de la cathédrale de Mayence, pour défendre les intérêts qu'il avait dans la ville importante d'Erfurt, alors menacée par les Wettinois, fut amené à appuyer la candidature d'Albert de Hohenzollern, frère du prince électeur de Brandebourg et dignitaire des sièges de Halberstadt et de Magdebourg.

Le livre de M. R. FELLNER³, riche en vues nouvelles sur la chevalerie, remonte jusqu'à l'époque des Hohenstaufen. L'auteur retrace en détail la lutte qu'entreprit la noblesse contre l'organisation générale des impôts de l'Empire sous Maximilien; mais avec l'exposé des luttes entre la chevalerie de l'Empire et les princes, l'auteur nous conduit déjà plus loin que le moyen âge, — époque à laquelle nous voulons limiter ce bulletin.

V. HISTOIRE LOCALE. — Dans le domaine de l'histoire locale, on travaille presque partout, non seulement avec beaucoup de zèle, mais aussi avec esprit critique et méthode. — Le travail de M. BECKER⁴ sur l'administration des pays d'Empire en Alsace est avant tout une contribution considérable à l'histoire alsacienne.

On a déjà signalé ici (t. XCVI, p. 234, et XCVII, p. 445) les livres importants consacrés par M. DOEBERL à l'histoire de la Bavière⁵

Maximilians I. während der Liga von Cambray mit besonders Berücksichtigung Veronas. Innsbruck, Wagner, 1905, in-8°, v-181 p.

1. F. Berger, *Der Krieg Maximilians I mit Venedig 1510.* Linz, Selbstverlag, 1905, in-8°, 99 p.

2. F. Mehl, *Die Mainzer Erzbischofswahl von 1514 u. der Streit um Erfurt in ihren gegenseitigen Beziehungen* (dissertation de Bonn), 1905, in-8°, 99 p.

3. Robert Fellner, *Die fränkische Ritterschaft von 1495-1524, mit einer Einleitung, hauptsächlich nach Quellen aus dem Hochstift Würzburg.* Berlin, Ebering, 1905, in-8°, 312 p. (*Historische Studien*, publ. p. E. Ebering, fasc. 50.)

4. Joseph Becker, *Geschichte der Reichslandvogtei im Elsass von ihrer Einrichtung bis zu ihrem Übergang an Frankreich, 1273-1648.* Strassburg, Schlesier et Schweikhardt, 1906, in-8°, xi-256 p. — Cf. du même, *Die Reichsvogtei Kayserberg von ihrem Ursprung bis zur französischen Revolution.* Ibid., 1906, in-8°, 75 p.

5. M. Doeberl, *Entwicklungsgeschichte Bayerns*; t. I: *Von den ältesten Zeiten bis zum Westfälischen Frieden.* München, Oldenbourg, 1906, in-8°, 593 p. — Une seconde édition, revue et augmentée, a paru en 1908.

et par M. VANCSA à celle de l'Autriche¹. — M. STIEBER² est d'avis, avec M. Dopsch, que le texte dit « amplifié » du code autrichien est l'ordonnance officielle publiée en 1266 par Ottokar de Bohême, et il veut montrer que le texte le plus court, considéré jusqu'à lui comme le texte primitif, est en réalité un remaniement fait au commencement de la domination des Habsbourg. Il adopte comme date du remaniement l'année 1295; il semble cependant³ qu'il y ait de meilleures raisons pour adopter l'année 1298. — Une bonne esquisse de l'histoire de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie au moyen âge nous est donnée par M. BRETHOLZ au t. V de la *Weltgeschichte* publiée par M. Helmolt (p. 225-266). — Le t. II de l'histoire de la Bohême par M. BACHMANN⁴ offre un tableau de la culture intellectuelle et économique au temps de la maison de Luxembourg; il montre l'expansion du hussitisme dans le pays et nous conduit jusqu'au couronnement de Ferdinand d'Autriche. — M. JURITSCH⁵ traite, dans une étude approfondie, « des Allemands et de leurs droits en Bohême et en Moravie au XIII^e et au XIV^e siècle ». —

Le répertoire alphabétique, dressé par M. KINDLER VON KNOBLOCH⁶, des familles de la région haut-badoise en est à la lettre M. — Un autre ouvrage, édité comme le précédent par la Commission historique badoise, le Dictionnaire topographique badois de M. KRIEGER⁷, extraordinairement substantiel et précieux, est maintenant terminé sous sa forme définitive. — Dans un petit livre de M. R. FESTER⁸, on trouvera un riche aperçu sur le contenu des archives intéressant

1. M. Vancsa, *Geschichte Nieder- und Oberösterreichs*; t. I. Gotha, Fr.-A. Perthes, 1905, in-8°, xiv-616 p.

2. M. Stieber, *Das österreichische Landrecht und die böhmischen Einwirkungen auf die Reformen König Ottokars in Österreich*. Innsbruck, Wagner, 1905, in-8°, ix-154 p. (*Forschungen zur inneren Gesch. Österr.*, publ. p. A. Dopsch, t. I, fasc. 2.) — Cf. Werunsky, dans les *Mitteil. des österr. Instituts*, t. XXIX.

3. Cf. R. von Srbik, dans le *Neues Archiv*, t. XXXI, p. 770 et suiv.

4. A. Bachmann, *Geschichte Böhmens*; t. II (-1526). Gotha, Perthes, 1905, in-8°, xii-849 p.

5. G. Juritsch, *Die Deutschen und ihre Rechte in Böhmen u. Mähren im 13. u. 14. Jahrhundert*. Wien, Deuticke, 1905, in-8°, 183 p.

6. J. Kindler von Knobloch, *Oberbadisches Geschlechterbuch*; t. II, p. 481-551; t. III, p. 1-80. Heidelberg, Winter, 1905 et 1906, in-4°.

7. A. Krieger, *Topographische Wörterbuch des Grossherzogtums Baden*; 2^e éd., t. II. Heidelberg, Winter, 1905, in-8°, 1590 p. — Le t. I a paru en 1904.

8. R. Fester, *Franken und die Kreisverfassung*. Würzburg, Stürtz, 1906, in-8°, 80 p. (*Neujahrsblätter, hg. von der Gesellschaft für fränkische Geschichte*; fasc. 1.)

l'histoire de la Franconie qui fait suite à une histoire dessinée à grands traits de la constitution locale de Franconie.

Pour la région du bas Rhin, nous citerons le livre de M. O. ZARETZKY¹, qui montre, d'une façon très intéressante, que la première opération de censure exécutée à Cologne contre un livre imprimé n'émana pas de l'Église, comme l'on pensait jusqu'ici, mais bien de l'autorité politique. Le *Dialogus super libertate ecclesiastica*, imprimé sous un faux nom à Cologne, au mois de juillet 1477, s'attaque au Conseil de Cologne, qui voulait relever les finances de la ville par la suppression des privilèges du clergé. Le Conseil réussit à arrêter la mise en circulation de ce livre dangereux, mais sans réussir heureusement à anéantir tous les exemplaires. Le *Dialogus*, qui montre pour la première fois l'art nouveau de l'imprimerie au service des luttes municipales, offre aussi un grand intérêt au point de vue typographique, et c'est une excellente idée que M. Jaretsky a eue de joindre à son étude une reproduction du volume.

L'histoire de la ville de Leipzig a été écrite par celui qui la connaît le mieux, l'archiviste de cette ville, M. WUSTMANN². Le t. I de son livre montre que Leipzig a connu dès le moyen âge une vie florissante et prospère.

Durant la période dont s'occupe notre bulletin, la marche de Brandebourg a été de toutes les régions d'Allemagne de beaucoup la plus étudiée. Le livre le plus important qui ait paru est celui de M. CURSCHMANN³, qui tire au clair la situation territoriale et religieuse de l'évêché de Brandebourg au moyen âge. Cet ouvrage donne un exposé substantiel et documenté de l'histoire de l'évêché jusque dans le cours du XII^e siècle, ainsi qu'une étude sur les limites du diocèse depuis l'époque d'Otton I^{er}, sur les divisions intérieures de ce diocèse et enfin sur son organisation administrative. Le livre se termine par divers appendices intéressants pour l'administration financière. — Le sujet de l'ouvrage de M. HENNIG⁴ est plus étroitement limité. Cet

1. O. Zaretsky, *Der erste Kölner Zensurprozess. Ein Beitrag zur Kölner Geschichte und Inkunabelkunde*. Köln, Du Mont-Schauberg, 1906, in-8°, vi-124 p. (*Veröffentlichungen der Stadtbibliothek in Köln*, Beiheft 6.)

2. Gustav Wustmann, *Geschichte der Stadt Leipzig*; t. I (jusqu'en 1547). Leipzig, Hirschfeld, 1905, in-8°, 552 p.

3. F. Curschmann, *Die Diözese Brandenburg. Untersuchungen zur historischen Geographie und Verfassungsgeschichte eines ostdeutschen Kolonialbistums*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1906, in-8°, xv-488 p. (*Veröffentlichungen des Vereins f. Gesch. der Mark Brandenburg*.)

4. B. Hennig, *Die Kirchenpolitik der älteren Hohenzollern in der Mark Brandenburg und die päpstlichen Privilegien des Jahres 1447*. Leipzig, Dunc-

ouvrage montre quel profit, pour sa politique religieuse, le prince électeur de Brandebourg a su se préparer, en renonçant à l'état de neutralité, pour se ranger au parti du pape. M. Hennig étudie avec soin les privilèges pontificaux de 1447, qui donnaient notamment au margrave de Brandebourg le droit de disposer des évêchés de son pays, et qui lui assuraient une grande partie des revenus ecclésiastiques, bref qui le rendaient maître de l'Eglise dans ses États. M. Hennig expose comment la prospérité des églises et les monastères du Brandebourg fut assurée par la création d'un corps de troupes spécialement attaché à la protection des établissements ecclésiastiques. — M. LIEBEGOTT¹ a fait des recherches sur l'établissement des bailliages du Brandebourg, donné une liste des baillis depuis le milieu du XIV^e siècle jusqu'à la fin du XVI^e et caractérisé leur situation générale et leurs attributions. — M. VAN NIESSEN² a étudié la colonisation et l'histoire économique de la Nouvelle-Marche (Neumark), c'est-à-dire de la partie du Brandebourg située sur la rive droite de l'Oder. — A l'aide de documents d'archives et de considérations philologiques, M. WITTE³ montre que la colonisation allemande des XIII^e et XIV^e siècles dans le Mecklembourg ne provoqua pas l'extermination de la nationalité slave, mais sa germanisation. — Le petit livre de M. WESTPHAL⁴ nous renseigne sur les domaines du monastère de Pelplin (près de Stargard, dans la Prusse occidentale), principalement aux XIII^e et XIV^e siècles.

L'Histoire de la Livonie de M. SERAPHIM⁵ est un simple résumé des travaux publiés jusqu'à ce jour par divers auteurs et par M. Seraphim lui-même. L'ouvrage est néanmoins d'une lecture instructive.

ker et Humblot, 1906, in-8°, 258 p. (*Veröffentlichungen des Vereins für Geschichte der Mark Brandenburg.*)

1. M. Liebegott, *Der brandenburgische Landvogt bis zum 16. Jahrhundert.* Halle, Niemeyer, 1906, in-8°, 179 p.

2. G. van Niessen, *Geschichte der Neumark im Zeitalter ihrer Entstehung und Besiedlung, von den ältesten Zeiten bis zum Aussterben der Askanier.* Landsberg, Schaeffer, 1905, in-8°, vi-611 p. (*Schriften des Vereins für Geschichte der Neumark.*)

3. H. Witte, *Wendische Bevölkerungsreste in Mecklenburg.* Stuttgart, Engelhorn, 1905, in-8°, 124 p., 1 carte. (*Forschungen zur deutschen Landes- und Volkskunde*, XVI, 1.)

4. P. Westphal, *Ein ehemaliges Klosterterritorium in Pomerellen.* Danzig, Brüning, 1905, in-8°, 138 p., 2 cartes et 1 plan.

5. E. Seraphim, *Geschichte von Livland*; t. I : *Das livländische Mittelalter und die Zeit der Reformation* (jusqu'en 1582). Gotha, Fr.-A. Perthes, 1906, in-8°, xi-294 p. (*Allgemeine Staatsgeschichte*, publ. p. K. Lamprecht; 3^e série : *Deutsche Landesgeschichten*, publ. p. A. Tille, VII.)

Il mène l'histoire de la Livonie jusqu'au moment où le pays passa aux mains des Polonais. L'exposé est accompagné d'une bibliographie portant à la fois sur les livres consultés par l'auteur et sur les sources auxquelles il s'est abstenu de renvoyer dans le cours de cet exposé.

Nous terminerons ce bulletin en signalant deux ouvrages intéressants consacrés à l'histoire de la Hanse. M. W. STEIN, dont on sait la compétence spéciale en ces matières, a exposé d'après les sources, en une brochure de lecture attrayante¹, les origines de la guerre qui éclata, en 1469, entre la Hanse et l'Angleterre, qui cherchait à étouffer par la force le commerce hanséatique. La guerre se termina en 1474 par un traité favorable à la Hanse. — M. DAENELL² a raconté l'histoire de la Hanse à l'époque de sa pleine prospérité, à la fin du XIV^e et au XV^e siècle. Avec quelques inégalités et malgré sa forme un peu rébarbative, cet ouvrage est des plus instructifs.

F. VIGENER.

(Sera continué.)

1. Walther Stein, *Die Hanse und England. Ein hansisch-englischer Seekrieg im 15. Jahrhundert*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1905, in-8°, 51 p. (*Pfingstblätter des hansischen Geschichtsvereins*, 1. Blatt.)

2. E. Daenell, *Die Blütezeit der deutschen Hanse*. Berlin, Reimer, 1906, 2 vol. in-8°, xvii-474 et xv-461 p. — A signaler aussi la dissertation de M. J. Rondorf, *Die Westfälischen Städte in ihrem Verhältnis zur Hanse bis zum Beginn des 16. Jahrhunderts* (dissertation de Münster, 1905, in-8°, 87 p.) et l'étude de M. Hartmeyer, *Der Weinhandel im Gebiet der Hanse im Mittelalter* (Iéna, Fischer, 1905, in-8°, 129 p., fasc. 3 de la nouv. série des *Volkswirtschaftlichen u. wirtschaftsgeschichtliche Abhandlungen*, publ. p. W. Stieda).

HISTOIRE DU CHRISTIANISME¹.

I. LA RELIGION ET LE SENTIMENT RELIGIEUX. — Il semble que le moment approche où il ne sera plus guère possible d'envisager le christianisme autrement que comme un des cas particuliers de l'histoire générale des religions et où il faudra accepter la base élargie que les ouvriers de la méthode comparative sont en train d'édifier pour toute critique des divers mouvements religieux. Dès maintenant, malgré les contradictions que provoque encore la question préjudicielle de la légitimité de l'application à la religion chrétienne des méthodes d'exégèse organisées par les folkloristes et les anthropologistes, il est nécessaire de signaler les travaux, ou qui tentent déjà cette application, ou qui la préparent; il faut également dire un mot de ceux qui, s'attachant à élucider le problème du sentiment religieux, dans le passé ou dans le présent, contribuent à nous faire mieux comprendre le développement du phénomène chrétien et les aspects qu'il offre actuellement.

Ce ne sera sans doute pas M. LYALL qui introduira dans l'histoire chrétienne les méthodes de Lang ou de Frazer; ses deux derniers volumes² ne nous intéressent directement que sur quelques points; indirectement, et par leurs tendances, ils nous apportent de très utiles enseignements. L'auteur écrit (t. I, p. 443) : « Je suis affligé d'une habitude invétérée, qui est de considérer toutes les choses sublunaires du point de vue religieux. » Cette phrase pouvait servir d'épigraphe à tout le livre : M. Lyall a reçu de la nature un esprit religieux, et de longs séjours en des pays où les choses de la religion tiennent encore la plus grande place dans les préoccupations des hommes l'ont assuré dans l'uniformité de son point de vue; ils ont développé son horreur du matérialisme, du rationalisme et de tout ce qui peut être soupçonné de jeter les hommes dans l'utilitarisme égoïste et amoral. L'ouvrage tourne, en somme, autour de deux grandes idées : l'introduction de l'euro péanisme intégral dans les pays orientaux y rencontre un terrain défavorable et présente les plus grands dangers, surtout moraux; — la science des religions

1. Il n'est question, dans ce Bulletin, que des ouvrages envoyés à la *Revue historique*.

2. Alfred Lyall, *Études sur les mœurs religieuses et sociales de l'Extrême-Orient*, trad. de l'anglais, avec l'autorisation de l'auteur. Paris, Fontemoing, 1908, 2 vol. in-8°, xxxix-359 et 485 p.

court des risques mortels en s'abandonnant à la méthode comparative. La première fait l'objet d'à peu près tout le premier volume et des chapitres du second intitulés : *la Domination européenne en Asie* et *Race et religion* ; la seconde est envisagée surtout dans deux études sur le *Rameau d'or* de Frazer et sur le livre de Jevons, *An introduction to the History of Religion*. Pour donner plus de piquant à ses observations touchant le premier sujet, M. Lyall s'est transformé en brahmane, au courant de la culture européenne, mais tout de même attaché à ses traditions ataviques ; sa profonde connaissance des choses de l'Inde lui a permis de tenir ce rôle en perfection et il nous apporte, sur une mentalité qu'il nous est difficile de bien comprendre, une foule d'aperçus instructifs. Si de l'Orient, où elles semblent très justes, on prétendait transporter en Occident, comme le souhaite évidemment l'auteur, toutes les idées qu'il y croit viables, je verrais plus d'une réserve à formuler. Le point de vue religieux uniforme ressemble aisément à une idée préconçue, n'en déplaît au traducteur anonyme, qui, grand pourfendeur de préjugés, dans sa préface, n'a pas su, lui non plus, éviter celui-là ; il a même risqué dans les notes, entre les choses d'Orient et celles de France, quelques rapprochements dont l'à-propos n'apparaît pas toujours avec évidence. De la critique que M. Lyall entreprend, de Frazer et de Jevons, il ressort que la circonspection et la prudence la plus minutieuses doivent être les vertus cardinales de l'historien des religions, mais il ne ressort pas qu'il faille abandonner un point de vue qui s'est révélé fécond en aperçus nouveaux et en explications satisfaisantes, pour s'en tenir à des méthodes assurément plus simples au premier abord et moins lourdes de faits touffus, mais aussi reconnues inaptes à s'avancer beaucoup plus loin qu'elles ne l'ont fait. Ce n'est pas une objection très considérable que le reproche fait à Frazer de se lancer dans des recherches sans fin et d'entasser des matériaux peut-être hétérogènes ; nous en verrons bien d'autres avant que d'atteindre quelques certitudes définitives. Les critiques de M. Lyall ne sont pas toujours, à mon avis, beaucoup plus consistantes que celles-là ; néanmoins les dissertations qui composent son livre sont instructives ; elles sont aussi agréables, et ce n'est pas, en l'espèce, un mince mérite.

Le tome III de *Cultes, mythes et religions* de M. S. REINACH¹ est, comme ses deux aînés, conçu dans un esprit différent de celui de M. Lyall ; c'est un recueil de vingt-huit mémoires, articles ou confé-

1. Salomon Reinach, *Cultes, mythes et religions* ; t. III. Paris, E. Leroux, 1908, in-8°, 537 p.

rences, auxquels s'ajoutent quelques notes complémentaires et un index alphabétique enfermant la matière des trois volumes. Plusieurs de ces dissertations ne se rattachent à l'histoire des religions que par un lien assez fragile (par exemple *la Gaule personnifiée*, ou *Midas et Midacritus*, ou encore *la Prétendue race juive*) et ce ne sont pas les moins intéressantes. Toutes sont ingénieuses, subtilement érudites, parfois d'une audace qui déconcerte au premier abord et séduit au second, révolutionnaires, insinuant et toujours suggestives. Certaines ont, en outre, une importance considérable et doivent, si elles sont bien comprises, provoquer des recherches du plus grand intérêt (*l'Idée du péché originel*; *la Morale orphique et la morale chrétienne*, par exemple). La plupart tournent autour de l'idée dont M. Reinach s'est fait, en quelque sorte, l'apôtre en France : c'est la méthode comparative qui peut seule nous donner la clef de quantité de problèmes que pose devant nous l'histoire des religions classiques et l'histoire chrétienne; sous les croyances, il faut chercher les mythes et sous les mythes les rites, qui leur sont souvent antérieurs et qui reflètent, sans que ceux qui les pratiquent s'en doutent, d'anciens *tabous* ou de primitifs préjugés totémiques. Je crois qu'il faut manier cette clef, encore un peu neuve, avec beaucoup de circonspection si on ne veut risquer de brouiller la serrure ou de la forcer, manière inélégante d'ouvrir la porte; je me hâte d'ajouter que M. Reinach, sans en avoir toujours l'air, sait recommander la prudence et même ne la néglige pas pour son compte. Du point de vue de nos études chrétiennes, le plus intéressant de ses mémoires est intitulé : *A propos de la curiosité de Tibère*. Ce prince, nous le savons, était doué d'une curiosité *omnivore*; il a dû recevoir un rapport de Pilate sur la mort de Jésus, et les chrétiens ont si bien pensé que cela était nécessaire qu'ils ont fabriqué les *Actes de Pilate*; or, ces *Actes* sont inauthentiques, de toute évidence; Tertullien, quand il renvoyait ses lecteurs au rapport du procureur, ne les renvoyait qu'à un faux. Si donc il est certain que l'exécution de Jésus n'a pas pu être cachée à Tibère et s'il est établi qu'aucun rapport de Pilate à l'Empereur n'a jamais existé sur elle, ne faut-il pas conclure que c'est cette exécution elle-même qui n'a jamais eu de réalité? De là à considérer tout le récit de la Passion comme entièrement mythique, la distance n'est pas longue, et il semble que M. Reinach la franchirait volontiers si les affirmations de saint Paul ne lui donnaient encore de l'inquiétude; il n'ose pas suivre jusqu'au bout Van Manen dans sa destruction du Corpus paulinien. Je crois qu'il a raison; mais, les lettres de Paul écartées toutes, sa prédication, et sa vie même, rejetées dans la légende, peut-on affirmer que toutes les diffi-

cultés seraient levées? Serait-il aisé de réduire à néant la tradition synoptique? C'est déjà quelque chose que d'avoir établi qu'il s'est introduit des éléments mythiques dans le récit de la fin de Jésus; il semble bien que M. Reinach l'ait fait; ce serait mieux encore d'essayer une reconstitution historique de la Passion, considérée dans son ensemble et, pour ainsi dire, en fonction des résultats acquis. La vérité, touchant les premières origines du christianisme, est, je le crains, au contraire de l'opinion de M. Harnack, dans la *minimisation* des faits traditionnellement affirmés.

M. M. Vernes publie une série de leçons sur *la Survie des ombres*, professées à l'Université libre de Bruxelles par feu Élie RECLUS¹; elles s'inspirent, elles aussi, de la méthode comparative. Faites pour être dites, elles perdent un peu à être lues; les singularités de la forme nuisent certainement aux trouvailles ingénieuses que la parole devait rendre très chatoyantes. Quoi qu'il en soit, le livre est vivant, très nourri et bien construit; l'épigraphie en donne la tendance générale: « Les croyances populaires constituent la Religion universelle, celles de tous les peuples, de tous les temps et de tous les lieux. » L'auteur est dominé par l'idée impérieuse de la transformation et de la recombinaison, et c'est là un point de départ excellent pour l'étude scientifique des religions. Ni table détaillée ni index. — Sous le titre *Le paganisme contemporain chez les peuples cello-latins*, M. Paul SÉBILLOT² a résumé ses importants travaux antérieurs et groupé quelques considérations intéressantes. Il s'est proposé d'étudier les survivances actuelles de cette *sous-religion* populaire et rurale qui, très vivante au temps du polythéisme, à côté des mythes et des rites officiels, n'a pas été anéantie par le christianisme. Dessein louable, mais incomplètement réalisé; les sources auxquelles l'auteur est obligé de puiser sont faibles et troubles. De beaucoup des rites dont il parle, on peut se demander s'ils sont vraiment vieux, vraiment patens; car, en l'espèce, il ne faut pas seulement considérer les survivances ataviques, il faut aussi prendre garde aux inventions de la superstition présente. Le chapitre sur le paganisme dans les églises est bien court. Ouvrage clair, d'ailleurs, facile à consulter et qui constitue un répertoire de faits classés qu'il est bon d'avoir sous la main. — C'est aussi un recueil de légendes d'origine populaire que nous offre Oskar DÄHNHARDT, avec la collabo-

1. Élie Reclus, *les Croyances populaires*; 1^{re} partie : *la Survie des ombres*. Paris, Giard et Brière, 1908, in-8°, xxviii-277 p.

2. P. Sébillot, *le Paganisme contemporain chez les peuples cello-latins*. Paris, O. Doin, 1908, in-12, xxvi-318 p. (*Encyclopédie scientifique* du D^r Toulouse.)

ration d'une quinzaine d'érudits¹. C'est le commencement d'une série de quatre volumes, dont les trois autres porteront sur les légendes relatives au Nouveau Testament, puis aux animaux, aux plantes, au ciel, à la terre et à l'homme. A en juger par cette première partie, l'œuvre sera de toute première utilité et digne de confiance. Voici quelle est l'économie du livre : *la Création du monde*, classification des diverses conceptions que les hommes s'en sont faites, à commencer par les Babyloniens et à finir par les indigènes des deux Amériques. — *La création de l'homme* et les légendes relatives à Adam. — *La création d'Ève*. — *Le diable* et son rôle dans cette première histoire de l'humanité. — *La chute du premier homme*. — *Le châiment du serpent*. — *D'où vient la barbe de l'homme*. — *La taille d'Adam*. — *Cain et Abel*. — *Le déluge*. — *Les anges déchus*. — Les qualités propres du *vin*. — *D'Abraham à David*, légendes et contes relatifs aux principaux personnages et épisodes de la Bible. Ce livre d'érudition, où de copieuses notes élucident et expliquent pas à pas les légendes, se lit avec un plaisir soutenu. Une abondante bibliographie et un bon index le complètent heureusement.

Le catholicisme trouve quelque réconfort dans les succès qu'il remporte en certains pays protestants; nous n'avons pas à examiner ici s'il n'en exagère pas quelque peu la portée; en tous cas, c'est pour célébrer l'un d'entre eux que M. LOOTEN a traduit la biographie du Dr Schaepman par l'abbé BROM². Historiquement, l'intérêt que présente la carrière de l'abbé Schaepman réside dans le fait qu'il a fait rentrer les catholiques dans la vie politique de la Hollande; le traducteur y voit un exemple et un programme pour les catholiques de France.

L'encyclique *Pascendi dominici gregis* a provoqué toute une littérature, et voici quelques-uns des livres qui la composent. Et d'abord un de ceux qui l'ont motivée : sous le titre de *Lettre à un professeur d'anthropologie*, M. G. TYRRELL³, nous donne une traduction de sa lettre fameuse (*A much abused Letter*). Telle que l'auteur la présente, avec les notes et éclaircissements nécessaires, elle constitue un des documents essentiels sur l'histoire du catholicisme durant ces

1. *Natursagen. Eine Sammlung naturdeutender Sagen, Märchen, Fabeln und Legenden...*, publ. p. Oskar Dähnhardt. Leipzig et Berlin, E.-G. Teubner, 1907, in-8°, XII-376 p.

2. Abbé Brom, *le Docteur Schaepman*, trad. du hollandais, avec une préface et des notes, par le chanoine Looten. Lille, René Giard, s. d., in-8°, 94 p.

3. G. Tyrrell, *Lettre à un professeur d'anthropologie*. Paris, E. Nourry, 1908, in-12, 101 p. (Bibl. de critique religieuse.)

dernières années. — Les *Simplex réflexions* de M. Loisy¹, sur l'Encyclique et le Syllabus, n'enferment pas beaucoup d'idées qui ne fussent déjà dans l'un ou l'autre des deux précédents livres rouges, mais elles abondent en réflexions ironiques et savoureuses. Leur auteur s'est, à juste titre, considéré comme particulièrement visé par les deux manifestations pontificales, et il a entrepris un examen, point par point, des thèses exposées dans le Syllabus et dans l'Encyclique. Que le pape et ses théologiens n'aient pas toujours compris l'auteur et plus généralement les modernistes; qu'ils aient souvent donné à leurs idées les plus fâcheuses entorses pour les faire entrer, coûte que coûte, dans un plan préconçu de réfutation, c'est ce qui résulte non seulement de la protestation de M. Loisy, mais également de celle des modernistes italiens, dont l'éloquent *Programme* vient d'être traduit en français², et du petit livre sincère et parfois touchant signé Catholici et intitulé *Lendemain d'encyclique*³. J'ai expliqué ailleurs⁴ pourquoi je ne croyais pas que le noble effort que ces ouvrages éclairent puisse jamais briser « le cercle d'investissement de la science et de la philosophie ». — Dans ses *Menus propos d'un catholique libéral*, M. Léon CHAÎNE⁵ ne récrimine pas; il cherche seulement à marquer « le sillage que le flot mobile de quelques événements politiques et religieux du temps présent a laissé » dans son esprit; toutes ses impressions ne sont pas gaies, mais il parle toujours clair et franc, et c'est un plaisir de l'écouter, alors même qu'on ne peut penser comme lui. — M. Marcel HÉBERT, dans un très utile petit livre sur le *Pragmatisme*⁶, touche encore de très près au modernisme, puisque le pragmatisme est un de ses aspects; il n'a pas de peine à établir que, sous un mot à la mode, on enferme des notions diverses et confuses; il y apporte les distinctions nécessaires avec beaucoup de discernement et de clarté. — M. H. Bois met une

1. A. Loisy, *Simplex réflexions sur le décret du Saint-Office, « Lamentabili sane exitu », et sur l'encyclique « Pascendi dominici gregis »*, chez l'auteur. Cefonds, par Montier-en-Der (Haute-Marne), 1908, in-12, 277 p.

2. *Le Programme des modernistes. Réplique à l'encyclique du pape Pie X...* Paris, E. Nourry, 1908, in-12, xvi-170 p. (Bibl. de critique religieuse.)

3. *Catholici, Lendemain d'encyclique*. Paris, E. Nourry, 1908, in-12, ii-123 p. (Bibl. de critique religieuse.)

4. Ch. Guignebert, *Modernisme et tradition catholique en France*. Paris, Collection de la *Grande Revue*, 1908, in-16, iii-188 p.

5. Léon Chaîne, *Menus propos d'un catholique libéral*. Paris, E. Nourry, 1908, in-12, 222 p. (Bibl. de critique religieuse.)

6. Marcel Hébert, *le Pragmatisme. Étude de ses diverses formes, anglo-américaines, françaises et italiennes, et de sa valeur religieuse*. Paris, E. Nourry, 1908, in-12, 105 p. (Bibl. de critique religieuse.)

grande élévation de pensée et un vrai talent d'exposition au service d'une cause douteuse. A la base de toute vie religieuse féconde, il place l'expérience¹. Par *expérience*, il entend les sensations, les aspirations qu'il découvre au fond de sa conscience, quand il médite sur les grands problèmes religieux ou métaphysiques; il y a, entre cette expérience subjective et celle sur laquelle s'appuient les sciences physiques, par exemple, une telle différence qu'il serait bon de trouver pour la désigner un terme qui ne prêtât à aucun malentendu.

— M. MICHAUD voudrait bien que tous les chrétiens de cœur, oubliant les différences qui les séparent, s'unissent, en acceptant tous les enseignements essentiels du Christ². Son livre constitue une tentative digne de respect, mais sa portée historique n'est évidemment pas grande. — M. JEHAN DE BONNEFOY présente, sous forme de dialogues, les réflexions et les hésitations qu'il paraît avoir traversées lui-même, sur la religion en général et le catholicisme en particulier. Les problèmes les plus graves sont envisagés dans ses deux livres³ sans réticence aucune et débattus avec beaucoup de courage.

— M. SAINTYVES publie la seconde partie d'une étude dont j'ai parlé l'an dernier, sur le miracle, considéré du point de vue de la science⁴. Elle abonde en réflexions justes, sages et suggestives, que savants et théologiens feraient bien de méditer, les uns pour ne pas chercher à atteindre ce qui, par définition, ne se place ni dans le plan de la nature, ni dans celui de la raison; les autres pour ne pas prétendre démontrer *scientifiquement* des manifestations dont le premier caractère est d'échapper aux lois scientifiques; et ce serait, de part et d'autre, beaucoup de temps gagné. — L'étude de M. J. FRANÇAIS sur *l'Église et la science*⁵ atteint son but, qui est de montrer, une fois de plus, combien la dogmatique théologique, construite sur une science périmée, en a difficilement accepté les modifications.

II. LA LITTÉRATURE ET LES SOURCES. — M. JACQUIER vient d'ajouter deux volumes à son *Histoire des livres du Nouveau Testament*; je ne sais si ce sont les derniers; l'un traite des *Actes* et des *Épîtres*

1. Henri Bois, *la Valeur de l'expérience religieuse*. Paris, E. Nourry, 1908, in-12, 216 p. (Bibl. de critique religieuse.)

2. Dr E. Michaud, *les Enseignements essentiels du Christ*. Paris, E. Nourry, 1907, in-12, 116 p. (Bibl. de critique religieuse.)

3. J. de Bonnefoy, *Vers l'unité de croyance*. Paris, E. Nourry, 1907, in-12, 121 p.; *le Catholicisme de demain*. Paris, E. Nourry, 1908, in-12, III-200 p. (Bibl. de critique religieuse.)

4. P. Saintyves, *le Miracle et la critique scientifique*. Paris, E. Nourry, 1907, in-12, v-96 p. (Bibl. de critique religieuse.)

5. J. Français, *l'Église et la science*. Paris, E. Nourry, 1908, in-12, 173 p. (Bibl. de critique religieuse.)

catholiques, l'autre de la littérature johannique¹, mais, comme ils ne comportent ni conclusion ni tables, je me demande si l'auteur n'a pas l'intention d'ajouter encore quelque chose. Les deux présents livres offrent les mêmes qualités que leurs deux aînés : information étendue, exposition bien ordonnée et généralement intéressante; toutefois, comme ils n'abandonnent aucune des positions de la tradition romaine, ils n'apportent aucun résultat nouveau. On peut leur demander des renseignements exacts et utiles sur tous les hors-d'œuvre, sur les points d'où la tradition n'est pas menacée; partout ailleurs, l'ampleur des références ne sert qu'à donner le prestige de l'érudition à des propositions qui sont la matière ordinaire des cours d'Écriture sainte.

M. SCHWARTZ a eu la très bonne idée de publier une édition mineure de son Eusèbe²; elle comprend un excellent texte de l'*Histoire ecclésiastique* et des *Martyrs de Palestine*. Les notes donnent l'essentiel de l'appareil critique de la grande édition, et, comme la pagination de cette dernière est reproduite en marge, les recherches complémentaires sont faciles. L'inconvénient que présente cette édition, c'est qu'elle n'a ni introduction ni tables; je sais bien que les « Prolegomènes » et les « Indices » de l'*editio major* se vendent à part et qu'on peut les ajouter à celle-ci; je regrette pourtant que l'auteur n'ait pas cru devoir les adapter tout de suite à l'ouvrage destiné au commun des étudiants.

L'excellente collection Hemmer-Lejay, dont nous attendons les plus grands services, ne s'est enrichie cette année que de trois volumes. Le premier, qui comprend la *Didaché* et l'*Épître de Barnabé*³, est digne de tous éloges. Tout particulièrement utile est l'Introduction que M. HEMMER a placée en tête de la *Didaché*; elle donne de l'œuvre une idée très précise; des indications bibliographiques, abondantes et bien mises au point, permettent de pousser les recherches dans tous les sens. L'Introduction de M. Oger à l'*Épître de Barnabé* n'est pas non plus méprisable. Le volume forme la première partie d'une édition des Pères apostoliques qui sera certainement un bon instrument de travail. — Dans la même collection,

1. E. Jacquier, *Histoire des livres du Nouveau Testament*; t. III et IV. Paris, Lecoffre, 1908, 2 vol. in-12, 346 et 422 p.

2. Ed. Schwartz, *Eusebius, Kirchengeschichte*. Leipzig, Hinrichs, 1908, in-8°, 442 p.

3. H. Hemmer, G. Oger et A. Laurent, *les Pères apostoliques*; 1 : *Doctrine des apôtres, épître de Barnabé*, texte grec, traduction... Paris, A. Picard, 1907, in-12, cxvi-118 p.

M. MÉRIDIÉ¹ a publié le *Discours catéchétique* de Grégoire de Nysse. C'est un heureux choix, car cette pièce célèbre peut suffire à donner une idée de l'apologétique du IV^e siècle, dirigée à la fois contre les païens, contre les juifs et contre les hérétiques; elle est aussi un bon type de la subtilité rhétorisante et sophistique des théologiens cultivés de ce temps-là. Il est utile, pour la bien entendre, d'avoir présent à l'esprit le chapitre sur la *dialectique* que M. Méridier a placé dans sa thèse sur *l'Influence de la seconde sophistique sur l'œuvre de Grégoire de Nysse*. L'Introduction replace bien le discours dans son milieu et précise les sources de son inspiration : Origène est la principale; Methodius, l'adversaire d'Origène, en est une autre, d'ailleurs. Le texte est celui de Strawley; les notes sont brèves, mais assez substantielles; il est fâcheux qu'elles ne soient marquées dans le texte par aucun renvoi. Quelques détails de la traduction me paraissent contestables. — M. F. BOULENGER nous donne deux discours de Grégoire de Naziance, l'oraison funèbre de son frère Césaire et celle de Basile de Césarée². Ce sont aussi deux bons spécimens de rhétorique chrétienne et deux documents pleins de renseignements sur les choses et les gens de l'église d'Orient. Le style en est trop souvent alambiqué et tourmenté, pour aboutir à des effets qui ne sont pas tous heureux; le traducteur n'a pas cherché à en masquer les défauts, il s'est au contraire sacrifié pour les conserver. L'Introduction est instructive et l'Index insuffisant.

M. DE LA SERVIÈRE a écrit sur la théologie de Bellarmin un excellent livre³, très érudit, très sobre, malgré sa longueur qui tient à l'ampleur du sujet, très mesuré dans la forme et très impartial. Ce qui donne de l'intérêt à l'œuvre de Bellarmin, ce n'est pas son originalité, c'est son caractère de synthèse de la théologie catholique, faisant front contre la Réforme; M. de la Servière l'a fort bien dit dès le début. Il ne faut pas non plus chercher dans ses nombreux traités un système théologique complet, parce que, préoccupé surtout de disputer contre les protestants, il n'a guère parlé des dogmes qu'ils n'attaquaient pas; mais, sur les points qu'il a traités, il est visible que son argumentation demeure encore le fondement de l'apologé-

1. L. Méridier, *Grégoire de Nysse. Discours catéchétique...* Paris, A. Picard, 1908, LXXXV-211 p.

2. Boulenger, *Grégoire de Naziance. Discours funèbres en l'honneur de son frère Césaire et de Basile de Césarée*, texte grec. Paris, A. Picard, 1908, in-12, CXV-252 p.

3. J. de la Servière, S. J., *la Théologie de Bellarmin*. Paris, G. Beauchesne, 1908, in-8°, XXVII-764 p. (Bibl. de théologie historique.)

tique traditionnelle. M. de la Servière n'a pas prétendu étudier Bellarmin d'un point de vue critique, mais seulement nous donner de ses idées un exposé exact, en les replaçant dans le milieu qui les a engendrées; son travail est donc, avant tout, une analyse qui suit, en somme, le plan des *Controverses* et où le cardinal garde la parole le plus souvent possible; mais il n'est pas que cela et, par les références aux théologiens du temps, dont il éclaire les développements de l'apologiste romain, il représente un labeur énorme et très méritoire. Bellarmin fut un robuste ouvrier, un remarquable professeur, un polémiste ardent et érudit; il a sauvé du fatras quantité d'idées intéressantes; mais ce ne fut pas un historien; son désir d'exactitude et de loyauté est grand; les satisfactions qu'il lui donne sont parfois médiocres. M. de la Servière n'a pas dissimulé les vices de sa méthode, ni les dangers de son exégèse, du moins dans ses œuvres de polémique; c'est, au reste, la loi du genre que de ne pas montrer trop d'exigence sur la qualité des textes, des raisons et des faits; Bellarmin l'a subie avec résignation. Il faut lire l'ouvrage de M. de la Servière.

Les *Nomina sacra* de Ludwig TRAUBE¹ représentent l'héroïque effort d'un savant qui, atteint d'un mal incurable, et qu'il savait tel, a lutté de vitesse avec la mort pour ne pas laisser inachevé le labeur entrepris. Il a vaincu; il a fini son livre et les dernières phrases qui soient parties de sa plume proclament, avec une ardeur touchante, sa foi en la dignité et en l'avenir de la science austère qu'il a aimée : *Die Paläographie ist eine mutige Disziplin* (p. 297) ! L'ouvrage agit un problème paléographique intéressant : l'histoire de la tradition (*Ubertieferungsgeschichte*) des livres sacrés juifs et chrétiens, le mode d'abréviation des *nomina sacra* pouvant être considéré comme un élément de datation et de détermination d'origine. Il nous offre un recueil très sûr, très bien classé d'informations dispersées dans un grand nombre de manuscrits grecs et latins; des tableaux minutieusement dressés permettent les rapprochements rapides et toutes les comparaisons utiles des diverses formes d'abréviation.

III. HISTOIRE GÉNÉRALE DU CHRISTIANISME. — L'année 1908 a vu le début de deux importantes publications encyclopédiques, appelées à rendre d'autant plus de services qu'elles ne sont point conçues dans le même esprit et qu'elles se compléteront, je pense, assez heureusement; l'une est publiée en Amérique par une réunion de savants catholiques², l'autre paraît en Allemagne et sort de la collaboration

1. Ludwig Traube, *Nomina sacra. Versuch einer Geschichte der christlichen Kürzung*. München, Oskar Beck, 1907, in-8°, XII, x-295 p.

2. *The catholic Encyclopedia, an international Work of Reference on the*

d'érudits protestants¹. L'encyclopédie américaine a le grand mérite d'aller vite, puisqu'en moins d'un an trois volumes ont paru sur les seize qu'elle doit compter; en second lieu, elle se présente on ne peut mieux : beau papier, tirage soigné, nombreuses illustrations, généralement bien réussies et parfois tout à fait jolies, cartes claires et précises, tout ce qu'il faut pour que chacun de ses gros volumes soit facile à manier et agréable à feuilleter. La liste des collaborateurs renferme à peu près tous les noms considérables que compte la science catholique dans tous les pays. L'esprit de la publication est donc nettement catholique; toutefois il garde, dans la franchise de son orthodoxie, quelque chose d'américain, je veux dire une liberté et une largeur de vues peut-être plus grandes que celles qu'il serait possible d'obtenir en Europe, où les préoccupations de défense ou d'attaque rétrécissent trop souvent l'horizon des érudits catholiques. C'est pourquoi les travailleurs de toutes les confessions, et ceux qui n'appartiennent à aucune, trouveront intérêt et profit à consulter un dictionnaire qui renferme quantité de faits et d'idées et leur donne, sur toutes les questions qu'ils se posent, le point de vue des catholiques instruits. Le plan de l'ouvrage est large; on pourrait presque lui reprocher de l'être trop; on comprend que, s'adressant avant tout à des lecteurs de langue anglaise et à des catholiques américains, les auteurs aient arrêté leur attention sur des détails qui n'intéressent guère qu'eux (hommes, communautés, monuments), mais on est surpris, par exemple, de voir que *Bertioz* a les honneurs d'une colonne entière, sans doute parce qu'il a écrit *l'Enfance du Christ* et le *Requiem*, ou de rencontrer deux colonnes sur *Abortion* (*The physical effects of*), sur *l'Abstinence*, sur *l'Alcoolisme*, considérés du même point de vue, ou encore sur nos Académies de France, avec le portrait de M. Rostand en uniforme. On pouvait peut-être couper ou abrégé ces hors-d'œuvre et employer l'espace disponible à développer ce qui est plus vraiment *catholique* ou *chrétien* dans l'ouvrage. Il y reste quelques lacunes : l'article *Babylone* (je cite au hasard cet exemple) aurait besoin d'être complété par un paragraphe sur la communauté juive de l'Euphrate, par un autre sur le sens apocalyptique du mot, par un autre enfin sur Babylone d'Égypte. L'article *Bible* est vraiment faible. Il m'est impossible d'entrer dans le détail

Constitution, Doctrine, Discipline and History of the Catholic Church. New-York, Robert Appleton Company, s. d., 3 vol. in-4°, 826, 804 et 799 p.

1. *Die Religion in Geschichte und Gegenwart, Handwörterbuch in gemeinverständlichen Darstellung, unter Mitwirkung von Hermann Gunkel und Otto Scheel, herausgegeben von Friedrich Michael Schiele*; 1^{re} livr. Tübingen, J. C. B. Mohr, 1908, in-8°, 95 p.

immense de la publication : les articles sont clairs, bien divisés, et les plus importants sont accompagnés d'une bibliographie sommaire, mais d'ordinaire suffisante; on peut quelquefois critiquer le choix des livres indiqués, et il est permis de trouver que ceux des Français ne sont pas trop favorisés, mais ce sont là des considérations accessoires. On trouvera en revanche dans cette encyclopédie, — et, par ce côté, elle est un ouvrage capital, — une foule de renseignements presque introuvables ailleurs, parce qu'ils sont très dispersés, sur les menues questions du catholicisme : ordres, missions, abbayes, théologiens, institutions et pratiques. Quelques articles sont assez développés : *Abréviations*, *Absolution*, *Abstinence*, *Apocryphe*, *Agnosticisme*, *Benedictine (Order)*, *Breviary*, *Calendar*, *Canon* et *Canons*; d'autres, comme *Christianity* et *Church*, offrent des essais de généralisation intéressants. Nous tiendrons les lecteurs de la *Revue historique* au courant des progrès de l'œuvre.

L'encyclopédie allemande est destinée au grand public curieux des choses de la religion plutôt qu'aux spécialistes : c'est pourquoi elle évite tout appareil d'érudition et se contente d'indications bibliographiques très brèves. L'histoire du christianisme y doit tenir une place prépondérante, mais non pas exclusive; toutes les religions seront envisagées à leur tour; on nous promet une insistance particulière sur les questions de sociologie, de droit, d'art, de vie contemporaine considérées dans leur rapport avec la religion. L'ouvrage comprendra cinq ou six volumes de chacun 2,000 colonnes environ. Il est compact et l'emploi des caractères gothiques ne le rend pas plus avenant; mais, à en juger par la première livraison, il sera solide et plein. Les articles *Abaelard* et *Abba* sont un peu courts, mais, en revanche, *Abendmahl* est tout un petit traité sur la Cène et la communion. D'ailleurs, les noms des collaborateurs inspirent confiance : j'y relève ceux de Bousset, Clemen, Gunkel, Holtzmann, Jülicher, Knopf, Preuschen, Wernle, etc.

M. PIERCEY s'est chargé de diriger la rédaction, exécutée par un groupe de clergymen anglais, d'un dictionnaire usuel de la Bible; ce n'était point là un travail facile, et il l'a achevé à son honneur. Je souhaiterais, pour ma part, que la critique des rédacteurs fût moins timide, moins conservatrice qu'elle ne l'est d'ordinaire; elle se contente souvent d'une demi-liberté à l'égard des opinions traditionnelles; elle rappelle, avec plus de réserve encore, celle qui inspire le Dictionnaire de Hastings. Cependant, la clarté des articles, leur pré-

1. *Murray's Illustrated Bible Dictionary*, publ. p. William C. Piercy. London, J. Murray, 1908, in-8°, xvi-975 p.

cision et la sûreté de leur information les rendent parfaitement aptes à remplir l'office qu'ont voulu leur assigner leurs auteurs : renseigner vite et honnêtement les gens sur toutes les questions que soulève la lecture des livres saints. L'illustration est suffisante, l'impression nette, malgré la petitesse des caractères, et le volume bien présenté; c'est un bon manuel.

Je ne saurais en dire tout à fait autant du précis d'histoire ecclésiastique du P. ALBERS¹; il tient ce qu'il promet, en ce sens qu'il offre, sous une forme claire, les connaissances nécessaires à l'instruction d'un catholique romain; mais il ne faut pas lui demander beaucoup plus. L'auteur ne s'est pas préoccupé d'éveiller l'esprit critique chez ses lecteurs, et, s'il connaît les diverses faces des questions qu'il traite, il ne croit à propos d'en montrer qu'une seule. Le lecteur très averti, mais celui-là seulement, peut retrouver sous ses phrases circonspectes quelque trace de discussions scientifiques au milieu desquelles il chemine et découvre de temps en temps une concession aux résultats acquis par l'histoire indépendante; ainsi, les prétentions de certaines églises de France à l'apostolicité sont rejetées (p. 66, n. 3), l'affirmation de la primauté pontificale aux trois premiers siècles est toute baignée de réticences. D'autre part, le livre fourmille d'à-peu-près, d'affirmations branlantes, voire d'erreurs, j'entends d'assertions démontrées fausses par la critique indépendante. Les chapitres sur le paganisme et sur le judaïsme, où l'auteur devrait pourtant se sentir tout à fait à l'aise, sont très superficiels. De-ci et de-là, on peut cueillir quelques circonlocutions ou euphémismes qui ne sont pas sans saveur : les historiens ont été injustes de juger l'Inquisition sur des « exceptions regrettables » (p. 548); Abélard entre « humilié » au couvent de Saint-Denis (p. 585); les Cathares « n'étaient pas moins dangereux pour l'État que pour l'Eglise » (p. 503), affirmation à la mode dans les milieux catholiques et vraiment bien trouvée pour transformer l'Inquisition en organe de préservation sociale. La bibliographie, assez abondante, laisse beaucoup à désirer sous le rapport de l'impartialité et sous celui de l'exactitude.

D'une plus grande portée et d'une forme plus érudite est le livre récent de M. BATIFFOL², mais il est écrit dans le même esprit et pour le même but. C'est un modèle d'apologétique moderne. La dédicace

1. Pierre Albers, S. J., *Manuel d'histoire ecclésiastique*, adapté sur la 2^e éd. hollandaise par le P. René Hedde, O. P.; t. I. Paris, Lecoffre, 1908, in-12, xxxvi-636 p.

2. P. Batiffol, *L'Eglise naissante et le catholicisme*. Paris, Lecoffre, 1909, in-12, xiv-502 p.

Matri ecclesiae est déjà significative. Et nous lisons, dès le début : « Le Christ, auteur de notre foi, a institué l'Église; il l'a instituée en forme de société et cette société a reçu de lui une constitution ferme et définitive... L'Église est sur terre une société visible. (Elle) a été donnée à l'humanité par le Christ comme un moyen sans lequel nul ne peut être sauvé. L'Église visible n'est pas une société dont les membres sont égaux entre eux et ont les mêmes droits; elle est une société dans laquelle se perpétue un pouvoir divinement institué... L'Église enseigne et est infaillible... Nous professons que l'apôtre Pierre a été établi par le Christ prince des apôtres, chef visible de l'Église visible, que les évêques de Rome ont succédé à l'apôtre Pierre dans cette primauté, primauté de magistère infaillible et de juridiction souveraine. » Telles sont les propositions principales que M. Batiffol prétend établir par l'application rigoureuse et impartiale des méthodes scientifiques aux textes et aux faits. Il est impossible de contredire avec une plus tranquille audace tout ce que les historiens indépendants (laissons, s'il vous plaît, les protestants que paraît viser tout spécialement l'auteur) ont accoutumé de considérer comme les résultats les plus certains de leurs recherches. Du point de vue critique, pareilles thèses constituent un paradoxe et une espèce de gageure; du point de vue apologetique, elles sont banales et nécessaires; mais, — et là git tout l'intérêt général de l'ouvrage, — M. Batiffol emploie une grande érudition, beaucoup d'habileté personnelle et un réel talent d'exposition à dissimuler leurs faiblesses et à réparer leurs brèches. Je n'accepte et je pense que pas un historien dégagé du dogmatisme catholique n'acceptera une seule de ses conclusions, mais je crois qu'il y a pour tous grand profit à lire son livre, d'abord parce que, reposant toutes les questions fondamentales, il oblige à en vérifier de nouveau les solutions et aussi parce qu'il apporte nombre d'observations de détail fort utiles. La virtuosité de l'auteur offre aussi un spectacle curieux et digne d'être observé. Qu'on lise en particulier l'*excursus*, qui se place à la page 94, sur la question de savoir si Jésus a institué l'Église et qui est, au fond, le vrai pivot de toute la démonstration; surtout, qu'on ne néglige pas les notes; il en est d'étonnantes.

La librairie Fischbacher a fait retraduire les seize conférences de M. HARNACK sur *l'Essence du christianisme*¹; il faut l'en louer et effacer les critiques sévères, mais justes, que la traduction parue en 1902 avait provoquées. Le lecteur français peut maintenant prendre

1. A. Harnack, *l'Essence du christianisme*, trad. nouvelle. Paris, Fischbacher, 1907, in-12, 360 p.

une idée exacte de la pensée du professeur allemand. Par une innovation heureuse, on a, au-dessus de la division factice en conférences, marqué, au moyen d'une série de sous-titres, les divisions logiques du sujet.

IV. EXÉGÈSE. — A côté de l'ouvrage capital de M. LOISY sur les synoptiques, dont j'ai déjà entretenu les lecteurs de la *Revue*¹, il a paru, touchant l'interprétation des écrits du Nouveau Testament, plusieurs travaux intéressants. — Dans une petite étude, qui est une thèse de théologie protestante, M. LASSERRE² a essayé, d'abord, de prouver la légitimité de l'application des méthodes critiques aux synoptiques; en second lieu, de noter les résultats principaux que ce contact a engendrés. Le livre est bien informé et bien ordonné; ses conclusions, cela va de soi, confirment celles de l'exégèse libérale; il peut être une introduction utile à l'étude de la question synoptique.

Le travail de M. NICOLARDOT apporte au même sujet une contribution de première importance³. Les critiques libéraux croient pouvoir considérer comme acquis que les synoptiques ne sont venus à l'état où nous les possédons qu'en plusieurs étapes, chacune laissant dans notre texte des traces plus ou moins profondes; il serait fort intéressant de savoir pourquoi et comment ces étapes ont été successivement franchies; malheureusement, les données nous manquent pour les suivre avec certitude; M. Nicolardot a pensé qu'il était pourtant possible de marquer les causes et les caractères de la dernière, de celle qui a fait nos textes ce que nous les voyons, et il n'a point ménagé sa peine pour y parvenir. Personne n'avait encore tenté ce travail dans son ensemble, mais nombre de commentateurs des synoptiques en avaient soupçonné l'intérêt et avaient semé dans leurs ouvrages des remarques dispersées qu'il fallait recueillir; il était aussi nécessaire de procéder à un examen minutieux du texte; M. Nicolardot s'est acquitté de ce double devoir avec la conscience la plus scrupuleuse. Son livre est adroitement construit; partant de l'étude de Mathieu, qui est relativement facile, il s'avance, en passant par Luc, vers Marc, dont les procédés sont beaucoup plus malaisés à saisir, parce qu'il constitue, par rapport aux deux autres, un document original. La méthode suivie est excellente: sans reculer devant aucune explication plausible, l'auteur sait rester prudent, et, si l'on peut ne pas accepter tous les détails de son étude, on ne peut qu'en approu-

1. A. Loisy, *les Évangiles synoptiques*. Ceffonds, 2 vol. in-8°, 1907 et 1908.

2. D. Lasserre, *De la critique des sources et de son application aux évangiles synoptiques*. Genève, Romet, 1908, 143 p.

3. F. Nicolardot, *les Procédés de rédaction des trois premiers évangélistes*. Paris, Fischbacher, 1908, in-8°, XXI-311 p.

ver pleinement les conclusions générales. Sous un certain aspect, elle est un complément utile à tous les commentaires et, sous un autre, un élément décisif touchant la détermination de la valeur historique des synoptiques.

M. HOLTZMANN publie une troisième édition du tome IV de son *Hand-Commentar zum Neuen Testament*¹; c'est une refonte complète, avec la collaboration de M. BAUER. L'éloge de cet indispensable instrument de travail n'est plus à faire; c'est le manuel courant de l'exégète; mais il est juste de signaler l'effort accompli par son auteur pour l'améliorer encore. La seconde édition datait déjà de 1893; durant ces quinze dernières années, des travaux importants ont paru sur la littérature johannique, qui ont, peut-on dire, renouvelé la question. M. Holtzmann en a tenu compte; il est seulement fâcheux que le volume ait été imprimé avant l'apparition des récentes études de Soltan, de Schwartz, de Zahn et de Baljons, mais la moisson était, sans elles, assez riche pour être engrangée. Une traduction a été ajoutée au commentaire, et c'est un perfectionnement, à mon sens, capital. Ce qui n'en est pas un par exemple, mais une déplorable suite, c'est la façon dont la bibliographie est disposée, sans indication du lieu de publication ni du format des livres; inconvénient désagréable sans doute, mais aussi un mince défaut dans un admirable répertoire; quand on l'a un peu pratiqué, on aperçoit qu'il enferme tout ce qu'il faut posséder de renseignements pour se hasarder avec confiance dans les textes périlleux dont il traite. Nous souhaitons la prompte réédition du tome II, qui est épuisé, et des deux parties du tome III, qui sont déjà un peu anciennes.

M. BRASSAC a pris la peine de refondre complètement le *Manuel*, devenu vraiment un peu compromettant, de l'abbé BACUEZ; c'était une entreprise méritoire². Matériellement, la nouvelle édition marque un progrès considérable sur les précédentes ou, pour mieux dire, c'est une œuvre nouvelle. M. Brassac est un homme averti; la littérature du sujet lui est familière, et tous les à-côtés des questions essentielles sont développés avec une abondance et une précision qui ne laisse pas grand'chose à désirer; l'ouvrage est bien composé, clair et d'usage commode. Les naïvetés, qui faisaient sourire chez M. Bacuez, et par lesquelles son livre était un précieux arsenal pour

1. H. J. Holtzmann, *Hand-Commentar zum Neuen Testament...*; t. IV: *Evangelium, Briefe und Offenbarung des Johannes*, 3^e éd., revue par W. Bauer. Tübingen, Mohr, 1908, in-8°, xiii-504 p.

2. A. Brassac, *Manuel biblique, ou cours d'Écriture sainte à l'usage des séminaires; Nouveau Testament*. Paris, Roger et Chernoviz, 1908 et 1909, 2 vol. in-12, vi-768 et 743 p.

les adversaires du catholicisme, ont presque toutes disparu. Ce n'est tout de même pas sans étonnement que l'on voit, par exemple, poser la question de savoir si Jésus a consacré la Sainte-Eucharistie à Emmaüs (t. I, p. 735). Il est bien difficile de reprocher à M. Brassac d'avoir gardé sur tous les points les positions les plus intenable de l'orthodoxie, puisque c'est justement pour les justifier qu'il a écrit; du moins peut-on le louer de l'avoir fait avec érudition, de n'avoir pas caché les arguments principaux des critiques qui ne sont pas de son avis et de parler d'eux sans algreur. Son livre, destiné aux séminaristes, doit trouver place dans la bibliothèque de tous les exégètes; il renferme un bon exposé de l'état actuel de la science catholique touchant le Nouveau Testament.

M. MILLIGAN nous donne un commentaire très complet et très précis des deux épîtres pauliniennes aux Thessaloniciens¹. Le texte est celui de Westcott et Hort. D'ailleurs, les notes minutieuses et le chapitre VII de l'Introduction donnent toutes facilités pour étudier les variantes. Toutes les questions que soulèvent les deux épîtres sont examinées dans le plus grand détail. L'auteur accepte l'authenticité de *I Thess.*; il n'est guère possible d'y faire de très solide objection, si on admet celle d'une seule des autres épîtres pauliniennes; il soutient de même celle de *II Thess.*, dont beaucoup de critiques doutent encore et dans laquelle d'autres dénoncent au moins de graves interpolations; la démonstration de M. Milligan ne m'a pas pleinement convaincu, mais elle est très nourrie. Une dizaine d'excursus et d'amples indices complètent cet excellent travail, modèle de conscience et de soin.

V. ÂGES APOSTOLIQUE ET POSTAPOSTOLIQUE. — Sous le titre *la Résurrection du Christ*, M. LE BRETON² publie la première de plusieurs brochures destinées à vérifier si les enseignements essentiels de l'Église catholique se trouvent dans l'Écriture. Les textes relatifs à la résurrection y sont groupés dans un ordre démonstratif et les difficultés que leur rapprochement soulève sont bien marquées. A côté de remarques très justes et d'idées ingénieuses, plusieurs assertions restent contestables (on n'a pas démontré (p. 48) que le fait de la résurrection n'a pas existé, mais seulement que les témoignages invoqués pour le prouver ne le prouvent pas); d'autres auraient besoin d'être plus solidement étayées (la résurrection se place le samedi matin; Jésus est porté au champ du sang; interpolation de I Cor. xv,

1. George Milligan, *St. Paul's Epistles to the Thessalonians, the greek Texts with Introduction and notes*. London, Macmillan, 1908, in-8°, CIX-195 p.

2. Paul Le Breton, *la Résurrection du Christ*. Paris, E. Nourry, 1908, in-12, 97 p. (Bibl. de critique religieuse.)

42 et suiv.; il y a rivalité entre Simon Pierre et l'apôtre Képhas (?), etc.). Le style n'est pas très châtié, la ponctuation est singulière. En somme, l'ouvrage aurait gagné à être plus mûri.

M. E. BRÉHIER a écrit sur Philon¹ le livre le plus consciencieux et le plus solide qu'on puisse demander. On ne saurait être plus exact dans l'analyse d'idées pas toujours lucides, ni plus clair dans la disposition de matériaux souvent difficiles à manier. C'est là une contribution excellente à l'étude de la pensée hellénistique et à celle des origines de la dogmatique chrétienne. Ce n'est pas que M. Bréhier ait envisagé Philon à ce dernier point de vue, et, s'il avait lu le livre de M. d'Alma², dont j'ai déjà rendu compte ici (t. XCV, p. 388), il y aurait trouvé la matière d'un chapitre intéressant, que je regrette de ne pas rencontrer dans son ouvrage; malgré cette lacune, l'analyse pénétrante qu'il nous donne du syncrétisme philonien constitue une introduction très instructive à l'étude du syncrétisme helléno-chrétien. Une première partie, *le Judaïsme*, nous expose l'origine de l'exégèse de Philon et nous montre son application à la Loi; nous comprenons bien qu'il s'agit d'un effort, grec par ses procédés, pour arriver, grâce à une interprétation allégorique, à l'universalisation de la Loi juive. Il est bien probable que Philon n'a pas inventé cette méthode; il y a cependant quelque originalité à faire reposer toute son exégèse allégorique sur des doctrines morales. Il est d'ailleurs curieux de remarquer que Philon, qu'on considère comme un conciliateur, n'a rien voulu concilier; il n'a pas vu l'opposition de la philosophie et de la Loi, il n'a pas davantage voulu fonder une philosophie de la Loi, mais il a montré la voie à suivre pour accorder la philosophie et la Loi, et c'est celle que suivra le christianisme après lui. M. Bréhier a trop grecisé Philon; c'est un homme de culture grecque évidemment, mais c'est aussi un Juif pratiquant, et, s'il écrit, c'est avant tout pour venger la loi du mépris des Grecs. Une seconde partie expose les idées de Philon sur *Dieu, les intermédiaires et le monde*; c'est à Platon et aux Stoïciens que Philon emprunte la plupart des éléments de sa théodicée et de sa théologie cosmogonique; mais n'oublions pas que les Juifs étaient aussi arrivés à la notion d'un dieu indéfinissable et proprement impersonnel, qu'ils tendaient à personnifier ses hypostases et qu'ils n'ignoraient pas les Beni-Elohim. La troisième partie, *le Culte spirituel et le progrès moral*, nous intéresse moins directement, mis à part le chapitre sur l'extase,

1. Émile Bréhier, *les Idées philosophiques et religieuses de Philon d'Alexandrie*. Paris, A. Picard, 1907, xiv-336 p.

2. Jean d'Alma, *la Controverse du quatrième Évangile*. Paris, E. Nourry, 1907. In-12.

mais elle enferme des idées auxquelles Philon tenait beaucoup. Le livre de M. Bréhier, utile aux philosophes, est indispensable aux historiens qui veulent comprendre le passage et l'enracinement du christianisme sur le terrain grec.

M. HOENNICKE étudie dans un ouvrage intéressant, et neuf en plusieurs de ses parties, la vie parallèle du judaïsme et du christianisme aux deux premiers siècles et l'action de l'un sur l'autre¹. Il entend par *Judentum* le judaïsme proprement dit et par *Judaismus* ce qu'on nomme en France le judéo-christianisme, le *Judenchristentum* désignant plus spécialement la période de parallélisme qu'embrasse le livre. L'auteur veut combler une lacune; on s'est beaucoup occupé du judaïsme, ces années dernières, pour expliquer la genèse et la nature du christianisme; on n'a pas encore tenté une étude d'ensemble du judéo-christianisme (*Judenchristentum*). Il ne faut pas s'en étonner, car les sources de son histoire sont rares et troubles; la vie parallèle de la religion mère et de la fille s'est de bonne heure brouillée dans le souvenir des juifs et des chrétiens, cela est visible aux incertitudes qui se montrent dans les écrits des docteurs de la grande Église. M. Hoennicke a élargi son information en puisant aux sources apocalyptiques, aux rabbiniques, aux talmudiques. On sait combien est périlleuse l'utilisation de semblables documents; l'auteur y a apporté assez de prudence pour inspirer généralement confiance et assez d'adresse pour en tirer des aperçus vraisemblables en même temps qu'originaux. Il y a un point même où je suis tenté de trouver sa circonspection excessive : il ne discute pas pour son compte le problème des pseudo-Clémentines, ni celui des *πράξεις* de Pierre et de Paul et n'en tire pas le parti qu'il faudrait; on peut se tenir en garde contre les exagérations de Baur ou de Lipsius, sans tomber dans l'excès opposé. Le plan de l'ouvrage est clair : le judaïsme au 1^{er} et au 11^e siècle; l'expansion du christianisme parmi les Juifs; le judéo-christianisme (*Judaismus*) antipaulinien; l'influence du judaïsme sur le christianisme. En conclusion, comment l'Église catholique sort de cette période de *Judenchristentum*. L'exposition procède par petites phrases courtes, un peu sententieuses parfois, mais pas désagréables tout de même, et qui sont au moins exemptes de la lourdeur si souvent pénible des travaux d'érudition allemande. En résumé, livre instructif et qui réussit à jeter quelque lumière sur plus d'un point obscur des temps apostoliques ou postapostoliques.

1. Gustav Hoennicke, *Das Judenchristentum im ersten und zweiten Jahrhundert*. Berlin, Trowitzsch, 1908, in-8°, iv-419 p.

VI. HISTOIRE DE L'ÉGLISE. — La troisième édition de *la Persécution de Dioclétien* de M. ALLARD n'apporte rien de vraiment nouveau par rapport à la précédente¹. L'auteur n'a modifié ses positions sur aucune question importante et ses compléments de détail ne font que l'affermir dans celles qu'il avait d'abord adoptées (voyez, par exemple, la dissertation sur le martyre de la légion thébaine). Donc, les réserves que demandait son livre avant cette revision subsistent après; malgré l'intention et les apparences, il continue d'être très peu critique; sur plus d'un point même, son *conservantisme* commence à paraître un peu naïf. Heureusement, ce qu'il contenait d'utile et de bon subsiste aussi.

Le christianisme et l'empire romain, du même auteur, paraît en septième édition²; son succès est légitime; il offre, sous un volume réduit, un résumé fidèle des huit gros tomes de *l'Histoire des persécutions*; il représente clairement une méthode et comme une école; et, en tant que livre, il est bien fait. Les 26 pages d'accroissements que cette édition comporte, par rapport à la première, sont emplies par des compléments bibliographiques et par un « choix de textes relatifs aux rapports des empereurs avec les chrétiens jusqu'au règne de Constantin », innovation très heureuse, qui remonte d'ailleurs à la troisième édition. L'index bibliographique ne cite pas plusieurs livres qu'on s'étonne de n'y pas trouver et, en revanche, il en cite qu'on est un peu surpris d'y voir; mais, comme l'auteur nous prévient que cette liste ne représente qu'un choix personnel, il n'y a rien à lui objecter.

M. Abel ALCAÏS³ nous dit qu'il n'a pas voulu faire œuvre d'érudition, ni même de théologie, mais seulement, « par un livre accessible à tous, intéresser aux usages, aux mœurs, aux vicissitudes d'une grande église (celle de Carthage), brusquement engloutie dans la nuit des temps ». En fait, son ouvrage se lit aisément; il n'apporte rien de nouveau dans sa partie descriptive et narrative (quatre chapitres sur cinq), mais l'auteur a lu les écrits de Tertullien et de saint Cyprien et il connaît les principaux travaux qui touchent à son sujet. Quelques points pourraient être contestés (aucun siècle n'a été aussi dévot que celui de Marc-Aurèle, p. 46; — l'empire s'est laissé aller aisément

1. P. Allard, *la Persécution de Dioclétien et le triomphe de l'Église*, 3^e éd., revue et augmentée. Paris, V. Lecoffre, 2 vol. in-8°, LX-491 et 458 p. — La 1^{re} éd. comptait XLVIII-455 et 438 p.

2. P. Allard, *le Christianisme et l'empire romain*, 7^e éd. Paris, Lecoffre, 1908, in-12, XII-333 p.

3. Abel Alcaïs, *Figures et récits de Carthage chrétienne aux II^e et III^e siècles*. Paris, Fischbacher, 1908, in-12, XII-258 p.

à persécuter les chrétiens, p. 32; — rapprochement entre le monothéisme chrétien, et la situation de ses fidèles dans l'empire, et le monothéisme juif, p. 39, etc.); d'autres auraient besoin de quelques éclaircissements (le *patripassianisme*, p. 404; — la teneur des édits de 477, p. 45, etc.). De temps à autre, le développement est plus littéraire qu'historique (par exemple sur les origines de l'église de Carthage, p. 27 et suiv.); surtout le livre donne trop l'impression d'avoir été écrit pour le dernier chapitre, *Sur les chemins de Rome*, où l'auteur montre la part de Tertullien et de Cyprien dans la substitution du romanisme au christianisme évangélique, mais où aussi il exprime ses convictions personnelles. Je n'en désapprouve pas les conclusions, mais, enfin, il déceale une intention qui n'est pas purement historique.

Le livre de M. l'abbé TURMEL¹ sur le *Dogme de la papauté* a soulevé, dès son apparition, des critiques passionnées; du point de vue purement historique, c'est un bon livre, bien écrit, bien conduit, qui ne s'inspire que du souci de la vérité, qui dit, avec des précautions parfois excessives, mais légitimes, tout ce qu'il est utile de dire. Le titre ne se comprendrait guère si ce premier volume ne devait pas avoir une suite, car il ne saurait être question d'un dogme de la papauté dans la période qu'il embrasse; mais je remarque, au milieu de la couverture, une étoile de bon augure. Je ne comprends guère le reproche qu'on lui fait d'être mal composé; nous ne connaissons de l'histoire de la papauté, aux quatre premiers siècles, que des épisodes; l'auteur ne pouvait faire mieux que de les examiner l'un après l'autre et d'en tirer les conclusions que chacun comporte, sans se risquer à établir entre eux un lien qui ne pouvait être que factice; je l'en loue, pour ma part, grandement. On lui a reproché aussi d'avoir laissé dans l'ombre les textes ou faits favorables au dogme de la papauté; c'est inexact; il les a laissés à leur place, qui n'est pas brillante, et il a mis en pleine lumière les textes et les faits qui devaient s'y produire, en raison de leur importance réelle. Du point de vue de l'orthodoxie romaine, c'est un procédé regrettable, évidemment; mais qu'y faire? Ce que je reprocherai, en revanche, à M. Turmel, c'est d'abord de n'avoir pas écrit un chapitre, qui devait se trouver en tête de son livre, sur les justifications scripturaires du dogme de la papauté; une étude du *Tu es Petrus* s'imposait et aussi du *Confirma fratres*, du *Pasce oves*; ce que l'auteur en a dit dans son *Histoire de la théologie positive* ne suffit pas, parce qu'en cet endroit

1. Joseph Turmel, *Histoire du dogme de la papauté des origines à la fin du IV^e siècle*. Paris, A. Picard, 1908, in-12, 492 p.

(t. II, p. 454 et suiv.), son exposition est toute historique et pas critique. Je lui reprocherai encore d'avoir écarté d'un geste trop dédaigneux les écrits de Lipsius, dont il reste plus qu'il ne plait aux écrivains catholiques de l'avouer, de n'avoir pas insisté davantage sur les arguments que ces derniers opposent à Erbes, par exemple; je sais bien qu'ils gagnent à être exposés vite et en passant et que l'auteur ne s'appuie pas sur eux avec grande confiance, mais cette raison ne l'excuse point; de n'avoir pas discuté la question d'auteur à propos de la *Prima Clementis*; d'avoir, de temps en temps, avancé des affirmations qui auraient besoin d'être plus solidement étayées, par exemple, que Calliste a prétendu établir sa prééminence sur les évêques d'Italie (p. 86). Sur divers points de détail, je me sépare aussi de lui; mais, d'une façon générale, son livre est la sagesse même et ses conclusions circonspectes, nuancées, et cependant fermes, nous donnent une idée parfaitement exacte des vrais caractères et des progrès de la primauté romaine aux quatre premiers siècles. L'ouvrage est revêtu de l'*Imprimatur*.

M. HERZOG, dont la méthode et le genre rappellent un peu ceux de M. Turmel, a beaucoup d'expérience et de talent; il est vraiment fâcheux qu'il n'ait encore publié qu'une étude sur la sainte Vierge, accueillie d'abord par la défunte et regrettée *Revue d'histoire et de littérature religieuses* et qui vient de paraître en volume¹. Les neuf courts chapitres qu'elle renferme nous conduisent de la naissance humaine de Jésus-Christ au triomphe du dogme de l'Immaculée. La méthode en est sûre, l'information abondante et exacte, l'exposition nette et aussi mesurée qu'il convient. La question était obscure, touffue surtout et pleine de pièges, dont le moindre n'était pas la difficulté de condenser, en un petit nombre de pages, d'interminables controverses; l'auteur a fort adroitement tourné tous les obstacles, et les chicanes de détail qu'on pourrait lui chercher n'ébranleraient pas la solidité de ses thèses. J'aurais aimé pourtant qu'il s'arrêtât un instant sur l'idée de parthénogénèse et qu'il nous montrât pourquoi les Gréco-Romains ont accepté le dogme de la naissance virginale de Jésus, sans rompre avec leurs habitudes d'esprit.

Un livre de M. SAINTYVES est venu fort à propos combler cette lacune². Les légendes de naissances miraculeuses et de vierges mères sont innombrables; elles « forment une végétation fleurie qui

1. Guillaume Herzog, *la Sainte Vierge dans l'histoire*. Paris, E. Nourry, in-8°, 162 p.

2. P. Saintyves, *les Vierges mères et les naissances miraculeuses. Essai de mythologie comparée*. Paris, E. Nourry, 1908, in-12, 280 p.

naquit sur la souche des anciennes pratiques de fécondation et des vieilles croyances qui les expliquèrent tout d'abord ». Il y a un demi-siècle, nombre d'écrivains catholiques voyaient encore dans cette floraison la preuve de la vérité du dogme orthodoxe, qui, disaient-ils, enfonçait ses racines dans les plus vieilles traditions de l'humanité; c'est ainsi que les apologistes du II^e et du III^e siècle découvraient des traces de révélation incomplète dans les écrits des philosophes grecs. M. Saintyves pense que le point de départ de toutes ces « histoires » c'est l'horreur de la stérilité contre laquelle les hommes des anciens temps ont imaginé des remèdes plus ou moins singuliers, des rites plus ou moins magiques; les religions diverses, qui sont venues par la suite, ne les ont pas fait disparaître; elles les ont modifiés et absorbés. L'auteur a rassemblé un grand nombre de faits très dispersés et les a classés méthodiquement; ils ont tous pour trait commun de nous montrer ou une procréation précise accomplie, ou une particulière fécondité accordée, dans des conditions spéciales, extraordinaires ou miraculeuses; ils sont groupés d'après la nature de l'agent procréateur qu'il font agir. M. Saintyves ne perd jamais de vue les croyances totémiques; il y trouve des appuis précieux. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement, pour lui, d'étudier les naissances vraiment miraculeuses, c'est-à-dire survenues sans l'intervention d'un homme, mais aussi les enfantements inespérés, fruits d'adjuvants merveilleux, pierres, eaux, plantes, animaux, phénomènes météorologiques, actions solaires, plus tard attribués à quelque dieu fécondant. Un chapitre est consacré aux théogamies anthropomorphiques, c'est-à-dire aux fécondations attribuées à des défunts ou à des incubes divins; un autre, sur l'idéalisation de la naissance de Jésus, tire les conclusions qui s'imposent, après rapprochement de toutes ces légendes et des récits de Matthieu et de Luc. Malgré la dispersion de ses matériaux et le caractère anecdotique d'une partie de son récit, M. Saintyves a fait un livre vivant, où la gravité du langage et la convenance du ton sont à l'abri de tout reproche, et qui se montre fécond en aperçus nouveaux sur une des questions capitales des origines chrétiennes.

*Les Origines de l'Eucharistie*¹, le dernier ouvrage du regretté Jean RÉVILLE, sont un tirage à part de trois articles parus dans la *Revue de l'histoire des religions*, à la fin de l'année 1907 et au commencement de 1908; c'est comme l'écho posthume de l'enseignement d'un maître excellent, car elles ont été préparées dans une conférence de l'École des hautes études et elles ont volontairement gardé l'allure

1. Jean Réville, *les Origines de l'Eucharistie (Messe; Sainte-Cène)*. Paris, E. Leroux, 1908, in-8°, 171 p.

didactique, condescendante aux lecteurs mal avertis. La méthode suivie par M. Réville est celle de tous les exégètes libéraux; il examine les textes en eux-mêmes et s'efforce, après beaucoup d'autres, de déterminer leur sens véritable, en les replaçant dans leur milieu, abstraction faite des intentions que la théologie leur a prêtées par la suite; et c'est là une besogne très délicate, car il faut une attention de tous les instants pour se défendre des idées préconçues. Le plan est original : au lieu de prendre les témoignages dans leur ordre chronologique, l'auteur est parti des textes de Justin, qui marquent à peu près le terme de l'évolution spontanée de l'Eucharistie, pour remonter jusqu'à ceux de Paul; il lui a semblé qu'il était plus facile, par ce procédé, d'isoler dans chaque témoignage ce qu'il présente de particulier et ce qu'il offre de commun avec tous les autres : « C'est ce fonds commun qui doit être original. » Par lui-même, ce dernier terme n'implique pas l'authenticité, mais seulement l'antériorité. M. Réville a cherché surtout à éviter le procédé arbitraire, qui consiste à corriger les textes anciens pour les mettre d'accord avec ce que chacun juge être les vraisemblances. La plus grande partie du travail est consacrée à l'analyse des documents (p. 5 à 442). D'ailleurs, l'exégèse de l'auteur ne cesse pas d'être si prudente que certains la jugeront certainement timide; il lui répugne beaucoup de ne pas prendre les textes tels qu'ils se présentent. Ainsi, il n'accepte pas que le récit de la Cène dans les Synoptiques soit sorti, quant à son fonds, de la tradition paulinienne; il juge que le texte occidental de Luc, où XXII, 49^b et 20 tombent, représente, non pas une leçon primitive, mais bien une correction; je n'en suis pas très sûr. Il continue de considérer la Cène comme un repas pascal, en l'absence de toute preuve du contraire et, au vrai, cette hypothèse semble nécessaire à la suite de sa démonstration. Nous ignorerons toujours ce que Jésus a dit au juste dans ce repas, que la fête rendait solennel, mais que ni lui ni ses disciples, — remarque capitale, — *ne savaient être le dernier* qu'ils prendraient en commun; pourtant les textes nous mettent en présence d'une formule qu'il faut expliquer : pain = corps; vin = sang. M. Réville risque une hypothèse : par pain, il faudrait entendre un signe sensible d'union entre Jésus et ses disciples; de même, la coupe marquerait l'alliance scellée entre eux et lui en vue du royaume. Il est certain que si l'on accepte ce point de vue, les transformations ultérieures de la Cène sont aisées à expliquer, et l'auteur emploie ses dernières pages à le montrer; il fait particulièrement bien comprendre comment, dans la période qu'il considère, la pratique rituelle se grossit de l'idée de sacrifice. En fermant ce

livre
don
mat
M
d'un
Alto
niel
par
1908
die
P. D
Lam
M. V
dogn
lique
pas
deux
leur
Gebe
c'éla
redon
« qu
vue
fique
ses
quel
ni da
d'Op
fois
VI
prop
Bede
roma
de ce
sour
expl
1. I
S. J.
dem
2.
form

livre probe, modeste et solide, on ne peut se défendre d'un retour douloureux sur le bon ouvrier qui l'a fait et qui a disparu en pleine maturité.

M. WIELAND et M. DORSCH, S. J., se sont pris de querelle à propos d'une publication du premier (*Mensa et Confessio. Studien über den Altar der altchristlichen Liturgie. I : Der Altar der vorconstantinischen Kirche*. München, 1906, in-8°), à laquelle le second a répliqué par un long article de la *Zeitschrift für katholische Theologie*, t. II, 1908, p. 307-352, intitulé *Altar und Opfer. Bemerkungen zur Studie Dr. Fr. Wielands über Mensa und Confessio*. Évidemment, le P. Dorsch avait flairé le modernisme et, après avoir brandi le décret *Lamentabili* et l'encyclique *Pascendi*, il avait entrepris de réfuter M. Wieland avec ce curieux mélange d'érudition et d'apriorisme dogmatique dont usent aujourd'hui la plupart des écrivains catholiques qui se piquent de science. Ce qui le gênait au fond, ce n'était pas seulement que M. Wieland pensât que l'*Altar* des chrétiens des deux premiers siècles était surtout une *Mensa* et que l'Eucharistie leur apparaissait comme une *Confessio*, comme *Verherrlichungs Gebet und Mahl*, plus que comme un *Opfer* (sacrifice véritable), c'était que M. Wieland introduisit dans l'histoire de l'Eucharistie la redoutable idée de l'évolution; il aurait donc été bien aise de prouver « qu'elle est et reste une chimère, non pas simplement du point de vue chrétien (lisons catholique), mais aussi du point de vue scientifique et historique ». M. Wieland répond à son tour¹ et il maintient ses précédentes conclusions avec une fermeté qui ne va pas sans quelque vivacité : pas de véritable *Altar* dans le Nouveau Testament ni dans les Peres apostoliques : une *Mensa*; pas de vrai sacrifice; pas d'*Opfer*, avant le temps d'Irénée, à peu près : une *Confessio*, à la fois action de grâces et doxologie; et je crois qu'il a raison.

VII. HAGIOGRAPHIE. — DOM QUENTIN, comme une sorte d'avant-propos à une édition des Martyrologes historiques, dont la série de Bede à Adon, abrégée par Usuard, est la base du martyrologe romain, nous donne une copieuse et excellente étude sur les sources de ces divers martyrologes². Il ne s'agit pas pour lui de critiquer ces sources, mais seulement de fixer celles que chaque rédacteur a exploitées. Un examen de l'état de la critique sur la question lui per-

1. Franz Wieland, *Die Schrift Mensa und Confessio und P. Emil Dorsch, S. J. ... Eine Antwort*. München, 1908, in-8°, 113-8 p. (*Veröffentlichungen aus dem Kirchenhistorischen Seminar München*; 3^e série, fasc. 4.)

2. Dom H. Quentin, *les Martyrologes historiques du moyen âge. Étude sur la formation du martyrologe romain*. Paris, Lecoffre, 1908, in-8°, xiv-741 p.

met de fixer son point de départ : le texte de Bède est incertain; — Florus, dont on sait que s'est servi Adon, est totalement inconnu; — la valeur du « Petit romain » est aussi incertaine; et il nous conduit à cette conclusion : le texte de Bède, représenté par deux familles de manuscrits, est fixé; — une étape importante, marquée par le ms. latin 3879 de la Bibliothèque nationale (de rédaction lyonnaise), est déterminée; — Florus est retrouvé avec beaucoup de vraisemblances et à quelques variantes près; — le « Petit romain » est tout simplement un faux d'Adon, qui prétend l'avoir reçu d'un religieux de Ravenne, et qui l'a fabriqué pour produire un texte, supposé ancien, autorisant les nouveautés que lui-même venait d'introduire dans son propre martyrologe. L'auteur progresse vers ces résultats capitaux avec une admirable patience et une méthode très sûre, rapprochant les manuscrits, comparant les sources, au besoin publiant les textes *in extenso* sur plusieurs colonnes pour rendre les comparaisons frappantes. Il insiste sur cette remarque essentielle que tous ces martyrologes sont des compilations *privées*, sans aucun caractère officiel; aucune autorité compétente ne garantit donc les additions et modifications que chaque compilateur se permet. Benoit XIV avait bien raison de dire que l'insertion du nom d'un saint au martyrologe n'équivalait pas à une canonisation. L'ouvrage de Dom Quentin est la meilleure confirmation de cette vérité; quand, grâce à lui, nous pouvons voir Adon à l'œuvre et que nous constatons que, dès Bède, toutes les sources dont usent les rédacteurs sortent, à bien peu d'exceptions près, de la louche littérature des *Passiones*, notre confiance s'enferme dans une réserve qui ne fléchira qu'au jour où nous disposerons d'une solide étude critique sur ces sources elles-mêmes. Cela supposerait un travail immense, mais je serais plein d'espoir si je savais que Dom Quentin l'a entrepris.

L'historien n'a pas beaucoup plus à tirer du livre de M. A. Baudrillart sur saint Séverin¹ que de la *Vita S. Severini* d'Eugippius. Dès l'abord (p. 3), l'auteur manifeste une indulgence inquiétante pour les procédés d'Amédée Thierry, qui, sous prétexte de faire revivre l'histoire, l'imaginait de pied en cap. M. Baudrillart ne se dissimule pas que le bon Eugippius a pu ne pas assez oublier en écrivant le grand amour qu'il portait à son maître; il n'ignore pas non plus que les miracles dont est remplie la *Vita* ne sont pas tous vraisemblables; il se contente de recommander de ne pas les prendre

1. André Baudrillart, *Saint Séverin, apôtre du Nord* (453-482). Paris, V. Lecoffre, 1908, in-12, 211 p. (Collection *les Saints*.)

l'oujours au pied de la lettre. Au demeurant, l'ouvrage d'Eugippius, rédigé vingt-cinq ans après la mort du saint, et dans l'esprit que l'on sait, lui paraît tout de même historiquement de premier ordre. Là est toute la question; M. Baudrillart n'a pas fait l'étude critique de sa source; il n'a pas voulu « de parti pris déflorer, par une critique souvent bien inutile, le charme des vieux récits ». Et, en effet, il le leur laisse et, avec lui, leur reste la totalité de leur invraisemblance ou de leur inexactitude.

M. ROUILLON a écrit, à propos de sainte Hélène, un petit livre qui n'est pas ennuyeux et où il fait preuve à la fois de bon sens et de sens critique¹. Il est seulement fâcheux que son héroïne y tienne si peu de place. Était-il bien utile d'aborder un sujet que l'absence de documents réduit à presque rien? L'auteur n'arrive à grossir un peu son volume qu'en tirant sur les moindres faits et en multipliant les hors-d'œuvre. L'absence de toute bibliographie, et même de références précises, rend très difficile le contrôle des assertions qu'il juge solides, et, en fait, plusieurs restent contestables. Une biographie de sainte Hélène n'aurait d'intérêt que sous la forme d'un travail minutieux d'hagiographie critique; M. Rouillon, j'en suis assuré, le conduirait à bien, à en juger par plusieurs remarques, jetées de-ci et de-là, par une jolie page sur la formation des légendes en Orient, et, surtout, par son appendice sur l'invention de la vraie croix, qui est à lire; M. Rouillon rejette la légende traditionnelle. Je ne suis pas très touché de l'application qu'il fait à la réalité de l'invention, je veux dire à l'authenticité de la croix, de l'adage juridique *nemo malus nisi probetur*; outre qu'il ne dissipe pas les invraisemblances qui surgissent de toutes parts quand on regarde les choses de près, il est tout aussi difficile de prouver historiquement que la relique en question est bien la vraie croix que d'établir le contraire. Alors?

La préface du R. P. DU BOURG, bénédictin, recommande le petit livre de M. A. BEAUGRAND, ancien magistrat, sur sainte Lucie², « aux soldats du Christ persécuté ..., aux défenseurs de la vérité outragée et méconnue ». Ce n'est évidemment pas de la vérité historique qu'il s'agit; l'ouvrage n'a de valeur que comme document psychologique contemporain.

VIII. ARCHÉOLOGIE. — M. BESNIER résume en un livre agréable et clair « les résultats généraux des travaux archéologiques et critiques

1. P.-A.-M. Rouillon, *Sainte-Hélène*. Paris, V. Lecoffre, 1908, in-12, XII-172 p. (Collection *les Saints*.)

2. Augustin Beaugrand, *Un pèlerinage au IV^e siècle. Sainte Lucie à Catane*. Paris, librairie des Saints-Pères, 1907, in-16, 88 p.

dont les catacombes de Rome ont été l'objet depuis un demi-siècle ». Il est, en effet, fort bien informé et l'on peut avoir confiance en lui; quoique bref partout, il n'est nulle part superficiel et il nous donne un tableau de proportions modestes, mais complet, de tout ce qu'il faut savoir sur les catacombes. Le touriste qui voudrait utiliser ce travail comme guide s'en trouverait bien; une table des cimetières romains, placée en appendice, et quelques croquis semés dans le texte lui pourraient rendre les plus grands services. M. Besnier se méfie de la virtuosité des archéologues et il a bien raison; les remarques qu'il fait (p. 23 et 24) sur les écarts de De Rossi étaient nécessaires; elles sont parfaitement justes et, sur tous les points litigieux, il a gardé une attitude de neutralité que le caractère de son livre justifie. J'aurais bien quelques réserves à formuler sur ce qu'il dit des séjours et de la mort de saint Paul et de saint Pierre, mais je n'y veux pas insister ici, ayant l'intention de revenir bientôt sur ce sujet avec quelque détail, et je préfère louer, en terminant, le choix judicieux des illustrations et l'intérêt de la bibliographie méthodique qui forme l'appendice I.

Ch. GUIGNEBERT.

1. Maurice Besnier, *les Catacombes de Rome*. Paris, Leroux, 1909, in-12, 290 p.
-

CORRESPONDANCE.

LETTRE DE M. LAGORGETTE.

M. Jean Lagorgette nous prie d'insérer la rectification suivante au compte-rendu consacré par M. H. Hauser (t. XCIX, p. 199) à son livre sur le *Rôle de la guerre* (Giard et Brière, 1906) :

« Il est facile, après coup », dit M. Hauser, « d'imaginer une histoire de la civilisation d'où la guerre serait absente; mais une telle histoire est une *uchronie*. » — Voici le texte du *Rôle de la guerre* (p. 472 et n. 3) : « Il est vain et parfois naïf de décrire ce qui *serait* arrivé si les conquêtes n'avaient pas existé... Que d'autres moyens soient concevables, cela importe peu à l'égard du passé, puisqu'ils ne l'étaient pas pour nos ancêtres. » Et c'est bien l'esprit du livre, où il n'y a trace d'aucune « uchronie ».

« En fait », déclare M. Hauser, « c'est par la lutte que les sociétés se sont différenciées et sont entrées en contact, que les civilisations supérieures ont dominé, assimilé les autres. » — Et voici ce que j'ai écrit (p. 587-590) : « La guerre a parfois FAVORISÉ L'ACCROISSEMENT DES GROUPES SOCIAUX (en caractères gras dans le texte). Etc... Bref, l'état militaire est la cause active des distinctions de classes, l'initiateur des différenciations politiques. » — P. 472 : « La guerre fut, par exception et dans les temps primitifs, un moyen de contact, un instrument de rapprochement entre peuples, utile en l'absence de tout autre. »

H. Hauser : « Les critiques adressées à Proudhon (p. 466) paraîtront enfantines à tout historien sérieux. Il est assurément regrettable que la force militaire de Rome ait été nécessaire pour unifier le monde méditerranéen, mais c'est ainsi. » — Dans le *Rôle de la guerre*, p. 466, il n'y a pas plus de critiques qu'il n'est question de Proudhon, et on ne chercherait pas moins vainement ailleurs quelque affirmation qui justifie ces remarques. Il est question de Lerménier, dont les idées, notamment la suivante, sont simplement rapportées, sans aucune appréciation : « Le génie romain est l'énergique ouvrier de cette mission sans miséricorde qui fonde un monde nouveau. »

H. Hauser : « De même, peut-on soutenir que l'œuvre révolutionnaire ait été sans profit pour l'Europe? » — L'œuvre? Où en est-il question? Où? Il n'y avait pas lieu de l'apprécier, et ce ne fut pas fait, mais seulement pour ses guerres. Confusion singulière! Et où est-il dit que ce fut sans profit pour l'Europe? A cet endroit (p. 467), il est seulement

écrit ceci : « Les armées de la Révolution ont promené nos « immor-
« tels principes » à travers l'Europe. » — P. 228, est mis en relief le
caractère hautement prosélytique des premières campagnes.

H. Hauser : « *Il n'est pas historiquement vrai que la paix, même
durable, soit toujours, plus que la guerre, favorable au droit.* » — De
quel passage ressort-il que ce soit là ma pensée? Partout la paix est
subordonnée au droit et la « lutte pour le droit » préconisée.

H. Hauser : « *Il est un peu tard pour opposer les pacifiques États-Unis
aux puissances militaristes d'Europe* (p. 634). » — P. 634, il est impos-
sible qu'on ait trouvé, relativement aux États-Unis, une autre phrase
que celle-ci, qui n'a guère le sens qu'on lui prête : « Parmi les privi-
lèges de l'Amérique du Nord figurent [au présent, en 1905] l'affranchis-
sement de l'impôt du sang d'une armée permanente et l'application des
produits de l'impôt à des objets utiles. » Personne ne saurait trouver
là, sans l'y mettre, une opposition entre pacifiques États-Unis et mili-
tariste Europe.

H. Hauser : « *[Il est] un peu tôt pour classer parmi les questions réso-
lues pacifiquement celle du Maroc.* » — P. 654, il est question d'un livre
dont la date — 1873 — figure au texte et dont l'auteur, de Laveleye, est
mort depuis quelques années. Ce qui le préoccupait, est-il même dit,
était bien loin de nos soucis actuels. L'existence de la question actuelle
n'empêche pas qu'il en ait été solutionné pacifiquement d'autres, qui
ont ceci de commun avec elle, qu'elles se rapportaient au même pays.

Le compte-rendu se termine ici. La réfutation aussi.

Jean LAGORGETTE.

RÉPONSE DE M. H. HAUSER.

De l'énorme et très méritoire travail de M. Lagorrette on peut faire
sortir bien des choses, — et contradictoires. — Sans ouvrir une discus-
sion qui ne serait pas à sa place dans la *Revue historique*, je reviendrai sur
quelques points :

1° P. 587-590, 472, M. Lagorrette dit : « *parfois... cela est possible,
dans des temps reculés... par exception et dans des temps primitifs...* »
Est-ce suffisant? Et est-il admissible que l'on range les Phéniciens
(p. 472), ces pirates, parmi les « nations pacifiques »? — 2° P. 466, il
est question des idées proudhoniennes. Quant à la critique de Proudhon
lui-même, voy. p. 449-453, 461, 473 n. 1, 607, 615, 652 et déjà p. 303.
— 3° A la p. 228 s'oppose la p. 229 : « La guerre de propagande n'est
pas condamnable seulement à cause de ses abus, mais à titre géné-
ral... » — 4° P. 316, la paix imposée est considérée comme supérieure
même à la guerre pour le droit, sous prétexte (p. 318) que la guerre
« ne fait pas nécessairement triompher la justice ». Et la paix? — P. 336,

on condamne même, dans l'hypothèse d'une Europe régie par l'arbitrage, la guerre comme procédure d'exécution fédérale. — Enfin, p. 345 : « La guerre semble avoir *perdu* toute raison d'être, toute *fonction raisonnable* [soulignés de l'auteur] dans la société moderne. » — 5° P. 634, M. Lagorgette se cite inexactement lui-même. Il a écrit : « Parmi les plus grands privilèges de l'Amérique du Nord, *leur rivale* [de la France et des États européens]... » Plus bas, on parle de « nos armements insensés ». J'ai donc le droit de répondre que les États-Unis ont cessé de réserver « les produits de l'impôt à des objets utiles et productifs ». — 6° P. 654, n. 1 : il ne s'agit plus de Laveleye dans la seconde partie de la note, puisqu'on y parle de la scission suédo-norvégienne. Quant à la question du Maroc, ce n'est pas une question *actuelle*; elle est née du traité de 1845 (pour ne pas dire qu'elle date de 1830), et c'est *la même* qui marche aujourd'hui vers sa solution, encore inconnue.

Henri HAUSER.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Heinrich FINKE. *Acta Aragonensia. Quellen zur deutschen, italienischen, französischen, spanischen, zur Kirchen- und Kulturgeschichte aus der diplomatischen Korrespondenz Jaymes II.* Berlin et Leipzig, Walter Rotschild, 1908. 4 vol. en 2 tomes, in-8°, cxc-975 pages.

« On dit couramment en cour de Rome, Seigneur, que vous écrivez plus souvent à vous seul que tous les autres princes du monde ensemble. » Ces paroles, qu'adressait un jour à Jacques II d'Aragon son ambassadeur auprès de Clément V, Vidal de Villanova, sont pleinement justifiées par l'abondance des documents que M. Finke a empruntés à la chancellerie de ce roi. Le savant professeur de l'Université de Fribourg a bien sujet de célébrer, après tant d'autres, la prodigieuse richesse des *Archives de la couronne d'Aragon*, cette mer, « alterum ponthus ». De fait, sans parler de la masse imposante des *Cartas Reales*, l'armée des registres, serrés et compacts, tout de blanc habillés, rangés comme des soldats à la parade sur les gradins qui entourent et garnissent la grande salle du dépôt barcelonais, semblent défier les érudits qui osent s'y attaquer. Parmi les plus zélés d'entre ceux-ci, M. Finke s'est déjà classé en bonne place par ses travaux antérieurs¹; mais le gros recueil qu'il vient de nous offrir est assurément l'un des plus abondants parmi ceux que nous devons déjà aux fonds de la chancellerie aragonaise.

M. Finke a dépouillé, en effet, tout ce qui concerne le règne de Jacques II, c'est-à-dire la période comprise entre 1291 et 1327. Il donne, — en entier, en extraits ou en analyse, — toutes les pièces qui touchent à la diplomatie de Jacques II vis-à-vis de l'Empire et de l'Église, de l'Italie, de la France et de la Castille, et il y ajoute tout ce qui lui paraît présenter un intérêt pour l'histoire générale. La politique orientale a été exclue². Elle fournirait, nous assure M. Finke, la matière de plusieurs volumes. Espérons qu'il ne laissera pas à d'autres le soin d'en mettre au jour les précieux éléments.

Pour l'instant, les 609 numéros des *Acta Aragonensia* se rapportent à la politique du roi d'Aragon à l'égard des puissances catholiques. Ce

1. Cf. *Rev. hist.*, t. XCH, p. 406, et t. XCVIII, p. 406.

2. On trouve cependant dans la publication actuelle des pièces qui, quoique adressées à des princes chrétiens, concernent le monde musulman, par exemple les n° 460 et suiv.

programme, ainsi limité, est encore très vaste. M. Finke le constate avec raison : « la politique de Jacques II est une politique internationale. » C'est que l'Aragon a été jeté par Jacques le Conquérant dans toutes les complications de la politique générale et surtout de la politique méditerranéenne. L'axe de la monarchie s'est déplacé et elle subit une impérieuse poussée vers l'est, qui domine décidément son histoire extérieure.

M. Finke indique, sans entrer dans des développements exagérés, l'intérêt multiple que présentent les documents qu'il imprime¹. Toutes les questions européennes s'y retrouvent², et l'on peut dire, sans trop s'avancer, que les *Acta Aragonensia* seront désormais indispensables à quiconque s'occupera de l'histoire de l'Occident pendant la période que cette publication embrasse.

Quant à la copieuse Introduction que M. Finke place en tête, son originalité réside surtout dans l'étude de diplomatique qu'elle comporte. On sait que la chancellerie d'Aragon n'a jamais été l'objet de travaux approfondis. En étudiant de très près la chancellerie de Jacques II, M. Finke comble vraiment une lacune. Cette étude est d'ailleurs fort minutieuse et solidement documentée. Le personnel de la chancellerie, les opérations successives que suppose la rédaction et la validation de l'acte, la variété des formules, en un mot tous les détails que comporte une monographie de ce genre passent sous nos yeux. Cette introduc-

1. On y relève aussi des faits ou mentions intéressants jusqu'à l'histoire littéraire, par exemple le document 603 (numéroté par erreur 306, p. 931) nous montre Jacques II achetant un *Tite-Live* à Naples. Le n° 604 (Gentile Orsini à Pedro Fernandez de Ixar) est une vraie lettre d'humaniste, en date du 17 mai 1317.

2. Voici les divisions du recueil : I. Aus der Zeit Bonifaz' VIII und seiner beiden Vorgänger (1290-1333). — II. Aus der Zeit Benedikts XI. und der Wahl Clemens' V. — III. Wahl Johans XXII (1314-1316). — IV. Beziehungen Aragoniens zu Deutschland um die Wende des 13. Jahrhunderts. Nachkommen Kaiser Friedrichs II. und König Manfreds. — V. Zur Romfahrt Heinrichs VII. — VI. Zur Geschichte Friedrichs des Schönen und seiner Gemahlin Elisabeth von Aragonien. — VII. Berichte zur Geschichte des kirchenpolitischen Kampfes und der Romfahrt Ludwigs des Bayern (1323-1328). — VIII. Verhandlungen mit Frankreich. Berichte von der Kurie (1300-1328). — IX. Berichte aus Toscana. Verhandlungen wegen Sardinien (1305-1316). — X. Berichte von der Kurie zur Zeit der Eroberung Sardiniens (1323-1326). — XI. Legatenberichte über den Kampf um Ferrara (1309). — XII. Die Spiritualen in Sizilien. — XIII. Beziehungen der Könige Karl II., Robert und Friedrich zu einander (1304-1327). — XIV. Beziehungen Jaymes' II. zum christlichen Orient. — XV. Berichte von der Kurie zur aragonenischen Geschichte aus der Zeit Clemens' V. — XVI. Berichte von der Kurie zur aragonenischen Geschichte aus der Zeit Johans XXII. — XVII. Zur Geschichte der aragonenischen Kirchenpolitik (Provinzialkonzilien, Inquisition, etc.). — XVIII. Zur Geschichte berühmter Spanier (R. V. Penaforta, Ramon Lull, Arnald v. Villanova, Petrus Marsili usw.). — XIX. Kulturgeschichtliches (Kunst, Bücher, Universität Lerida, interessante Briefe).

tion a donc une utilité exceptionnelle; elle doit être tenue pour l'équivalent d'un mémoire très étendu et très neuf.

Au point de vue de l'établissement des textes, les *Acta Aragonensia* ne sont pas impeccables. C'est ici assurément le point faible de ce travail, d'ailleurs si méritoire. Tout d'abord, on constate que l'éditeur ne s'est point fixé de règles pour la graphie des documents. Il est bien difficile de transcrire d'une façon intelligible du catalan ancien sans user de l'apostrophe, comme les Catalans modernes nous en donnent l'exemple. M. Finke n'emploie pas ce signe. Cette exclusion ne saurait se racheter que par des notions très nettes et une pratique à la fois très logique et très précise quant à la séparation des mots. Or, bien au contraire, M. Finke use concurremment de toutes les variétés dans la solution d'un même problème. C'est ainsi que l'usage de *i* et de *j*, de *u* et de *v* ne sont pas déterminés, de sorte que l'on a ici *hajats* et là *haiats*, etc.; c'est ainsi encore que la conjonction *e* (et) ou la préposition *a* (à) sont tantôt séparées de façon à former un mot distinct, tantôt unis au mot qui suit¹. Plusieurs mots, parfaitement distincts, sont coagulés ensemble, engendrant parfois des formes de nature à surprendre et même à paraître barbares². Tant d'arbitraire risque de déconcerter le lecteur. Toutefois, le danger ne serait pas très grave, si les lectures de M. Finke étaient toujours correctes et si sa transcription offrait, pour le fond, toute sécurité. Il faut avouer que tel n'est pas le cas. Fort à l'aise devant les documents latins, M. Finke est évidemment gêné devant l'ancien catalan, parce que sa connaissance philologique de la langue n'est pas à la hauteur de sa compétence paléographique; de là de malencontreuses fautes de lecture qui compromettent parfois le sens et en tout cas déparent l'ouvrage³. Certes, il ne faut pas exagérer la

1. Exemples : p. 1, avant-dernière ligne, *evenq* (e venq = et vint); p. 2, l. 5, *avos* (a vos = à vous) et ailleurs, notamment p. 768, l. 18, *a vos*. *Ala* signifie tantôt *aïle*, tantôt *à la*. — L'emploi de la cédille est intermittent : p. 251, l. 22, *facum*; l. 23, *avançar*. Il est inutile de multiplier les citations.

2. Exemples : p. 1, l. 1, *quelqumu* = *que' l'gumu*, c'est-à-dire *que la communauté*; p. 108, l. 21, *sobreço* = *sobre aço*, etc. — En sens inverse, des coupures injustifiées viennent surprendre le regard, exemple : p. 134, l. 18, *el sisque*, pour *els isque*; p. 671, en castillan, *da quest*, et p. 713, avant-dernière ligne, avec note exprimant un doute, *sa razin* (= Sarazin).

3. Si nous écartons les nombreux cas où l'erreur peut s'expliquer par des fautes d'impression (exemple p. 308, l. 8, *din* pour *diu*; p. 767, n° 479, l. 10, *gran* pour *grau*, ou p. 775, l. 7, *enach* pour *enuch*), il reste des leçons dont, pour abrégé, nous ne signalerons que quelques-unes parmi celles qui nous ont frappé à la simple lecture : p. 108, l. 4, *mantinent* n'a aucun sens (le texte porterait-il *incontinent*?); p. 134, l. 1, *foren avistats los cardenals*, évidemment il faut lire *ajustats*; même page, avant-dernière ligne, *can* = *com* (cf. p. 628, l. 1, *con a rebel* = *coma rebel*, et p. 769, l. 9, *con a Bertran* et *con a papa* = *coma Bertran*, *coma Papa*, autant de fois où il s'agit de l'expression connue *coma*); p. 829, l. 9, *tuit*; p. 830, l. 6, *denneg*; p. 832, l. 6 et l. 17 *enlex* ne sont pas des mots qui aient figure catalane. Pourtant, aucun

portée de ces critiques de détail. Il convenait cependant de les formuler, afin de prémunir ceux qui auront à se servir des textes si précieux publiés dans les *Acta Aragonensia* : à ceux-là, en effet, il est indispensable de retenir qu'en cas de signification douteuse ils doivent procéder à une collation avant de tenter une interprétation qui pourrait être basée tout simplement sur une leçon fautive.

J. CALMETTE.

Emil GÖLLER. *Die päpstliche Pönitentiarie von ihrem Ursprung bis zu ihrer Umgestaltung unter Plus V. T. I : Die päpstliche Pönitentiarie bis Eugen IV* (1^{re} partie : *Darstellung* ; 2^e partie : *Quellen*). Rome, Lœscher, 1907. 2 vol. in-8°, xiv-278 et 489 pages. (*Bibliothek des kgl. preussischen historischen Instituts in Rom*, t. III et IV.)

Désormais, grâce à cette publication, on disposera pour l'étude de la pénitencerie d'une monographie critique. Souhaitons qu'il en soit de même le plus tôt possible pour les autres grands organes de l'administration pontificale, la chancellerie et la chambre.

Le livre de M. Göller (1^{re} partie : *Darstellung*) commence par une revue des ouvrages antérieurs et un exposé de l'état des sources (*Litteratur u. Quellen*, p. 2-74). Des archives de la pénitencerie qui, lors de leur transfert à Paris sous Napoléon I^{er}, comprenaient 4,256 registres, rien n'a subsisté qui soit antérieur à la seconde moitié du XVIII^e siècle, sauf des fragments de deux registres du XVI^e siècle qui sont étudiés p. 15-18. Restent les formulaires ou documents analogues : *notabilia*, *regulae*, etc., dont la série presque complète, depuis la première moitié du XIII^e jusqu'au XV^e siècle, nous a été conservée. Ces recueils sont classés et caractérisés au moyen de onze notices qui sont ensuite complétées par une description des manuscrits, trois seulement de ces formulaires ayant été publiés par H. Ch. Lea, K. Eubel et P. Lecacheux.

L'auteur (cf. p. vi, 18, 19, 23) prend très aisément son parti des conditions ainsi faites à son sujet parce que ces formulaires suffisent à nous faire connaître l'organisation et la procédure de la pénitencerie. C'est à ces deux points en effet qu'il a limité son étude : *Die Organisation u. Geschäftspraxis*, p. 75-212, dont voici les subdivisions : 1^o le personnel, le cardinal grand pénitencier¹, les *penitentiarii minores*, le

signe de doute ne marque ces formes barbares. En revanche, M. Finke doute ailleurs de lectures normales : exemple, p. 251, l. 21, *no porien nins* (?) *seria honor*. Ici le point d'interrogation est sans objet, car *nins* (= nec+nos) est du meilleur aloi et d'un emploi constant ; p. 693, l. 6, *mic* (= me+hic), n'a rien d'insolite ; mais *quar*, à la ligne précédente, doit se lire *quan*.

1. Aux p. 86-97 se trouve une liste des grands pénitenciers depuis 1193, sans lacunes depuis la fin du XIII^e siècle.

reste du personnel (histoire de leurs origines et de leurs attributions); 2° observations sur l'expédition des affaires : suppliques et lettres de la pénitencerie¹; 3° la pénitencerie et le mouvement de réforme à l'époque des conciles de Constance et de Bâle (toujours au même point de vue). Les sources juridiques et littéraires n'ont été utilisées qu'à titre accessoire à côté des formulaires et pour des renseignements de même nature².

Elles pourraient fournir, semble-t-il, quelques vues sur l'action de la pénitencerie dans la vie religieuse du moyen âge, tout au moins un exposé de sa compétence qui devra nécessairement trouver place dans une histoire complète de cette institution et qui aurait rendu moins abstraite la description de M. Göller³. Une étude indispensable sur les rapports de la pénitencerie avec la chancellerie apostolique, de même la question, — importante et délicate entre toutes, témoin les controverses qu'elle a soulevées, — des taxes de la pénitencerie ont été complètement réservées (cf. p. vii et p. 34, n. 2) pour le second tome de l'ouvrage (d'Eugène IV à Pie V)⁴.

La dernière section du présent livre, p. 213-277, intitulée : « Recherches sur des points particuliers de l'histoire de la pénitencerie, des concessions d'indulgences et du droit pénal ecclésiastique », est occupée par deux études, l'une sur les indulgences plénières jusqu'à Eugène IV, l'autre, d'un grand intérêt pour l'histoire politique, sur les sentences générales d'excommunication (bulle *in Coena Domini*) de Grégoire IX à Eugène IV⁵.

Le second volume comprend un choix de textes, empruntés pour la plupart aux recueils de formulaires ou analogues, et qui sont classés de la façon suivante : I. Les pouvoirs (*concessionnes*) des grands pénitenciers, p. 1-47. II. Constitutions et règles sur l'expédition des lettres et la procédure de la pénitencerie, p. 48-95. III. Documents et registes pour l'histoire de la pénitencerie (c'est-à-dire de son personnel et de

1. M. Göller démontre, p. 188, que la supplique originale du temps d'Urbain VI publiée par M. Likhatchev est une supplique de la pénitencerie, non de la chancellerie.

2. Cf. la notice 12, p. 57-64, *Die Pönitentiarie u. die kirchenrechtliche Literatur vom 13 bis 15 Jahrhundert*, qui est cependant une copieuse bibliographie d'œuvres originales, tant inédites qu'imprimées. — L'auteur annonce même, p. 60, note 4, la publication d'une étude sur les sources du droit canonique « *pro foro interno* », qui signalera particulièrement des mss. du Vatican encore inutilisés.

3. Les formulaires donnent une simple liste des cas qui étaient soumis à la pénitencerie. M. Göller ne les a complétés que par des indications très sommaires et des références aux ouvrages généraux de droit canonique. Cf. notamment p. 75-82.

4. De même une étude sur la *penitentia publica*.

5. L'œuvre de M. Göller est dédiée au grand pénitencier actuel, cardinal Serafino Vannutelli.

son organisation), p. 96-131. IV. Projets et mémoires sur la réforme de la pénitencerie au temps des conciles de Constance et de Bâle, p. 132-146. V. Suppliques de la pénitencerie, p. 147-171 (édition complète de quarante-trois suppliques conservées sans doute comme recueil d'exemples : elles émanent en général de diocèses allemands et datent probablement de la fin du xiv^e siècle (cf. 1^{er} vol., p. 55-57). VI. Documents sur les *penitentiarii minores*, p. 172-180¹.

Pierre BOURDON.

Georges PELLISSIER. **Voltaire philosophe.** Paris, A. Colin, 1908. In-12, III-304 pages.

L'auteur nous déclare, dans son avant-propos, qu'il a pris « le mot philosophe dans la signification où le xviii^e siècle l'entendait » ; il étudie donc tout à la fois la métaphysique et la physique, la morale, la religion et la politique de Voltaire. Nous n'avons à nous occuper ici que des deux très importants chapitres qu'il a consacrés aux idées religieuses et aux idées politiques du philosophe. Il convient, tout d'abord, de louer M. Georges Pellissier d'avoir lu avec grand soin toute l'œuvre de Voltaire, de l'avoir étudiée avec méthode, d'avoir analysé ses idées avec exactitude et précision, sans parti pris.

Dans le chapitre relatif à la religion, M. Pellissier a recueilli beaucoup de documents intéressants ; il montre fort bien comment aux religions établies Voltaire oppose la religion naturelle, qui d'ailleurs se confond avec la morale ; il décrit d'une façon précise le caractère et les procédés de sa critique religieuse ; il insiste avec raison sur la propagande inlassable qu'il a menée contre l'Église et surtout contre l'intolérance et le fanatisme. Cependant, à notre avis, il eût fallu marquer plus fortement le lien qui existe entre les idées religieuses et les idées politiques de Voltaire ; la religion naturelle, dont il voudrait assurer le triomphe, ne doit-elle pas avoir pour effet de ruiner le fondement divin de l'autorité et par suite de transformer la nature même de cette autorité ? Puis l'idée que Voltaire se fait des rapports de l'Église et de l'État se rattache étroitement à toutes ses conceptions politiques.

Les idées politiques de Voltaire ont été décrites avec beaucoup plus de netteté. M. Pellissier montre très justement que Voltaire, tout en comprenant les mérites du régime republicain, considère que seule la monarchie convient aux grands États de l'Europe, mais qu'il n'est nul-

1. Le second volume seul est pourvu d'*errata*. Je signalerai simplement dans le premier quelques corrections qu'il peut être utile pour le lecteur de faire tout de suite : p. 168, note 3 (renvoi au second vol.), *lire* : p. 88, *au lieu de* : 62 ; p. 174, note 3 : p. 82, *au lieu de* : 85 ; même page, note 4 : p. 83 : *au lieu de* : 82 ; même page, 8^e ligne, à partir d'en haut : majus, *au lieu de* : minus.

lement partisan du despotisme; il combat, par d'excellents arguments, l'opinion émise par M. Faguet dans sa *Politique comparée de Montesquieu, Rousseau et Voltaire*. Il prouve aussi que l'une des préoccupations essentielles de Voltaire, c'est de définir les droits de l'homme, de défendre la cause de la liberté personnelle, de la liberté de pensée, de la liberté religieuse. Voltaire, partisan de l'égalité civile, ne croit pas que l'égalité sociale soit possible; il n'est pas démocrate; il est même aristocrate par les mœurs; mais peut-on dire qu'il méprise le peuple? M. Pellissier montre très justement que, sur cette question, sa pensée est indécise et flottante; tantôt il parle durement du bas peuple, de la canaille, fanatique et superstitieuse, et déclare qu'on perdra sa peine à l'instruire; tantôt, il affirme qu'il sera possible d'instruire les classes populaires, de les rendre plus sages et plus raisonnables. L'auteur a bien vu aussi que l'une des conceptions fondamentales de Voltaire, c'est l'idée de progrès. Voltaire pense que l'humanité doit devenir meilleure et plus heureuse; il est profondément convaincu de l'efficacité des réformes. On s'explique donc qu'il ait formulé tout un programme de réformes pratiques, immédiatement réalisables. M. Pellissier décrit avec précision les principaux articles de ce programme. Il estime avec raison que Voltaire a eu une immense influence sur le mouvement d'idées d'où procédera la Révolution.

Henri Sée.

Theodor SCHIEMANN. *Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I.* Tome II : *Vom Tode Alexander I bis zur Juli-Revolution*. Berlin, Reimer, 1908. In-8°, 524 pages.

Ce deuxième volume de l'histoire de la Russie sous Nicolas I^{er} offre les mêmes qualités que le précédent¹ : abondante information, ample documentation d'archives, exposé si précis et si méthodique que le récit ne paraît être que l'ordre naturel des faits. A lire cependant la suite de ces quatre années de règne, elles retiennent moins l'attention : le premier volume n'était qu'une introduction, mais je crains qu'il n'ait défloré l'intérêt de ces nombreuses pages.

L'imbroglio de l'avènement de Nicolas pique moins la curiosité depuis qu'une publication antérieure de M. Schieman et les faits exposés au tome I semblent bien avoir résolu cette énigme historique. L'insurrection décembriste! nous en connaissons déjà les causes et la préparation; le tableau de l'émeute avortée sans direction, de l'attitude piteuse des conjurés qui ne comptaient pas « un homme politique » est vigoureusement tracé, mais avec une nuance de mépris de la part de l'historien réaliste pour ces libéraux. Après ce mouvement, l'histoire de la Russie se restreint à peu près aux actes et aux décisions du tsar

1. Sur le tome I, voir *Rev. hist.*, t. XCVI, p. 296.

Nicolas. M. Schiemann nous l'a déjà montré, depuis son enfance, rebelle à tout enseignement, n'ayant d'autre goût artistique (?) que celui de la trompette ou du cor, mais doué d'une énergie indomptable et, en digne fils de Paul I^{er}, possédé de la manie de faire parader les soldats. Devenu souverain, il ne dément pas ce portrait. De vagues velléités de réformes aboutissent à interdire les études à quiconque n'est pas noble, de peur de créer des déclassés en Russie; à imposer l'uniforme aux maîtres et aux étudiants; à fixer la couleur des revers et parements qui distingueront fonctionnaires civils et militaires et surtout à décider que, désormais, les uniformes seront à une seule rangée de boutons au lieu de deux. « Le type des fonctionnaires d'Alexandre I^{er} ne se modifia pas sous Nicolas; les uniformes seuls furent changés, les hommes non. » On le voit, un moment, paraître à l'armée au début de la première campagne contre les Turcs; mais c'est pour jouer au soldat. Chaque jour, il commande la parade, et, malgré la fatigue des marches par la poussière et le soleil de juin, il ordonne trois grandes revues en six jours et, trois jours plus tard, une manœuvre de deux corps l'un contre l'autre.

Les guerres contre la Perse et la Turquie offrent un intérêt plus général. Nicolas se croit particulièrement doué pour la diplomatie et se plait à de longs entretiens avec les ambassadeurs. Mais, bien vite, il ne veut envisager, dans ces deux questions, que l'intérêt russe, et, résolument, par-dessus les manœuvres des cabinets, il passe à l'action et à la guerre. Toutefois, en attaquant la Turquie, il proclame son désintéressement et sa volonté de ne rien annexer en Europe; il interdit d'arborer le drapeau russe sur les forteresses conquises, renvoie les prisonniers turcs et, par respect de la légitimité, refuse de prêter l'oreille aux ouvertures des Serbes, des Bulgares. Sa modération ne l'empêche pas, grâce à l'in vraisemblable succès de la marche sur Andrinople, de tenir la Turquie à sa merci et, en fait, d'imposer à l'Europe l'extension de la Grèce affranchie jusqu'aux golfes d'Arta et de Volo.

M. Schiemann conclut que la fortune de ses armes et de sa politique renforce sa confiance en son absolutisme et la conviction que sa tâche personnelle est le maintien de l'ordre. Cette conclusion, qui résume l'expérience de ces quatre années, nous prépare à comprendre le rôle plus ample que Nicolas va tenir, dans la période suivante, en Russie comme en Europe.

Gaston CRÉHANGE.

Pierre LEHAUTCOURT. *Histoire de la guerre de 1870-71*. Tome VI : *Sedan, 7 août-2 sept. 1870*. Tome VII : *La capitulation de Metz, 19 août-29 oct. 1870*. Paris, Berger-Levrault, 1907-1908. 2 vol. in-8°, xi-788 pages et 9 cartes; v-575 pages et 4 cartes.

M. Lehautcourt termine d'une main sûre sa grande histoire de la guerre de 1870-1871. Après les huit volumes concernant la Défense

nationale, cinq tomes avaient paru sur les origines de la guerre et les opérations d'août 1870; les volumes actuels achèvent cette œuvre puisante et minutieuse. Le premier débute par le récit détaillé de la retraite de nos armées sur Châlons après la déroute du 6 août. Jour après jour, l'auteur retrace la marche des armées adversaires, et il puise ses renseignements aux sources les meilleures. Avec grand soin, il raconte les délibérations du camp de Châlons, d'où devait procéder la malheureuse marche sur les Ardennes. Le 25 août, les Allemands apprennent que Mac-Mahon cherche à se glisser sur leur flanc droit pour secourir Bazaine; brusquement Moltke change son mouvement pour se porter au nord. Son ordre est immédiatement mis à exécution, tandis que le maréchal de Mac-Mahon s'abandonne à des « revirements » que M. Lehautcourt relève avec sévérité. Dès le 28 août, les armées belligérantes reprennent un contact qui s'affirme le 29 à Nouart et le 30 à Beaumont. Le 31 commence la grande lutte qui devait se terminer par le désastre du 1^{er} septembre et la capitulation du 2. M. Lehautcourt décrit dans tous leurs détails les nombreux engagements qui forment la bataille; il insiste, et, selon nous, avec grande raison, sur la grave faute du maréchal, la négligence à préparer la retraite, l'abandon du pont de Donchéry. Enfin, les trois derniers chapitres retracent les négociations de Donchéry et du château de Bellevue; le récit en est fort précis, quoiqu'on eût pu profiter davantage des nombreux mémoires et correspondances des officiers allemands qui y furent mêlés.

Le dernier volume est consacré au drame de Metz : les combats qui bouclent dans la ville l'armée du Rhin, les négociations, la capitulation. Appelé à juger Bazaine, l'auteur s'exprime en ces termes : « Incapable, de par son intelligence médiocre et l'insuffisance de sa culture, de conduire une grande armée, il est, par surcroît, d'une très faible valeur morale. Profondément égoïste, retors plutôt qu'il n'est fin, il cherche en toutes choses son intérêt personnel et ne le saisit pas sans des tâtonnements. » Et l'auteur conclut que si Bazaine ne fut pas un traître dans le sens vulgaire, il a été « coupable de n'avoir point fait tout ce que commandaient le devoir et l'honneur militaire » : ce jugement est juste et tiré des réalités historiques. Comme dans le précédent volume, on peut regretter que M. Lehautcourt n'ait pas traité les parties diplomatiques avec la même précision et autant de documentation que les questions militaires : les mémoires et notes d'Abeken, Hatzfeldt, Keudell, Roon, etc..., auraient pu être plus amplement utilisés. Mais les opérations de guerre sont décrites avec une rigueur qui tend à la perfection. Ce grand et bel ouvrage en quinze volumes est le plus complet et le plus sûr guide pour qui veut étudier les opérations de 1870-71.

Paul MATTER.

Lord CROMER. *Modern Egypt*. London, Macmillan, 1908. 2 vol. in-8°, 594 et 600 pages; 4 carte.

Ces deux volumes exposent à la fois les principaux événements qui

ont eu lieu en Égypte et au Soudan depuis l'année 1876 et les résultats qu'a tirés l'Égypte de l'occupation anglaise depuis 1882. Peu d'hommes pouvaient avec plus d'autorité et de compétence que l'ancien ministre plénipotentiaire britannique concevoir et traiter une pareille œuvre.

On aimerait pourtant, dans les premiers chapitres, à voir mieux mises en lumière l'œuvre qu'avait accomplie et l'influence qu'exerçait la France en Égypte à la fin du siècle dernier. Tout nous créait alors des titres ou des raisons à suivre l'Angleterre dans son intervention armée à Alexandrie et au Caire. Lord Cromer rappelle les négociations sincères de son gouvernement pour nous y décider et les efforts parallèles des plus clairvoyants de nos hommes d'État. La Grande-Bretagne tenait alors si médiocrement à envoyer ses seuls soldats contre les bandes insurgées d'Arabi qu'elle négocia avec la Turquie et même avec l'Italie avant d'opérer un débarquement. Ses troupes cependant prirent seules pied sur la terre des Pharaons. Mais alors même que nous demeurions hypnotisés devant la frontière des Vosges et résolus à ne voir que là notre intérêt, les ministres britanniques ne paraissent avoir désiré ni l'occupation permanente ni la conquête de l'Égypte.

Cette attitude persista même assez longtemps. Le deuxième ministère Gladstone, alors au pouvoir, voulut dès 1883 évacuer Le Caire. Lord Granville, qui dirigeait le Foreign Office, en publia et en répéta le projet; il élabora une convention avec notre ambassadeur M. Waddington. En 1885, Lord Salisbury déclarait : « On se trompe grandement lorsqu'on croit que nous voulons rester indéfiniment en Égypte. Nous ne cherchons que les moyens d'en sortir honorablement. Les troupes que nous avons là nous seraient bien plus utiles aux Indes. » En 1887, Sir Henry Drummond-Wolff à Constantinople proposait l'évacuation, sous la condition que l'Angleterre pourrait ramener ses troupes si les circonstances l'exigeaient.

D'où vient donc que jamais l'Angleterre n'abandonna l'Égypte? Lord Cromer nous montre fort clairement ce qui arriva. Comme naguère la France en Algérie, la force des choses entraîna peu à peu la Grande-Bretagne à occuper et à garder tout le pays; les Anglais ne voulaient d'abord que rétablir l'ordre dans la vallée du Nil. Mais ils s'aperçurent assez tôt, — et Lord Cromer fut un des premiers à l'indiquer à son gouvernement, — que le retrait des troupes risquait de compromettre la sécurité du pays. Pour assurer sa pacification définitive, ils furent d'ailleurs obligés, dès 1883, de songer à soumettre le Soudan soulevé par la prédication madhiste. Il fallait préserver l'Égypte du fléau de cette agitation. La première expédition lancée vers le sud, — l'expédition Hicks, — fut un désastre. Puis vint la mort de Gordon. Il y eut dès lors un échec national à laver et un meurtre à venger. La Grande-Bretagne ne pouvait plus admettre la prétention de la France, qui voulait l'écarter de l'Égypte à jamais et sans condition. Ce fut une lourde erreur de notre politique de repousser la proposition Drummond-Wolff, car l'Égypte une fois évacuée, la France eût pu imposer son concours à la Grande-Bretagne en cas de nouveau débarquement : la défaillance

de 1882 eût été rachetée. Notre intransigeance aggrava au contraire la faute commise. Les Anglais commencèrent à envisager leur occupation comme destinée à durer. Ils avaient cependant appris à connaître le pays, ils avaient découvert ses richesses, sa valeur au point de vue de la défense de l'Inde, l'indolence de ses populations habituées depuis des siècles à recommencer toujours le même labeur sous des maîtres étrangers. Ils ne tardèrent pas à juger que l'Égypte valait la peine d'être gardée. Puis l'étude du régime du fleuve, le rêve d'un railway du Cap au Caire les entraîna à vouloir posséder et le Soudan et les sources du Nil. Et ce fut l'occupation successive et devenue permanente de l'Égypte, du Soudan et des rives des grands lacs, occupation que sanctionna progressivement toute une série d'accords franco-anglais : 1890, 1894, 1898, 8 avril 1904.

Si grand qu'ait été le rôle de Lord Cromer dans cette expansion de l'empire britannique, son action comme organisateur, comme administrateur fut peut-être plus considérable encore. Elle est aussi plus personnelle et tout à fait digne de louanges. Dans cet ordre d'idées, Lord Cromer ne reçut guère d'instructions de Londres et n'en sollicita pas. Réforme de la justice, épuration des comptes financiers, surveillance des budgets, extension des chemins de fer, du service des postes et télégraphes, travaux d'irrigation, enseignement public, etc... Lord Cromer mit la main à tant de tâches heureuses et il en parle en homme averti. Le progrès matériel et moral de l'Égypte depuis vingt-cinq ans est indiscutable¹.

Lord Cromer ne dissimule d'ailleurs pas qu'en dépit de cette œuvre, en dépit des efforts qu'il a faits lui-même, plus que personne, pour rendre l'Angleterre sympathique aux Égyptiens, l'antagonisme entre occupants et indigènes ne paraît pas près de s'éteindre. Il faut le féliciter de ne pas entretenir à ce sujet ses compatriotes dans des illusions décevantes. Depuis l'adhésion de l'Europe à l'accord franco-anglais du 8 avril 1904, la question d'Égypte ne consiste plus pour les Anglais à faire admettre des puissances le principe de leur occupation, elle consiste à chercher une réconciliation avec les Égyptiens, à trouver les moyens de leur devenir sympathiques en les orientant dans la voie du progrès.

La conclusion du livre de Lord Cromer est ainsi pratique et hautement morale tout à la fois. Les deux volumes de *l'Égypte moderne* resteront, avec l'ouvrage de Lord Milner sur *l'Angleterre en Égypte*, le tableau le plus complet que les Anglais nous aient donné des affaires égyptiennes depuis un quart de siècle.

LÉON JACOB.

1. Mais il est singulièrement contestable de prétendre, comme le fait Lord Cromer (t. I, p. 328), que l'Angleterre ait été la puissance la plus capable d'entreprendre cette œuvre.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des questions historiques.** 1908, oct. — FILLION.

L'existence historique de Jésus (fin. Son existence est prouvée par des témoignages irrécusables païens, juifs et chrétiens). — P. ALLARD. Sidoine Apollinaire, préfet de Rome. — A. DE BOISLISLE. La désertion du cardinal de Bouillon en 1710 (piquant récit de la fabrication par Baluze, pour le compte du cardinal, de l'*Histoire de la maison d'Auvergne* parue en 1708. Le cardinal, exilé loin de Paris depuis plus de dix ans et ulcéré par la perte d'un procès contre les moines de Cluny, passa le 22 mai 1710 dans les lignes hollandaises où se trouvait depuis 1705 son neveu le prince d'Auvergne. M. de Boislisle, dans ce travail tiré tout entier de documents inédits, rend hommage à l'exactitude des renseignements donnés par Saint-Simon). — LE BÈGUE DE GERMINY. Les brigandages maritimes de l'Angleterre (suite. La France répond aux brigandages de Boscawen par des actes de courtoisie inconsidérée. Boscawen continue ses pirateries. Récit de la capture en pleine paix de l'*Espérance*, le 11 novembre 1755, malgré l'héroïsme de son commandant, Bouville. Les Anglais capturent 300 navires de commerce avant la déclaration de guerre. Ils recommencent leurs pirateries après la paix de Paris à Terre-Neuve, aux Malouines, etc.). — Abbé L. SOUTER. Une société du culte catholique à Paris pendant la première séparation. La paroisse Saint-Eustache de 1795 à 1802 (fin de ce minutieux récit d'après les registres de la société et les archives de la paroisse). — M. BESNIER. L'œuvre historique de Gaston Boissier (étude très complète). — E. VACANDARD. Le cartulaire de N.-D. de Prouille et l'albigéisme languedocien (analyse admirative de l'ouvrage de J. Guiraud). — A. ROUSSEL. Lamennais d'après ses correspondants inconnus (suite de l'analyse des lettres de M. des Saudrais). — C. rendus : G. Stahl. De bello Sertoriano (utile). — L. Crémieu. La justice privée, son évolution dans la procédure romaine (trop rapide, mais intéressant). — A. von Wretschko. Zur Frage der Besetzung des erzbischöflichen Stuhles im Mittelalter (de 1247 à 1495, luttes entre le pouvoir impérial et le Saint-Siège, qui veut maintenir la liberté des élections). — H. de Lucerne. Histoire des études dans l'ordre de saint François, depuis sa fondation jusqu'au milieu du xiii^e s. (traduction de l'allemand. Livre d'une importance capitale). — Cl. Bouvier. La question Michel Servet (bon résumé. L'auteur, au nom des catholiques, maintient le « droit du glaive » contre les hérétiques. *Sapienti sati*).

2. — **Revue de l'histoire des religions.** 1908, t. LVII, n° 2. —

T. SEGERSTEDT. Les Asuras dans la religion védique (fin au n° 3). —

E. AMÉLINEAU. La religion égyptienne d'après M. Ad. Erman. — F. MACLER. Hebraica (textes hébraïques antérieurs à l'ère chrétienne). = N° 3. P. ALPHANDÉRY. Jean Réville (1854 † 1908). — E. DE FAYE. L'œuvre historique et scientifique de M. Jean Réville. — J. TOUTAIN. L'histoire des religions et le totémisme à propos d'un livre récent (celui de Ch. Renel sur *les Enseignes romaines*; discute la méthode d'interprétation des faits religieux basée sur le totémisme). = T. LVIII, n° 1. S. REINACH. Phaéton (le mythe de Phaéton a pour origine le sacrifice du cheval blanc Phaéton ou cheval-soleil). — F. MACLER. Formules magiques de l'Orient chrétien (à l'époque présente). — A. VAN GENNEP. Totémisme et méthode comparative (M. Van Gennep proteste, au nom des ethnographes, contre l'article publié par M. Toutain au numéro précédent. M. Toutain y méconnaît totalement les résultats auxquels mènent les travaux poursuivis depuis vingt ans par les ethnographes. La méthode comparative est la seule à laquelle on puisse recourir pour *expliquer* les états de civilisation anciens que les textes nous permettent seulement de *décrire*; mais il faut ajouter que les historiens qui ont eu recours jusqu'ici à cette méthode ont, en ce qui concerne le totémisme, commis de graves confusions : c'est le cas de MM. Renel, S. Reinach, Amélineau, Loret, etc.). — R. BASSET. Bulletin des périodiques de l'Islam, 1903-1907.

3. — Bibliothèque de l'École des chartes. T. LXIX, 1908, nos 3-4. — H.-F. DELABORDE. Les archives royales depuis la mort de saint Louis jusqu'à Pierre d'Étampes (historique du Trésor des chartes de 1270 à 1307). — P. BERNUS. Le rôle politique de Pierre de Brezé au cours des dix dernières années du règne de Charles VII, 1451-1461 (nommé grand sénéchal de Normandie en 1451, après la conquête de la province par Charles VII, Brezé en fut, en réalité, le gouverneur tout-puissant; il n'était, à cette époque, nullement en disgrâce et son influence fut prépondérante dans les relations du roi avec l'Angleterre. Cette étude est extraite d'une biographie de Pierre de Brezé, actuellement en préparation). — L. DELISLE. Le sceau de Guillaume le Maréchal (publié, avec un fac-similé, une charte scellée de Guillaume le Maréchal, 1198). — N. VALOIS. Un plaidoyer du xiv^e s. en faveur des Cisterciens (publie un mémoire de l'abbé de Pontigny Jacques de Thérines, adressé en 1317 ou 1318 au pape Jean XXII, sur l'état des couvents cisterciens et sur leurs ressources). — H. GAILLARD. Essai de biographie de Jean de Foleville, prévôt de Paris sous Charles VI (né vers 1340, il appartenait à la noblesse de Picardie; entra au Parlement de Paris vers 1372; chargé par le roi de missions diplomatiques et autres de 1381 à 1388; nommé prévôt de Paris en 1389 et enfin attaché à la Chambre des comptes en 1401; mort entre 1410 et 1413). — L. HALPHEN. Note sur la Chronique de Saint-Maixent (éléments dont se compose cette compilation, appelée parfois à tort Chronique de Maillezais; sources auxquelles a puisé le compilateur; il appartenait à l'abbaye de Saint-Maixent et écrivait vers 1126). — H. O[MONT]. Cata-

logue des manuscrits de la bibliothèque de M. Pierpont Morgan à New-York (résumé des notices qui composent ce catalogue). — C.-rendus : Cinquièmes mélanges d'histoire du moyen âge, publ. sous la direction de M. Luchaire (quelques inexactitudes dans la biographie d'Amat d'Oloron donnée par M. Fazy). — P. Baër. Les institutions municipales de Moulins sous l'ancien régime (solidement documenté). — Vaucelle. Les annates du diocèse de Tours, 1421-1521 (la traduction et l'identification des noms propres sont insuffisantes). — H. de Castries. Les sources inédites de l'histoire du Maroc de 1530 à 1845; t. II (intéressante analyse de ce volume par G. Jacqueton). — F. Dignonnet. Le palais des papes d'Avignon (ouvrage bourré d'erreurs). — A. Angot. Épigraphie de la Mayenne.

4. — **Revue d'histoire diplomatique.** T. XXII, 1908, n° 4. — Ch. DE LA RONCIÈRE. Le Secret de la reine et la succession de Portugal, 1580-1585 (expose la politique de Catherine de Médicis au lendemain de la reconnaissance de Philippe II comme roi de Portugal, ses vaines tentatives aux Açores et au Brésil, et son essai de chantage aux Pays-Bas). — M.-A. DE PITTEURS. La correspondance de la reine Victoria (analyse des volumes publiés). — E. TROPLONG. La diplomatie d'Attila (recherche dans les textes, à la suite d'Amédée Thierry, « les formes diplomatiques employées par Attila pour peser sur les chancelleries apeurées de Constantinople et de Ravenne »). — G. TEISSIER. Canning et Chateaubriand. L'Angleterre et la France pendant la guerre d'Espagne (1822-1823; efforts de Canning pour empêcher l'intervention française en Espagne; l'intervention française; fureur de Canning; échec de sa politique. Article écrit d'après les archives françaises des Affaires étrangères).

5. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** 1908, t. XI, n° 1. — A. GIRARD. La réorganisation de la Compagnie des Indes, 1719-1723 (expose comment Law chercha à réorganiser la Compagnie en s'inspirant d'idées qui, sur bien des points, rappelaient celles de Colbert, mais avec une hardiesse téméraire qui devait en entraîner l'échec). — G. PAGÈS. Note sur le recrutement et la libération des galériens sous Louis XIV au début du ministère de Colbert (publie de curieux documents qui montrent avec quelle absence de scrupules procédaient Colbert et ses collaborateurs). — C.-rendus : Ch. Normand. La bourgeoisie française au xvii^e s. (bien documenté, vivant et instructif; des généralisations parfois trop hâtives). — H. Furgeot. Le marquis de Saint-Huruge (long et peu critique).

6. — **Société de l'histoire du protestantisme français.** Bulletin. T. LVII, 1908, juill. — N. WEISS. La maison de Lorraine et la Réforme en France au xvi^e s. (met en relief le rôle prépondérant joué par la maison de Lorraine dans les principaux événements de la Réforme française hors de Lorraine). — Th. SCHOELL. Pierre Bayle, à propos de deux livres récents (ceux de MM. Delvolvé et A. Cazes). — Sept. N. Weiss.

Calvin, Servet, G. de Trie et le tribunal de Vienne (ce n'est pas Calvin, mais Claude Arneys, de Lyon, parent de G. de Trie, qui dénonça Servet à l'Inquisition; Calvin eut le tort de se laisser extorquer par G. de Trie des lettres de Servet; mais ces lettres allaient, à ce moment, être publiées par Servet lui-même). — L. BASTIDE. Un marin de La Rochelle au XVIII^e s. Jacques-Alexandre Boutet. — E. GRISSELLE. Chronique des événements relatifs au protestantisme de 1682 à 1687 (suite : 1685).

7. — **Revue Henri IV.** T. II, 1908, n° 4. — P. BOISSONNADE. Les voies de communication terrestres et fluviales en Poitou sous le règne de Henri IV et l'œuvre du gouvernement royal (suite au n° 5. Étudie en détail les efforts faits par Henri IV et Sully pour remettre en état les routes, les canaux et les ponts abandonnés et ruinés pendant les guerres de religion). — G. FAGNIEZ. Henri IV et Genève (analyse le livre de F. de Crue, *Relations diplomatiques de Genève avec la France*). — R. COUZARD et A. CHAMBERLAND. Les remontrances du Parlement de Paris contre les Jésuites et l'audience royale du 24 déc. 1603 (publient le texte authentique de ces remontrances). — N° 5. L. BATIFFOL. Essai d'une synthèse de l'organisation de la France vers 1600 (extrait d'une histoire du *Siècle de la Renaissance* en France, qui vient de paraître à la librairie Hachette). — A. CHAMBERLAND. Le budget de l'Épargne en 1607 d'après des documents inédits.

8. — **La Révolution française.** 1908, oct. — Cl. PERROUD. A propos d'André Chénier (les stances publiées au t. II des *Œuvres poétiques*, 1874, p. 235, n'ont pu être écrites à propos du *Catéchisme* républicain de La Chabeaussière). — J. TALBERT. L'abbé Givais, prêtre « déporté » (publie plusieurs lettres où l'abbé Givais raconte son passage en Suisse et son séjour à l'étranger, de 1792 à 1802, à la suite de son refus de prêter le serment de fidélité à la nation). — Cam. BLOCH. La vente des biens nationaux, à propos d'un livre récent de M. Marion (expose et discute les idées essentielles de ce livre). — M. PELLET. Le diplôme de docteur en théologie de J.-B. Gobel, 1747. — L. ABENSOUR. Le féminisme pendant le règne de Louis-Philippe (origine surtout saint-simonienne du mouvement; principaux groupes, journaux et revues féministes; idées des féministes sur le mariage et la situation de la femme dans la famille). — Notes de lecture. — Nov. R. BUSQUET. Le fonds de l'Agence des concessions d'Afrique et l'organisation des archives du Gouvernement général de l'Algérie (donne des indications très précises sur les documents du XVIII^e et du XIX^e s. conservés dans les archives algériennes). — E. LAFONT. Le conventionnel Michel-Edme Petit (Girondin et disciple de Rousseau, il prit une part assez active aux travaux du Comité d'instruction publique; il mourut en 1794). — A. BRETTE. L'ordre d'arrestation du duc d'Enghien (on n'a utilisé jusqu'ici que le projet de lettre, non signé, conservé aux Arch. nat.; l'ordre d'arrestation signé par Bonaparte est conservé au British

Museum; ce texte définitif diffère légèrement du brouillon). — E. CHAPUISAT. Au quartier général de Sierre (1799-1800). Documents relatifs à l'occupation du Valais.

9. — **Journal des savants.** 1908, oct. — L. DELISLE. Un manuscrit de la cathédrale de Mende perdu et retrouvé. Les Miracles de saint Privat (ce manuscrit, déjà signalé en 1862 et égaré depuis lors, vient d'être retrouvé; il est fort curieux pour l'histoire du Gévaudan aux ^{xii}-^{xiii} s.). — G. PERROT. Un inventaire des matériaux de l'archéologie classique (*l'Archéologie grecque*, par M. Collignon; fin). — É. HALÉVY. La reine Victoria (d'après sa *Correspondance*; insiste sur les renseignements nouveaux apportés par cette correspondance pour l'histoire des Saxe-Cobourg-Gotha au ^{xix} s.). — Nov. E. POTTIER. Les cylindres chaldéens (signale l'intérêt, au point de vue de l'histoire religieuse de la Chaldée, du fasc. 5 des *Découvertes en Chaldée* de Sarzec et Heuzey). — G. GOYAU. Gladstone et l'anglicanisme (d'après le *Gladstone* de D. C. Lathbury). — A. GRENIER. L'histoire des origines de Rome d'après les derniers travaux italiens (montre que la *Storia dei Romani* de G. De Sanctis est une tentative de réaction peu heureuse dans l'ensemble contre la critique négative de M. Pais; sa méthode « de critique tempérée » est celle que « de tout temps ont appliquée, mais sans le dire, les apologistes qui se résignent à faire la part du feu pour sauver ce qu'ils considèrent comme l'essentiel de leur foi ». A suivre).

10. — **Bulletin critique.** 1907, 25 oct. — A. CLAY. Documents from the Temple archives of Nippur (de grand intérêt pour l'histoire babylonienne). — DELATRE. Le culte de la Sainte-Vierge en Afrique, d'après les monuments archéologiques. — 10 nov. F. NICOLAÏ. Napoléon I^{er} au camp de Boulogne (amas d'historiettes sans critique). — 1908, 10-25 janv. M. LEGENDRE et J. CHEVALIER. Le catholicisme et la société (montre que l'action de l'Église sur la société a de tous temps supposé une lutte presque continue). — 25 févr.-10 mars. Les registres des papes du ^{xiv} s. (publ. p. l'Ecole de Rome; compte-rendu d'ensemble par P. Fournier). — 25 mars. NAZELLE. Le protestantisme en Saintonge, 1688-1789 (manque d'objectivité).

11. — **Polybiblion.** 1908, févr. — M. DE SÉRIGNAN. Livres relatifs à l'histoire militaire. — H. FROIDEVAUX. Livres relatifs à l'histoire coloniale. — Mars. E. MANGENOT. Publications récentes sur l'Écriture sainte et la littérature orientale. — Mai. L. ROBERT. Livres d'hagiographie et biographie ecclésiastique. — C.-rendus : A. FRANCE. Vie de Jeanne d'Arc (article sévère de M. Sepet). — E. RODOCANACHI. La femme italienne à l'époque de la Renaissance (des incertitudes de plan et des lacunes). — Juill. H. FROIDEVAUX. Livres relatifs à l'histoire coloniale. — C.-rendu : Mgr Fèvre. Hist. générale de l'Église : pontificat de Léon XIII (sans valeur). — Août. M. DE SÉRIGNAN. Livres relatifs à l'histoire militaire. — Sept. E. MANGENOT. Publications récentes sur l'Écriture sainte et la littérature orientale. — C.-rendus : M. NAVARRE.

Louis XI en pèlerinage (des lacunes). — *A. Debidour*. L'Église catholique et l'État sous la 3^e République; t. I (véritable pamphlet). = Oct. Ouvrages sur Napoléon et son temps.

12. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1908, 29 oct. — *Comte de Pimodan*. Simples souvenirs, 1859-1907 (intéressants souvenirs de vie militaire). = 5 nov. *Zielinski*. Cicero im Wandel der Jahrhunderte (nouvelle édition très augmentée d'un livre excellent). — *H. Fleischmann*. Les filles publiques sous la Terreur (parle surtout des femmes galantes, des modes, des jeux et des tripots. Intéressant). = 12 nov. *A. Weil*. Die Veziere des Pharaonreiches chronologisch geordnet (bon). — *Ibn al Qalānisi*. History of Damascus (document de premier ordre pour l'histoire de l'Orient musulman au XI^e et au XII^e s.). — *V^{te} de Guichen*. Pierre le Grand et le premier traité franco-russe (information très insuffisante). — *E. Déprez*. Les volontaires nationaux, 1791-1793 (dans un compte-rendu de 33 pages, A. Chuquet présente de nombreuses critiques et apporte un précieux contingent de rectifications). = 19 nov. *Breasted*. A history of the ancient Egyptians (bon résumé). — *D. Dellefsen*. Die Geographie Afrikas bei Plinius und Mela und ihre Quellen (bonne dissertation critique). — *A. Matschoss*. Die Kriegsgefahr von 1867. Die Luxemburger Frage (bon; l'auteur admire dans Bismarck jusqu'à sa duplicité).

13. — Revue des bibliothèques. T. XVIII, 1908, nos 4-6. — *H. OMONT*. Manuscrits de la bibliothèque de sir Th. Phillipps récemment entrés à la Bibl. nat. (inventaire sommaire). — *A. BOINET*. Catalogue des miniatures des mss. de la Bibl. Sainte-Geneviève. — *MICHEL*. Camille et Lucile Desmoulins. Notes et documents inédits (documents de caractère intime). = Nos 7-9. *G. BERTONI*. Notice sur la bibliothèque d'Hauterive aux XII^e et XIII^e s. — *R. LATOUCHE*. Inventaire sommaire de la Collection Arnoul conservée à la Bibl. nat., nouv. acq. fr. 21306-21444 (papiers provenant de Nicolas et de Pierre Arnoul, successivement intendants des galères et de la Marine de 1673 à 1719). — *E. DEVILLE*. Les manuscrits de l'ancienne bibliothèque de l'abbaye de Bonport (suite de l'inventaire détaillé).

14. — Le Correspondant. 1908, 10 oct. — *H. WELSCHINGER*. Napoléon III et l'impératrice Eugénie (I. La déclaration de guerre et le 4 septembre. Suite le 25 oct. : la question Régnier-Bazaine. Fin le 10 nov. : de la fin de la guerre à la mort du prince impérial. Établit avec autant de fermeté que de modération la responsabilité de l'impératrice dans la déclaration de guerre; la marche sur Sedan, d'après M. Welschinger, fut due non à son intervention, mais à une dépêche de Bazaine; pourtant la lettre de Napoléon III à Burgoyne semble bien engager la responsabilité de l'impératrice; sa conduite entre Forbach et le 4 septembre fut d'une sagesse et d'une dignité irréprochables. Après Sedan, sa clairvoyance et son patriotisme réduisirent à néant les louches démarches que Bazaine fit par l'entremise de Boyer et de

Régner. M. Welschinger définit avec équité la nature de la trahison de Bazaine, qui subordonna à ses calculs politiques ses devoirs militaires. Le rôle de Napoléon après la paix; ses intrigues furent déplorables). — G. GOYAU. Vingt ans d'histoire bavaroise, 1848-1870 (lutte de l'archevêque de Munich, Ch.-A. de Reisach, et de Weis, évêque de Spire, pour obtenir le respect absolu du Concordat de 1818 et l'abandon de l'élite de religion qui le corrigeait au profit de l'État. La persévérance des évêques, l'action du chanoine Windischmann sur l'archevêque Scherr, qui succède à Reisach en 1856, arrachèrent au roi Maximilien une série de concessions. Sous Louis II, de 1866 à mars 1870, le prince Clovis de Hohenlohe lutta vainement contre les progrès de l'ultramontanisme; le parti catholique et agraire l'emporta en nov. 1869). = 25 oct. DE LANZAC DE LABORIE. L'Institut de France. — C^{te} Louis DE BENTHEIM-STEINFURT. Un séjour à Paris, 1803-1804 (ces extraits d'un journal sans prétentions donnent une image curieuse du monde politique de Paris après la rupture de la paix d'Amiens et des marchandages auxquels donna lieu la négociation par laquelle le comte obtint la restitution de son comté. M^{me} de Talleyrand réclama pour sa part 50,000, puis 100,000 livres). = 10 nov. C^{te} A. DE MUN. Quatre années d'action sociale (fin le 25 nov. Histoire de la création de l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers de 1871 à 1875). — P. PISANI. Les derniers évêques de l'ancien régime (fixe à 135 ou 136 le nombre des diocèses; il y avait 136 évêques titulaires, 6 évêques démissionnaires, 11 évêques coadjuteurs et auxiliaires, 6 évêques *in partibus*. La Constituante supprima 62 sièges et en créa 9. Au moment du Concordat, 6 des anciens évêques étaient en France, 3 avaient apostasié, 7 étaient à l'étranger, 50 étaient morts. M. Pisani expose les destinées de ces évêques, dont la majorité se soumit au Concordat, mais parmi lesquels il y eut d'abord 35 refusants. Un tableau aussi complet n'avait pas encore été dressé). = 25 nov. TÉZENAS DU MONTCEL. La conjuration du camp de Grenelle (extrait d'un ouvrage sur Javogues, le député terroriste qui prit part aux conspirations de Babeuf et du camp de Grenelle et paya de sa vie ses complots. Quelque puérile en apparence que fût la prise d'armes de Grenelle, le Directoire en fut très ému et la réprima avec ferocité. Il y eut 32 exécutions, et la procédure fut conduite avec un complet mépris des règles de la justice).

15. — Études. Revue fondée par des Pères de la C^{te} de Jésus.

1908, 20 oct. — P. BERNARD. Luther intime (fin le 5 nov. Luther a éprouvé de cruelles incertitudes sur la valeur de l'œuvre qu'il poursuivait; dès 1521, à la Wartbourg, il crut à plusieurs reprises voir paraître le diable, et plusieurs lettres le montrent en proie aux pires inquiétudes). — A. BROU. Voyages de missionnaires de Lisbonne à Goa au xvi^e s. (raconte comment s'effectuaient les voyages des missionnaires partant pour l'Extrême-Orient au xvi^e s.). — P. CASTILLON. L'annexion de l'État indépendant du Congo. = 5 nov. H. LAMMENS. Le 2^e congrès international des sciences historiques à Berlin. — Y. DE LA BRIÈRE.

Saint Cyprien et la papauté d'après un ouvrage récent (celui de J. Turmel, *Hist. du dogme de la papauté*. En dépit des affirmations de M. Turmel, saint Cyprien a reconnu la suprématie de l'évêque de Rome sur tous les autres évêques de la chrétienté). — J. BRUCKER. Les papyrus araméens d'Éléphantine. Une colonie juive près de la première cataracte du Nil au ^v^e s. av. J.-C. (d'après les dernières publications de MM. Sayce et Cooley et du P. Lagrange). = 20 nov. F. BOUVIER. L'histoire comparée des religions. Comment elle se fait et se défait (comptendu du congrès tenu à Oxford en septembre dernier). — J. LEBRETON. Le dogme de la transsubstantiation et la christologie antiochienne du ^v^e s. — G. SORTAIS. Les fouilles de Crète (met en lumière ce qu'elles nous apprennent de nouveau sur la civilisation antique).

16. — Revue bleue. 1908, 26 sept. — A. HERZEN. Petrachevsky et Bakounine (suite et fin le 3 et le 17 oct. : notices fournies en 1850 à Michelet par Herzen. Portrait vivant des deux révolutionnaires dont le second était alors dans la prison de Schlussembourg). — Ph. GONNARD. Erckmann-Chatrian et le roman historique (fin le 3 et 10 oct. Ces romans sont de l'histoire vraie). = 24 oct. A. FONTAINE. Les origines de la critique d'art (fin le 30 oct. Le créateur en fut La Font de Saint-Yenne dans ses *Réflexions sur la peinture de 1746*. L'abbé Le Blanc lui répondit; de là toute une polémique). = 31 oct. Lettres de Gambetta à M^{me} Juliette Adam (du 4 sept. 1874 et du 5 oct. 1875; la première déplore l'abaissement de la France; la seconde salue son relèvement). = 21 nov. ARDASCHEFF. La magistrature sous Louis XVI (suivi, le 28 nov., d'une autre étude, non moins solide, sur les Financiers et les intendants, où M. Ardascheff résume les conclusions essentielles de son livre sur *les Intendants de l'ancien régime*, dont la traduction partielle vient de paraître chez Alcan).

17. — La Revue de Paris. 1908, 1^{er} août. — G. LANSON. Voltaire et les *Lettres philosophiques* (étude critique sur les circonstances dans lesquelles Voltaire écrivit ses lettres, sur les sources où il a puisé et l'époque de leur rédaction). — PRIMI VISCONTI. Mémoires sur la cour de Louis XIV (suite : années 1675-1678; anecdotes sur le roi et ses maîtresses. Fin le 15 août : 1680-1682; ici, le principal morceau se rapporte à l'affaire des poisons). = 15 août. Comm^t E. PICARD. La veille de Sedan. — H. MONOD. Un document sur la Saint-Barthélemy (c'est un récit « bref et véritable » que le futur Henri III, après son élection au trône de Pologne, fit composer et imprimer afin de se rendre favorables les Polonais, qui pratiquaient la tolérance religieuse et que la nouvelle des massacres parisiens avait indignés. C'est donc un plaidoyer peu véridique, mais il a l'intérêt d'indiquer ce que le duc d'Anjou désirait qu'on pensât de son rôle personnel dans la Saint-Barthélemy. L'original est en latin). = 1^{er} sept. Comm^t E. PICARD. Le matin de Sedan. — A. LE BRAZ. Au pays d'exil de Chateaubriand (suite; fin le 15 sept. Amours de Chateaubriand avec Charlotte Ives; contraint de se déclara-

rer, le professeur émigré, noble et pauvre, dut avouer qu'il était déjà marié et disparut. Cet épisode sentimental, à peine esquissé dans les *Mémoires d'outre-tombe*, est raconté sous une forme mal voilée dans *Atala*. = 15 sept. SERVAN et DUMOURIEZ. Valmy (publication de la correspondance échangée entre le ministre et le général avant Valmy. Intéressant et parfois nouveau; fin le 15 oct.). — G. FONJALAZ. Journal d'un garde-suisse (Gamaliel Fonjalaz, de Lausanne, s'engagea dans les gardes-suisse en 1786. Ses souvenirs sont assez intéressants, surtout après le début de la Révolution. Il raconte à sa façon la journée du 10 août, mais il ne se contente pas de dire uniquement ce qu'il a vu et fait; il a lu aussi les journaux, et l'on s'en aperçoit trop çà et là. Les mémoires s'arrêtent en réalité après le retour de Fonjalaz dans son pays en octobre 1792, bien qu'il les ait continués jusqu'en 1798; fin le 1^{er} oct.). = 15 oct. E. LAVISSE. La famille royale en 1700 (extr. de l'*Hist. de France* publiée chez Hachette). — L. PILLION. Les historiens de la sculpture française.

18. — *Revue des Deux-Mondes*. 1908, 1^{er} août. — B. DE LACOMBE. Talleyrand émigré (II. En Amérique, 1794-1796. Reçu avec faveur à Philadelphie avec Beaumetz, il fut l'objet des défiances de Fauchet, le ministre de France, et ne put aborder Washington; il chercha à faire fortune et tenta une spéculation agricole dans le Maine. En juin 1795, il vint à New-York et recueillit des observations importantes et impartiales sur l'avenir économique et politique des États-Unis. Il voulait les rapprocher de la France. En juin 1795, il demande à rentrer en France. Grâce à M^{me} de Staël et à Chénier, qui fait le rapport de la Convention sur sa pétition, il est rayé des listes d'émigrés le 21 fructidor. Après un hiver passé à Philadelphie dans des distractions frivoles, il rentre par Hambourg en juin 1796). = 15 août. REBELLIAU. La Compagnie secrète du Saint-Sacrement (expose les détails nouveaux fournis par 147 lettres, qu'il a publiées en brochure et qui sont adressées par les membres de Paris à ceux de Marseille. Elles nous montrent l'activité de la Compagnie pour lutter contre la misère, libérer les captifs des barbaresques, évangéliser les forçats, combattre l'immoralité et l'hérésie, créer des centres nouveaux d'action et aussi comment la Compagnie de Paris gouverne les filiales. Curieuse histoire de l'abbé de Pontmorand, créateur d'écoles, « les maisons de Saint-Joseph », qui fut condamné pour ses imprudences doctrinales. Exposé du système du *secret* de la Compagnie qui fut cause de sa ruine). = 1^{er} sept. G. GOYAU. Les origines du Culturkampf allemand (VI. L'Allemagne et le concile du Vatican. C'est un petit nombre d'évêques ultramontains d'Allemagne qui, pour ruiner dans les universités et l'épiscopat allemand l'esprit d'indépendance vis-à-vis de Rome, ont le plus contribué à faire de l'infaillibilité le premier article du programme du concile. Récit pathétique de la défaite de l'immense majorité des évêques allemands au Concile, défaite qui fut l'origine du Culturkampf). = 15 sept. G. HANOTAUX. Le Congrès de Berlin (I. La

guerre et les préliminaires du Congrès. Suite le 1^{er} oct. : le Congrès). — R. DOUMIC. Lamartine orateur. De l'entrée à la Chambre au banquet des Girondins, 1834-1847. Lettres inédites (ces curieuses lettres montrent Lamartine hanté du besoin maladif d'être un sauveur). — V^{te} D'AVENEL. Les riches depuis cent ans (VII. Les honoraires d'avocats). = 1^{er} oct. G^{al} DE PIÉPAPE. Une princesse conspiratrice sous la régence (la duchesse du Maine et son rôle dans la conspiration de Allaman. N'apporte aucun nouveau document).

19. — **Revue des études franco-russes.** 1908, févr. — Marie KOVALEVSKI. Le *Rasskol* dans l'histoire russe. = Mars. Prince OUBOU-SOFF. La question juive en Bessarabie. = Avril. A. MANSUY. Bossuet gallican, les protestants polonais, les orthodoxes russes et l'idée de « réunion » (fin en mai; Bossuet comptait sur les Zwingliens polonais pour travailler à la « réunion. » Pierre le Grand fit, en 1717, faire un mémoire par les docteurs de Sorbonne en faveur de la réunion). = Août. Fernanda NYLUND. La révolution finlandaise. — Ch. DE LARIVIÈRE. Paul I^{er} (analyse très élogieuse du livre de Pierre Morane sur Paul I^{er} avant l'avènement). = Nov. A. MANSUY. Racine historien et Sobieski (étude très pénétrante sur les fragments historiques laissés par Racine et relatifs à Sobieski, où, loin de se faire l'écho des rancunes de Louis XIV contre le roi de Pologne, qui a fait échouer tous ses plans en sauvant Vienne, il rend justice à ses talents militaires et à son caractère chevaleresque, mais en montrant les fautes de sa politique qui ne profita qu'au Brandebourg et à l'Autriche et aussi les bizarreries de sa nature et le rôle funeste de la reine. « Ses fragments sur Sobieski sont une ébauche du drame racinien » et témoignent d'une information sûre et impartiale).

20. — **Annales de Bretagne.** 1908, t. XXIII, n° 4. — F. DUINE. Les généraux des paroisses bretonnes. Saint-Martin de Vitry (fin : documents, 1693-1803). — J. LETACONNOUX. Le régime de la corvée en Bretagne au XVIII^e s. (fin : essais insuffisants pour alléger la corvée; persistance de la corvée en Bretagne jusqu'à la fin de l'Ancien régime; elle est incapable de satisfaire à l'entretien des routes). — H. SÉE. Les classes rurales en Bretagne du XVI^e s. à la Révolution (suite ici et au n° suiv. Déjà paru en volume). — F. LOT. Mélanges d'histoire bretonne (suite ici et au n° suiv. Paru en volume). — G. MOLLAT. Études et documents sur l'histoire de Bretagne (suite ici et au n° suiv. Paru en volume). = T. XXIV, n° 1. BINET. Un épisode de la guerre des côtes en Bretagne au XVIII^e s. La trahison du Guildo, d'après les documents du procès de Julien Grumellon, 1758-1759 (on a admis jusqu'ici que les Anglais ne franchirent la rivière de l'Arguenon au gué du Guildo, en sept. 1758, que par la trahison d'un certain Grumellon. C'est une légende). — Chronique d'histoire et de littérature de la Bretagne.

21. — **Annales de l'est et du nord.** T. IV, 1908, n° 3. — R. REUS. Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution (suite :

continuation des tentatives pour réorganiser l'instruction primaire, la crise de la « francilisation » de l'Alsace, mai-oct. 1794; la loi du 27 brumaire an III et son application en Alsace). — PETIT-DUTAILLIS. Documents nouveaux sur l'histoire sociale des Pays-Bas au xv^e s. Lettres de rémission de Philippe le Bon (fin du commentaire : révolte des habitants de la châtellenie de Cassel pour conserver les usages de vengeance et de guerre entre familles, 1427-1431; le droit de vengeance dans les pays de Brabant, de Namur et de Hainaut). — J. JOACHIM. Le cimetière mérovingien de Bourogne (territoire de Belfort). — R. RIVIÈRE. Notes et documents inédits concernant la famille de Jean de Boul-longne, sculpteur douaisien. — H. PARISOT. De l'organisation de l'administration départementale et communale par le premier préfet du départ. de la Meurthe J.-J. Marquis, 1800-1808 (résumé d'un mémoire pour le diplôme d'études supérieures d'histoire).

22. — **Annales du midi.** T. XX, 1908, avril. — A. THOMAS. Cartulaire du prieuré de Notre-Dame-du-Pont en haute Auvergne, précédé de la biographie de son fondateur, Bertrand de Grifeuille (ce cartulaire et cette biographie, contenus dans un ms. des archives du Vatican, concernent la seconde moitié du xii^e s.). — Les chapitres de paix et le statut maritime de Marseille, texte provençal des xiii^e-xiv^e s., publ. p. L. CONSTANS (suite; fin en juillet). — C.-rendu : H. PÉCOUT. Études sur le droit privé des hautes vallées alpines de Provence et de Dauphiné au moyen âge (concerne le département des Hautes-Alpes; détails intéressants même sur le droit public, mais connaissances générales insuffisantes). — Juillet. Firmin GALABERT. Un siècle d'administration communale à Aucamville (Tarn-et-Garonne) d'après les comptes consulaires, 1346-1446 (exposé détaillé du système d'administration financière et de ses vices). — C. FABRE. Le Moine de Montaudon et l'empereur Othon IV (le poème du Moine de Montaudon a dû être composé en 1212-1213). — Oct. E.-Ch. BABUT. Prémillac (M. Mouret a décrit un cimetière très ancien qui a été fouillé, puis détruit, en 1895 à Esclatien, dans la commune de Vendres, entre Béziers et Narbonne, et il a identifié le lieu avec *Primuliacum*, où Sulpice Sévère se retira et fonda une sorte de monastère domestique. Cette identification ne repose que sur des étymologies fantaisistes ou de manifestes erreurs. Quant à *Primuliacum*, il est probable qu'il faut l'identifier avec Prémillac, dans la commune de Saint-Sulpice-d'Excideuil, Dordogne). — L.-J. THOMAS. La population du Bas-Languedoc à la fin du xiii^e s. et au commencement du xiv^e (signale un certain nombre d'enquêtes, inédites pour la plupart, où l'estimation des feux est faite avec plus de rigoureuse précision que dans la plupart des documents de finances servant à l'assiette de la taille. Tire cette conclusion que, « dans le premier quart du xiv^e s., la portion orientale du Bas-Languedoc était, dans ses parties les plus pauvres, aussi peuplée qu'aujourd'hui et plus peuplée qu'au xviii^e s., et, dans les cantons plus riches, sensiblement aussi peuplée au xiv^e s. qu'au xviii^e s. »). — A. THOMAS et CHAMPEVAL. Nouveaux documents sur

Bertrand de Grifeuille. — A. THOMAS. Le mobilier d'un bourgeois de Périgueux en 1428 (corrections au texte publié par F. Villepelet dans le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*). — L.-G. PÉLISSIER. Une correspondance inédite de Thomassin Mazanges (1737-1741). — J. CALMETTE. Un concours professoral à la Faculté de médecine de Montpellier au XVI^e s. (1574). — C.-rendus : J. Guiraud. Cartulaire de N.-D. de Prouille (nombreuses observations sur l'albigéisme par Guignebert). — Ch. BÉMONT. Rôles gascons (t. III. Long article de P. Boissonnade; l'imprimeur a trahi l'auteur de ce compte-rendu en lui faisant dire que les actes publiés dans ce t. III se rapportent au règne d'Édouard II). — R. BONNAT. Mémoires de Pierre Verdolin, procureur-syndic du district de Tonneins (ces Mémoires n'intéressent guère que l'histoire d'Aiguillon et des localités environnantes au temps de la Révolution. Copieuse annotation pour laquelle ont été mises à profit les archives du Lot-et-Garonne). — J. POUS. La cité de Carcassonne à la fin du XVI^e s. (histoire monumentale de la cité d'après des comptes de 1563-1609). — Cette livraison se termine par une table décennale, 1899-1908.

23. — *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*. T. XXXIV, 1907, nos 3-4. — A. REY. Bouchart et Guillaume Du Ru (notes sur deux personnes, de la même famille sans doute, dont l'une est nommée dans le *Grand Testament* de Villon). — G. MARCEL. Marché pour la construction d'une partie du château neuf de Saint-Germain-en-Laye, 24 janvier 1594. — L. RAULET. Billets mortuaires et autres documents concernant des professeurs du Collège royal de France, 1622-1660. — G. MARCEL. Concours organisé à Antony en 1790 pour la propagation de la culture de la pomme de terre. — A. VIDIER. Bibliographie de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, 1905-1907. — (Dans le discours du Président devant l'Assemblée générale annuelle, on trouvera des détails inédits sur Concini et sa femme, ainsi que sur les autres Italiens que Marie de Médicis avait amenés en France avec elle). — T. XXXV, 1908, n° 1. E. DACIER. Une *Description de Paris* de Piganiol de La Force, illustrée et annotée par Gabriel de Saint-Aubin (avec de curieuses planches). — N° 2. H. VIAL. La Roquette. La seigneurie et le fief de la Grande Chamberrie (après la mort du dernier grand chambrier, qui était le second fils de François I^{er}, en 1545, les fiefs dépendant de cet office firent retour au domaine, qui se trouva de la sorte posséder la plus grande partie du faubourg Saint-Antoine actuel. Au même siècle, la Roquette fut une maison d'agrément qui appartint aux Robertet, puis au comte de Cheverny. Publie un arpentage de ce fief en 1582, avec un plan restitué).

24. — *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*. T. XXXIV, 1906. — R. BUSQUET. Étude historique sur le collège de Fortet, 1394-1764 (fin). — E. DACIER. Les dernières années d'une danseuse du XVIII^e s. Quelques documents inédits sur

M^{lle} Sallé. — A. VIDIER. Le trésor de la Sainte-Chapelle. Inventaires (1^{re} partie contenant les inventaires antérieurs au xvi^e s., dont le texte nous a été conservé. Ces inventaires sont d'un prix inestimable au point de vue archéologique).

25. — Recueil des publications de la Société havraise d'études diverses. 1907. — F. CARREL. A propos de deux lettres de J.-C.-M. Costé, député du Havre aux Cinq-Cents, sur les journées des 18 et 19 brumaire (l'annonce du coup d'Etat fut accueillie avec enthousiasme au Havre). — Ph. BARREY. Notice sur les constructeurs de navires havrais (organisation des corporations de charpentiers et de calfats du xvi^e au xix^e s.; détail sur les constructeurs de navires et sur le mouvement de constructions maritimes au port du Havre du xvi^e s. à nos jours; historique du chantier de construction fondé en 1816 par Augustin Normand).

26. — La Révolution dans l'Aube. T. I, 1908, n° 2 (voir *Rev. hist.*, t. XCVII, p. 449). — O. BEUVE. Lettres de Claude Huez, maire de Troyes, député à l'Assemblée des notables, 1787 (ces lettres donnent quelques détails sur l'ouverture de l'assemblée). — L. MORIN. Les distractions poétiques des suspects internés au grand séminaire de Troyes pendant la Terreur (suite; fin au n° 3. Donne des notices documentées sur tous ces détenus). — A. MICHELOT. A la veille de Valmy (publie et commente des actes et des lettres, émanées des autorités départementales, relatives à l'organisation de la défense; suite au n° 3). — Mélanges et documents (à signaler une notice sur Bigot d'Engente, trésorier de Louis XVIII à Gand, en 1815, par E. MAURY). — N° 3. P. DOLLAT. Lettres de citoyens aux Assemblées nationales (1792-1793). — O. BEUVE. Arcis-sur-Aube en 1830 (fin).

27. — Revue de Gascogne. Nouv. série, t. VIII, 1908, n° 7. — P. COSTE. A propos de la correspondance de saint Vincent de Paul. Lettres inédites et à rééditer (le recueil publié en 1880-88 est très insuffisant; observations complémentaires au n° 8). — A. PLIEUX. Ban et arrière-ban des gentilshommes du Condomois au xvi^e s. (publie un « rôle » de 1554). — J. CONTRASTY. Le clergé français réfugié en Espagne, 1792-1802 (suite ici et aux nos 8-9 : étudie le régime auquel le clergé français fut soumis en Espagne et sa répartition dans les couvents). — A. DEBERT. Après la première Séparation. État religieux des Landes en 1801 (publie un rapport rédigé par le préfet des Landes en août 1801). — N° 8. L. MÉDAN. La Gascogne et l'appel royal de 1759 (en 1759, Louis XV demanda à ses sujets de faire porter, contre promesse d'indemnité, aux diverses monnaies de Paris et de la province la vaisselle d'argent dont ils pouvaient disposer afin de subvenir aux frais de la guerre; cet appel eut peu d'écho en Gascogne). — V. FOIX. État économique de l'élection des Landes en 1728 (publie les réponses faites à un questionnaire adressé en 1728 au receveur des tailles des Landes). — A. DEBERT. Bulletin gascon (revue des dernières publications inté-

ressant la Gascogne). = N° 9. J. LESTRADE. Chanoines d'Auch et prédicateur de l'Avent en 1677 (publie une ordonnance de l'archevêque d'Auch, Lamoignon Houdancour, sur un conflit soulevé entre les chanoines et un prédicateur qui avait omis de leur rendre visite). — L. MÉDAN. Une entreprise agricole en Béarn au XVIII^e s. (pour la culture et l'exploitation de peupliers d'Italie, 1774). = C.-rendu : *F. Gabent*. Les Illuminés ou Anticoncordataires de l'ancien diocèse de Lombes (bon).

28. — Revue de l'Agenais. T. XXXV, 1908, n° 3. — MARBOUTIN. Autour du sacre de M. Constant, évêque du diocèse de Lot-et-Garonne (1791). — Ph. LAUZUN. Le château de Lauzun (suite ici et aux n° 4-5; Lauzun et ses seigneurs au moyen âge, aux XVI^e et XVII^e s.). — R. BONNAT. Les baptêmes civiques (en Lot-et-Garonne, 1793-94). — COUYRA. Les poteaux indicateurs des routes sous Louis XIV (on voit l'intendant de Guyenne en faire planter en Agenais, 1693). — J. DUBOIS. Les détenus de Marmande sous la Terreur (suite ici et aux n° 4-5). — J. BROCONNAT. La Roumieu (suite ici et au n° 5; histoire de la collégiale de la Roumieu, de l'hôpital et du couvent des Clarisses jusqu'à la Révolution; la seigneurie de Fimarcon sous les vicomtes de Lomagne). = N° 4. J. MOMMÉJA. Un domaine historique : Vérone-Vivès et les Scaliger (le petit domaine de Vivès, près d'Agen, fut possédé par le médecin italien Jules-César Scaliger après son mariage avec Andiette de Laroque-Lobéjac. Sous Louis XIV, ses héritiers furent autorisés à prendre le nom de l'Escale en y ajoutant celui de Vérone, et ce dernier finit par se substituer à celui de Vivès; suite au n° 5). — R. BONNAT. Les sources de l'histoire révolutionnaire en Lot-et-Garonne. La série L des Archives départementales (montre comment des ventes successives ont dispersé les archives révolutionnaires du département et comment on a réussi à reconstituer la série L).

29. — Revue de l'Anjou. 1908, t. LVI, n° 6. — E. QUERUAC-LAMERIE. La justice révolutionnaire en Maine-et-Loire. La commission Proust; sa création, son personnel, ses jugements, 5 déc. 1793-14 janv. 1794 (commission instituée à Angers pour rétablir la discipline dans l'armée envoyée contre les Vendéens et châtier ces derniers; fin au t. LVII, n° 1 et 3). — LA BESSIÈRE. Ecoles libres laïques à Angers pendant le XIX^e s. (suite ici et t. LVII, n° 3-4 : écoles de filles, 1823-1890). = T. LVII, n° 1. H. FAYE. Le clergé et le culte en Touraine pendant la Révolution, 1789-1801 (fin). = N° 4. B. BOIS. Recherches historiques sur l'enseignement primaire en Anjou des origines jusqu'à nos jours (1^{re} les écoles de grammaire et les écoles cantorales des XIV^e-XV^e s.). — J. DENAIS. Le portefeuille d'un curieux (publie une *Carmagnole* vendéenne et des documents des XVI^e-XVIII^e s. concernant Beaufort et les francs-maçons de Beaufort).

30. — Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise. 1907, févr. — CONNU. Le château de Bearn à Saint-Cloud (fin en mai).

— **D^r DURANT.** Le lycée de Versailles (suite aux nos suiv.; fin en mai 1908).
 — **GATIN.** Versailles pendant la Révolution (cette importante étude s'est continuée pendant toute l'année 1907 et l'année 1908). = Mai. **G. DE PELLERIN DE LATOUCHE.** Les biens de l'Église à l'Étang-la-Ville (leur destinée pendant la Révolution et leur reconstitution au Concordat). —
 A. **REV.** Au temps de M^{me} d'Houdetot et de J.-J. Rousseau (suite en août et nov. 1907 et août 1908). = Août. **J. FENNEBRESQUE.** M^{me} Elisabeth. Lettres et documents inédits (extraits d'un manuscrit de la C^{tesse} Diane de Polignac, et trois lettres de M^{me} Elisabeth à la M^{lle} des Moustiers-Mérinville). = Nov. **P. FROMAGEOT.** Laudrin, représentant du peuple en 1848 (avocat distingué, républicain ardent, combattant de 1830 et 1848, Laudrin fut, de 1841 à 1845, un défenseur courageux de la République et de l'ordre). = 1908, févr. **E. TAMBOUR.** Un épisode de la Terreur (curieuse histoire de l'arrestation de Delaine d'Envers et de Vial, membres du Directoire du district de Dourdan, ainsi que de treize habitants de Bonnelles, qui restèrent emprisonnés de novembre 1793 à juillet 1794 sans qu'on pût savoir ce qui leur était reproché, sans doute sur une vague dénonciation d'un chirurgien nommé Nonton). = Mai. **Baron de VILLE-D'AVRAY.** Mémoires de Marc-Antoine Thierry, baron de Ville-d'Avray, premier maire de Versailles (fin en août; ces souvenirs du premier valet de chambre de Louis XVI sont curieux pour l'histoire de la domesticité royale). = Août. **P. FROMAGEOT.** Légendes et reliques versaillaises du Val Vigezzo en Ossola (ces étoffes, conservées dans l'église de Craveggia, sont d'une authenticité douteuse). — **Id.** Une chasse à Versailles en 1408.

31. — Revue de Saintonge et d'Aunis. T. XXVIII, 1908, n° 3.
 — **Ch. DANGIBEAUD.** La fin du dernier président du présidial de Saintes (1800) et la maison de Henri IV. — **E.-J. GUÉRIN.** Le D^r Joseph-Ignace Guillotin (suite; fin aux nos 4-5 : Guillotin à la Constituante; son rôle dans l'adoption de la guillotine; dans la propagation de la vaccine; sa mort, 1814). = N° 4. **J. ANGLADE.** Le troubadour Rigaut de Barbezieux (fin XII^e-début XIII^e s.). — Mémoire sur les religionnaires; état actuel des religionnaires (en Poitou, Aunis et Saintonge; mémoire adressé au roi en 1746-48).

32. — Revue d'histoire de Lyon. T. VII, 1908, n° 5. — **LÉVY-SCHNEIDER.** Un Lyonnais oublié : l'abbé Audra, 1713-1770 (un des représentants du catholicisme éclairé du XVIII^e s.; chercha à concilier la religion avec les idées philosophiques du temps; fut l'auxiliaire le plus actif de Voltaire dans l'affaire Sirven). — **M. BUFFENOIR.** Le féminisme à Lyon avant 1848 (article à rapprocher d'un article de M. Abensour paru dans la *Révolution franç.* d'oct. 1908. Le féminisme trouva à Lyon un organe dans le journal ouvrier *l'Écho de la fabrique* dès 1833). — **C. RIFFATERRE.** La fabrique lyonnaise en 1810-1811 (étudie la crise qui sévit alors sur l'industrie des soies lyonnaises et publie quelques statistiques; fin au n° 6). = Document : Baptême de François de La

Guiche, 1604. = N° 6. LÉVY-SCHNEIDER. Projet d'association entre les fabricants lyonnais par le publiciste Kauffmann, 1845 (pour diminuer les inconvénients de la concurrence, Kauffmann préconisa des associations entre fabricants d'une même spécialité de tissus, persuadé « que la réunion de la production dans un petit nombre de mains est une cause puissante de prospérité »). — DUTACQ. L'élection d'un représentant du Rhône à l'Assemblée nationale au mois de sept. 1848 (récit de la lutte électorale qui aboutit à l'élection de Bonaparte). — E. VIAL. Les sergents-majors de la ville de Lyon (1567-1790).

33. — Historische Vierteljahrschrift. T. XI, 1908, n° 4. — R. FESTER. La sécularisation de l'histoire (coup d'œil sur l'évolution qui s'est produite dans la manière d'écrire l'histoire depuis l'antiquité jusqu'à nos jours). — E. VON MOELLER. L'antitrinitaire Jean-Paul Aleiat (né vers 1520 à Savigliano, près Turin; fait bourgeois de Genève en 1555, fait partie en 1556 du conseil consistorial de la ville, qu'il quitte en 1558 à la suite de démêlés avec Calvin au sujet de la Trinité; son procès à Genève, 1559; il se retire en Pologne). — A. HERRMANN. Frédéric-Guillaume III et sa participation à la réforme de l'armée d'après 1813 (montre, contrairement à M. Thimme, qui attribue à Frédéric-Guillaume III un rôle personnel dans les réformes militaires de Scharnhorst, qu'il en faut revenir à l'opinion de Ranke : Frédéric-Guillaume III est incontestablement un des plus médiocres représentants des Hohenzollern de son époque). — K. HADANK. Pour la discussion sur la bataille de Legnano, 1176 (sur les forces des armées en présence et le rôle joué par l'infanterie lombarde). — G. KENTENICH. Les prétentions pontificales à l'approbation et la Bulle d'or (M. Zeumer a soutenu à tort que la Bulle d'or de 1356 laissait intactes les prétentions du pape à l'approbation de l'élection impériale). — C.-rendus : E. MILLARD. Une loi historique; fasc. 3-4 (discussion par E. Bernheim). — A. CARTELLIERI. Philipp II. August, König von Frankreich; II (quelques rectifications de détail par R. Holtzmann). — H. KOCH. Gesch. des Seidengewerbes in Köln von 13 bis z. 18 Jahrh. (important). — W. ANDREAS. Die venezianischen Relationen u. ihr Verhältniss zur Kultur der Renaissance (intéressant). — F.-A.-L. VON DER MARWITZ. Ein märkischer Edelmann im Zeitalter der Befreiungskriege, publ. p. F. MEUSEL; t. I (mémoires intéressants, mais très tendancieux).

34. — Historische Zeitschrift. 1908, t. CI, n° 3. — A. SCHULTZ. La législation concernant les étrangers et les tribunaux d'étrangers dans les cités allemandes du moyen âge (étude juridique d'où il ressort que la situation faite dans les cités allemandes du moyen âge aux personnes étrangères à la cité ne dérivait pas de l'ancien droit germanique, mais des conditions mêmes de la vie communale et que la législation qui les concernait fut surtout dictée par le désir de protéger les citoyens contre la concurrence du dehors). — C. MINBT. L'historiographie du

concile du Vatican (de 1870 : indique les principaux travaux consacrés à ce concile et examine le dernier en date, la *Geschichte des Vatikanischen Konzils* de Th. Granderath). — F. KEUTGEN. L'histoire de la Belgique au moyen âge (c.-rendu de l'*Hist. de Belgique*, de H. Pirenne, t. I-III). = C.-rendu : A. Predeek. Papst Gregor VII, König Heinrich IV u. die deutschen Fürsten im Investiturstreit (suppose à tort que c'est Grégoire VII lui-même qui projeta de se rendre en Allemagne; d'où toutes sortes de déductions erronées).

35. — *Archiv für katholisches Kirchenrecht*. T. LXXXIV, 1904, n° 1. — K. HOLDER. Les dernières recherches sur l'histoire de la législation en matière d'amortissement (indique les conclusions auxquelles aboutissent les derniers travaux faits en Allemagne, en Autriche, en Suisse et en France sur les efforts faits depuis le moyen âge pour limiter la faculté d'acquérir de l'Eglise). — SCHMIDLIN. Les théories de politique ecclésiastique du XII^e s. (d'après les écrits de Gerhoh de Reichersberg, d'Honorius d'Autun, de Hugue de Saint-Victor, de Robert Pulleyn, de saint Bernard et de Jean de Salisbury, qui représentent bien les diverses conceptions politiques, depuis les idées de domination universelle jusqu'à celles qui aboutissent à la séparation entre le sacerdoce et l'Empire). — A. RÖSCH. Le droit ecclésiastique au siècle de l'« Aufklärung » (suite ici et aux nos 2 et 4; fin en 1905, n° 1. Étude détaillée du joséphisme; des conséquences de la fameuse formule : « C'est l'Eglise qui est dans l'État et non l'État dans l'Eglise », et de la théorie des droits de l'État « circa sacra »; l'auteur termine en montrant dans quelle mesure le joséphisme a influé sur les conceptions modernes touchant la situation faite à l'Eglise). — C. BLASEL. La situation de l'Eglise en Italie au temps de Grégoire le Grand (fin au n° 2). — N. HILLING. Felinus Sandeus, auditeur de Rote (depuis 1484; détails sur le fonctionnement de la Rote au XV^e s.). = N° 4. N. SCHMID. Décrets ecclésiastiques des évêques de Passau Otton de Lonsdorf (1254-65) et Guichard de Perchtoldsdorf (1280-82). — SÄGMÜLLER. Loisy et le droit ecclésiastique. — J.-G. MAYER. Les droits de patronage en Suisse (les droits de patronage sur les bénéfices ecclésiastiques tendirent à passer des mains des seigneurs à ceux de l'État à partir de l'établissement de la Confédération). = T. LXXXV, 1905, n° 1. P. DE CHASTONAY. Les canons du concile de Sardique (en maintient l'authenticité contre J. Friedrich). — P. WIRTZ. Le concordat français de 1801 (négociations préliminaires; conclusion de concordat; son application jusqu'à nos jours; fin au n° 2). = N° 2. N. HILLING. L'importance de la « justa causa » pour la validité de la sentence d'excommunication (fin aux nos 3-4; recherche d'ordre canonique : l'auteur remonte à l'époque de Grégoire VII et descend jusqu'au temps de Gerson et de Savonarole). = N° 3. E. GÖLLER. Les commentateurs des règles de la chancellerie apostolique de la fin du XV^e s. au début du XVI^e (fin en 1906, nos 1 et 2). — H. SCHINDLER. La formation des droits de patronage des laïcs et des ecclésiastiques dans la législation germanique.

nique et canonique (c'est aux v^e-vi^e s. qu'on trouve les premières traces du droit de patronage, et il est d'abord exercé par des personnages ecclésiastiques; le droit de patronage des laïcs se développe plus tard et d'abord en Espagne, d'où il gagne la Gaule; il se trouve étendu et régularisé en pays germanique). = N° 4. E. HIRSCH. La vie et les œuvres du cardinal Deusdedit (étude détaillée). = T. LXXXVI, 1906, n° 1. E. HIRSCH. La notion de simonie et sa prétendue extension au xi^e s. (contre Hinschius, Mirbt et Dresdner, montre que l'on englobait déjà au iv^e s. sous le nom de simonie non seulement le trafic des bénéfices, mais les collations de bénéfices par recommandations ou échanges de services; au xi^e s., on n'y engloba nullement l'investiture par les laïcs). — J. FREISEN. Le Saint-Siège et la réglementation de l'organisation des églises catholiques dans les petits États de la Confédération germanique depuis le début du xix^e s. (nulle part l'autorité pontificale n'a pu y faire triompher son droit exclusif à réglementer l'organisation purement ecclésiastique, par exemple pour la limitation des diocèses ou l'organisation de l'enseignement religieux). = N° 2. A. HÜPER. L'institution de l'exemption monastique dans l'Église d'Occident (jusqu'à la fin du moyen âge; suite au n° 3).

36. — Byzantinische Zeitschrift. T. XVII, 1908, nos 1-2. — R. VARI. Addition aux extraits historiques de Constantin Porphyrogénète (texte inédit d'une harangue militaire du x^e s.). — VEIS. Astros au moyen âge et la forteresse voisine d'Aria. — T. SCHMIT. Les peintures du monastère bulgare de Poganovo (art indépendant des influences byzantines). — GIANNPOULOS. Bulles de plomb d'Almyras. = C.-rendus: A. Bellomo. Agapeto Diacono (travail très complet). — A. Heisenberg. Nicolas Mesarites (texte inédit important pour les origines de l'empire de Nicée). — Ganco Cénov. La patrie originelle et la langue ancienne des Bulgares (tendancieux et sans critique). — Radojčić. Les deux derniers Comnènes sur le trône de Constantinople. = Nos 3-4. PAPAGEORGIOU. L'église de Saint-Démétrius à Thessalonique. — F. GÖRRES. Justinien II et la papauté (étude du concile « in Trullo »). — BROOKS. L'expédition de Constantin IV en Sicile (paraît peu vraisemblable). — ID. Qui était Constantin Pogonat? (c'est par une confusion que ce surnom a été attribué à Constantin IV; il appartient à Constant II). — A. MENTZ. A propos de la chronologie byzantine (règles pour la réduction des dates byzantines). = C.-rendus: Giduljanov. Les patriarches orientaux à l'époque des quatre premiers conciles œcuméniques. — L. Siciliano-Villanueva. Diritto bizantino (important). — Petrakos. Les règles monastiques dans l'église orthodoxe; I. La première organisation.

37. — Deutsche Rundschau. 1908, juin. — BLENNERHASSETT. Les mémoires de M^{me} de Boigne, 1781-1866. — F. ADLER. L'image de Zeus dans le temple d'Olympie. = Août. H. VON EGLOFFSTEIN. Le voyage de Charles-Auguste à Paris et en Angleterre en 1814 (fin en sept.; extraits

curieux des lettres écrites alors par le duc de Saxe-Weimar où il raconte ses impressions de voyage). — H. von PETERSDORFF. Publications tirées d'archives des familles prussiennes (à propos de la publication des mémoires de F.-A.-L. von d. Marwitz par F. Meusel et des mémoires de Caroline v. Rochow et de Marie de la Motte-Fouqué par Louise v. d. Marwitz). = Oct. Notes de Ihering sur Bismarck, publ. p. H. von POSCHINGER (souvenirs d'une réception en 1885). — Th. ZICHY. Hongrie et Autriche (historique de leur union; fin en nov.). — P. VIEBECK. Les actes sur papyrus d'Hermupolis. Un tableau de la vie urbaine à l'époque romaine. = Nov. J. von KELLE. L'évolution des universités allemandes (vue générale).

38. — Forschungen zur brandenburgischen u. preussischen Geschichte. T. XX, 1907, fasc. 2. — M. HASS. Les annuaires prussiens comme sources historico-statistiques (fin, avec une bibliographie de ces annuaires). — E. HUBRICH. Sur la formation de l'unité nationale prussienne (montre comment s'est peu à peu formée et précisée l'idée nationale prussienne depuis le temps du Grand Électeur jusqu'en 1848). — C. GRÜNHAGEN. Les deux premiers ministres particuliers de Silésie (analyse l'œuvre politique de L.-W. von Münchow, 1742-53, et de J.-E. von Massow, 1753-1755). — R. SMEND. L'État brandebourgeois-prussien et le tribunal de la Chambre impériale (étudie de ce point de vue les rapports du Brandebourg et de l'Empire de la fin du x^v^e s. au xvi^e^e s.; extrait d'une histoire de la Chambre impériale, qui paraîtra sous peu). — F. THIMME. Le Journal du corps d'armée d'Yorck dans la campagne de 1812 par Seydlitz (montre d'après les papiers mêmes de Seydlitz que son témoignage sur la convention de Tauroggen ne saurait être écarté, contrairement à ce qu'a admis Droysen). = C.-rendus : J. Pechel. Die Umgestaltung der Verfassung von Soest im Zeitalter Friedrich Wilhelms I u. Friedrichs II, 1715-52 (bon; rectifications de détail par M. Hass). — J. Strieder. Kritische Forschungen zur österr. Politik vom Aachener Frieden bis z. Beginne des Siebenjähr. Krieges (les conclusions de l'auteur, souvent neuves, sont aussi parfois très contestables). — J. Ziekursch. Beiträge zur Charakteristik der preuss. Verwaltungsbeamten in Schlesien bis z. Untergange des friderizianischen Staates (approfondi, mais des erreurs; article de M. Haas; au fasc. suiv., polémique entre l'auteur et M. Hass). — A. v. Janson. König Friedrich Wilhelm III in der Schlacht (le portrait que l'auteur nous trace est sujet à caution). = T. XXI, 1908, fasc. 1. W. FÜSLEIN. Les tuteurs du margrave Louis l'Ancien de Brandebourg, 1323-1333. — M. GILOW. La « faide » de Dalmin de l'an 1444; contribution à l'histoire de Frédéric Dent-de-Fer et à l'histoire de la juridiction ecclésiastique dans la marche de Brandebourg au x^v^e s. (il s'agit de l'acte publié par Riedel, *Codex diplom. Brandenburg.*, t. I, p. 188). — P. SCHWARTZ. Un projet d'unification religieuse à l'époque de l'« Aufklärung » (1783-88). — P. EYZAN. La censure française pendant l'occupation de Berlin et son directeur, le pasteur Hauchecorne, en 1806-1808 (la censure fut exercée

très sévèrement sur toutes les publications périodiques et autres; publie plusieurs rapports de Hauchecorne). — A. SKALWEIT. Frédéric le Grand et l'administration de Masuren (un des coins les plus déshérités de la Prusse orientale et à l'amélioration duquel Frédéric s'employa avec le plus de suite). — F. STILLER. L'assistance publique à Berlin avant 1820 (depuis le XIII^e s.). — F. THIMME. La mission secrète de l'aide de camp Wrangel, 1812 (complément à l'article publié au t. XVIII; maintient contre les critiques de M. Lehmann ce qu'il a dit de la mission dont Wrangel fut chargé par Frédéric-Guillaume pour provoquer la convention de Tauroggen; publie de nouveaux papiers de Wrangel relatifs à cette mission). — W. STOLZE. Pour l'histoire de la fondation du « Directoire général » (actes de 1721-22). — G. SOMMERFELDT. Les premiers gouverneurs du prince Frédéric-Guillaume (futur roi Frédéric-Guillaume II) et de son frère, le prince Frédéric-Henri de Prusse. — F. MEUSEL. La solde de l'armée dans l'ancienne Prusse et sa réforme, 1808. — J. v. PFLUGK-HARTTUNG. La destruction de la brigade Sohr le 1^{er} juillet 1815 (dans un combat de cavalerie aux environs de Versailles). = C.-rendus : W. Petonke. Der Konflikt zwischen Preussens Staats- und Heeresleitung während der Okkupation in Frankreich, 1815 (les conclusions de cette dissertation sont, en général, solides). — Fr.-A. von der Marwitz. Lebenbeschreibung, éd. F. Meusel (longue analyse par F. Thimme). — E. v. Meier. Französ. Einflüsse auf die Staats- und Rechtentwicklung Preussens im 19 Jahrh.; t. II : Preussen u. die franz. Revolution (long examen critique par O. Hinze).

39. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1908, mai. — H. Hirt. Die Indogermanen (discussion par R. Meringer). — Derniers travaux sur les inscriptions runiques (important article de v. Grienberger). = Juillet. Oesterreichischer Erbfolgekrieg, 1740-48; t. VII, par O. Criste (beaucoup de vues contestables). — J. Hansen. Gustav von Mevissen. Ein rheinisches Lebensbild, 1815-99 (copieux résumé de l'ouvrage par F. Rachfahl). — G.-H. Müller. Das Lehn- und Landesaufgebot unter Heinrich Julius v. Braunschweig-Wolfenbüttel (article à lire de W. Erben). — Oberrheinische Rechte; II : Schwäbische Rechte, fasc. 1, publ. p. Ch. Roder (édition soignée, mais qui laisse beaucoup de questions en suspens). — Pommersches Urkundenbuch; t. VI (1321-25), publ. p. O. Heinemann (utiles corrections et remarques critiques par M. Perlach). = Sept. J. Benzinger. Hebräische Archäologie; 2^e éd. (remarquable; long article de H. Gressmann). = Oct. P. Wendland. Die hellenistisch-röm. Kultur in ihren Beziehungen zu Judentum u. Christentum (remarquable synthèse, pleine d'originalité, où l'on trouve, avec quelques interprétations contestables, des vues neuves et solides). — P. Fraccaro. Studi Varroniani. De gente populi Romani libri IV (essai très imparfait pour reconstituer l'œuvre de Varro). — E. Petersen. Die Burgtempel der Athenaia (article de G. Körte). — A. v. Domaszewski. Die Anlage der Limeskastelle (très contestable).

40. — **Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde.** T. XXXIV, n° 1. — Rapport sur la 33^e assemblée annuelle de la direction centrale des *Monumenta Germaniae hist.* — S. HELLMANN. La formation et la tradition manuscrite des *Annales Fuldenses* (fin : rejette la filiation des manuscrits admise par M. Kurze et en substitue une nouvelle; termine en montrant la place occupée dans la littérature historique du moyen âge par les *Annales Fuldenses*). — H. BRESSLAU. Notes pour les diplômes de Conrad II (1^o détermine l'itinéraire de Conrad II en 1026, lors de sa première expédition d'Italie; 2^o étude critique des diplômes pour Côme; 3^o des diplômes pour Trente et Brixen, juin 1027). — H. BLOCH. Sur la tradition manuscrite et la composition du *Chronicon Ebersheimense* (avec une édition des premiers chapitres). — B. SCHMEIDLER. Extraits de la *Cronica di Lucca* du ms. Palatinus 571 (notes des années 845-1304, en italien). — E. CASPAR. Pour l'histoire du Mont-Cassin dans le haut moyen âge (étude une bulle fausse de 748 et un acte faux du XII^e s.). — S. HELLMANN. Desiderata (c'est par suite d'une fausse conjecture qu'on a donné à Charlemagne une femme de ce nom). — W. LEWISON. Otton de Freising et le privilège de Frédéric I^{er} pour le duché d'Autriche. — F. KERN. Extraits du recueil des lettres de Jean d'Arbois (étudié par Hauréau, *Hist. littér. de la France*, t. XXXII. Publie quelques lettres intéressant l'histoire de l'Empire au début du XIV^e s.).

41. — **Verhandlungen des histor. Vereins von Oberpfalz u. Regensburg.** T. LV, 1903. — ANDREAS. Querelles de préséance aux XIV^e-XVIII^e s. Tableau de mœurs (d'après les archives d'Amberg). = T. LVI, 1904. F. HÜTTNER. Généalogie du pasteur luthérien Georg Eckenberger († 1639), avec un appendice sur les généalogies de Christophe Agricola, d'Amberg (1607-44), et de Gui Ender, de Ratisbonne, 1594-1623 (étude de trois manuscrits généalogiques de Munich). = T. LVII, 1905. C. WILL. Contribution à l'histoire de la blessure reçue par Napoléon I^{er} devant Ratisbonne, 23 avril 1809 (sur l'endroit précis et l'heure où Napoléon fut blessé). — WASILIEWSKI. Le commerce de Kiew avec Ratisbonne dans l'ancien temps (depuis le début du X^e s.; rectifie et complète nos connaissances sur le commerce de l'Allemagne avec la Russie méridionale).

42. — **Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte.** T. VI, 1908, nos 3-4. — G. VOLPE. Montieri : constitution politique, structure sociale et activité économique d'une terre minière toscane au XIII^e s. (aperçu sur l'histoire de l'exploitation minière en Toscane et dans l'île d'Elbe au moyen âge, spécialement aux XII^e et XIII^e s.; histoire sommaire de Montieri dans ses rapports avec Volterra, Sienna et Florence aux XII^e-XIII^e s.; les mines d'argent de Montieri, leur exploitation au XIII^e s., à la fois par des gens du pays et par des Allemands; les exploitations de Montieri et de Massa donnent le branle à celle de Sienna, qui atteint une importance considérable au début du

xiv^e s.; 10 documents en appendice). — A. BALLARD. Le manoir de Woodstock au xiii^e s. (d'après des comptes des années 1243-1307). — A. WESTERMANN. La faillite de la société commerciale des frères Zangmeister à Memmingen en 1560 (ils furent entraînés dans la grande crise financière internationale provoquée par la banqueroute franco-espagnole de 1557; donne des indications précises sur les marchandises dont ils faisaient commerce et sur leur chiffre d'affaires; retrace les détails de la liquidation de l'entreprise). — R. ANGLIVIEL DE LA BEAUMELLE. La question du pain à Bordeaux et l'insurrection fédéraliste de juin-oct. 1793 (montre comment Bordeaux fut réduit par la famine, savamment entretenue). — A. GRUND. Les progrès de la civilisation sur les confins de la Pologne et de l'Allemagne (examen de l'étude géographico-historique de M. Hanslik, *Die Kulturgrenze und der Kultursyklus in den polnischen Westbeskiden*). — P. HENNIG. Documents commerciaux de la fin du moyen âge (c.-rendu des *Buchhändleranzeigen des 15. Jahrh.* publ. en fac-similés par K. Burger). — W. MICHAEL. L'escroquerie de la Mer du Sud en 1720 (reprend en détail l'histoire de cette scandaleuse affaire de spéculation où le gouvernement anglais se trouva compromis). — C.-rendus : *Pawlow-Silwansky*. Le système féodal dans l'ancienne Russie. — *Roller*. Die Einwohnerschaft der Stadt Durlach im 18. Jahrh. (a tenté de déterminer la population de Durlach en prenant pour base les registres paroissiaux).

43. — *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*. Nouv. série, t. XXI, n° 3. — J. BEINERT. Les passages du Rhin strasbourgeois au moyen âge (détermine l'emplacement des trois passages du Rhin qui dépendaient des domaines de l'évêque de Strasbourg). — K. v. REITZENSTEIN. La campagne de 1622 sur le haut Rhin. Landenburg et Haguenau (suite; fin au n° 4 : Haguenau, assiégé par Tilly, est débloqué par Mansfeld). — K. ENGEL. Beinheim, étape alsacienne du xviii^e s. (d'après un registre de l'étape pour les années 1745-1761, nous renseignant sur les mouvements des troupes qui prirent part aux guerres de Frédéric le Grand). — M. v. GULAT-WELLENBURG. Le siège de Neuf-Brisach en 1815 (d'après les archives de la Guerre de Vienne et Dresde et les archives du grand-duché de Bade, éclaire cet épisode obscur de la guerre d'Alsace après le retour de Napoléon; l'armée assiégeante, par la multiplicité des contingents qui la composaient et qui venaient de tous les points d'Allemagne, donne en petit une idée de ce que fut la « levée européenne » organisée contre l'Empereur).

44. — *Annales de la Société d'émulation de Bruges*. 1908, n° 1. — E. REMBRY. Les origines du nouveau chapitre de Saint-Bavon à Gand (reconstitution du chapitre cathédral après le Concordat de 1801). — L. GILLIODTS VAN SEVEREN. Le service des postes à Bruges de 1280 à 1344 (organisation et dépenses; d'après les documents des archives communales de Bruges). — W.-C. ROBINSON. L'Angleterre et la Com-

pagnie d'Ostende (tend à prouver que, contrairement à l'opinion reçue, l'opposition à cette Compagnie fut, au XVIII^e s., plus forte en Angleterre qu'en Hollande). = C.-rendus : *F. de Coussemaker*. Les Mémoires du chanoine Damman (nombreux détails intéressants pour l'histoire de l'évêché d'Ypres en 1736-1775). — *D. Schäfer*. Hanserecesse von 1477-1530 (particulièrement important pour la question des Osterlings qui veulent quitter Bruges pour Anvers). — *J. Meyhoffer*. Le martyrologe protestant des Pays-Bas (exagération du point de vue protestant). = N° 2. *L. GHYS*. Les otages brugeois en 1793 (épisode de l'occupation française en Flandre après la bataille de Neerwinden). = C.-rendus : *P. Verhaegen*. Journal d'événements divers et remarquables (1767-1797) rédigé par Robert Coppieters, bourgmestre de Bruges et député des États de Flandre (source importante pour l'histoire de la vie publique et privée en Flandre au XVIII^e s.). — *P. Fredericq*. Essai d'une histoire du mouvement flamand (intéressant, mais manque d'objectivité). — *De Bray*. Considérations politiques sur la révolte des provinces belges en 1789 (d'après la correspondance du comte de Bray, diplomate contemporain).

45. — **Archives belges**. 1908, n° 1. — *N. Tillière*. Histoire de l'abbaye d'Orval (bon travail de vulgarisation). = N° 2. *D.-D. Brouwers*. Cartulaire de la commune de Dinant (t. VII; nombreux actes du XVIII^e s. relatifs surtout à l'administration de la ville et des corps de métiers). — *G. Willemsen*. L'industrie linière en Flandre au XVIII^e s. (curieux épisode de la lutte entre le colbertisme et le libre échange). — *A. Wesslings*. Die konfessionellen Unruhen in der Reichstadt Aachen zu Beginn des 17. Jahrhunderts und ihre Entrückung durch den Kaiser und die Spanier im Jahre 1614 (beaucoup de détails inédits). = N° 4. *M. Richter*. Desiderius Erasmus und seine Stellung zu Luther auf Grund ihrer Schriften (Érasme voulait une réforme pacifique; Luther est un révolutionnaire; de là leurs différends). — *E. de Moreau* et *J.-B. Goetslowers*. Le polyptique de l'abbaye de Villers (ce document du XIII^e s. fournit quantité de renseignements sur les relations sociales, la situation économique et la topographie). = N° 5. *A. Matchoss*. Die Kriegsgefahr von 1867. Die Luxemburger Frage (il est intéressant de le comparer au livre de Rothan, *l'Affaire du Luxembourg*; beaucoup d'exagérations prussophiles). = N° 6. *L. Godenne*. Malines jadis et aujourd'hui (résumé de tous les travaux parus jusqu'ici sur l'histoire politique, économique et artistique de cette ville). = N° 7. *J.-B. Goetslowers*. Les métiers de Namur sous l'ancien régime (bonne monographie; l'auteur a une tendance à juger trop favorablement le régime corporatif). — *G. Smets*. Henri I^{er}, duc de Brabant, 1190-1235 (beaucoup de points de vue neufs; critique pénétrante).

46. — **The English historical Review**. 1908, oct. — Sir H. HOWORTH. Les Germains de César (suite : étudie le caractère et

l'origine des populations établies sur le Rhin moyen et inférieur et que César désigne par le terme général de Germains. La plupart étaient de race celtique; les Germains n'étaient venus s'établir en Gaule que depuis peu de temps avant César et il y avait alors des tribus celtiques sur la rive droite du fleuve). — C. G. BAYNE. La première Chambre des communes de la reine Élisabeth (suite : étude minutieuse sur la composition de cette Chambre. Rien ne prouve qu'elle ait été nommée sous la pression du gouvernement). — C. BRINKMANN. L'Angleterre et la Hanse sous Charles II. — J. H. ROSE. Le traité de commerce franco-anglais de 1786 (l'auteur utilise des documents inédits; n'a-t-il pas connu l'important mémoire de M. Dumas sur le sujet et les discussions qu'il a soulevées?). — H. E. SALTER. Les chartes de Henri I^{er} et d'Étienne conservées à la cathédrale de Lincoln (publie neuf chartes d'après des originaux scellés sur simple queue de parchemin). — C. JOHNSON. L'hommage pour la Guyenne en 1304 (publie un rapport adressé au roi d'Angleterre par deux commissaires qu'il avait envoyés en France pour l'excuser, lui et son fils, d'aller prêter hommage. Cet hommage était une des obligations consenties par Édouard I^{er} au traité de Paris, mai 1303; il ne fut prêté qu'en 1308 par Édouard II). — W. H. WOODWARD. Deux bulles du pape Alexandre VI, 10-19 sept. 1493 (dans l'une de ces bulles, publiée dans les *Mél. d'archéol. et d'hist.* en 1906, le pape désigne César comme le fils légitime de Domenico d'Arignano et Vanozza; cette bulle avait pour but de faciliter l'attribution d'un chapeau de cardinal à César, qui fut faite en consistoire le 20 septembre. Dans l'autre bulle, dont le texte est publié ici pour la première fois, le pape déclare que César est son propre fils, né lorsqu'il était lui-même évêque d'Albano; cette seconde bulle, qui démentait la première et qui disait, au moins sur ce point particulier, la vérité, avait pour but de garantir les intérêts temporels de son fils bâtard). — C. H. FIRTH. Un discours de Richard Cromwell, 14 octobre 1658 (c'est une déclaration de foi religieuse en réponse à une longue ovation du Dr Goodwin sur le Christ et son évangile). — K. G. MARSDEN. Les vices-amiraux des comtés maritimes (listes dressées d'après les archives de la marine au P. R. O. Elles ne remontent pas plus haut que 1525). — C. rendus : *Gius. Gerola*. Monumenti veneti nell'isola di Creta. I, 2; II (important). — F. R. CHAPMAN. The sacrist rolls of Ely (ces rôles s'étendent, avec de fréquentes lacunes, de 1291 à 1359; on peut relever d'assez nombreuses erreurs dans le glossaire). — W. G. BENHAM. The Oath book or Red parchment book of Colchester (transcription soignée d'un recueil intéressant, mais dont les morceaux, pour la plupart, ne sont pas datés). — C. M. ADY. A history of Milano under the Sforza (bon). — H. A. WILSON. The order of the communion, 1548 (très beau fac-similé d'un intéressant monument de littérature liturgique). — Lady BLANNERHASSSET. Maria Stuart, Königin von Schottland (remarquable). — P. LEHMANN. Franciscus Modius als Handschriftenforscher (bonne biographie de l'humaniste Modius, né à Aldenburg le

4 août 1556, mort à Aire le 23 juin 1597). — *W. Rye*. State papers relating to musters, beacons, Shipmoney, etc., in Norfolk, from 1626 (ces documents ont un intérêt non seulement local, mais général; il faudra les utiliser pour l'histoire militaire sous Charles I^{er}). — *J. A. R. Marriott*. The life and times of Lucius Cary, viscount Falkland (bon, mais sans recherches originales). — *M. P. Howard*. Lady Lettice, viscountess Falkland (intéressant; quelques documents nouveaux). — *Sir J. K. Laughton*. Letters and papers of Charles, Lord Barham, admiral of the Red squadron, 1758-1813 (important). — *A. L. Lowell*. The government of England (excellent). — *E. Owen*. A catalogue of the mss. relating to Wales in the British Museum; part III.

47. — Transaction of the Royal historical Society. 3^e série, t. II, 1908. — *W. HUNT*. Adresse présidentielle (dans ce discours, M. Hunt analyse un journal ms. tenu par Denis Scully pendant un séjour qu'il fit à Londres en 1805 comme délégué chargé de présenter aux deux chambres de Parlement une pétition des catholiques irlandais). — *C. H. Firth*. Les ballades historiques concernant les règnes de Henri VII et de Henri VIII. — *Sir H. Howarth*. L'avènement de Gaius Julius César: ses anciens amis, ses ennemis, ses rivaux; 2^e partie. — *B. Williams*. L'éclipse de la famille Yorke (raconte, d'après les « Hardwicke papers », la grandeur et la décadence de cette famille de 1760 à 1770). — *Miss E. Fox*. Le journal d'une dame noble (Margaret, lady Hoby, femme de Sir Th. P. Hoby, 1599-1605; son journal contient beaucoup de minutieux détails sur sa vie journalière, peu sur les événements politiques ou religieux, l'auteur étant d'opinions puritaines, mais sans aucun rigorisme). — *Ch. Corron*. Les « Bardon papers »; recueil de documents contemporains sur le procès de Marie Stuart, 1586 (bref inventaire de ces papiers que l'on peut considérer comme le dossier formé par Hatton pour perdre la reine d'Écosse). — *G. W. Forrest*. La Bourdonnais et le siège de Madras en 1746 (récit minutieux et approfondi où l'auteur a utilisé des documents nouveaux). — *Miss K. Hotblack*. Le traité de Paris, 1763 (ce traité, bien qu'il ait fondé la grandeur coloniale de l'Angleterre, doit être, somme toute, parait-il, considéré comme une déception pour la politique anglaise. Il ne répondait nullement au programme de Pitt, n'assurait à l'Angleterre que de maigres conquêtes et ne réglait aucun des différends qui faisaient de l'Angleterre et de la France des adversaires irréconciliables).

48. — The Athenæum. 1908, 30 oct. — *F. W. Maitland*. The constitutional history of England (recueil remarquable de leçons qui ont été professées à des époques différentes et où l'auteur n'a pas toujours donné toute sa mesure). — *W. Page*. The Victoria history of the county of Stafford; t. I. The Victoria history of the county of Kent; t. I. = 10 oct. *A. De Wolfe Howe*. The life and letters of George Bancroft (très intéressant). = 17 oct. *J. Stow*. A Survey of London, publ. p. *Ch. L. Kingsford* (excellente édition). = 24 oct. *J. Gairdner*. Lollard and the

Reformation in England (remarquable). — *E. G. Gardner*. *St Catherine of Siena* (excellent). — *W. Page*. *The Victoria history of the county of Bedford*; t. II. *The Victoria history of the county of Dorset*; t. II. — *W. Farrer et J. Brownbill*. *The Victoria history of the county of Lancaster*; t. II. — La bataille d'Edington (suite de la discussion, désormais close). = 31 oct. *G. Douglas et Sir G. D. Ramsay*. *The Panmure papers* (intéressant pour l'histoire de la guerre de Crimée). — *C. R. R. Kent*. *The early history of the Tories* (intéressant). = 7 nov. *W. C. Piercy*. *Murray's illustrated Bible dictionary* (ouvrage de valeur, conçu dans un sens très conservateur, mais non pas réfractaire aux résultats de la critique; c'est surtout pour les livres de l'Ancien Testament qu'il s'attache à défendre la tradition). — *Stoddart*. *The girlhood of Mary, queen of Scots* (beau livre qui apprend peu de nouveau). = 14 nov. *C^{te} d'Ilchester*. *The Journal of Elizabeth, Lady Holland, 1791-1811* (très intéressant pour l'histoire littéraire et pour l'histoire sociale). — *H. Hall*. *Studies in english official historical documents* (ouvrage d'un dessin un peu mou, d'un plan un peu trop vaste, mais qui est de nature à rendre d'éminents services aux diplomates. Le formulaire qui l'accompagne le complète très utilement). — *Ch. H. Cooper*. *Annals of Cambridge*; t. V, 1850-1856.

49. — Jahrbuch für schweizerische Geschichte. T. XXXIII, 1908. — *R. HOPPELER*. La question des « Walser » (la population germanique du Haut-Valais fit preuve, au xiii^e s., d'une rare force d'expansion : franchissant de tous côtés la crête des Alpes, elle fonda, sur le versant italien, dans l'Oberland et surtout dans les hautes vallées des Grisons et du Vorarlberg, de florissantes colonies adonnées à la culture alpestre. L'étude comparée de l'organisation de ces communautés et de celles du Haut-Valais prouve l'origine valaisanne, souvent contestée, des « Walser »). — *P. BÜTLER*. Les relations de la ville impériale de Rottweil avec la Confédération suisse jusqu'en 1528 (elles aboutirent, en 1519, à un traité d'alliance perpétuelle; mais la situation excentrique de Rottweil, les intérêts qui l'unissaient à l'Empire et aux villes de l'Allemagne du Sud ne lui permirent pas de devenir suisse; les derniers liens furent rompus en 1689). — *V. GROSS*. Histoire militaire de la Neuveville (renseignements et documents sur la vie militaire dans une petite ville du prince-évêque de Bâle, dont le contingent combattait dans l'armée bernoise en vertu d'un traité de com-bourgeoisie). — *H. TÜRLE*. Les « Grands Plaids » de la Neuveville (origine et organisation d'une institution qui subsista, modifiée, jusqu'en 1798; texte inédit d'un rôle de la fin du xiv^e s.). — *J.-C. MUOTER*. La condition sociale et politique des « Walser » dans les Grisons (complète sur quelques points l'étude de M. Hoppeler; l'auteur est moins catégorique sur l'origine valaisanne des « Walser »). — *W. Oechsl*. De l'établissement des Burgondes et des Alemans en Suisse (reconstitue, à l'aide des seules sources littéraires, le sort du territoire de la Suisse

à travers le v^e et le vi^e s.; fixe vers 455 l'établissement définitif des Alemans; longtemps disputée entre les deux peuples rivaux, l'ancienne *civitas Helvetiorum* subit ensuite les partages des rois mérovingiens; celui de 561 la coupa en deux par la ligue de l'Aar, qui devint limite ecclésiastique en même temps que politique; dès cette époque, la frontière politique n'a coïncidé que rarement avec la frontière ethnographique). — E. GAGLIARDI. La chronique zuricoise de Fridli Bluntschli (croit avoir retrouvé dans un manuscrit de la bibliothèque de la ville, à Zurich, une copie de l'œuvre de Bluntschli écrite au commencement du xvi^e s. et connue par deux témoignages contemporains). — G.-J. PETER. Du rôle de Zurich dans la guerre des paysans (1^{re} part. : récit détaillé pour la période de février à avril 1653).

50. — **Revue d'histoire ecclésiastique suisse.** T. I, 1907. — A. BÜCHI. Les réformes du concile de Trente dans les couvents thurgoviens (contribution solidement documentée à l'histoire de la contre-réforme en Suisse). — M. BESSON. Mémoire pour servir à l'histoire de saint Aimé, moine à Saint-Maurice et premier abbé de Remiremont (défend, avec quelques réserves, l'authenticité et la valeur de la *Vita S. Amati* du vi^e s., où M. Krusch ne voit que l'œuvre d'un faussaire du ix^e). — D. MURATORE. L'évêché de Lausanne et les subsides pontificaux en faveur de la croisade du comte Vert, Amédée VI de Savoie (publie, avec un commentaire, la liste des sommes perçues à cette fin dans l'évêché de Lausanne en 1365). — J.-G. MAYER. Chronique de Fridolin Baldi, de Glaris, 1488-1529 (brèves annales, écrites vers 1525, par un homme qui avait quelque influence à Glaris et qui demeura attaché à la foi catholique). — M. REYMOND. Un conflit ecclésiastique à Lausanne à la fin du xii^e s. (texte d'une sentence arbitrale rendue vers 1192 entre l'évêque et le chapitre de Lausanne). — Le P. G. MEIER. Le récit de la guerre de Kappel (1531), par Jean de Hinwil (ce témoin oculaire combattait dans l'armée zuricoise, bien que catholique, ce qui donne à la relation, dont le texte est publié pour la première fois, une objectivité qu'on ne rencontre guère chez d'autres contemporains). — A. VOER. Ch.-L. de Haller et sa correspondance (publie quelques lettres de ce publiciste, qui fut l'un des chefs du gouvernement bernois de la Restauration, écrites peu avant sa conversion au catholicisme en 1820). — M. BESSON. Les évêques de Genève, d'Abelénus à Bernard, 626-892 (notes biographiques réunies avec beaucoup de soin). — T. II, 1908, nos 1-3. G. SCHUHMAN. Thomas Murner et le procès des Dominicains de Berne (montre que la relation en vers allemands de ce procès retentissant, due au polémiste strasbourgeois, vient à l'appui des conclusions favorables aux moines condamnés en 1509, récemment soutenues par MM. Paulus et Steck). — J.-P. KIRSCH. La fiscalité pontificale dans les diocèses de Lausanne, Genève et Sion à la fin du xiii^e et au xiv^e s. (excellent tableau des diverses taxes réclamées par la Chambre apostolique; procédés de perception; évaluation du produit de ces impôts). — A. SCHWEILER. L'abbé Bernard II de Saint-Gall (jeunesse et débuts

de sa carrière; la visite du couvent en 1595). — F. FIALA. Les écrivains soleurois depuis les temps les plus anciens jusqu'à la fin du XVI^e s. (mémoire posthume, annoté par L.-R. Schmidlin). — F. RÜGG. Zwingli à l'Université de Vienne.

51. — Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde.

T. VII, fasc. 2 (1908). — M. HOSSFELD. Jean Heynlin, de Stein, humaniste allemand du XV^e s. (fin : séjour à Berne en 1480; dernières années passées à Bâle (1484-1496) comme prédicateur de la cathédrale, puis comme chartreux; son activité réformatrice l'emporte alors sur son activité scientifique; il est un digne représentant de cette première période de l'humanisme allemand, qui s'efforçait d'obtenir des réformes sans mettre en cause l'existence de l'Église). — K. GAUSS. Pasteurs et maîtres d'école de Liestal (Bâle-Campagne) au temps de la Réforme. — T. VIII, fasc. 1 (1908). C. ROTN. Les terriers de la seigneurie de Farnsburg (Bâle-Campagne), 1372-1461 (textes de trois terriers, avec commentaire). — A. LECHNER. Des suites du traité de Dijon (1513) dans le canton de Soleure (troubles provoqués en 1514 par deux agents de la politique française qui cherchaient à profiter du mécontentement général que les campagnes de Novare et de Dijon avaient fait naître dans le plat pays contre les magistrats des cantons). — E. DÜRR. La chronique de Félix Hemerli (il y a tout lieu d'attribuer, avec l'auteur, l'une des continuations de la chronique de Zurich, publiées en 1900 par M. Dierauer, au polémiste zuricois qui, vers le milieu du XV^e s., prit si vivement à partie les Waldstätten dans son pamphlet : *De nobilitate et rusticitate dialogus*). — R.-P. KÖLNER. La garnison permanente de Bâle de 1804 à 1856.

52. — Société d'histoire et d'archéologie de Genève. Bulletin.

T. III, n° 1 (1907). — Eug. RITTER. Lettre du pape Clément VII à Pierre de La Baume, évêque de Genève (29 oct. 1525; intervient en faveur du duc de Savoie au cours des démêlés entre ce prince et les citoyens de Genève). — *Mémoires et documents*. T. XXVIII, n° 3 (1908). Ed. CHAPUISAT. Le commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française, 1798-1813 (important mémoire de 350 pages, d'après des documents inédits des Archives nationales, des archives de l'État et de la ville de Genève et de nombreux papiers de famille; malgré les promesses du début et certaines améliorations dans le régime commercial, la prospérité économique de Genève fut gravement compromise par ces quelques années de domination étrangère). — T. XXXI, n° 1 (1908). E. DEMOLE. Numismatique de l'évêché de Genève aux XI^e et XII^e s. (décrit et classe les nombreux deniers épiscopaux d'un trésor de monnaies découvert en 1892). — Ed.-L. BURNET. Essai sur la chronologie en usage dans les chartes du diocèse de Genève au XII^e s. (étude la manière de compter les années).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — Le cardinal MATHIEU, membre de l'Académie française, est décédé à Londres des suites d'une opération le 26 octobre dernier. Il était âgé de 70 ans. On lui doit une excellente étude sur *l'Ancien régime en Lorraine et Barrois, 1698-1789* (1879), dont une 2^e édition a paru en 1907, et un volume sur *le Concordat de 1801, ses origines, son histoire* (1903). On n'a pas oublié non plus le récit, plein d'une mordante ironie, qu'il donna du dernier conclave dans la *Revue des Deux-Mondes* au lendemain de l'élection de Pie X.

— M^{me} Arvède BARINE, décédée le 14 novembre dernier, en sa 68^e année, à côté de nombreux essais littéraires et d'un joli livre sur *Saint François d'Assise* (1901), a écrit des ouvrages d'histoire d'une réelle valeur sur *la Grande Mademoiselle* (1902-1905, 2 vol.) et sur *Madame, mère du Régent* (en cours de publication dans la *Revue des Deux-Mondes*).

— L'Académie des sciences morales et politiques a décerné le prix Drouyn de Lhuys à M. Paul MATTER pour son ouvrage sur *Bismarck et son temps* et partagé le prix Perret entre MM. BAGLION DE LA DUFFERIE (*Histoire de la maison de Baglion*) et André LEMAIRE (*Les lois fondamentales de la monarchie française*).

— *Université de Paris. Positions des mémoires présentés à la Faculté des lettres pour l'obtention des diplômes d'études supérieures; sessions de juin et nov. 1907* (Paris, F. Alcan, 1907, in-8°, 510 p.). — Voici l'indication des mémoires d'un intérêt proprement historique analysés dans ce volume : HUBERT. Recherches sur l'évolution économique et la formation de la conscience ouvrière de classe dans les industries textiles du nord de la France au XIX^e s. — J. LEGENDRE. La controverse de Porphyre contre le christianisme. — A. MICHEL. Essai sur l'histoire du mouvement syndicaliste autonome depuis le 2 déc. 1851. — BALLUET D'ESTOURNELLES DE CONSTANT. Le Sénat conservateur. Composition et mode de recrutement des membres; organisation et vie intérieure; administration des biens, 1800-1814. — M. BARDE. La crise orientale de 1787 à 1791. M. de Ségur, la France et la Russie sous le ministère de M. de Montmorin. — M. BELLAUNAY. L'épuration de la magistrature en 1807. — M. BLOCH. Étude sur la propriété rurale dans le diocèse de Paris au XIII^e s. Les biens ruraux du chapitre de Notre-Dame de Paris situés dans les archidiaconés de Josas et de Brie. — H. COVILLE. Rome et la cour de France sous le ministère de M. de Montmorin. — J. DREYFUS. La politique personnelle de Louis XVI sous la Constituante. — P. FOURNÉS. Étude critique des Vies de Louis le Pieux par Thégan et

l'Astronome. — L. GAUTRON. Essai sur les antécédents du Blocus continental. La rupture de la paix d'Amiens, 1802-1803. — GOUTARD. La mission de M. de Bussy en Angleterre de 1740 à 1743. — P. HAURY. Ledru-Rollin au pouvoir, 24 févr.-24 juin 1848. — JEANMAIRE. Recherches épigraphiques sur les idées eschatologiques des premiers chrétiens. — J. LEBÈQUE. L'ambassade de M. de Sancy en Levant, sept. 1611-févr. 1619. — A. LEVIEIL. Les Assemblées du clergé de 1715 à 1726. — C.-L. MARTIN. La réaction conservatrice depuis les journées de juin 1848 jusqu'aux élections à l'Assemblée législative (mai 1849) dans la région du Rhône. — A. MONSARRAT. La société chrétienne d'après saint Jérôme. — P. NICOLET. L'ambassade en Espagne du comte de Montmorin de 1777 à 1783. — R. PIMENTA. La propagande bonapartiste en 1848. — M. PONCEAU. Les délimitations du Congo. — POUCHENOT. Le budget communal de Besançon au début du XVIII^e s. — M. ROBERT. Les voyages des Anglais au nord-est et en Russie de 1553 à 1588 et le progrès des connaissances géographiques sur la Russie au XVI^e s. — R. ROBERT. Étude sur le 2^e discours de Cicéron contre la loi agraire. — Ch. ROY. Hist. de la municipalité de Clermont-en-Beauvoisis, 1789-95. — R. SCIAMMA. La France et la révolution des Pays-Bas autrichiens, 1781-91. — P. VAUCHER. La Hollande et la politique française entre l'invasion prussienne et l'invasion française, sept. 1787-déc. 1791. — S. WASSERMANN. Les clubs de Barbès et de Blanqui en 1848. — J.-T. WELTER. Introduction générale à l'étude des recueils d'Exempla du moyen âge suivie d'une étude sur le ms. lat. 23420 de la Bibl. de Munich et d'une étude sur le prédicateur Jacques de Lausanne. — M. BELIN. Sébastien Cramoisy, libraire à Paris, 1585-1669. — R. LEJEUNE. Voltaire et les économistes. — A. MORIZE. Les idées sur le luxe au début du XVII^e s. et au début du XVIII^e. — P. ROUGIER. L. Vitet, auteur des « scènes historiques ». — A. MEYER. Étude critique sur les relations d'Érasme et de Luther.

— *Annuaire des bibliothèques et des archives* publié [par A. VIDIER] sous les auspices du ministère de l'Instruction publique (Paris, E. Leroux, 1908, in-18, viii-353 p.). — *L'Annuaire des bibliothèques et des archives*, dont la publication était suspendue depuis la mort de M. Ulysse Robert (1903), recommence enfin à paraître par les soins de M. Vidier. Tout en s'inspirant beaucoup des volumes dus à M. Robert, M. Vidier a apporté au plan de son devancier bon nombre de modifications dont il y a tout lieu de s'applaudir. L'annuaire qu'il nous donne contient, dans l'ordre alphabétique des noms de villes, la liste de toutes les bibliothèques et de tous les dépôts d'archives publiques ou semi-publics de France avec des indications très précises d'ordre pratique (jours et heures d'ouverture, noms des bibliothécaires et des archivistes, nombre de volumes conservés, etc.), et d'ordre bibliographique (catalogues et inventaires publiés ou manuscrits mis à la disposition du public). A ce dernier point de vue, l'*Annuaire* de M. Vidier rendra aux historiens des services inappréciables. On y trouvera rele-

vés non seulement les catalogues et inventaires proprement dits, mais même des articles de revues qui peuvent en tenir lieu et, pour les archives départementales, les « états sommaires » insérés par les archivistes dans leurs rapports annuels.

L. H.

— Robert DE LASTEYRIE et Alexandre VIDIER. *Bibliographie annuelle des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France, 1905-1906* (Paris, E. Leroux, 1908, in-4°, 202 p.). — Ce fascicule est rédigé suivant le même plan que les trois précédents, consacrés aux années 1901-1904. On y trouvera le relevé de tous les travaux intéressants au point de vue historique compris dans les volumes de Mémoires et de Bulletins publiés par les sociétés savantes sous les dates de 1905 et 1906. Quelques volumes portant une date antérieure, mais non encore en distribution lors de la composition du fascicule précédent, ont été, en outre, relevés ici à leur rang. Par contre, on y cherchera vainement, — et pour cause, — certains volumes, comme celui de la *Société d'archéologie de Seine-et-Marne* (t. XI) qui, tout en portant sur le titre la date de 1906, n'ont en réalité paru que tout dernièrement.

L. H.

— L. STOUFF. *L'Interpretatio de la loi romaine des Wisigoths dans les formules et les chartes du VI^e au XI^e s.* (in-8°, 27 p.; extr. des *Mélanges Fitting*). — Dans le haut moyen âge, les scribes des chartes se plaisent souvent à invoquer la « loi romaine » dans les préambules des actes qu'ils dressent. Cette « loi romaine », c'est, en réalité, l'*Interpretatio* du *Breviaire* d'Alaric, et encore ne se gênent-ils pas pour en déformer ou même en fausser le sens et les termes dans un but presque toujours intéressé. Telles sont les curieuses constatations auxquelles aboutit M. Stouff dans ce mémoire qui fait suite à ceux qu'il a déjà antérieurement publiés sur les formules et les lois barbares.

L. H.

— Louis VILLAT. *Le Velay* (Paris, L. Cerf, 1908, in-8°, 80 p.; fasc. 5 de la série *les Régions de la France*; 3 fr.). — Cet excellent mémoire, où sont passées en revue les publications relatives à l'histoire du Velay parues depuis le x^v^e siècle jusqu'à nos jours, est extrait de la *Revue de synthèse historique* et a déjà à ce titre été signalé ici (t. XCIX, p. 404). Nous nous bornerons à rappeler qu'il n'a pas seulement un intérêt bibliographique : M. Villat y fait proprement œuvre d'historien en indiquant dans quelle mesure les documents permettent, suivant lui, de répondre aux diverses questions qui devront être examinées dans une histoire critique et scientifique du Velay.

L. H.

— P. CHESNEL. *Le Cotentin et l'Avranchin (département de la Manche) depuis les origines jusqu'au XII^e siècle* (Coutances, Garlan, 1908, in-16, vi-253 p.). — M. Chesnel a fait un louable effort pour retracer, à l'aide des documents et de la toponomastique, l'histoire du Cotentin et de l'Avranchin jusqu'au xii^e siècle. Il étudie successivement les changements qui ont pu survenir depuis l'antiquité dans la configuration des côtes et dans la nature du climat; puis l'histoire de la région à l'époque

gauloise; son organisation à l'époque romaine; l'établissement de la domination franque et l'introduction du christianisme; les invasions et l'établissement des Normands; l'état du pays aux ^x^e et ^{xii}^e siècles. Il donne, en outre, des listes de noms de lieux classés suivant leur origine gauloise, latine, germanique et noroise. Malheureusement, son inexpérience est extrême. Il ignore la majeure partie du travail critique qui s'est poursuivi dans ces cinquante dernières années sur les questions dont il parle ou sur les textes qu'il utilise; les instruments de travail essentiels lui sont restés inconnus ou inaccessibles, et il est visible qu'il n'a guère la pratique des rares recueils auxquels il a eu l'occasion de renvoyer (le *Recueil des historiens de la France* est invariablement cité sous le nom de Bousquet). Il y a néanmoins dans son livre quelques remarques intéressantes dont les historiens de la Normandie pourront faire leur profit.

L. H.

— Dr LE PILEUR. *La prostitution du XIII^e au XVII^e siècle. Documents tirés des archives d'Avignon, du Comtat-Venaissin, de la principauté d'Orange et de la ville libre impériale de Besançon* (Paris, H. Champion, 1908, in-8°, xv-164 p.). — Les 367 documents qu'analyse ou que publie M. le Dr le Pileur, sans être tous inédits ou inconnus, permettront de préciser et de compléter sur plus d'un point les renseignements que nous avons jusqu'ici sur une question qui n'est pas sans intérêt pour l'histoire des mœurs et de la vie publique. Ces documents, qui vont du milieu du ^{xiii}^e siècle à la fin du ^{xvii}^e, sont de nature très diverse: prescriptions légales, délibérations, pièces de procédure, actes de vente ou de location, testaments, fragments de comptes, etc. Presque tous sont fort curieux et nous font saisir sur le vif l'état de la législation et des usages relatifs aux filles publiques. Certains de ces textes apportent même quelques éclaircissements au problème de l'apparition en France du terrible « mal de Naples » à la fin du ^{xv}^e siècle. Chaque document est soigneusement expliqué et même traduit lorsque l'original est en latin. Le commentaire historique et médical manque encore; mais M. Le Pileur s'engage à le publier d'ici peu.

L. H.

— *Mélanges et documents publiés à l'occasion du 2^e centenaire de la mort de Mabillon* (Paris, Poussielgue, 1908, in-8°, XLVII-374 p.). — Ce recueil ne renferme pas moins de quatorze mémoires. L'étendue en est variable, de même que l'intérêt: il en est d'ordinaire ainsi dans les collaborations de cette nature. Nous appellerons spécialement l'attention sur les articles de MM. H. Stein, L. Delisle, H. Omont, J. Depoin, M. Lecomte et A. de Boislisle, parce qu'ils apportent aux études historiques une utile contribution et s'élèvent au-dessus du genre purement biographique. M. STEIN nous donne une bibliographie de Mabillon; M. DELISLE la requête présentée par D. Bastide, au chapitre général de 1677, contre Mabillon qui, dans ses Actes des saints de l'ordre de saint Benoît, en avait retranché plusieurs comme n'ayant pas été bénédictins. M. OMONT fait connaître la liste des manuscrits de la Bibliothèque du

roi envoyés, à partir de 1684, à Mabillon et aux bénédictins de Saint-Germain-des-Prés pour en rédiger les notices; il y ajoute celle des 41 manuscrits expédiés d'Italie, en 1686, par Mabillon à la même bibliothèque. M. DEPOIN expose avec beaucoup de finesse la célèbre affaire de la filiation des La Tour d'Auvergne, dans laquelle Mabillon fut expert. Nous y relèverons cependant une erreur sur la date du couronnement de Louis d'Outre-Mer. M. Lecomte a étudié la publication des *Annales ordinis sancti Benedicti*, dont il a suivi et analysé avec un soin minutieux les différentes phases de composition en utilisant les papiers et les lettres des bénédictins conservés à la Bibliothèque nationale. L'auteur possède à fond son sujet et le traite avec agrément. M. A. DE BOISLISLE a fait connaître, avec la maîtrise qui lui était propre, dans quelles conditions Mabillon, « abdiquant malgré lui son humilité, fut appelé à prendre place au sein d'une Académie royale, dans quelle mesure il s'associa aux travaux de cette Compagnie et comment aussi ses confrères ou ses successeurs ont voulu, à diverses reprises en deux siècles, honorer sa mémoire... » — Les autres mémoires de M. JADART sur l'origine de Mabillon à Saint-Pierremont, de M. CABROL sur la contribution de Mabillon aux études liturgiques, des PP. PONCELET et INGOLD et de M. VIDIER sur les relations de Mabillon avec Papebroch, l'abbé de Rancé et Dom Estiennot touchent plus spécialement à la biographie de Mabillon; enfin M. LEVILLAIN a analysé brièvement le *De re diplomatica*, et Dom BESSE a publié le premier « ouvrage » de Mabillon, des hymnes en l'honneur de sainte Bathilde.

Ph. LAUER.

— Hector ESPAULLARD. *Notes historiques sur le plateau d'Avron* (Paris, Champion, 1907, in-8°, viii-104 pages). — Cette courte plaquette est le résultat d'investigations nombreuses patiemment menées dans les dépôts parisiens, principalement aux Archives de la Seine. La connaissance de la région est très complète, et s'il y a quelques affirmations contestables, comme par exemple pour l'étymologie d'Avron, l'ensemble des détails réunis sur les seigneurs d'Avron et sur le château depuis le xv^e siècle, ainsi que sur les seigneurs et le château de La Garenne de Villemomble, constitue une source où il sera désormais fort utile de puiser chaque fois qu'on aura à parler de ce petit pays. Pour entreprendre des monographies de ce genre, dont la valeur est plus grande qu'on ne se figure pour l'avancement de la géographie historique, il faut à la fois des connaissances très variées et une vive ardeur dans la recherche.

Ph. LAUER.

— Albert MOUSSET. *Un résident de France en Espagne au temps de la Ligue (1583-1590). Pierre de Ségusson* (Paris, Champion, 1908, in-8°, 105 p.; extr. de la *Revue hist. et archéol. du Maine*). — M. de Beauchesne ayant réussi à identifier le « sieur de Longlée », résident intérimaire à Madrid après le rappel de Saint-Goard, avec un gentilhomme manceau, Pierre de Ségusson. M. Mousset nous donne une étude (thèse de l'École des chartes) sur cette quasi-ambassade. Elle se place à un

moment critique des relations franco-espagnoles : le rôle équivoque de la cour de France en Flandre, la politique portugaise de Catherine, l'indiscrète activité de Mendoza à Paris ont amené entre les deux cours une véritable tension. C'est pourquoi Saint-Goard est remplacé, dès 1582, par un simple courrier de cabinet, qui doit se contenter presque exclusivement du rôle d'indicateur. Il restera même quelque temps à Madrid, après la mort de Henri III, sans caractère officiel, comme agent du nouveau roi.

H. HR.

— FOUCHER DE CAREIL. *Descartes, la princesse Élisabeth et la reine Christine*; 2^e éd. (Paris, F. Alcan, 1908, in-8°, 217 p.). — Ce volume, qui ne contient que deux lettres de Christine de Suède, est un recueil des lettres de la princesse Élisabeth à Descartes et de la correspondance de l'électeur palatin avec sa sœur Élisabeth. Ces lettres, qui sont accompagnées de trois intéressantes introductions relatives à la reine de Bohême, fille de Jacques I^{er}, et à ses filles, dont la plus remarquable fut la princesse Élisabeth, aux relations de Descartes avec la reine Christine et enfin aux dernières années d'Élisabeth comme abbesse d'Herford, nous font pénétrer la vie et l'âme d'une des princesses les plus remarquables du XVII^e siècle, savante et mystique, attachée à sa foi protestante au point de lui avoir sacrifié tous les honneurs auxquels elle pouvait prétendre, et pénétrée d'une mélancolie rare en ce temps et qui rend sa figure particulièrement originale et attachante. — G. M.

— E. SAROT. *Les Costentin seigneurs de Tourville...*; 1^{re} partie : *Personnel de la famille* (Coutances, Ch. Daireaux, 1907, in-8°, 101 p., 1 portrait de Tourville et 1 tableau général.); 2^e partie : *Fiefs de la famille* (Ibid., 1908, 274 p.). — En un style de basochien, mais de basochien passionné, M. Sarot, avocat à Coutances, tire au clair la généalogie de la famille de l'amiral. En passant, il dit son fait à chacun. Sur la Hougue, il a vu les documents des Archives de la Marine que M. E. de Broglie a négligés, et il en a gardé une impression moins complètement favorable à Tourville, moins défavorable à Pontchartrain que celle que M. de Broglie a éprouvée à la seule lecture des *Mémoires* de M^{me} de Brassac. Il serait bien à souhaiter qu'on publiât ce dossier. Comme complément à ces études biographiques sur les Tourville, M. Sarot nous donne une sorte de « dénombrement » de leurs domaines féodaux. C'est tout un coin de Normandie, — manoirs, moulins, fours et colombiers, — qui revit dans ces notices descriptives, pleines et savoureuses, où ne manquent ni les renseignements sur l'état actuel des terres ni les détails piquants sur leurs possesseurs successifs. H. HR.

— HENRI RAPINE DE SAINTE-MARIE. *Lettres inédites du XVII^e siècle. Contribution à l'histoire de la justice et des mœurs en France au temps de Louis XIV* (Nevers, 1908, in-8°, xxix-188 p.). — Les juges au vénérable bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier s'ennuyaient dans cette bourgade : Nevers est si près ! En 1696, ils faillirent obtenir leur transfert, grâce à l'influence grassement payée du duc de

Nevers. Mais ils comptaient sans la résistance des officiers du bailliage ducal, qui ne veulent pas se laisser découronner et qui résistent au Mancini leur maître. Cette lutte héroï-comique remplit les lettres adressées par Jacques-François de Sainte-Marie, agent des juges de Nevers à Versailles, avec son père, lieutenant général du Nivernais, et les membres de sa compagnie. Il n'est question dans ces lettres que de pots-de-vin, et c'est en quoi elles sont bien une contribution à l'histoire des mœurs, judiciaires et administratives, sous Louis XIV; 40,000 livres à Mancini; le chancelier, l'imbécile Boucherat, dit : « Je répondrais bien du succès, si vos Messieurs vouloient me donner 1,000 écus, car comme on a gagné bien des gens, il faudrait beaucoup d'argent pour en gagner d'autres qui pussent balancer leur crédit »; plus loin : « On n'avait éludé jusques à présent le projet de réunion que par la crainte qu'il n'empêchât de toucher les 7,000 francs de pots-de-vin qu'on doit donner pour la translation ». Mais la plus jolie note est fournie par « les gens qui approchent » M^{me} de Maintenon : ceux-là « n'agissent qu'après avoir pris des sûretés pour leur payement; et la coutume est qu'on leur consigne en main tierce l'argent qu'on leur promet ». — Et que tout cela fasse, à travers la brume dorée de l'histoire, le règne du Roi-Soleil! — Pourquoi citer de seconde main le *Mémoire* de l'intendant Le Vayer *Sur la généralité de Moulins* au lieu de renvoyer à l'édition de M. P. Flament?

H. HR.

— *Société d'histoire contemporaine. 18^e assemblée générale* (Paris, 1908, in-8°, 63 p.). — Outre les rapports du président et du secrétaire sur l'état des publications entreprises, cette brochure renferme des communications de M. DE MARICOURT sur *Louis XVIII en Suède et en Angleterre d'après le Journal du duc de Gramont, 1807* (p. 14-23); de M. B. DE LACOMBE sur *Talleyrand dans sa retraite*, à Valençay, après sa démission d'ambassadeur en 1834 (p. 24-40); enfin des extraits d'une *Lettre d'un prêtre français déporté en Italie (13 août 1794)*, publiés et commentés par M. l'abbé BLAZY (p. 41-47).

— F. M. ANDERSON. *The Constitution and other select documents illustrative of the History of France*; 2^e éd. (Minneapolis, The Wilson Company, in-8°, 690 p.). — Pour cette deuxième édition, l'excellent recueil de M. Anderson a été soigneusement revu et mis au courant au point de vue de la bibliographie, mais la principale nouveauté consiste en l'addition des documents relatifs à la séparation de l'Église et de l'État (loi de séparation, encycliques du 11 février 1906 et du 6 janvier 1907, pétition du 23, loi sur l'exercice du culte). La première édition s'arrêtait à 1904.

— La collection des *Maîtres de la musique*, dirigée par M. Jean Chantavoine (Paris, Alcan, in-16), s'est enrichie de trois excellentes monographies : *Rameau*, par M. Louis LALOY; *Haydn*, par M. Michel BRENET; *Moussorgsky*, par M. CALVOCORESSI.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — INVENTAIRES. — Catalogue général des livres imprimés de la Bibl. nationale; auteurs; t. 34 et 35 : Crest-Daudeteau. Impr. nat., 2 vol. — *A. Leroux*. Les sources de l'hist. de la Haute-Vienne pendant la Révolution. Limoges, Ducourtieux et Gout, 170 p. — *J. Vernier*. État sommaire des arch. dép. postérieures à 1790. Seine-Inférieure, série T. Rouen, impr. Lecercf, in-4°, 39 p.

DOCUMENTS. — *Bréard*. Cartulaires de Saint-Ymer-en-Auge et de Bricquebec. A. Picard, xcv-343 p. (Soc. d'hist. de Normandie). — *N. Delacroix*. Notes et documents concernant la royale abbaye de N.-D. de Goailles et la famille Delacroix. Mâcon, impr. Protat, viii-125 p. — *Descamps* et *L. Renault*. Recueil international des traités du *xx^e s.*; ann. 1903. A. Rousseau, in-4°, 1016 p. — *Guillaume*. Recueil des réponses faites par les communautés de l'élection de Gap au questionnaire envoyé par la Commission intermédiaire des États du Dauphiné. Leroux, xvii-610 p. (Documents sur l'hist. économique de la Révol.). — *F. Lesueur* et *A. Cauchie*. Cahiers de doléances du bailliage de Blois et du bailliage secondaire de Romorantin pour les États généraux de 1789; t. II. Leroux, 515 p. (Id.).

HISTOIRE GÉNÉRALE. — *Alombert* et *J. Colin*. La campagne de 1805 en Allemagne; t. IV, 5^e partie : Saint-Polten et Krems. Chapelot, vi-773 p. — *Boulay*. Vie du vénérable Jean Eudes, instituteur de la Congrégation de Jésus et Marie; t. IV. Haton, 116 p. — *H. Bourgeois*. L'abbé Barbotin, premier aumônier de la Grande-Armée (1772-1848). Fontenay-le-Comte, impr. Gouraud, in-18, viii-234 p. — *Th. de Cauzons*. Hist. de l'Inquisition en France; t. I. Bloud, lv-500 p. — *H. Coutanceau* et *H. Leplus*. La campagne de 1794 à l'armée du nord; 2^e p., t. II. Chapelot, xv-665 p. et cartes. — *P. d'Estrée*. Le Père Duchesne. Hébert et la Commune de Paris (1792-94). Ambert, 505 p. — *Saint-André*. M^{me} du Barry; préf. par P. de Nolhac. Emile-Paul, in-4°, xvi-309 p. et pl. — *P. Suau*. La France à Madagascar. Histoire politique et religieuse d'une colonisation. Perrin, xii-422 p.

HISTOIRE LOCALE. — *J.-L. Bazin*. Brancion. Les seigneurs, la paroisse, la ville. A. Picard, in-4°, vii-273 p. — *Calendini* et *Buquin*. La Flèche et ses environs; guide historique. La Flèche, G. Thibault, in-16, xvi-284 p. — *A. Chenal*. Étude sur le présidial d'Orléans (1551-1790). Orléans, impr. Gout, 181 p. — *P. Coste*. Une victime de la Révolution : sœur Marguerite Rutan, fille de la Charité. Desclée, in-16, xxi-171 p. — *E. Dupont*. Recherches histor. et topogr. sur les compagnons de Guillaume le Conquérant. Répertoire de leurs lieux d'origine; II. Nantes, L. Durance, 130 p. — *V. Durand*. Hist. de la paroisse et seigneurie d'Assas. Montpellier, impr. de la Manuf. de Charité, 186 p. — *P. Fleury*. D'Aligre-Marans (1789-90). La Rochelle, impr. Texier, 134 p. — *P. Goudier*. Notice sur la communauté de la Providence de Lisieux (1683-1908). Bayeux, impr. G. Colas, 183 p. — *V. Jourdain*. Le Livre noir de la ville d'Amiens. Amiens, Conférences des Rosati picards, in-16, 43 p. — *A. Lechevalier*. Notes pour l'hist. des communes du canton de Goderville avant 1789. Goderville, Doutreligne, viii-192 p. — *P. Nicol*. Le clergé d'une paroisse bretonne pendant la Révolution. Les prêtres de Bubry (1790-1802). Vannes, impr. Lafolye, 242 p. — *E. Pionnier*. Le collège de Verdun après le départ des Jésuites et l'École centrale de la Meuse (1762-1803). Verdun, Freschard, xiii-140 p. — *A. Rabouillat*. Hist. de Monthier-en-Bresse; 1^{re} p. Chalons-sur-Saône, Bertrand, 166 p. — *C^{te} de Richouffitz*. Les Créquy dans le Vimen (1573-1721). Abbeville, impr. Paillart, 281 p.

N. B. — Sauf indications contraires, ces volumes sont in-8° et édités à Paris.

Allemagne. — M. Gustav DROYSEN, professeur à l'Université de Halle, est mort en cette ville le 17 novembre dernier. Il était âgé de 70 ans. On lui doit une série de travaux importants sur la guerre de Trente ans, notamment une biographie de Gustave-Adolphe (2 vol., Leipzig, 1869-70) et une biographie de Bernard de Saxe-Weimar (2 vol., Leipzig, 1885), ainsi qu'une bonne *Geschichte der Gegenreformation* (Berlin, 1893).

— *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*, publ. p. Georg SCHUSTER; 29^e année, 1906 (Berlin, Weidmann, 1908, 2 vol. in-8°, xii-373-594 et viii-379-281 p.). — Voici la liste des bulletins bibliographiques compris dans ces deux volumes. *Antiquité* : Égypte, par A. WIEDEMANN; Hébreux (1902-1906), par B. BAENTSCH; Perses, par E. WILHELM; Grecs, des origines à l'année 359 av. J.-C., par Th. LENSCHAU; Romains, par W. LIEBENAM. — *Allemagne* : Carolingiens, par H. HAHN; Conrad I^{er}, les Otton, Henri II et les Saliens, 911-1135, par G. SCHRÖTTER; les Hohenstaufen, 1125-1273, par F. KOHLMANN; Réforme et Contre-réforme, 1517-1618, par G. MÜLLER; 1740-1815, par W. SCHULTZE; 1815-1906, par J. HERMANN; Autriche, par R. F. KAINDL; Suisse jusqu'en 1517, par W. HADORN; Suisse depuis 1517, par H. BARTH; Bavière, par H. OBERSEIDER; Württemberg, par Th. SCHÖN; Bade (1904), par A. WINKELMANN; Alsace-Lorraine, par A. NUGLISCH; bas Rhin (1903-1906), par K. KELLER; Brunswick, Hanovre et Oldenburg, par A. PETERS; Brandebourg, par W. SPATZ; Saxe et Thuringe, par M. LAUE; Silésie, par H. NENTWIG; Brême, par A. LONKE; Hambourg, par H. NIRRNHEIM; Lübeck, par W. OHNESORGE; Hanse, par E. R. DARNELL; Schleswig-Holstein, Mecklenbourg, Poméranie, par G. KOHFELDT; Prusse, par P. SIMSON; Courlande, par C. METTIG; Histoire constitutionnelle, économique et sociale d'Allemagne depuis l'an 1500 (1902-1903), par A. OPPERMANN. — *Étranger* : Italie, par G. CALLIGARIS (Lombardie, Émilie, Toscane, 1902-1905) et C. CIPOLLA (Vénétie, Piémont, Ligurie, Émilie, Romagne, Marches, Ombrie, Latium et Rome jusqu'en 1492); Espagne, par R. ALTAMIRA; France, 987-1515, par L. BATIFFOL; Belgique, par E. HUBERT; Danemark et Norvège jusqu'en 1523 (1904-1905), par H. SCHJÖTH; Suède, par T. HÖJER; Finlande (1904-1905), par K. GROTEFELT; Pologne (1903-1906), par L. FINKEL; Empire byzantin (1905-1906), par F. HIRSCH; Croisades (1896-1904), par G. SCHRÖTTER; Islam, par C. BROCKELMANN; Chine, par H. HACKMANN; Japon, par O. NACHOD; États-Unis, par W. G. LELAND; Canada, par H. LANGTON. — *Généralités* : Histoire de l'Église jusqu'en 1517, par H. JORDAN.

— Halvdan KOBT. *Die Stellung Norwegens und Schwedens im deutschen Konflikt zumal während der Jahre 1863 und 1864*. Traduit du norvégien (Kristiania, Jacob Dybwad, 1908, in-8°, 348 p.). — Pendant seize années, de 1848 à 1864, la question des duchés de l'Elbe a passé successivement d'explosions à étouffements pour aboutir à la guerre de 1864 et à la conquête austro-prussienne; le long conflit du Danemark et des États allemands eut sa répercussion forcée sur les deux gouver-

nements du Nord; il était naturel que les deux pays scandinaves prissent intérêt et parti dans un débat où était en jeu leur frère danois. Le rôle de ces deux cours n'avait point encore été précisé avec netteté, et, dans cette question si complexe du Schleswig-Holstein, on a négligé habituellement l'action de la Suède et de la Norvège. Cette lacune est fort heureusement comblée par le grand ouvrage de M. Halvdan Koht. Après avoir étudié la crise de 1848 et le protocole de Londres de 1852, l'auteur relate les différends qui ont précédé la mort du roi Frédéric, qui, s'aggravant chaque année, presque chaque mois, permettait de prévoir la solution de la guerre. En décembre 1864, malgré les conseils de l'Angleterre et de la Russie, la bataille est inévitable. Sera-t-elle limitée sur l'Eider? La Suède et la Norvège n'interviendront-elles pas en faveur du Danemark? Celui-ci le demanda et l'espéra, mais en vain. Et cette iniquité fut accomplie : l'arrachement du Schleswig septentrional, purement danois. M. Halvdan Koht regrette sincèrement cet effacement des deux gouvernements du Nord. « 1863 et 1864, écrit-il, furent les années du désastre de la politique extérieure de la Suède et de la Norvège. Ce qui éclate aux yeux, ce fut la défaite du scandinavisme politique. » L'ouvrage se complète par de nombreux documents en toutes langues. Paul MATTER.

— REGENSBURG. 1870-71; IV : *Die Trilogie von Metz*; V : *Der Zusammenbruch des Kaiserreiches* (Stuttgart, Franckh, 1908, 2 fasc. in-8° de 128 p. chacun et 1 carte). — M. Regensberg continue son grand ouvrage sur la guerre franco-allemande, et il vient de publier, à quelques mois d'intervalle, les deux fascicules qui comprennent les événements à partir du 10 août jusqu'au 4 septembre 1871. Les sous-titres de ces fascicules donnent un clair résumé de leur contenu; Colombey-Nouilly, Vionville-Mars-la-Tour, Gravelotte-Saint-Privat pour le premier; la marche de l'armée de Châlons, la surprise de Beaumont, la catastrophe de Sedan, « Vive la République! » pour le second. On y retrouve les traits caractéristiques que nous avons relevés dans les premières pages : un souffle patriotique et vivant, une forte documentation, un sincère effort d'impartialité envers les soldats de l'adversaire, une grande sévérité pour les actes politiques des Français. M. Regensberg n'a peut-être pas compris avec quelle force et quelle nécessité la République s'est imposée à la France entière (p. 249) et il semble avoir suivi le développement des événements politiques moins bien que l'enchaînement des combats militaires. Ceux-ci sont exposés avec grande netteté et précision : un publiciste allemand l'a remarqué à juste titre, cet ouvrage a sa place marquée dans toutes les bibliothèques militaires de l'Allemagne; il sera consulté avec un égal fruit par les officiers français, qui y trouveront un excellent résumé de l'opinion militaire outre-Rhin et pourront utilement le rapprocher des volumes de M. Lehautcourt. Les cartes, fort complètes, rendent plus facile l'étude de ces journées compliquées et tragiques. — P. MATTER.

— Martin PHILIPPSON. *Das Leben Kaiser Friedrichs III*; 2^e éd. (Wies-

baden, Bergmann, 1908, in-8°, 485 p.). — Nous avons loué ici même l'excellent ouvrage de M. Philippson pour son esprit libéral, sa documentation précieuse, la largeur de ses vues. Le succès est venu justement à un pareil livre, et l'auteur en donne une seconde édition, revue sur une « masse » de documents nouveaux : depuis 1900, date de la première édition, de nombreux ouvrages ont paru, mémoires, papiers et lettres des contemporains, études historiques, que M. Philippson a dépouillés, digérés et parfois critiqués; ainsi, il était naturel qu'il n'adoptât point les opinions de M. Ottokar Lorenz, qui exalte le rôle du grand-duc de Bade dans la lutte pour la formation de l'empire allemand et amoindrit l'action du prince royal; notons encore que M. Philippson a utilement employé les papiers de M. de Gontault-Biron, publiés par M. Dreux. Et, en même temps, il recevait de nouvelles pièces inédites, lettres d'amis du prince Frédéric ou du prince lui-même (notamment sur le Kulturkampf), récits personnels, indications confidentielles, qu'il a heureusement introduits ou utilisés dans son ancien texte. L'auteur a pu le dire dans sa nouvelle préface : « La physionomie de l'empereur a gagné, non seulement en clarté, mais encore en importance. »

Paul MATTER.

Autriche-Hongrie. — *Matthiae de Janov, dicti Magister Parisiensis, Regulae Veteris et Novi Testamenti*. Primum in lucem edidit Vlastimil KYBAL. Vol. I (Innsbruck, Wagner, 1908, in-8°, xxix-347 p.). — Il y a trois ans, M. Kybal a publié en langue tchèque une étude sur Mathieu de Janov, surnommé « le maître de Paris », parce qu'il étudia longtemps à l'Université de cette ville, de 1373 à 1381. Dans cet ouvrage, l'auteur s'efforçait de montrer qu'on avait exagéré l'influence exercée par les écrits de Wycliffe sur le mouvement hussite; Mathieu de Janov est, à ses yeux, un des principaux précurseurs de ce mouvement, et ce n'est pas à l'école du célèbre hérésiarque anglais que se formèrent ses idées. Les écrits du théologien tchèque sont donc utiles à consulter sur l'origine du hussitisme. Aussi l'Académie tchèque des sciences de Prague a-t-elle chargé M. Kybal de les publier; elle ne pouvait faire un choix plus éclairé. L'édition formera cinq volumes. Cette publication terminée, M. Kybal ne sera-t-il pas amené à refaire son travail de début et, s'il le réédite alors, ne pourrait-il le présenter au public savant dans une langue plus abordable pour un grand nombre d'érudits que la langue tchèque?

Ch. B.

États-Unis. — Louis Adolphe COERNE. *The evolution of modern orchestration* (New-York, Macmillan, 1908, in-8°, viii-280 p.). — L'auteur de ce livre a eu pour but de donner au public de langue anglaise un manuel analogue à l'*Histoire de l'instrumentation* de M. Lavoix. Il recherche les origines de la musique d'orchestre, montre comment elle se constitua avec Monteverde à la fin du xvi^e siècle et au début du xvii^e, comment enfin l'instrumentation a évolué depuis cette époque jusqu'à nos jours. C'est donc un chapitre important de l'histoire de la musique qu'a voulu écrire M. Coerne, bien qu'il s'attache de préférence

au côté technique du sujet et qu'il ne nous donne, somme toute, qu'une vue très rapide et superficielle. L. H.

— *Studies in history, economics and public law, edited by the Faculty of political science of Columbia University* (New York, Macmillan, in-8°). — Vol. IV, n° 2. *The inheritance tax*, par Max WEST (1908, 249 p.). Seconde édition, très remaniée et augmentée, d'un mémoire publié il y a quatorze ans. L'auteur étudie les impôts sur les successions depuis les origines (en Égypte et à Rome), à travers tous les âges (dans l'antiquité et au moyen âge) et dans tous les pays (France, Allemagne, Suisse, etc., l'Empire britannique et enfin les États-Unis). La partie consacrée aux États-Unis (ch. vii) est, comme il convient, la plus détaillée. L'ouvrage se termine par une étude sur les théories juridiques (ch. viii) et sur la théorie économique (ch. ix) d'où découle la législation appliquée aux taxes successorales. — Vol. XXVIII, n° 2. *The legislature of the Province of Virginia; its internal development*, par Elmer I. MILLER (1907, 182 p.). Étude sur les différentes formes que prit l'organisation du pouvoir législatif en Virginie depuis la charte de 1606 et sur la constitution de 1625, qui établit une assemblée composée du gouverneur, d'une Chambre des Bourgeois et d'un Conseil. L'histoire de cette constitution est celle de la lutte entre le gouvernement représentatif et le gouvernement absolu. Celui-ci finit par être vaincu dans cette lutte, où se fortifia l'esprit d'indépendance si remarquable chez les populations de race anglo-saxonne. — N° 3. *The distribution of ownership*, par Joseph Harding UNDERWOOD (1907, 216 p.). Le présent mémoire, comme celui de M. West, embrasse encore tous les pays et tous les temps, mais s'adresse aussi plus particulièrement à l'Angleterre et aux États-Unis. Les chapitres les plus importants ont trait à la liberté dont jouissent les Américains de posséder des esclaves (ch. v), des terres (ch. vi), des richesses corporatives (ch. vii), et aux limites imposées par la loi à chacun de ces droits. — Vol. XXIX, n° 1. Anne B. MACLEA. *Early New England towns*. Étude comparative d'après les *Records* du xviii^e siècle, des institutions de Salome, Dorchester, Watertown, Roxburge et Cambridge. — Vol. XXXI, n° 2. Robert E. CHADDOCK. *Ohio before 1850*. Étude de l'influence de la Pensylvanie et des populations du sud sur l'Ohio depuis les dernières années du xviii^e siècle. — N° 4. Frank H. HANKINS. *Adolphe Quételet as statistician*. Bonne étude sur un des esprits les plus inventifs du xix^e siècle et que les sociologues actuels oublient trop. — Vol. XXXIII, n° 1. E. STAGG WHITIN. *Factory legislation in Maine*. Elle remonte à 1821. Les premières lois sur le travail des enfants sont de 1847-1855. Les enquêtes et les essais législatifs de 1861 à 1886 aboutissent à la législation générale de 1887, qui s'est développée encore jusqu'à 1903 et a été suivie en 1905-1907 d'une campagne sur le travail des enfants. Loi de 1907. Ses défauts.

— *Johns Hopkins University Studies in historical and political science*. Série XXV, nos 8-9 : *A financial history of Maryland, 1789-*

1848, par H. Sisson HANNA (Baltimore, 1907, in-8°, 131 p.). — Cette étude comprend les chapitres suivants : ch. I. Les finances pendant la période révolutionnaire (1774-1789); ch. II. Période des excédents de recettes (1789-1816); ch. III. Période des impôts indirects (1817-1841); ch. IV. Les améliorations intérieures et la dette de l'État; ch. V. La suspension des paiements d'intérêts (1841-1848). — N° 11-12. JAMES MOTLEY. *Apprenticeship in American Trade-Unions*. — Série XXVI, n° 4-6. R. G. CAMPBELL. *Neutralrights and obligations in the anglo-boer war*. — N° 7-8. S. L. WARE. *The Elizabethan parish in its ecclesiastical and financial aspects*. Étude très précise faite sur les textes importants pour l'organisation municipale anglaise. — N° 9-10. R. VON DEMAN MAGOFFIN. *A Study of topography and municipal history of Prenesta*. Complète le travail de Fernique sur Préneste.

— *The Quaterly of the Texas State historical association*, vol. XI, n° 3, janvier 1908. — Ce numéro contient une biographie du général John T. Mason, « l'ami du Texas », qui mourut en 1850, par K. M. ROWLAND; et une étude sur le Texas depuis la défaite de la Confédération jusqu'au début de la « Restauration », par Ch. W. RAMSDELL. M. HATCHER y a donné en outre une traduction du rapport de Joaquin de Arredondo sur le combat livré, le 18 août 1813, près de Medina, par les Anglo-Américains que commandait le rebelle José Alvarez de Tolède. — N° 4, avril. Rapport de M. D. F. HOUSTON sur l'activité de la Société historique du Texas; M. Herbert E. BOLTON étudie les missions parmi les tribus indigènes du Texas oriental à la fin du XVII^e siècle et pendant le XVIII^e; M. Charles W. RAMSDELL expose le rétablissement de l'ordre légal au Texas par le président Johnson en 1865 après la guerre civile.

Grande-Bretagne. — J. W. WELSFORD. *The strength of nations; an argument from history* (London, Longmans, 1907, in-8°, 327 p.). — Un pays, pour être vraiment grand et fort, doit pouvoir se suffire à lui-même; il faut qu'il produise au moyen de ses propres ressources tout ce qui lui est nécessaire; il ne peut se maintenir que par la protection et le monopole. L'histoire de l'Europe depuis la chute de l'empire romain fournit mainte preuve saisissante de cette nécessité. Ce sont les sévères mesures prises pour protéger ses filatures qui ont assuré le triomphe économique de l'Angleterre au XVIII^e siècle; la pratique du libre-échange a compromis sa prospérité. Il lui faut donc revenir à ses anciennes méthodes de production, de protection et d'échange. Le salut est dans une étroite union douanière de toutes les parties de l'empire britannique. Tel est le but de ce manifeste, dont la documentation est très limitée (l'auteur ne connaît que des ouvrages de seconde main en anglais ou en français), dont l'objet est moins vaste que le titre ne l'indique (en réalité, l'auteur ne pose le problème qu'au regard de la seule Angleterre), où les faits se plient avec une complaisance excessive à la thèse qu'il fallait démontrer. — Ch. B.

— W. E. H. LECKY. *Historical and political Essays* (London, Long-

mans, 1908, in-8°, 324 p. Prix : 40 sh. 6 d.). — Lecky lui-même avait formé le projet de rééditer en un volume plusieurs articles sur l'histoire et la politique qu'il avait fait insérer dans différentes revues. Ce projet a été repris et réalisé par M^{me} E. Lecky. Le recueil qu'elle vient de nous donner n'ajoutera rien sans doute à l'éminente estime où l'on tenait le défunt historien et moraliste. Ses articles sur Carlisle, M^{me} de Staël, M. Henry Reeve (directeur de l'*Edinburgh Review*), le doyen Milman sont des morceaux distingués, sans plus. Ses pensées sur l'histoire et sur la valeur politique de l'histoire ne sont pas d'une philosophie originale ni profonde; on le lit avec plus d'intérêt quand il aborde l'histoire générale (importance et développement de l'empire britannique; Sir Robert Peel; la reine Victoria considérée comme force morale; l'Irlande à la lumière de l'histoire) ou quand il parle de lui-même, des influences morales qu'il a subies dans sa jeunesse et de ses relations avec certains hommes politiques, tels que le comte Derby (le quinzième comte, celui qui mourut en 1893). Ce qu'il dit de l'antisémitisme (à propos du livre de M. Anatole Leroy-Beaulieu, *Israël parmi les nations*) et des retraites pour la vieillesse garde un caractère d'actualité qui lui vaudra de nouveaux lecteurs. Ch. B.

— Jesse COLLINGS, *Land Reform* (London, Longmans, 1908, in-8°, xxix-452 p. Prix : 2 sh. 6 d.). — L'auteur, qui est membre de la Chambre des Communes, estime qu'il est nécessaire et urgent de faire revivre ces classes de petits paysans propriétaires et de libres fermiers qui, du xiv^e au xvi^e siècle, ont été une des forces de l'Angleterre. Il a, dans ce but, rédigé et fait prendre en considération des projets de loi qu'il reproduit et commente dans son livre. Pour leur donner une base plus solide, il a retracé l'organisation agraire depuis le moyen âge jusqu'aux lois socialistes de 1892 et de 1904, montrant surtout combien les coutumes féodales et la législation moderne ont été oppressives et comment les souffrances des paysans ont fatalement conduit aux soulèvements du xiv^e et du xvi^e siècle, aux troubles agraires du xix^e. — Ch. B.

— *Liber exemplorum ad usum predicantium saeculo XIII compositus a quodam fratre minore anglico de provincia Hiberniæ*, éd. A. G. LITTLE (Aberdoniæ, Typis academicis, 1908, in-8°, xxx-178 p.). — Ce volume forme le t. I des publications de la *British Society of franciscan Studies*. M. Little, président de la Société, a cru devoir publier intégralement le recueil d'« exemples » (ou d'anecdotes) à l'usage des prédicateurs, conservé à Durham, dont M. P. Meyer avait déjà fait connaître (*Notices et extraits des mss.*, t. XXXIV, 1^{re} p.) les parties originales. Il plaide, pour s'en justifier, les circonstances atténuantes (p. vi) : « Une édition complète donne une idée plus juste de l'attitude intellectuelle du compilateur et de son public que n'importe quelle collection d'extraits; de plus, le présent recueil est d'un intérêt exceptionnel comme étant la plus ancienne compilation de ce genre faite par un Franciscain qui ait été imprimée jusqu'à ce jour. » — On sait, depuis la publication de M. P.

Meyer, que le compilateur, qui avait fréquenté l'Université de Paris avant d'être *lector* dans un couvent de son ordre en Irlande, écrivait vers les premières années du règne d'Édouard I^{er}. Les anecdotes dont la scène est en France (n. 67, 116, etc.) sont peu nombreuses, et M. Little n'en a pas trouvé la source. Ch.-V. LANGLOIS.

— Geoffroy CHAUCER. *Les contes de Canterbury*; trad. française avec une introduction et des notes (Paris, F. Alcan, in-8°, xxxii-530 p.). — L'introduction est signée par M. LEGOUTS, qui a réuni sous sa direction une équipe de vingt professeurs d'anglais; ensemble, ils se sont partagé la tâche. Exécutée avec science et habileté, cette traduction est une œuvre d'excellente vulgarisation. Les traducteurs ont naturellement suivi la meilleure édition (celle de Skeat); des notes en petit nombre éclairent les mots les plus rares, les allusions les plus obscures, indiquent brièvement les sources où Chaucer a puisé. Certains contes, trop longs ou dénués d'intérêt, ont été simplement analysés, par exemple le conte de « Mélibée » et celui du « Curé », dont on possède d'ailleurs l'original français. Ces suppressions nécessaires n'altèrent en rien la physiognomie de l'œuvre, qui est rendue avec fidélité et vivacité. Les traducteurs, qui ont suivi le texte ligne à ligne, ont employé librement la forme du vers blanc, qui conserve quelque chose du rythme de l'original; ils ont affecté d'ordinaire un certain air de naïveté ou une recherche d'archaïsme qui sent son clerc et qui, en vérité, ne manque pas de saveur. Les Français n'auront plus d'excuse si, désormais, ils parlent des *Canterbury tales*, d'une verve si intempérante et d'une fantaisie si variée, uniquement d'après des extraits découpés dans les histoires de la littérature anglaise. Ch. B.

— W. M. KENNEDY. *The « Interpretations » of the bishops and their influence on Elizabethan episcopal policy* (London, Longmans, 1908, in-8°, 43 p. Prix : 1 sh. 6 d.). — On publie ici une déclaration des évêques sur certains points de l'organisation ecclésiastique, moins encore : sur l'habit des prêtres, en conformité avec l'acte d'uniformité de 1559; cette déclaration nous est parvenue dans trois rédactions différentes que l'on donne ici pour la première fois. Cette mince brochure a été publiée pour les membres de l'*Alcuin club*, qui s'est fondé en 1896 afin « d'encourager les études concernant le cérémonial, l'arrangement, l'ameublement et l'ornementation des églises conformément aux articles du *Book of Common prayer* »; tous les membres et associés doivent être en communion avec l'Église anglicane. — Ch. B.

— The R. H. Mr. Justice MADDEN. *Some passages in the early history of classical learning in Ireland* (Dublin, Hodges et Figgis; London, Longmans, 1908, in-12, viii-101 p.). — Conférence faite par le très honorable D. H. Madden à l'inauguration de la Société d'études classiques fondée par le collège de la Trinité à Dublin. L'auteur a recueilli des indications curieuses et assez inattendues sur le degré de culture où se trouvait l'Irlande au temps d'Élisabeth, avant 1591, date où fut

fondé le collège de la Trinité, et avant les dévastations commises par les aventuriers et les soldats de la reine. Le grec et le latin y étaient en honneur, non seulement en deçà du « Pale », mais dans l'Irlande encore indépendante. Dans cette dernière partie, le latin paraît avoir été couramment employé, même chez des paysans, pour correspondre avec les étrangers. L'auteur voit dans ce fait une survivance de l'ancien temps où l'Irlande était un foyer de lumière qui rayonnait sur le continent, où elle était « l'Athènes de l'Europe occidentale ». — Ch. B.

Italie. — En même temps qu'il continue la publication monumentale de ses *Annali dell' Islam*, M. Leone CAETANI, prince de Teano, a entrepris de doter son pays d'un vaste répertoire biographique comprenant tous les personnages qui intéressent à un degré quelconque l'histoire italienne de l'année 476 à l'année 1900. L'ouvrage, qui portera le titre de *Dizionario bio-bibliografico italiano*, commencera à paraître d'ici quelques mois. Toute une équipe de travailleurs rétribués par le directeur de l'entreprise est employée aux dépouillements préparatoires, pour lesquels M. Caetani sollicite, en outre, le concours de toutes les bonnes volontés. Le résultat de ces dépouillements sera de temps à autre condensé dans des volumes qui comprendront chacun toute la série alphabétique des noms; des index publiés de cinq en cinq volumes permettront de fondre tous les noms ainsi relevés en un petit nombre de séries alphabétiques. M. Caetani compte faire porter les dépouillements non seulement sur les ouvrages imprimés, mais aussi sur les manuscrits et sur les pièces d'archives, et il parle de relever, en tout cas, tous les noms antérieurs à 1600 qu'un lien quelconque rattache à l'histoire italienne. On se demande comment un tel programme sera réalisable et même comment on parviendra à se retrouver au milieu de la masse effrayante des noms qui vont ainsi se trouver répertoriés. Mais, quoi qu'il en soit, la nouvelle œuvre de M. Caetani ne manquera pas de rendre aux historiens des services éminents, et l'on ne peut qu'applaudir à une initiative aussi généreuse. — L. H.

ERRATUM DU PRÉCÉDENT NUMÉRO.

P. 301, l. 37, au lieu de « à Cologne », lire « au Stolzenfels, près Coblenz ».

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

